DÉPARTEMENT DE LA GUYANE

Commune de Roura

Plan Local d'Urbanisme

Rapport de présentation

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2 APPROUVÉE LE : 10 juillet 2026
MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 APPROUVEE LE : 19 février 2020
ELABORATION DU PLU APPROUVE LE : 07 mars 2014
ELABORATION DU PLU PRESCRIT LE : 1er août 2008

SOMMAIRE

ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) 2

PRÉAMBULE 3

SECTION 1 : ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 13

LE MILIEU PHYSIQUE 14
LE MILIEU NATUREL 23
LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES 42
LES POLLUTIONS ET LES NUISANCES 46
L'ANALYSE PAYSAGÈRE 47
LE PATRIMOINE URBAIN ET ARCHÉOLOGIQUE 48

SECTION 2 : LE DIAGNOSTIC TERRITORIAL PRÉALABLE 52

LE CONTEXTE SOCIODÉMOGRAPHIQUE 53
LE PARC DE LOGEMENTS 58
LES ÉQUIPEMENTS 65
DYNAMIQUES ÉCONOMIQUES 70
DÉPLACEMENTS ET RÉSEAUX 81
L'ANALYSE URBAINE 87
ENSEIGNEMENTS DU DIAGNOSTIC ET ENJEUX 97

SECTION 3 : LE PROJET 100

LES CHOIX RETENUS POUR ÉTABLIR LE PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES . 101
EXPOSÉ DES MOTIFS DE DÉLIMITATION DES ZONES ET RÈGLES D'URBANISME 106

SECTION 4 : LES INCIDENCES DES ORIENTATIONS ET DES DISPOSITIONS DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES ENVISAGÉES POUR ÉVITER, RÉDUIRE ET COMPENSER LES CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES 115

LES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT 116

SECTION 5 : ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME 122

SECTION 6 : RÉSUMÉ NON TECHNIQUE 125

SYNTHÈSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 126
SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC 126
SYNTHÈSE DU PADD 128
SYNTHÈSE DES IMPACTS DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MESURES D'ATTÉNUATION (VOIR ANNEXE 2, CI-APRÈS) 129

SECTION 7 : ANNEXES 131

ANNEXE 1 - ARGUMENTAIRE TECHNIQUE CONCERNANT L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE 132
ANNEXE 2 – EXTRAIT DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE RÉALISÉE PAR LE BUREAU D'ÉTUDES H2E 139
ANNEXE 3 - ÉTUDE HYDRAULIQUE RÉALISÉE PAR LE BUREAU D'ÉTUDES SCE EN 2010 168

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 : SECTEUR ANXIONNAZ 216

OBJET DE LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN 217
JUSTIFICATION DE LA PROCÉDURE DE MODIFICATION 218
INCIDENCES DE CES DISPOSITIONS SUR L'ENVIRONNEMENT 244

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2 : SECTEUR DIT « MARINA » ..245

OBJET DE LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN 246
JUSTIFICATION DE LA PROCÉDURE DE MODIFICATION 253
LES ÉVOLUTIONS PROPOSÉES 254

NB : SANS INDICATIONS ÉCRITES CONTRAIRES, TOUTES LES DONNÉES SOCIODÉMOGRAPHIQUES SONT DE L'INSEE



ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)



PRÉAMBULE

INTRODUCTION

Par délibération en date du 1er août 2008, la commune de Roura a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de remplacer sa carte communale, document actuellement en vigueur dans la commune.

La loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000 a profondément modifié les documents de planification urbaine. Plus de trente ans après la loi d'orientation foncière de 1967, les documents d'urbanisme, qui fixaient jusqu'alors des prescriptions d'ordre réglementaire, ont été revus pour être adaptés aux enjeux actuels.

Ainsi, la loi SRU a substitué les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) aux Plans d'Occupation des Sols (POS).

Le Plan Local d'Urbanisme est :

- un document de planification urbaine à moyen terme ;
- un document de maîtrise du droit des sols ;
- un document contenant le projet de politique d'urbanisme de la Commune, élaboré en concertation avec la population.

Le PLU doit respecter les grands principes, fixés par l'article L121-1 du Code de l'urbanisme :

- **le respect du principe d'équilibre**
  - *entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux et le développement de l'espace rural d'une part,*
  - *et l'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces naturels, forestiers ou agricoles et des paysages, et la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables, d'autre part.*

- **le maintien de la diversité des fonctions urbaines et rurales et de la mixité sociale**
  - *en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités et d'équipements,*
  - *en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat, commerces et services ainsi que de l'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs,* 4

- **une utilisation économe et équilibrée des espaces intégrant :**
  - *la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables,*

    La préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques,
  - *la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.*

Le rapport de présentation constitue une pièce essentielle du dossier PLU. Il explique, justifie et motive la politique d'urbanisme mise en œuvre par la collectivité dans le PLU. Conformément aux articles R 123-2-1 et L 123-2-1 du Code de l'urbanisme, il :

- **expose le diagnostic** : analyse les données économiques et démographiques, détermine les besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerces, d'équipements et de services ;

- **analyse l'état initial de l'environnement** et les perspectives de son évolution en exposant notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan (analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers) ;

- **analyse les incidences** notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement ;

- **explique les choix retenus** pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et expose les motifs de la délimitation des zones, des règles et des orientations d'aménagement et de programmation qui y sont applicables. ;

- **présente les mesures** envisagées pour éviter, réduire et si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

- **précise les indicateurs** qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du plan ;

- **comprend un résumé** non technique des éléments précédemment cités et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Conformément à l'article R 123-4 du Code de l'Urbanisme, le PLU délimite 4 types de zones :

- **Zone urbaine dite U** : peuvent être classés en zone U, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter *(art. R 123-5 du Code de l'urbanisme)* ;

- **Zone à urbaniser dite AU** : peuvent être classés en zone AU, les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation *(art. R 123-6 du Code de l'urbanisme)* ;

- **Zone agricole dite A** : peuvent être classés en zone A, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles *(art. R 123-7 du Code de l'urbanisme)* ;

- **Zone naturelle et forestière dite N** : peuvent être classés en zone N, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

CONTENU DU DOSSIER

Document opposable aux tiers, le dossier de Plan Local d'Urbanisme comprend un certain nombre de pièces :

Les pièces écrites

- un présent rapport ;
- un règlement d'urbanisme ;
- un recueil d'annexes relatives aux servitudes d'utilité publiques, aux recommandations architecturales, aux réseaux divers ;
- une note relative aux orientations d'aménagement et de développement durables (PADD).
- La notice environnementale (avec une étude hydraulique jointe)

Les pièces graphiques

- plans de zonages ;
- plan des servitudes.



CONTEXTE COMMUNAL ET INTERCOMMUNAL

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNE DE ROURA

Roura est la septième commune de Guyane par sa superficie (3 659 km²) et 13e par sa population estimée aujourd'hui à environ 3 068 habitants.
Située dans le Centre-Est du département, la commune est délimitée par le bassin versant du fleuve de la Comté et de l'ensemble du réseau hydraulique.

Ses communes limitrophes sont :

- au Nord : les communes de Matoury et Montsinéry ;
- à l'Ouest : Kourou et Saint-Élie ;
- au Sud et à l'Est : Régina.

La commune est composée de deux bourgs, Cacao et Roura distants de 60 Km et constituant les deux principaux pôles urbanisés, ainsi que de nombreuses zones d'habitat dispersées le long des RN 2 et RD 6, sur les berges de la Comté et de l'Orapu et dans la zone de Nancibo



Roura est une commune aux multiples visages et chargée d'histoire

Roura porte aujourd'hui les traces de son histoire. Pour comprendre et aborder les questions relatives à ses formes urbaines et architecturales, sa population, son économie, ses paysages et son environnement, il convient de rappeler succinctement les grandes époques de son histoire :

Le territoire de Roura fut habité et mis en valeur dès la première moitié du XVII^{e} siècle par les colons et les religieux.

- Les jésuites fondèrent Roura en construisant au pied de la Montagne de Roura une chapelle ;
- **En 1675**, Roura fut élevée à la dignité de paroisse ;
- Le 27 août **1698,** Le colon Jean-Baptiste de Gennes, obtint du roi Louis XIV une concession de cent pas de terre le long de la rivière Oyak. Cette concession érigée en comté le 12 juillet 1698 donna le nom à la Comté à la partie de l'Oyak qui la longeait ;
- Ce territoire fut le théâtre de nombreuses révoltes et saccages d'esclaves. Le noir-marron Gabriel y installa son camp en **1707** mais dut s'enfuir vers le haut de la crique Racamont. À sa mémoire, le nom de la Gabrielle fut donné au territoire où se trouvait son repaire ;
- Le Comte de Gennes mourut ruiné et son fils ne put redresser l'exploitation qui en **1725** deviendra domaine du roi ;
- En **1786,** le Marquis de la Fayette acheta une concession non loin de la Gabrielle où il développa l'émancipation progressive des esclaves par le travail salarié. Son domaine devint prospère et il acheta celui de la Gabrielle. Cette dernière fut florissante grâce notamment aux nombreuses plantations de girofliers. Le Marquis se heurta aux autres colons sur le sort des esclaves et des problèmes d'ordre foncier font que l'entreprise échoua et en **1794** les biens du Marquis passèrent à l'État ;
- Durant **la première moitié du XIX^{e} siècle**, les noirs marron repris et non réclamés par leur maître travaillèrent sur l'habitation Gabrielle. Cette dernière devint « le plus riche atelier de la colonie » ;
- Après l'abolition de l'esclavage en **1848**, les noirs quittèrent l'habitation ;
- En **1854,** la Gabrielle fut transformée en atelier disciplinaire ;
- Le **10 juin 1854,** un décret autorisa l'acquisition du terrain de Cacao par l'administration pénitentiaire pour l'édification du Bagne de Saint-Augustin. Deux autres bagnes seront construits sur la Comté ;
- En **1859,** suite à une violente épidémie de fièvre jaune, les divers bagnes furent abandonnés. Les matériaux et objets encore utilisables furent transportés à Saint-Laurent ;
- Le décret du **15 octobre 1879** crée **la commune de Roura** ;
- **En 1971**, la mise en place d'un bac permis le désenclavement de la commune ;
- **En 1979,** installation des H'Mong, originaires du Haut-Laos au lieu-dit Cacao, ces derniers mettront en valeur ce territoire via entre autre le développement de l'agriculture ;
- **En 1992,** la construction du pont traversant le Mahury a permis à Roura un nouvel essor.

Ainsi, Roura est une ville **pluriethnique**. Elle se compose d'une multitude de groupes humains d'origines diverses :

- les populations dites « mixtes » : créoles (Guyane et Caraïbe), immigrés (Amérique du Sud), européens, …
- les H'Mongs ;
- les Amérindiens : Palikur ;
- Les Laotiens.



Roura cumule de nombreuses qualités et de nombreux atouts qui fondent son dynamisme et sa spécificité :

- Une grande richesse et une diversité, à la fois culturelle, patrimoniale, fonctionnelle et paysagère ;
- Une forte pluriethnicité ;
- Un environnement naturel et paysager de grande qualité avec la présence de nombreux fleuves et criques, de massifs boisés composés de forêts primaires et secondaires, les marais de Kaw, … Roura appartient également au Parc Naturel Régional de Guyane (PNRG) ;
- Une position de porte d'entrée vers la montagne de Kaw et les marais ;
- Une relative proximité de l'agglomération cayennaise dont elle demeure tributaire ;
- Une appartenance à une intercommunalité (Communauté d'Agglomération du Centre Littoral) ;
- Un cadre de vie agréable ;
- Une activité agricole majeure pour l'ensemble de l'île de Cayenne ;
- Un immense territoire (76,6 % du territoire du centre littoral).

À côté de ces nombreux atouts, tant naturels, qu'humains, qui constituent le socle d'une identité très forte, Roura est confrontée à des difficultés marquées, liées à la difficile gestion de son territoire, qui s'illustrent par :

- Un territoire urbain éclaté entre deux bourgs et des écarts ;
- Une commune réceptacle de la croissance urbaine de la CACL ;
- Une situation de retard en termes de production de logements, d'équipements ;
- Une forte pression démographique ;
- Un processus de dégradation du cadre de vie (secteurs d'habitat illicite)

Roura, à travers son document d'urbanisme, devra trouver son équilibre, ses lignes fortes deviendront le support de son dynamisme et de son développement.

LE CONTEXTE INTERCOMMUNAL

La commune de Roura fait partie des 6 communes de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral.

Les communes membres de la CACL :

Les 3 communes urbaines de l'Ile de Cayenne :
- Cayenne
- Rémire-Montjoly
- Matoury

Les 3 communes rurales
- Roura
- Macouria
- Montsinéry-Tonnégrande

Les compétences de la CACL :

La CACL a pour objet le développement de la coopération et de la solidarité entre plusieurs communes.

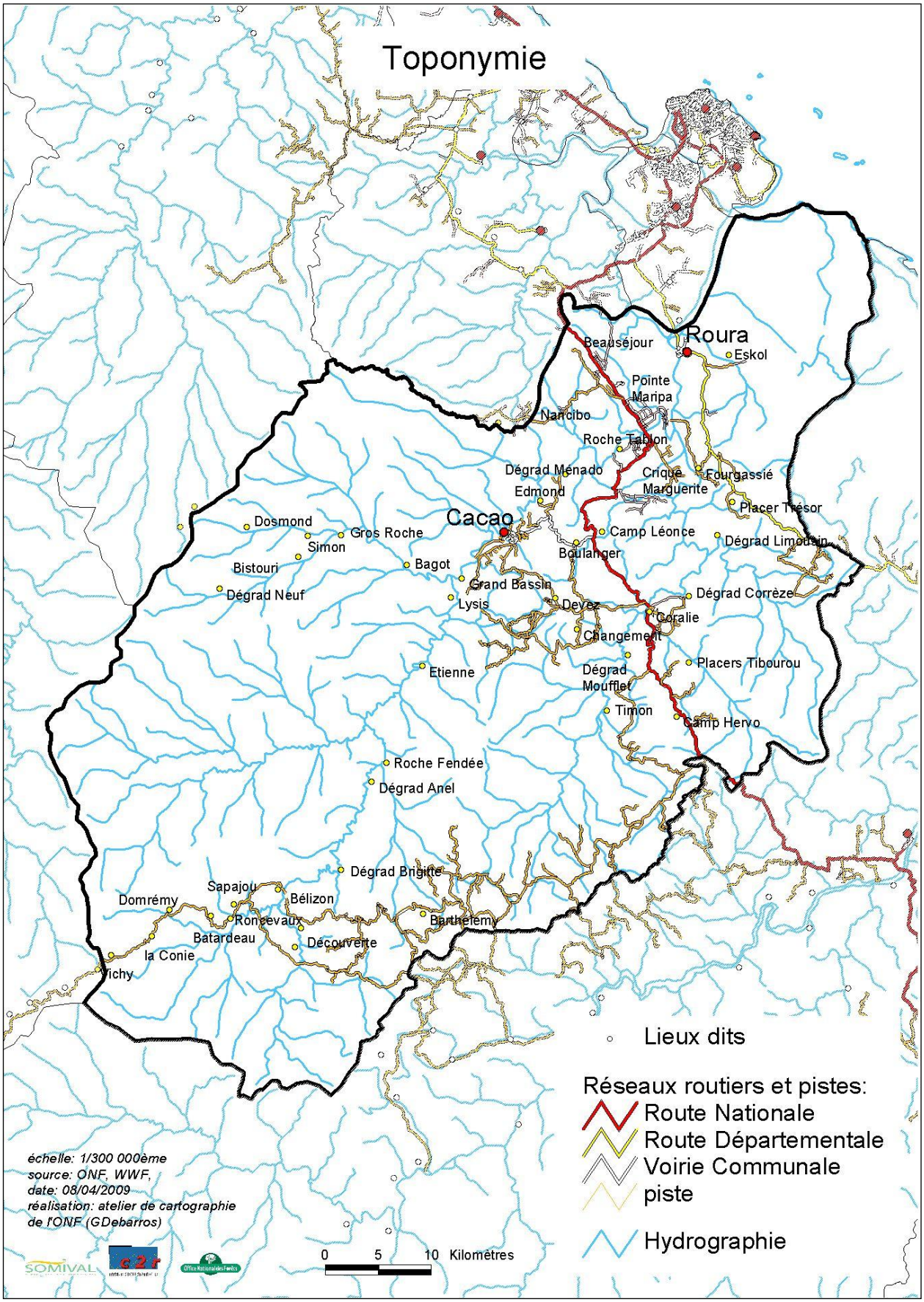
Elle intervient dans les domaines suivants :
- développement économique ;
- aménagement de l'espace ;
- environnement, déchets ;
- adduction en eau potable ;
- assainissement ;
- transport.

La CACL regroupe actuellement une population de l'ordre de 100 000 habitants, soit 60 % de la population de la Guyane sur 6 % du territoire.

70 % des emplois sont concentrés sur le territoire communautaire.

Notons que Roura appartient également au périmètre du Parc Naturel.




Toponymie
Roura
Beauséjour
Eskol
Pointe Maripa
Narcibo
Roche Tablon
Dégrad Ménado
Crique Marguerite
Fourgassié
Edmond
Placer Trésor
Cacao
Dosmond
Gros Roche
Simon
Camp Léonce
Dégrad Limousin
Boulanger
Bistouri
Bagot
Grand Bassin
Dégrad Neuf
Lysis
Devez
Dégrad Corrèze
Coralie
Changement
Placers Tibourou
Etienne
Dégrad Moufflet
Timon
Camp Hervo
Roche Fendée
Dégrad Anel
Dégrad Brigitte
Sapajou
Bélizon
Domrémy
Ronsevaux
Barthelemy
Batardeau
Découverte
la Conie
Vichy
Lieux dits
Réseaux routiers et pistes:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
piste
Hydrographie
échelle: 1/300 000ème
source: ONF, WWF,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie
de l'ONF (GDebarros)
0 5 10 Kilomètres


11



SECTION 1 : ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Le milieu physique

- Climat
- Topographie - Hydrographie
- Géologie

Le milieu naturel

- Espaces naturels
- Protections du milieu naturel et les valeurs écologiques

Les risques naturels et technologiques

- Risques naturels
- Risques industriels et technologiques

Les pollutions et les nuisances

- Nuisances
- Pollutions

L'analyse paysagère

Le patrimoine urbain et archéologique

LE MILIEU PHYSIQUE

CLIMAT

La Guyane située dans la zone équatoriale de l'hémisphère Nord (latitude 2 à 5°) se trouve sous l'influence de la circulation atmosphérique de direction générale Est-Ouest. Le territoire est donc alternativement, selon l'époque de l'année, sous le flux des alizés de Nord-Est et de Sud-Est. Le lieu de rencontre entre ces deux alizés - que l'on nomme la Zone Intertropicale de Convergence (ZIC) - remonte du Sud vers le Nord d'avril à juillet et redescend en décembre – janvier vers l'hémisphère Sud, provoquant durant ces périodes de fréquentes et fortes averses (Lointier & Prost, 1988).

On distingue alors 2 saisons principales :

- une saison des pluies de décembre à juillet avec une accalmie en mars-avril. La période la plus pluvieuse est située au mois de mai ;
- une saison sèche du mois d'août à novembre.

Les données climatologiques de la commune de Roura proviennent de la station météo de Rochambeau. Le seul appareil de mesure présent sur la commune est un pluviomètre, dans le bourg de Roura.

D'une station à l'autre, les variations pluviométriques sont faibles et se situent dans une même fourchette dont la limite supérieure correspond aux précipitations de la station de Kaw.

Les valeurs de précipitations annuelles moyennes sont les suivantes :

- Roura : 3 880 mm
- Cacao : 3 710 mm

La Montagne de Kaw constitue l'un des premiers reliefs rencontrés depuis la mer par les alizés, entraînant des pluies de convection. Elle est par conséquent l'un des secteurs les plus pluvieux de Guyane et d'Amérique du Sud.

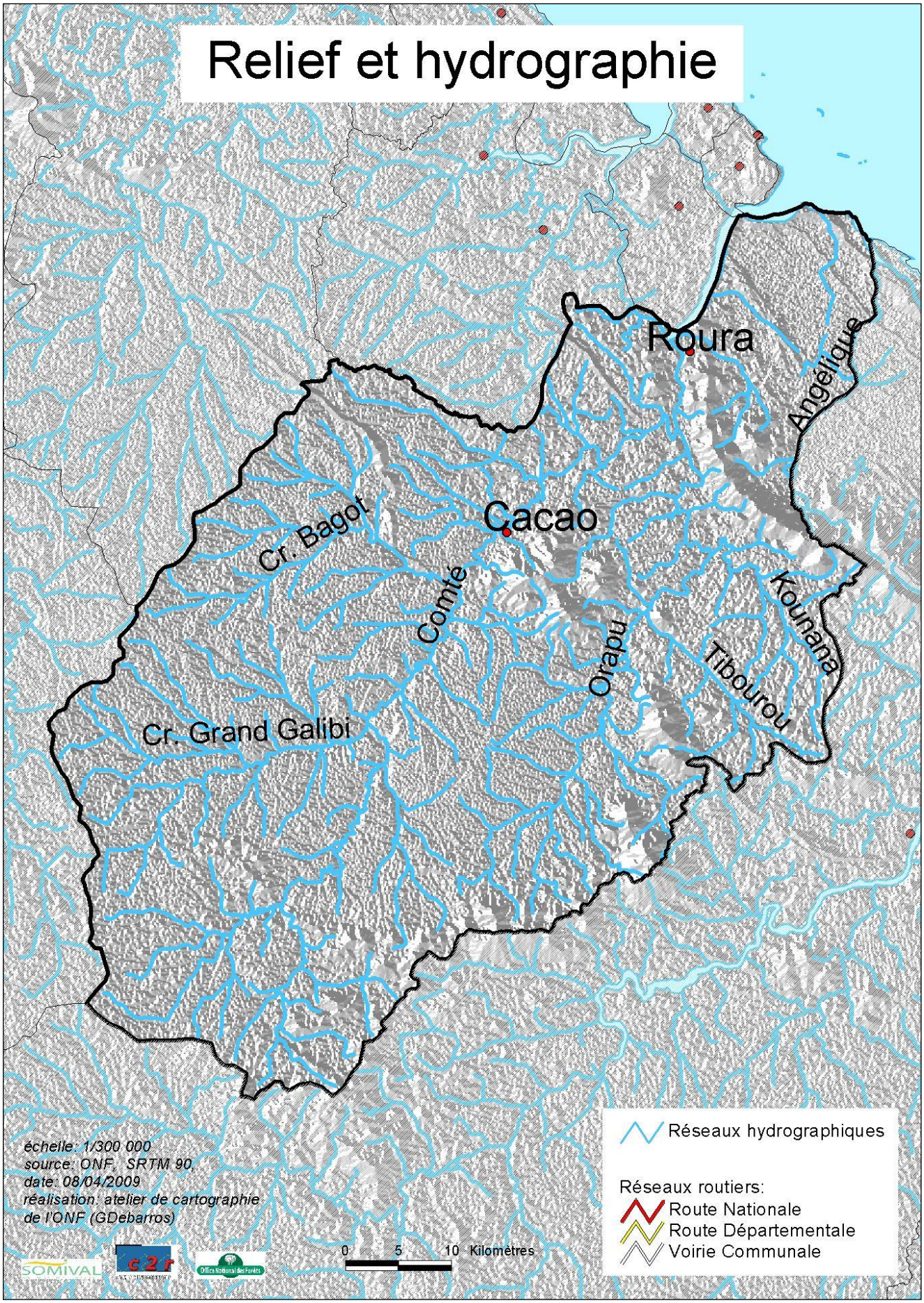
La température moyenne en Guyane est de 26°C et demeure assez constante dans l'année avec des variations journalières de la température de l'air comprises entre 22 et 32°C.

TOPOGRAPHIE – HYDROGRAPHIE

Certains éléments du réseau hydrographique marquent les limites de la commune qui se calquent sur les limites du bassin versant de la Comté qui draine la majorité du territoire de Roura. La commune est séparée de Regina à l'Est par la crique **Angélique.**

Le territoire communal englobe la totalité du bassin versant de la rivière Comté.
La commune possède un débouché sur l'océan par la rive droite du fleuve Mahury.

Dans la partie Nord se trouve la Montagne de Kaw avec un relief culminant à 330 m formant une petite dorsale de 60 km, qui constitue le premier obstacle aux alizés. Dans la partie Sud, se trouvent quelques reliefs isolés : la Montagne Soufflet (243 m), la Montagne Cacao (395 m), la Montagne Maripa (389 m), la Montagne Tortue (462 m) et la Montagne Balenfois (464 m).


Relief et hydrographie
Roura
Angélique
Cacao
Cr. Bagot
Comté
Orapu
Kounana
Tibourou
Cr. Grand Galibi
Réseaux hydrographiques
Réseaux routiers:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
0 5 10 Kilomètres
échelle: 1/300 000
source: ONF, SRTM 90
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie de l'ONF (GDebarros)

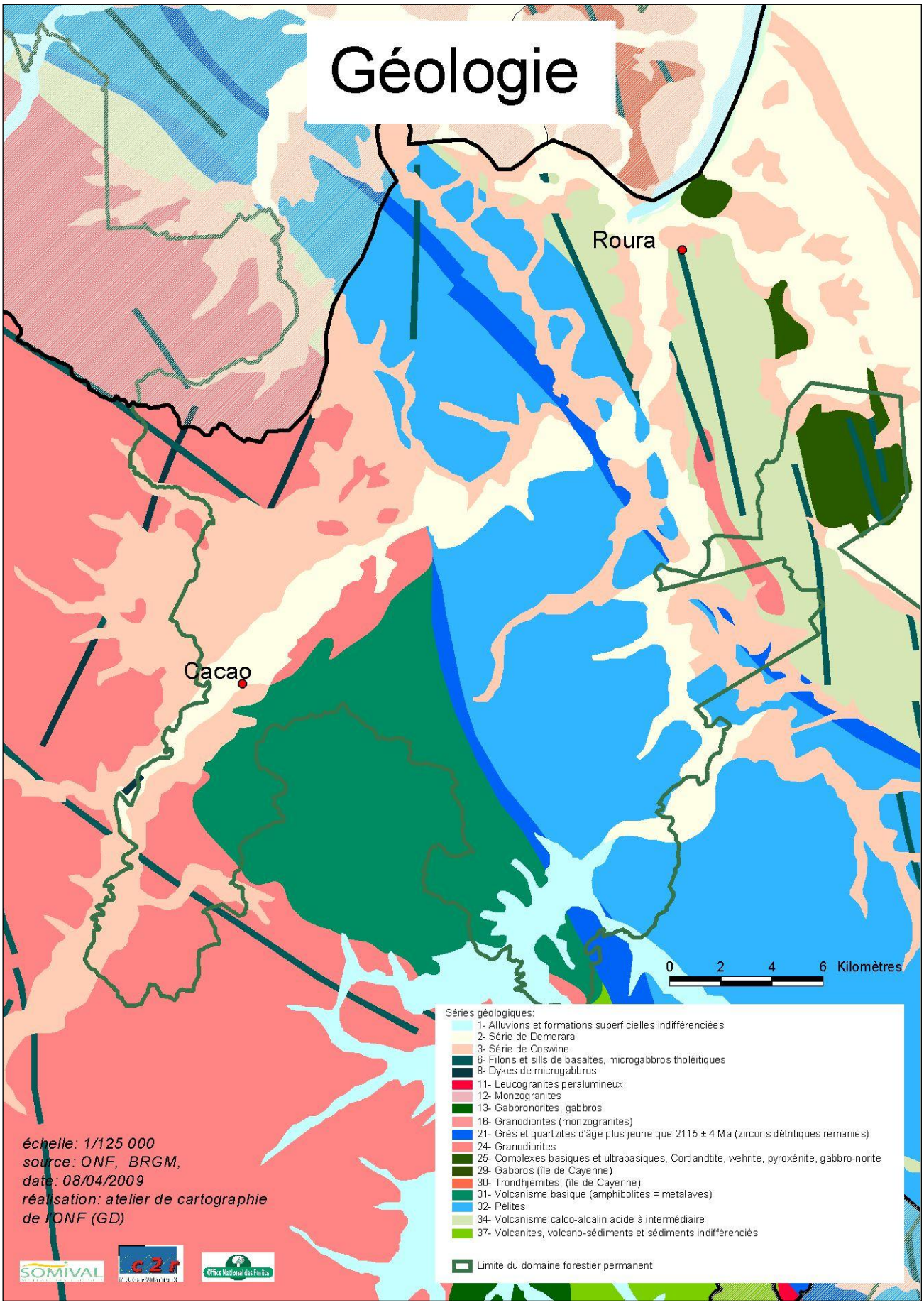
Les différentes formations géologiques se répartissent en 3 grands types de formations.

Les formations sédimentaires, liées aux zones de marais, aux fleuves et rivières qui représentent 20 % de la superficie de la commune de Roura.

C'est ainsi que la série de Demerara est principalement localisée dans la zone des marais de Kaw, la série de Coswine le long de la Comté avec une présence importante dans la partie aval de la crique Nancibo mais également le long de la Counana et les alluvions principalement tout le long de l'Orapu.

Les formations plutoniques que l'on peut classer dans la grande famille des granites, sont les plus représentées avec plus de 50 % de la superficie communale.
Les granodiorites ou granites guyanais représentent à eux seuls près de 30 % des formations géologiques et constituent à ce titre le substrat le plus présent sur le territoire communal.
Ces granites constituent l'essentiel de l'interfluve Comté-Orapu et crique Bagot-crique Galibi.
Quelques filons doléritiques sont présents, et notamment un filon bien caractéristique et bien visible qui part de la Comté en passant par la Montagne Bagot et Balata-Saut Léodate pour arriver au Saut Léodate sur le Kourou.




Géologie
Roura
Cacao
0 2 4 6 Kilomètres
Séries géologiques:
1- Alluvions et formations superficielles indifférenciées
2- Série de Demerara
3- Série de Coswine
6- Filons et sills de basaltes, microgabbros tholéitiques
8- Dykes de microgabbros
11- Leucogranites peralumineux
12- Monzogranites
13- Gabbronorites, gabbros
16- Granodiorites (monzogranites)
21- Grès et quartzites d'âge plus jeune que 2115 ± 4 Ma (zircons détritiques remaniés)
24- Granodiorites
25- Complexes basiques et ultrabasiques, Cortlandtite, wehrite, pyroxénite, gabbro-norite
29- Gabbros (île de Cayenne)
30- Trondhjémites, (île de Cayenne)
31- Volcanisme basique (amphibolites = métalaves)
32- Pélites
34- Volcanisme calco-alcalin acide à intermédiaire
37- Volcanites, volcano-sédiments et sédiments indifférenciés
Limite du domaine forestier permanent
échelle: 1/125 000
source: ONF, BRGM,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie de l'ONF (GD)
SOMIVAL
c2r
Office National des Forêts

Près du village de Roura, les Montagnes Anglaises et Gabrielle forment des formations tout à fait particulières sur complexes basiques et ultrabasiques.

Les formations volcaniques et volcano-sédimentaires qui constituent les principaux reliefs de la commune avec 30 % de la superficie communale.
Le volcanisme calco-alcalin est principalement localisé sur la Montagne de Kaw.

Le volcanisme basique à amphibolite sur les Montagnes près de Cacao (Montagne Savon, Plateau K, Devez).

Les volcanites, volcano-sédimentaires sur les Montagnes Maripa et Tortue.

Les grès et quartzites sur la Montagne des Chevaux et le long de la RN 2.

Les pélites entre la RN 2 et la Montagne de Kaw.

Tableau de répartition des substrats géologiques au sein de la Commune de Roura (Source BRGM).

Substrat géologique	%
Formations sédimentaires	
Alluvions et formations superficielles indifférenciées	3,7
Série de Coswine	7,9
Série de Demerara	8,4
	20,0
Formations plutoniques	
Filons et sills de basaltes, microgabbros tholéitiques	1,4
Dykes de microgabbros	0,6
Gabbronorites, gabbros	1,1
Gabbros (île de Cayenne)	1,3
Granodiorites	29,0
Granodiorites (monzogranites)	6,2
Leucogranites peralumineux	0,02
Monzogranites	2,2
Trondhjémites, (île de Cayenne)	6,9
Complexes basiques et ultrabasiques, Cortlandtite, wehrite, pyroxénite, gabbro-norite	0,5
	49,3
Formations volcaniques, volcano-sédimentaires	
Grès et quartzites d'âge plus jeune que 2115 + ou - 4 Ma (zircons détritiques remaniés)	1,3
Pélites	10,0
Volcanisme basique (amphibolites = métalaves)	6,3
Volcanisme calco-alcalin acide à intermédiaire	2,8
Volcanites, volcano-sédiments et sédiments indifférenciés	10,3
	30,7

ZONES BIOGÉOGRAPHIQUES

Suite aux travaux de JJ. De Granville (1979) D. Paget (1999) et de l'ONF (en cours), la Guyane a été divisée en zones biogéographiques, elles-mêmes découpées en régions naturelles subdivisées en sous-régions naturelles.
Le territoire communal de Roura est concerné par 3 zones biogéographiques, 4 régions naturelles et 9 sous-régions naturelles.

Le tableau suivant fait état des zones biogéographiques et régions naturelles présentent sur la commune de Roura :

ZONE BIOGÉOGRAPHIQUE	REGION NATURELLE	SOUS REGION NATURELLE	SURFACE (Ha)	%
A- Les terres basses ou plaines côtières sédimentaire	A2 - Région côtière centrale de Cayenne - Iracoubo	A2a - Sous-région de Tonate-Montsinéry - Cayenne	23 023	6,3
	A3 - Région côtière est du Mahury-Oyapock	A3a – Sous-région côtière des Marais de Kaw et de la Pointe Béhague	24 025	6,6
B - La chaîne septentrionale ou synclinorium du nord	B3 - Région de l'est sédimentaire et volcanique	B3a - Sous-région de la Montagne des Chevaux	9 458	2,6
		B3b - Sous-région septentrionale de la Montagne de Kaw	12 869	3,5
		B3c - Sous-région de la Counana, des Monts Inéry, des Petites Montagnes Tortues et de la Montagne Baugé	39 093	10,7
		B3e - Sous-région centre-est de la Montagne Tortue et des Montagnes Balenfois	64 918	17,8
C - Le massif central ou domaine granito-gneissique central	C3 - Région du massif centre-est	C3a - Sous-région des criques Leblond, Kourcibo et du Sinnamary intermédiaire	36 710	10,0
		C3b - Sous-région de l'Orapu - Comté, de la Montagne Bagot et de Balata-Saut Léodate	116 449	31,9
		C3c - Sous-région du Haut Sinnamary et de la crique Arataye	38 888	10,6

A- les terres basses ou plaine côtière sédimentaire

Les terres basses correspondent à la frange littorale des sédiments quaternaires.

A2- Région côtière centrale de Cayenne – Iracoubo
Il s'agit de la région médiane des grandes savanes qui sur la commune de Roura se termine par les zones basses des parties aval de la Comté-Oyak-Orapu, à savoir la sous-région naturelle A2a – sous-région de Tonate-Montsinéry-Cayenne. La pluviométrie est assez forte avec 3 000 à 3 700 mm par an.

A3- Région côtière est du Mahury-Oyapock
Il s'agit de vastes zones hydromorphes recouvertes de grands marais, de forêts marécageuses et de mangroves à très forte pluviométrie supérieure à 3 500 mm/an. Sur la commune de Roura, cela concerne la partie la plus à l'Ouest de la sous région A3a – Sous-région côtière des Marais de Kaw et de la Pointe Béhague, à savoir, les polders Marianne, les criques Gabrielle et Angélique.

B- La chaîne septentrionale ou synclinorium du Nord

Ce vaste synclinorium est constitué d'un remplissage sédimentaire paléoprotérozoïque reposant sur des roches volcaniques.
Les chaînons sur roches volcaniques, qui peuvent dépasser les 300 m d'altitude, surplombent des zones de plus faibles reliefs de l'ensemble détritique supérieur et de la série d'Armina.

B3- Région de l'est sédimentaire et volcanique
Il s'agit de la région l'est aux reliefs les plus tourmentés et élevés associés aux pluviométries les plus élevées de Guyane (3 500 mm/an et plus).

B3a- Sous région de la Montagne de Chevaux
Cette sous-région assise essentiellement sur pélites aux reliefs peu élevé et caractérisée par la présence d'un relief, sur grès et quartzites, en forme de grande crête longeant la RN 2 d'une altitude maximale de 140 m
La Montagne des Serpents à l'est de la sous-région, située sur roches volcanique calco-alcalin, comporte un relief plus élevé (200 m) en forme de colline irrégulière aux pentes fortes.

B3b- Sous région septentrionale de la Montagne de Kaw
Située essentiellement sur roches volcaniques calco-alcalin, cette montagne constitue la zone de relief la plus proche du littoral de la commune de Roura. Il s'agit d'une montagne fortement cuirassée, aux pentes très escarpées, d'une richesse floristique importante. Les altitudes ne dépassent pas par contre les 300 m.

B3c - Sous-région de la Counana, des Monts Inéry, des Petites Montagnes Tortues et de la Montagne Baugé
Cette sous-région située entre le piémont de la Montagne de Kaw et la RN 2, est principalement assise sur des pélites et constitue une zone de relief intermédiaire entre la Montagne de Kaw et les petites et grandes Montagnes Tortues.

Le relief se caractérise par la présence de petites collines et de petits plateaux d'altitude moyenne de 60-80 m (maximum 100 m), avec sur la partie amont

de la crique Tibourou des éléments plus élevés et plus découpés avec des altitudes atteignant les 190 m par endroit.

B3e - Sous-région centre-Est de la Montagne Tortue et des Montagnes Balenfois
C'est la région naturelle B3 la plus importante en surface de la commune.
Située sur roches volcaniques basiques et volcanites volcano-sédimentaires, elle s'étend des montagnes de Cacao, en passant par la Montagne Maripa et les Montagnes Tortues jusqu'aux Montagnes Balenfois.
Le relief est de type montagne aux pentes par endroit très escarpées, présentant des épisodes cuirassés parfois important.
Il s'agit de la zone la plus élevée de la commune avec des altitudes dépassant les 450 m.

C- Le massif central ou domaine granito-gneissique central
Ce massif est constitué essentiellement de granitoïdes guyanais.
Le relief est constitué, de petites collines entourées de zones marécageuses, par endroit coupé par des filons de dolérites créant des reliefs de type crête.

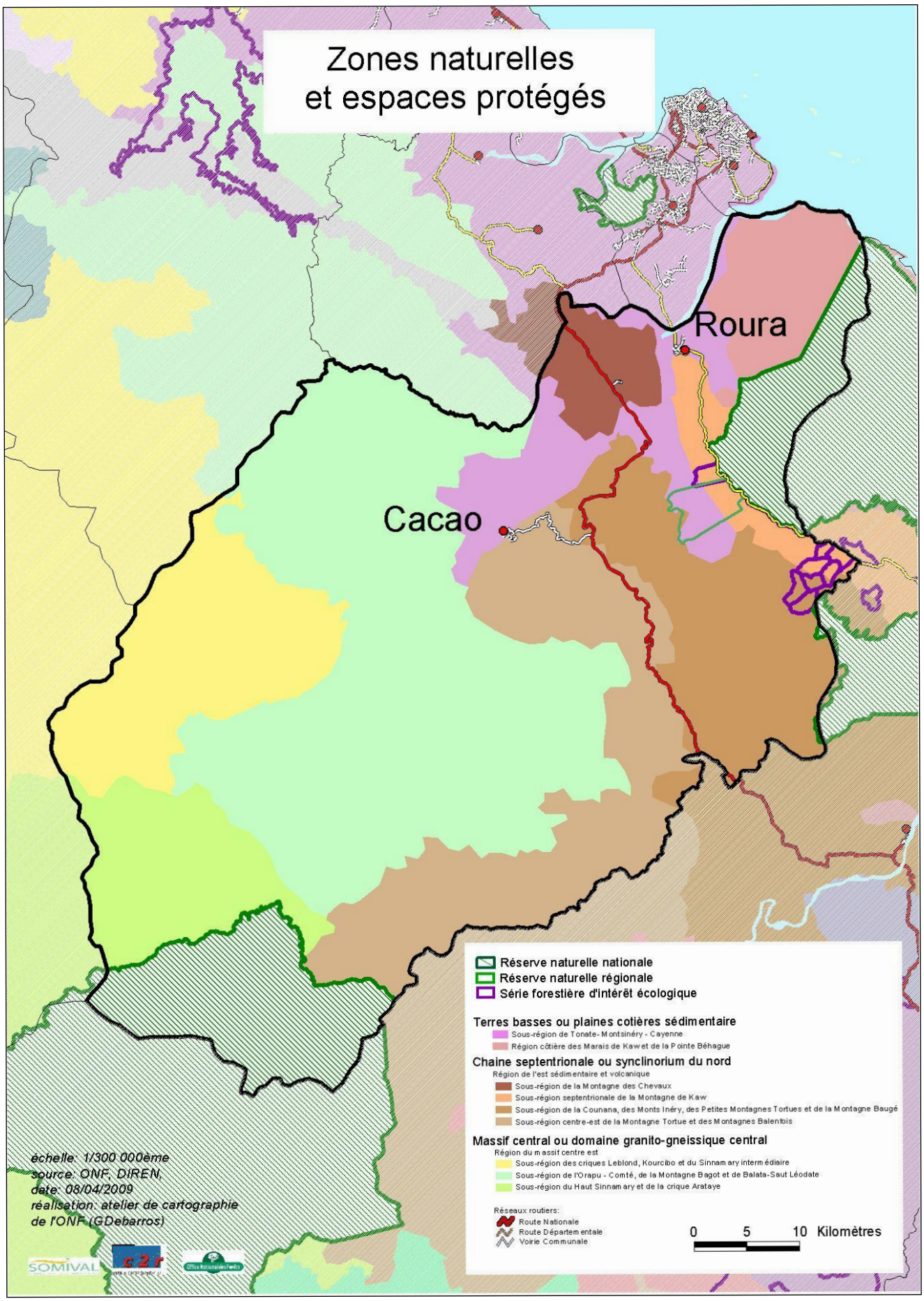
C3a - Sous-région des criques Leblond, Kourcibo et du Sinnamary intermédiaire
Cette zone constitue les parties les plus amonts des criques Bagot et Galibi.
Située sur Trondhjémites et granodiorites, l'altitude moyenne des collines est de 60 – 80 m avec par endroit des altitudes pouvant dépasser les 100 m (maximum 150 m) surtout dans la partie Sud. Les zones de terrasses portant des forêts marécageuses peuvent être localement importantes.

C3b - Sous-région de l'Orapu - Comté, de la Montagne Bagot et de Balata-Saut Léodate
Il s'agit de la sous-région la plus importante puisqu'elle représente à elle seule plus de 30 % de la superficie communale.
C'est la zone par excellence des granitoïdes guyanais au relief collinaire entouré de marécage.
Dans la partie nord, les montagnes Bagot et Couata constituent le filon de dolérites le plus important de la région formant un relief de type crête lui conférant un intérêt tout à fait particulier.
L'altitude moyenne se situe autour des 60-80 m avec des sites ponctuels autour des 100 m.
Les terrasses sur les bords de la Comté, de l'Orapu et dans la partie aval de la crique Galibi peuvent être localement importantes.
Notons que dans cette sous-région aucun espace protégé ne figure. Cette zone encore non protégée est néanmoins intéressante du point de vue de la représentativité de cet habitat et mériterait une attention particulière avant de réaliser des aménagements.

C3c - Sous-région du Haut Sinnamary et de la crique Arataye
Le relief est de type colline et petit plateau avec une altitude moyenne dépassant les 100 m.
Les altitudes les plus élevées sont atteintes sur la Montagne Soufflet avec 243 m.
La partie amont des criques Blanche et Mazin présentent des terrasses alluviales assez importantes.

Les éléments de connaissance liés au milieu physique – relief, géologie, climat - sont à prendre en considération dans l'établissement des règles d'urbanisme (localisation des zones urbaines, définition des zones de protection strictes) et les prescriptions architecturales des constructions (matériaux, orientation, forme et typologie du bâti) qui seront précisées dans les pièces réglementaires du Plan Local d'Urbanisme.




Zones naturelles
et espaces protégés
Roura
Cacao
Réserve naturelle nationale
Réserve naturelle régionale
Série forestière d'intérêt écologique
Terres basses ou plaines cotières sédimentaire
Sous-région de Tonate- Montsinéry - Cayenne
Région côtière des Marais de Kawet de la Pointe Béhague
Chaine septentrionale ou synclinorium du nord
Région de l'est sédimentaire et volcanique
Sous-région de la Montagne des Chevaux
Sous-région septentrionale de la Montagne de Kaw
Sous-région de la Counana, des Monts Inéry, des Petites Montagnes Tortues et de la Montagne Baugé
Sous-région centre-est de la Montagne Tortue et des Montagnes Balenfois
Massif central ou domaine granito-gneissique central
Région du massif centre est
Sous-région des criques Leblond, Kourcibo et du Sinnamary intermédiaire
Sous-région de l'Orapu - Comté, de la Montagne Bagot et de Balata-Saut Léodate
Sous-région du Haut Sinnamary et de la crique Arataye
Réseaux routiers:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
0 5 10 Kilomètres
échelle: 1/300 000ème
source: ONF, DIREN,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie
de l'ONF (GDebarros)
SOMIVAL
c2r
Office National des Forêts

LE MILIEU NATUREL

ESPACES NATURELS

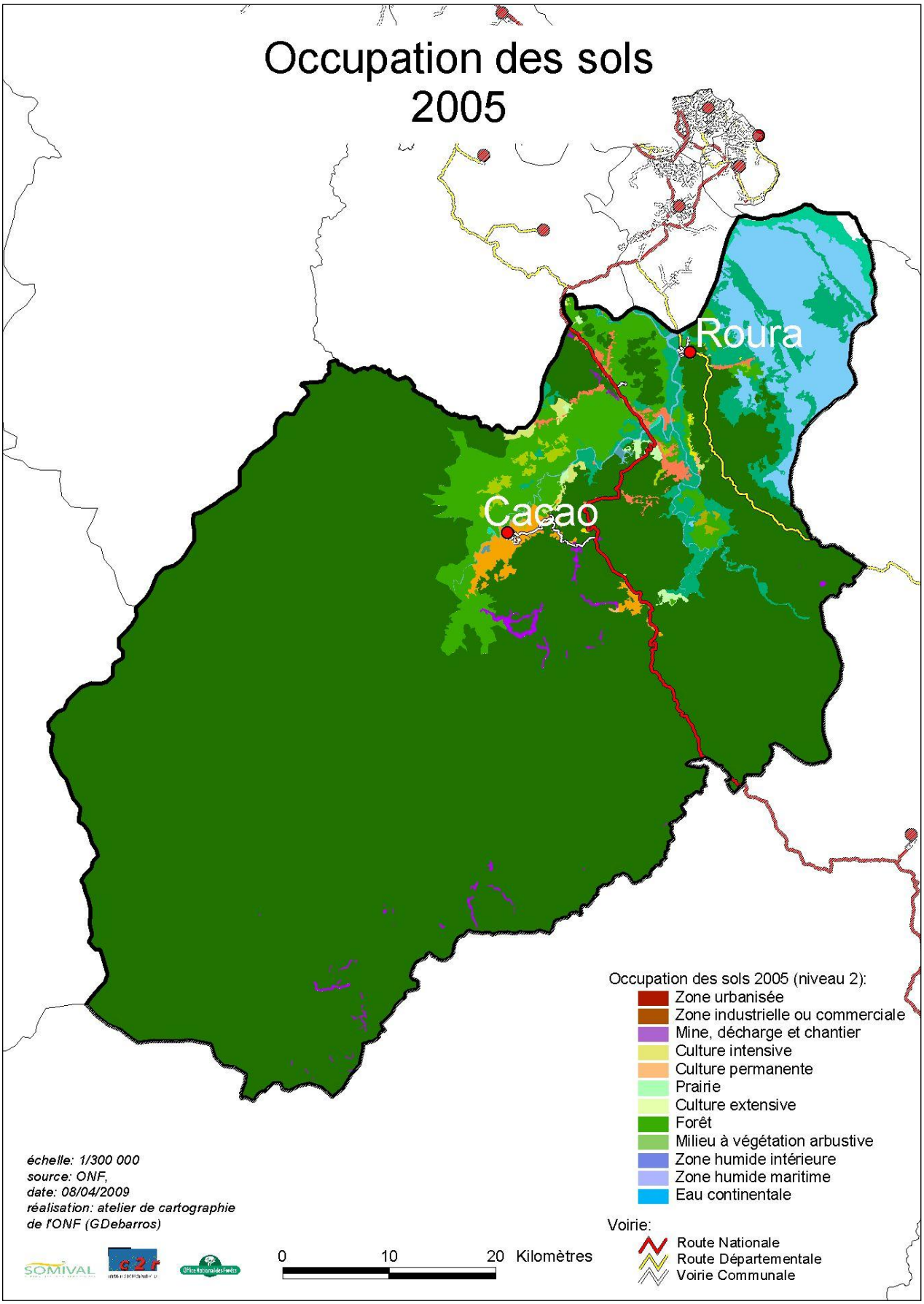
RÉPARTITION ACTUELLE DES ESPACES NATURELS

Cette carte présente, notamment les grands types d'espaces naturels sur la commune.
La description a été faite en interprétant les photos de l'Institut Géographique National (orthophotoplan© IGN) de 2005. La forêt prédomine sur le territoire communal avec 340 976 ha, soit 93 %.

Compte tenu de la taille de la commune et de sa position géographique, tous les grands milieux naturels guyanais sont représentés (mangroves, marais, savanes, forêts...).

Les zones agricoles sont les plus importantes de Guyane avec une surface de 3 237 ha soit 0,9 %. Les zones urbanisées représentent 1 592 ha, soit une portion très minime à l'échelle du territoire de la commune (0,4 %). Elles sont concentrées sur le bourg de Roura et de Cacao. La population de la commune de Roura ne cesse de croître. Logiquement, cet accroissement de population s'accompagne d'extension des zones urbaines. En effet, le bourg de Roura est devenu très attractif pour la population de l'île de Cayenne car il allie la proximité (20 Km de Cayenne) et une meilleure qualité de vie que dans les zones urbanisées de l'île de Cayenne.




Occupation des sols
2005
Roura
Cacao
Occupation des sols 2005 (niveau 2):
Zone urbanisée
Zone industrielle ou commerciale
Mine, décharge et chantier
Culture intensive
Culture permanente
Prairie
Culture extensive
Forêt
Milieu à végétation arbustive
Zone humide intérieure
Zone humide maritime
Eau continentale
Voirie:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
0
10
20 Kilomètres
échelle: 1/300 000
source: ONF,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie
de l'ONF (GDebarros)

Type d'occupation du sol		Superficie	Observations
Zones urbanisées		**1 592 ha**	
	Tissu urbain discontinu	73 ha	Espaces structurés par des bâtiments. Les bâtiments, la voirie et les surfaces artificiellement recouvertes coexistent avec des surfaces végétalisées et du sol nu, qui occupe de manière discontinue des surfaces non négligeables
	Bâti isolé	1 473 ha	Ce sont des espaces en grande partie végétalisés (forêts et végétation basse), entrecoupés d'habitations individuelles (très différent d'un tissu urbain dense). Les bâtiments, la voirie et les surfaces artificiellement recouvertes représentent moins de 30% de la surface totale. Les enjeux de ces zones de développement urbain seront plus approfondis dans le commentaire de la carte des enjeux de la commune de Roura
	Habitat pluridisciplinaire	46 ha	Espaces mixtes regroupant des milieux végétalisés naturels, des habitations individuelles souvent précaires et des cultures. Les associations foncières propres à la Guyane entrent souvent dans cette catégorie
Zones industrielles ou commerciales et réseau de communication		**37 ha**	
	Réseaux routiers et réseau de communication et espaces associés	37 ha	Routes et espaces associés (zones défrichés, lignes électriques...) ayant une largeur minimale de 50m.
Mines, décharges et chantiers		**509 ha**	
	Extraction de matériaux	509 ha	Extractions de matériaux à ciel ouvert (sablières, carrières, miniers)
Cultures permanentes		**1 797 ha**	
	Vergers et petits fruits	1 797 ha	Parcelles plantées d'arbres fruitiers ou d'arbustes fruitiers
Prairies		**517 ha**	
	Prairies	517 ha	Surfaces enherbées denses de composition floristiques constituée essentiellement de graminées. Généralement pâturé
Cultures extensives		**119 ha**	
	Autres cultures extensives	119 ha	Culture traditionnelle vivrière (abattis) non itinérante

Forêts		**340 976 ha**	
	Mangroves	1 942 ha	Formation arborescente constituée de palétuviers, situé sur la zone de balancement des marais. Situé dans la zone côtière de la commune inclue totalement dans la ZNIEFF de type I
	Forêts de terre ferme : forêt dense de la plaine côtière	19 805 ha	Formation arborescente, situé sur la bande côtière, ayant une altitude inférieure à 20m. Cette catégorie comprend notamment les forêts sur cordons littoraux sableux. Ces zones sont localisées dans la bande centrale de la commune, proche des zones anthropisées
	Forêts de terre ferme : forêt dense de basse et moyenne altitude	305 558 ha	Zone compacte, appartenant pour la plus grande partie au domaine forestier permanent et soumise à aménagement, situé dans la zone est et sud de la commune
	Forêts de terre ferme : forêt dégradées de terre ferme	187 ha	Formation arborescente ayant subi une forte pression anthropique. Ces zones sont réparties forme de petites zones situées pour la plupart à proximité directe des zones anthropisées-urbanisées (Roura, Cacao et autres zones urbanisées)
	Forêt inondables ou inondées primaires	13 385 ha	Formation arborescente régulièrement ou continuellement inondés ou marécageuse ayant subi peu de pression anthropique. Ces zones sont situées dans les zones basses du nord est de la commune, proche des reliefs, recevant les eaux de ruissellement
	Forêts inondables ou marécageuses dégradées	99 ha	Régulièrement inondés ou marécageuse ayant subi une forte pression anthropique
Milieu à végétation arbustive		**2 356 ha**	
	Savanes sèches	201 ha	Formation végétale naturelle ou semi naturelle composée principalement de plantes herbacés vivaces
	Savanes inondables ou inondées	1 042 ha	Formation végétale naturelle ou semi-naturelle composée principalement de plantes herbacés vivaces, régulièrement inondés lors de saison des pluies
	Forêts et végétations arbustives en mutation	1 114 ha	Formation végétale fortement perturbé résultant d'une forte dégradation (déforestation, défrichement,...) ou d'une recolonisation par la forêt. Cette classe contient aussi les sols nus, venant juste d'être défrichés
Espaces ouverts, sans ou avec peu de végétation		**16 ha**	
	Plages, dunes et sables	16 ha	Les plages, les dunes et les étendues de sables des milieux littoraux

Zones humides intérieures		**16 013 ha**	
	Marais intérieurs et marécages boisées	16 013 ha	Terres basses inondées en saison des pluies et plus ou moins saturées d'eau toute l'année. Appelé localement Pripris
Eaux continentales		**1 078 ha**	
	Cours et voies d'eau	932 ha	
	Plans d'eau	45 ha	Étendues d'eau, naturelles ou artificielles
	Pisciculture et autres bassins	101 ha	Bassins artificiel servant essentiellement à la pisciculture
	total	**365 011 ha**	

APPROCHE DE CARTOGRAPHIE DES HABITATS NATURELS

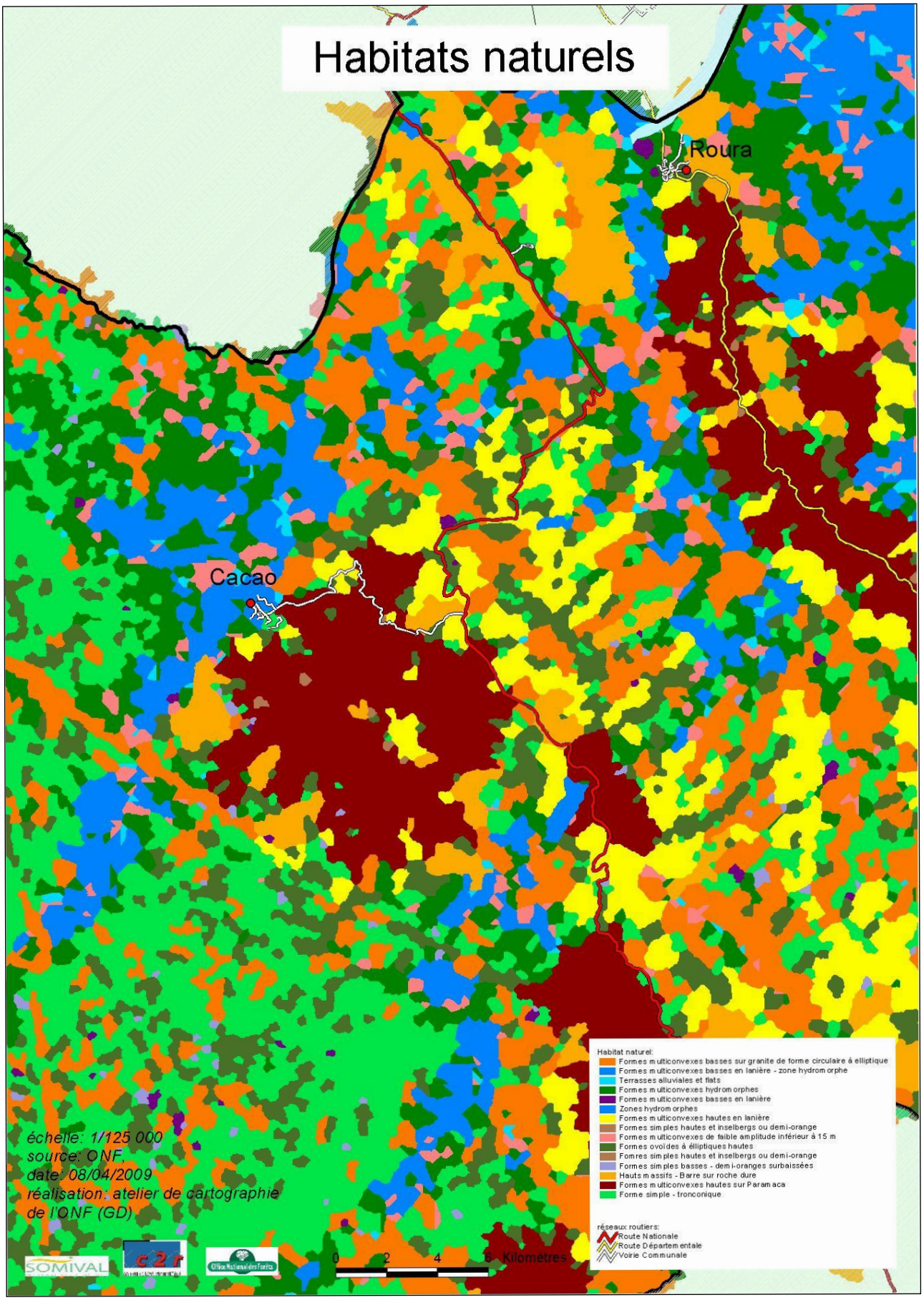
La cartographie des habitats reste difficile en Guyane. La typologie CORINE (Coordination d'Information sur l'Environnement) est la typologie des milieux naturels établie par les européens au préalable à la Directive habitat. Michel Hoff l'a adaptée à la Guyane en 2000. Mais la typologie des habitats listés n'est pas clairement définie, et une cartographie n'est possible qu'à l'échelle de l'hectare.

Le Groupement d'Intérêt Scientifique SILVOLA a fait de la caractérisation des habitats un des axes principaux de son programme de recherches. Un projet de recherche porté par l'ONCFS et l'ONF (*Biodiversité et paysages en forêt tropicale humide guyanaise)*, porte précisément sur le développement d'une méthodologie de caractérisation et de spatialisation des habitats, en insistant sur les problèmes d'échelles : distinction entre "unités paysagères" de grande taille, comportant une série de types d'habitats, et habitats eux-mêmes. Les unités paysagères correspondraient aux "unités géomorphologiques", définies en fonction du substrat géologique et du relief, et aux grands types de végétation qui les recouvrent. Ces concepts permettent des descriptions des milieux forestiers à grande échelle, en utilisant la télédétection. Cependant, cette méthode n'a pas encore permis une standardisation des procédures.

Cette carte montre bien qu'il existe des différences écologiques importantes dans l'immense zone forestière jusqu'ici indifférenciée. Le programme de recherche cité permettra peut être de les caractériser botaniquement et faunistiquement. On peut également visualiser des grands ensembles paysagers naturels.

Aujourd'hui, cette approche permet d'évaluer également l'intérêt du réseau actuel d'espaces naturels protégés. Pour suivre le principe de précaution et préserver raisonnablement la biodiversité, il faudrait que tous les types d'habitats, ou à défaut, de paysages, soient représentés dans ces espaces.

La politique actuelle d'extension des espaces protégés (sous forme de série d'intérêt écologique au sein des forêts domaniales, de réserves biologiques ou réserves naturelles régionales) pourrait s'appuyer sur ces critères objectifs.


Habitats naturels
Roura
Cacao
Habitat naturel:
Formes multiconvexes basses sur granite de forme circulaire à elliptique
Formes multiconvexes basses en lanière - zone hydromorphe
Terrasses alluviales et flats
Formes multiconvexes hydromorphes
Formes multiconvexes basses en lanière
Zones hydromorphes
Formes multiconvexes hautes en lanière
Formes simples hautes et inselbergs ou demi-orange
Formes multiconvexes de faible amplitude inférieur à 15 m
Formes ovoïdes à elliptiques hautes
Fomres simples hautes et inselbergs ou demi-orange
Formes simples basses - demi-oranges surbaissées
Hauts massifs - Barre sur roche dure
Formes multiconvexes hautes sur Paramaca
Forme simple - tronconique
réseaux routiers:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
échelle: 1/125 000
source: ONF,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie
de l'ONF (GD)
SOMIVAL
c 2 r
Office National des Forêts
0 2 4 6 Kilomètres

La majorité de la commune reste peu ou pas anthropisée. La forêt tropicale subnaturelle qui la recouvre est le milieu le plus biodiversifié du monde.

Le calcul de l'empreinte écologique a pris en compte une multitude de facteurs tels que : la densité de population, l'occupation du sol (zone urbaines, agricole, etc.), la présence éventuelle de campement à proximité (camp d'orpailleurs, touristique ou forestier), la présence et la nature de voie de communication, la présence de fleuves, distance par rapport au littoral, la proximité d'une zone de production ou transport d'énergie (centrale thermique, ligne électrique, l'exploitation minière et forestière).

La carte de l'empreinte humaine n'est pas une carte de la biodiversité ; si cette biodiversité est élevée sur toute la zone concernée (ce qui est cas de la Guyane, où le littoral, les savanes et la forêt intertropicale humide ont une biodiversité très élevées), la notation de l'empreinte humaine permet de **distinguer des secteurs de problématiques différentes, mais ne hiérarchise pas les priorités d'intervention.**

Il faudra donc jumeler cette approche socio-économique à une approche naturaliste, permettant d'apprécier la valeur écologique (biodiversité exprimée en nombre d'espèces, nombre d'espèces patrimoniales, rares ou remarquables, rareté, représentativité ou variété des milieux naturels, …) des différents secteurs. Cette approche croisée posera le problème de l'échelle de travail :

Au niveau local, importance de préserver telle ou telle espèce ou milieu rare dans des zones de forte empreinte humaine, entraînant la nécessité d'une analyse fine et de mesures de protection ciblées

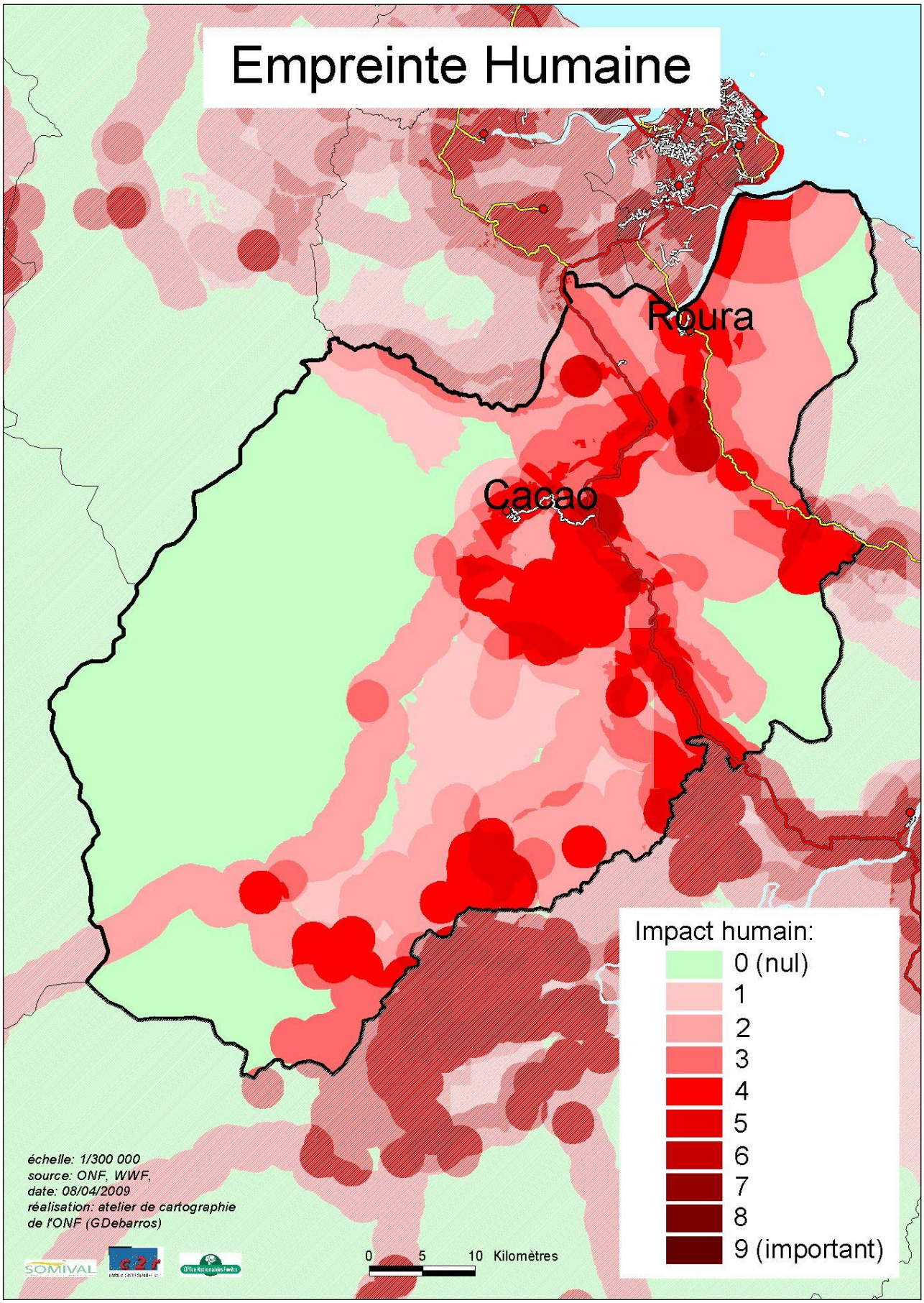
Au niveau régional, importance de préserver tel ou tel milieu naturel, encore peu protégé, de protéger les espèces faunistiques remarquables sur des territoires de dimension suffisante, nécessité d'organiser un réseau cohérent d'espaces naturels protégés

Au niveau international, importance de la conservation et la gestion globale de grands massifs continus, au niveau international : la protection de la forêt amazonienne doit être également envisagée dans son ensemble.

Les zones anthropisées gardent un caractère paysager naturel, mais la faune y est moins présente. La flore n'est appauvrie que pour les zones artificielles (agricoles urbaines).

À noter que la forêt dite secondaire correspond aux zones rasées (pour l'agriculture généralement) et ensuite recolonisées ; la forêt primaire est celle dont la structure n'a pas été modifiée par l'homme. On peut qualifier ainsi la forêt peu ou pas anthropisée, même si les amérindiens l'ont occupé de façon nomade, avec des coupes pour la construction de carbet, des petits abattis itinérants, sans que les ouvertures réalisées ne modifient cette *structure forestière* (répartition des classes d'âge et des essences des arbres). La forêt gérée par l'ONF, exploitée pour le bois depuis moins de 50 ans n'est ni une forêt primaire ni une forêt secondaire,… La structure est légèrement modifiée, ainsi que la composition mais la biodiversité végétale reste comparable. Par contre, rendue accessible par des pistes, ces forêts sont facilement chassées. La grande faune y est réduite, au moins à 2 km de part et d'autres des pistes accessibles (non encore barrée par les forestiers, comme ce doit être le cas à la fin de l'exploitation).




Empreinte Humaine
Roura
Cacao
Impact humain:
0 (nul)
1
2
3
4
5
6
7
8
9 (important)
échelle: 1/300 000
source: ONF, WWF,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie
de l'ONF (GDebarros)
0
5
10 Kilomètres

PROTECTIONS DU MILIEU NATUREL ET DES VALEURS ÉCOLOGIQUES

RÉSERVES NATURELLES

Trois réserves naturelles sont situées, en totalité ou en partie, sur le territoire de la commune de Roura.

Réserve naturelle régionale de Trésor

La réserve Naturelle volontaire de la fondation Trésor, a été créée en 1997. Cette réserve présente une forêt primaire remarquable, les inventaires botaniques montrent une biodiversité importante. La création d'un sentier botanique permet de mettre en valeur cet espace naturel.

Cette réserve a été transformée en réserve régionale par la loi du 27 février 2002 (décret d'application le 19 mai 2005). Le Conseil Régional vient de prendre une délibération (20/04/09) confirmant la réserve régionale.

Arrêté préfectoral n°598 ID/4B du 20 mai 1997, portant création de la réserve naturelle volontaire de la fondation Trésor, initiative privée de l'université d'Utrecht, pour une superficie de 2 464 ha située sur la Montagne de Kaw.

Réserve naturelle des marais de Kaw-Roura

La **réserve Naturelle des Marais de Kaw Roura**, d'une superficie de 94 000 ha recoupe pour partie la Zone Ramsar.
Seuls 13 044 ha sont situés dans la commune de Roura. Elle concerne aussi bien les milieux côtiers, les marais que la forêt. Les marais hébergent l'une des dernières populations de caïmans noirs ainsi que trois autres espèces de caïmans. Ils présentent également une avifaune très riche : nombreuses espèces de hérons et d'aigrettes, une espèce rare comme l'hoatzin, des ibis rouges dans les jeunes mangroves du bord de mer, des limicoles Nord Américains en migration. Les formations végétales sont variées : mangroves côtières à palétuvier blanc, pinotières, savanes à moucou-moucou, savanes herbacées, pripris tremblants. La forêt située sur la montagne de Kaw, en partie sur cuirasse latéritique présente une grande diversité floristique avec un taux élevé d'endémisme. La réglementation de cette réserve naturelle intègre les pratiques traditionnelles des communautés qui y vivent, notamment au niveau de la pêche.

Le tourisme y est assez développé (20 000 personnes/an). Une charte est en cours d'élaboration avec les opérateurs touristiques.

L'Association de Gestion des Espaces Protégés (AGEP) gère la réserve depuis 2008.

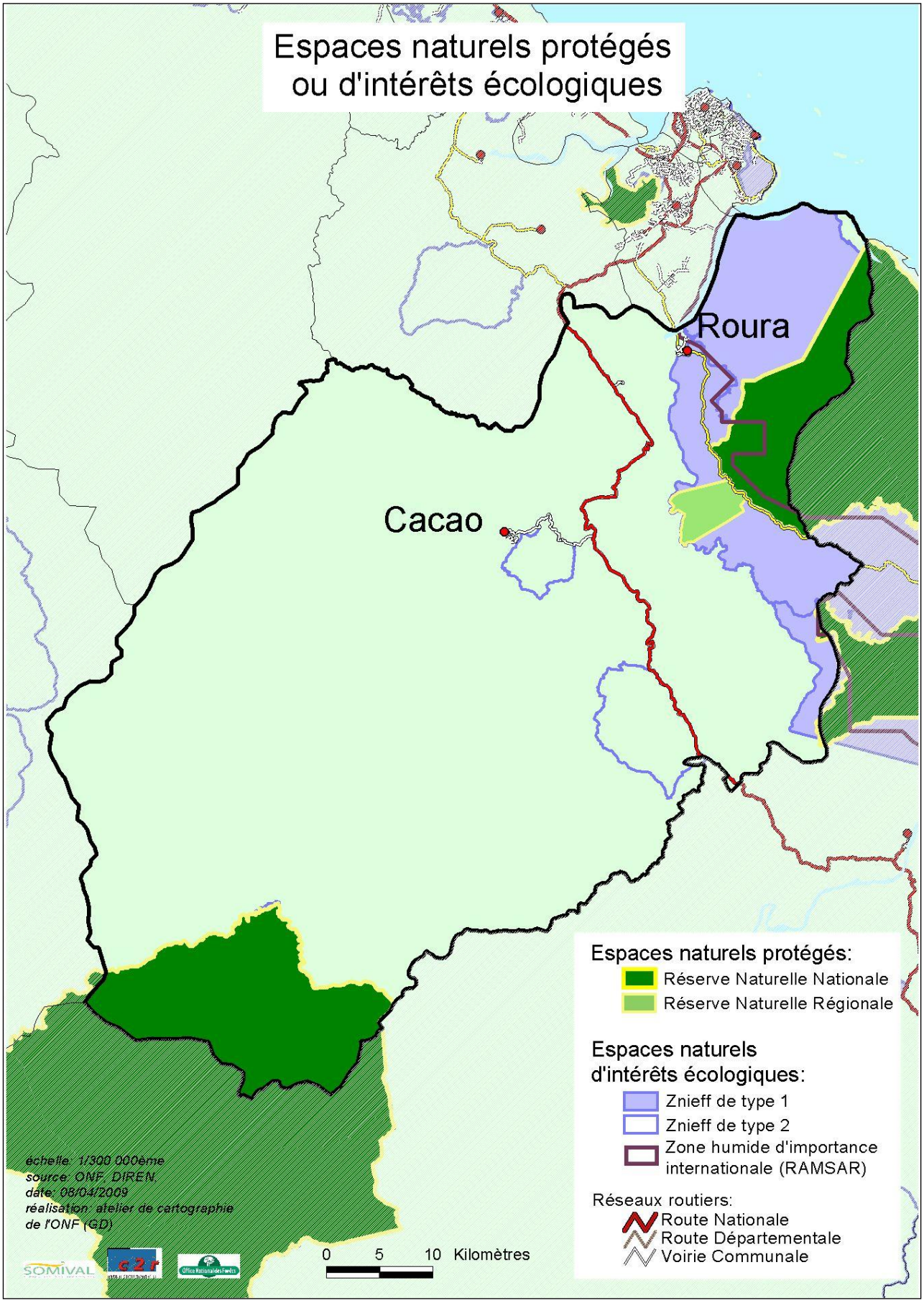
Décret n°98-166 du 13 mars 1998 portant création de la réserve naturelle des Marais de Kaw-Roura

Réserve naturelle des Nouragues

La RN des Nouragues, créée en 1995 regroupe les monts Balenfois et le secteur du Bas Arataye, passage progressif des berges de la rivière Arataye, vers les collines bien drainées à haute futaie, vers les chaos rocheux de bas de pente, enfin vers les terrasses et falaises de l'inselberg. Ce massif représente certainement l'un des anciens refuges où s'est produit le phénomène de spéciation : la flore présente plus de 1 300 espèces dont 30 espèces remarquables.

La superficie de la réserve naturelle est d'environ 100 000 hectares, dont 26 970 ha dans la commune de Roura. De nombreux projets de recherche scientifique sont réalisés dans cette réserve. . En effet, la Réserve Naturelle des Nouragues héberge deux stations de recherche scientifique du CNRS.

Décret ministériel n°95-299 du 18 décembre 1995 portant création de la réserve naturelle des Nouragues, aujourd'hui sous la gestion de l'ONF et de l'AGEP.


Espaces naturels protégés
ou d'intérêts écologiques
Roura
Cacao
Espaces naturels protégés:
Réserve Naturelle Nationale
Réserve Naturelle Régionale
Espaces naturels
d'intérêts écologiques:
Znieff de type 1
Znieff de type 2
Zone humide d'importance
internationale (RAMSAR)
Réseaux routiers:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
échelle: 1/300 000ème
source: ONF, DIREN,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie
de l'ONF (GD)
0 5 10 Kilomètres

ZNIEFF

Les inventaires des zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) sont basés sur les listes d'espèces et d'habitats patrimoniaux. Sans portée juridique directe, les données des ZNIEFF constituent des éléments portés à la connaissance du public et des aménageurs pour être pris en compte dans les décisions d'aménagement, publiques ou privées. Les périmètres ci-dessous correspondent aux ZNIEFF »modernisées » sur la base des données ONF 2008 (cf., annexes 2).

Les ZNIEFF de type I couvrent des secteurs de superficie en général limitée et correspondant à plusieurs unités écologiques homogènes abritant au moins une espèce ou un habitat caractéristique remarquable ou rare, justifiant une valeur patrimoniale élevée. Dans le cas de Roura, les ZNIEFF de ce type sont exceptionnellement grandes, ce qui correspond à la fois à leur intérêt sans commune mesure, en matière de biodiversité, avec les zones similaires en métropole et à un manque de cartographie écologique précise à l'intérieur de ces zones.

Les ZNIEFF de type II couvrent de grands ensembles naturels riches et peu modifiés et qui offrent des potentialités biologiques importantes par leur contenu patrimonial.

La surface totale des ZNIEFF sur la commune de Roura est de 103 219 ha (soit environ 28 % du territoire de la commune de Roura), dont 92 854 ha de ZNIEFF de type I, et 10 365 ha de ZNIEFF de type II.

La **plaine de Kaw** (ZNIEFF de type I) est limitée au Nord par la côte et par l'estuaire du Mahury, au Sud et à l'Ouest par les Montagne de Kaw et de Roura et à l'Est par le fleuve Approuague. Elle intègre dans sa limite Est les îlets de l'Approuague. Cette zone humide occupe plus de 122 000 ha dont 50 022 ha dans la commune de Roura : 29 601 ha inclus dans la réserve de Kaw-Roura et 20 421 ha hors réserve. (Mesures de protections applicables RN, PNR, loi littoral, Site RAMSAR).

La **montagne de Kaw-Roura** (ZNIEFF de type I) décrit une importante crête en arc de cercle sur près de 60 km de long entre Roura et le Mahury à l'Ouest et Kaw à l'Est, pour limiter au Sud une vaste plaine marécageuse. Ce relief tabulaire culminant à un peu plus de 330 mètres, fait partie de la Chaîne Septentrionale, l'une des trois grandes régions géomorphologiques des terres hautes de la Guyane. Ses particularités font des Montagnes de Kaw-Roura une unité géomorphologique et écologique à laquelle sont affiliées d'autres montagnes à cuirasse latéritique (Montagne Cacao, Montagne Maripa, Montagnes Tortues, Monts de l'Observatoire). La Montagne de Kaw constitue l'un des premiers reliefs rencontrés depuis la mer par les alizés. Elle est par conséquent l'un des secteurs les plus pluvieux de Guyane. La Montagne de Kaw bénéficie de mesures de conservation (RN & RNR) qui ne couvrent pas la totalité de la zone. Une activité d'exploitation forestière s'observe sur le plateau sommital. Des prospections aurifères sont également menées sur le versant Sud. Enfin, les possibilités de pénétration par la route de Kaw (RD 6) et les pistes forestières contraignent la grande faune à une pression de chasse croissante, et amènent une fréquentation touristique non négligeable sur certains sites.

Les **Nouragues** (ZNIEFF de type I) la topographie de cette ZNIEFF est essentiellement collinaire, typique de la pénéplaine qui caractérise les très vieux boucliers. Un des éléments remarquables de ce site est la présence d'un inselberg situé dans les Montagnes Balenfois culminant à 464 m. En plus des milieux liés aux inselbergs, la zone regroupe divers écosystèmes forestiers allant de la forêt dense et haute de basse altitude, jusqu'aux forêts marécageuses et ripicoles des vallées alluvionnaires. Les formations liées aux affleurements granitiques vont de la forêt basse de transition à la savane-roche proprement dite. La ZNIEFF de type I des Nouragues bénéficie depuis 1995 du statut de Réserve Naturelle. Elle a une superficie de 106 222 ha dont 26 970 ha situé sur le territoire de la commune de Roura.

La **Montagne de Cacao**, (ZNIEFF de type II) est située au Sud-Est du bourg de Cacao, d'une superficie de 2 931 ha. Elle correspond à une colline tabulaire élevée, culminant à 410 mètres. Sa forme tabulaire témoigne d'une cuirasse latéritique couvrant son sommet. La montagne de Cacao représente une des zones de refuge de la faune et de la flore datant du Pleistocène. On y trouve un fort taux d'endémisme, une biodiversité remarquable ainsi qu'une grande variété de microclimats et de biotopes. Le site, proche du bourg agricole de Cacao, est soumis sur son versant à l'implantation d'abattis. Par ailleurs, la faune des invertébrés (insectes et arachnides) est l'objet d'une très forte pression de capture pour le commerce de souvenirs locaux. Elle ne bénéficie d'aucune mesure de protection.

La **montagne Maripa** (ZNIEFF de type II) est située entre Cacao et Régina, bordant la RN 2 et la Piste de Bélizon. La Rivière Orapu et la Crique Petit Approuague limite la ZNIEFF à l'Ouest. Elle a une superficie de 7,434 ha. Elle ne bénéficie d'aucune mesure de protection.



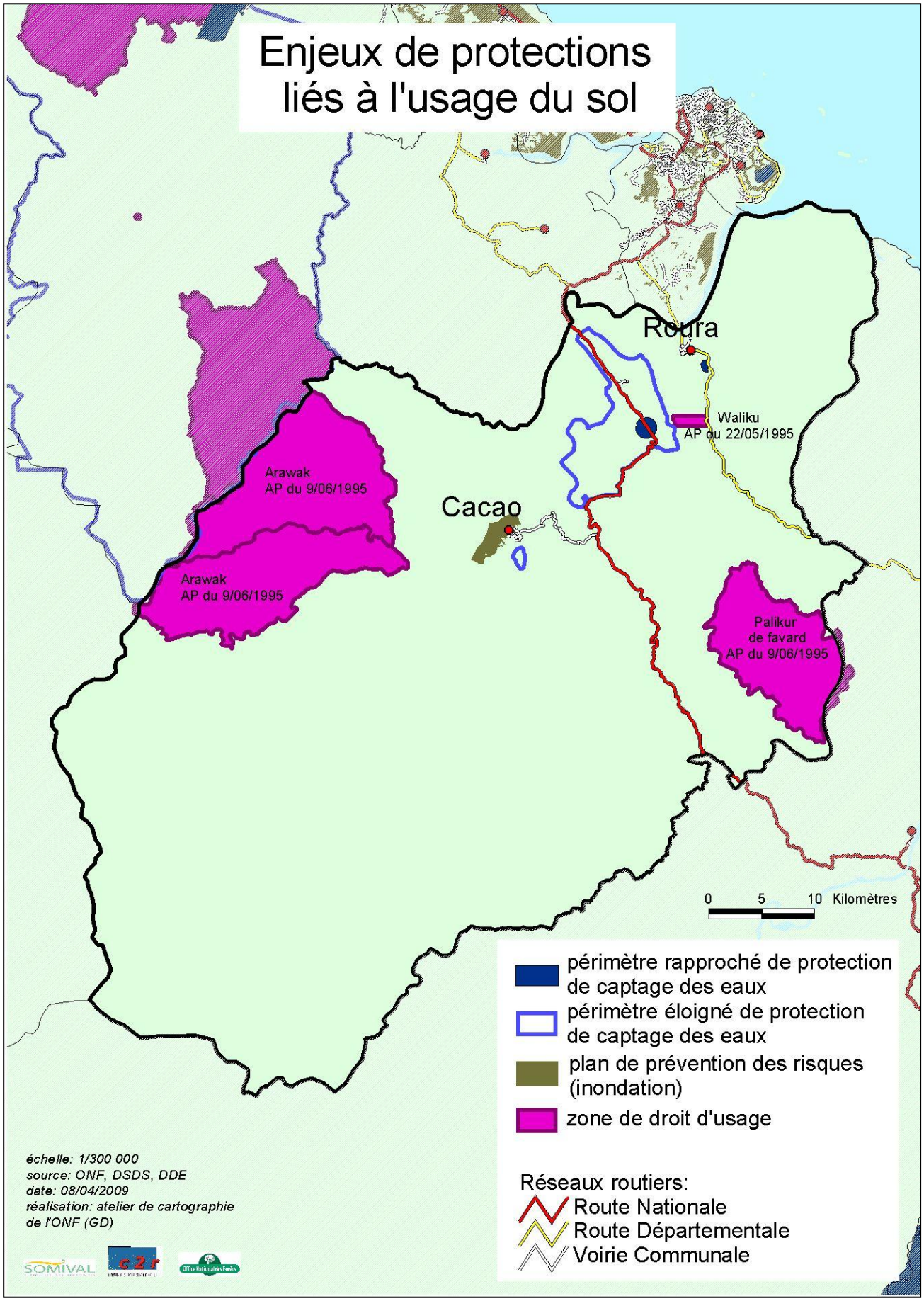
PÉRIMÈTRES DE CAPTAGE

La protection d'un captage se compose en fait de trois périmètres, déterminés selon les risques de pollution et la vulnérabilité du captage. Les interdictions, prescriptions et recommandations sont proposées en conséquence :

- un périmètre de protection immédiate autour du point de prélèvement, dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété
- un périmètre de protection rapprochée à l'intérieur duquel peuvent être interdites ou réglementées toutes activités ou installations portant atteinte directement ou non à la qualité des eaux
- si la situation le nécessite, un périmètre de protection éloignée, à l'intérieur duquel les activités et installations peuvent être réglementées.

La commune de Roura compte trois captages d'eau, situés à Cacao, sur la Comté et à la crique Hove (proche du bourg de Roura).




Enjeux de protections liés à l'usage du sol
Roura
Waliku
AP du 22/05/1995
Arawak
AP du 9/06/1995
Cacao
Arawak
AP du 9/06/1995
Palikur
de favard
AP du 9/06/1995
0 5 10 Kilomètres
périmètre rapproché de protection de captage des eaux
périmètre éloigné de protection de captage des eaux
plan de prévention des risques (inondation)
zone de droit d'usage
Réseaux routiers:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
échelle: 1/300 000
source: ONF, DSDS, DDE
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie de l'ONF (GD)
SOMIVAL
c2r
Office National des Forêts

La quasi-totalité de la forêt guyanaise fait partie du domaine privé de l'État et est gérée par l'Office National des Forêts depuis 1964 ; date de création de cet établissement public. L'application du Code forestier (ordonnance de 2005, décrets d'application en 2008) a permis la délimitation du domaine forestier permanent, qui ne doit pas faire l'objet de défrichement, à moins de modification de son périmètre.

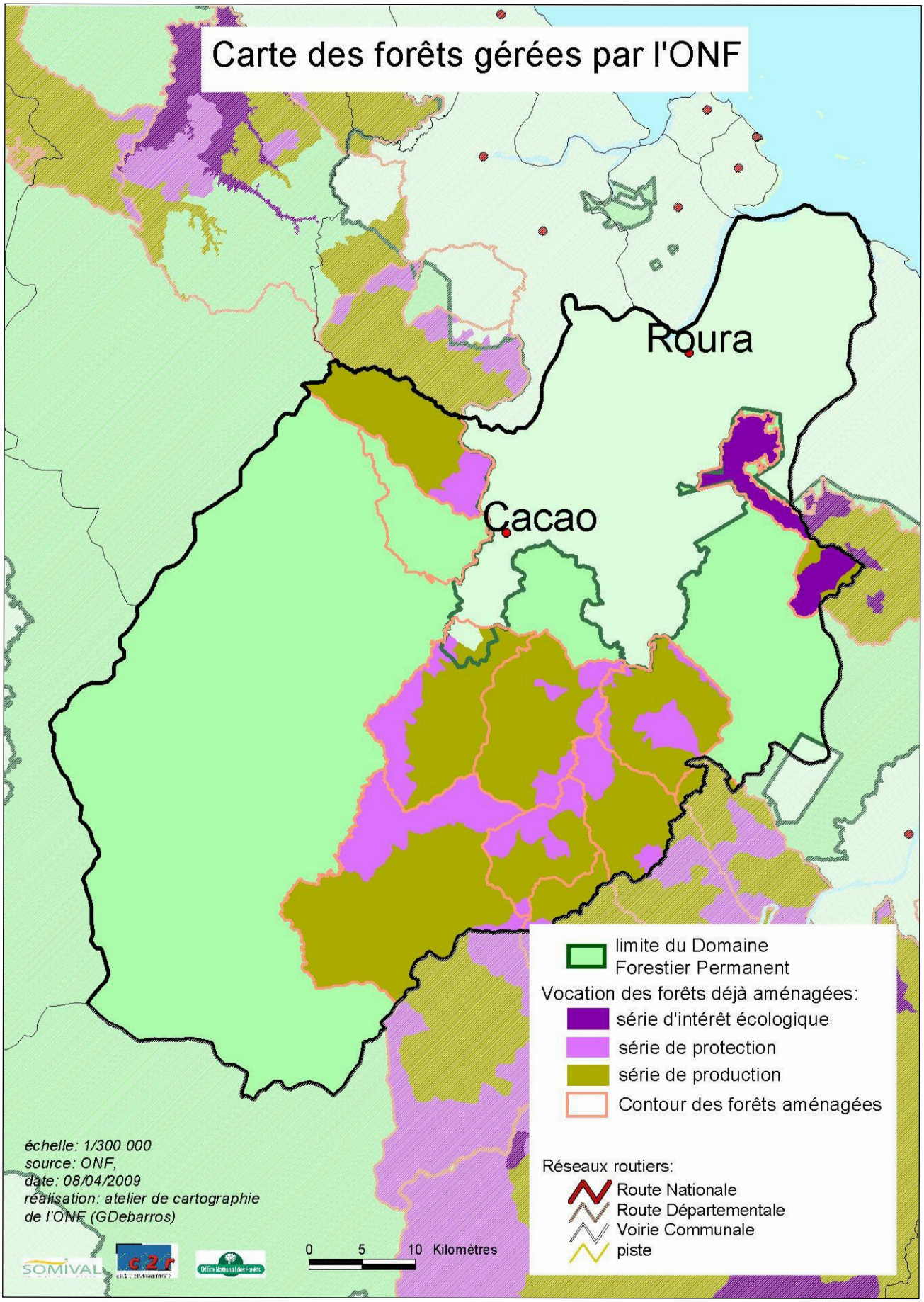
Ce régime forestier constitue bien une protection de l'espace, issu du code forestier, moins forte que les protections issues du Code l'environnement, telles que les réserves ou les parcs nationaux, puisqu'elle autorise l'exploitation (moyennant plan de gestion durable dit aménagement et contrôle de l'exploitation par un établissement public, l'ONF), mais néanmoins assez efficace, puisque l'ONF a la capacité de faire respecter toutes les protections prévues par la loi (interdiction de défrichement, etc.) et par les aménagements.

Ce domaine forestier permanent est divisé en forêts qui doivent toutes être aménagées. Seules les forêts aménagées avant 2008 le sont effectivement. Les autres forêts devraient l'être progressivement.

Les aménagements nouveaux font l'objet d'une procédure de consultation des communes puis d'une approbation par l'État. Un document global pour toutes les forêts du Nord de la Guyane a été rédigé, les Directives Régionales d'aménagement (onf.fr), qui est en cours d'application. Les grands objectifs font l'objet d'un zonage selon la typologie suivante :

Les séries de **production**, tout en assurant la protection générale des milieux et des paysages sont dédiées à la production de bois d'œuvre et d'autres produits forestiers, autorisant l'exercice de la chasse de la pêche, de la cueillette et récolte de bois d'œuvre et de service pour l'usage des populations tirant traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt). La définition de cette série se base notamment sur les contraintes topographiques (contraintes par rapport à l'exploitation) et les possibilités techniques de desserte routière.

Les séries d'**intérêt écologique** qui prennent en compte la diversité des climats, des sols et des reliefs. Le but étant de protéger une diversité d'habitat afin d'assurer la protection d'un échantillon représentatif de la biodiversité). Le choix de ces parcelles porte sur les zones les moins perturbées, avec comme critère un éloignement d'au moins 3 Km du réseau de desserte routière). Ces zones s'inscrivent et contribuent au réseau d'aires protégées. L'emplacement de la série d'intérêt écologique est un élément déterminant, non modifiable, car sa définition est liée à des habitats patrimoniaux pour la plupart rares ou à la présence d'espèces particulières qui dans bien des cas ne se trouvent qu'à un endroit précis.


Carte des forêts gérées par l'ONF
Roura
Cacao
limite du Domaine Forestier Permanent
Vocation des forêts déjà aménagées:
série d'intérêt écologique
série de protection
série de production
Contour des forêts aménagées
Réseaux routiers:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
piste
échelle: 1/300 000
source: ONF,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie de l'ONF (GDebarros)
0 5 10 Kilomètres
SOMIVAL
c2r
Office National des Forêts

Les séries de **protection** physique et générale des milieux et des paysages servent à la protection des zones de captages d'eau potable ainsi que les têtes de leur bassin versant, à la protection des berges des principaux fleuves (lutte contre l'érosion notamment), à la protection des zones de fortes pentes (érosion). Ces zones sont établies en recherchant un continuum (lorsque c'est possible), zone d'un seul tenant la plus vaste possible. Elles participent à la protection du paysage (zone d'intérêt touristique).
L'exercice de la chasse, de la pêche, de la cueillette et récolte de bois d'œuvre et de service pour l'usage des populations tirant traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt est possible. Ces zones s'inscrivent et contribuent au réseau d'aires protégées. Sont également classées dans cette série, les zones qui, ne répondant pas aux critères de rentabilité économique dans le cadre d'une mise en valeur sylvicole, participeront activement à la constitution du réseau d'espaces préservés cités dans les séries d'intérêt écologique en augmentant les zones non impactées. Il s'agit des zones : pauvres en ressources exploitables, trop éloignées des voies de communications pour lesquelles les coûts de desserte puis les coûts de transport des bois sont prohibitifs, pour lesquelles les surfaces exploitables ne justifient pas l'investissement de création des accès.

La série **d'usages traditionnels** : zones qui autorisent l'exercice des droits d'usages par les populations tirant traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt, bénéficiant d'un arrêté au titre du décret ministériel de 1987 selon le code du domaine de l'État.

Sur la commune de Roura, **le domaine forestier permanent représente une surface totale de 282 261 ha**, soit 77 % de la surface totale de la commune, localisé dans la partie Sud, Sud Est de la commune de Roura. Les aménagements (plans de gestIon) couvrent actuellement une surface de 111 570 ha du domaine forestier permanent de la commune de Roura (dont 4 016 ha dont le périmètre d'aménagement est défini mais l'aménagement est en cours). Ils sont répartis de la manière suivante :

	Surface sur la commune de Roura (en ha)	% forêt aménagée	% de la commune de Roura	Observation
Série de Production	72 586	67%	20	
Série de Protection	28 820	27%	8	
Série d'Intérêt Écologique	6 148	6%	2	
Forêt du domaine permanent non aménagée	174 707		48	
total domaine forestier permanent	282 261		77	
Autres espaces	83 282		23	80 % de la Martinique
total	365 543		100	surface du Tarn-&-Garonne

Les forêts suivantes sont munies d'un aménagement en cours de validité :
- Nancibo Sud
- La Montagne Bagot
- Coralie Ouest
- Coralie Est
- Tibourou
- Counamari
- Maripa
- Grillon
- La Montagne Tortue
- Roche Fendée
- Kaw

La forêt de Kaw devrait être réaménagée.

Les séries sont cartographiées sur la carte. Les séries de production alimentent une bonne partie des scieries guyanaises.



Sites du Conservatoire du Littoral

Aucun site n'est actuellement au Conservatoire. Mais cet établissement public qui a un périmètre d'intervention sur la montagne de Kaw, cherche actuellement à se faire attribuer certaines parcelles d'État bordant la réserve naturelle Trésor, afin de renforcer la protection sur cette zone, et éventuellement de valoriser ces espaces, dans le respect de la nature et des activités traditionnelles.

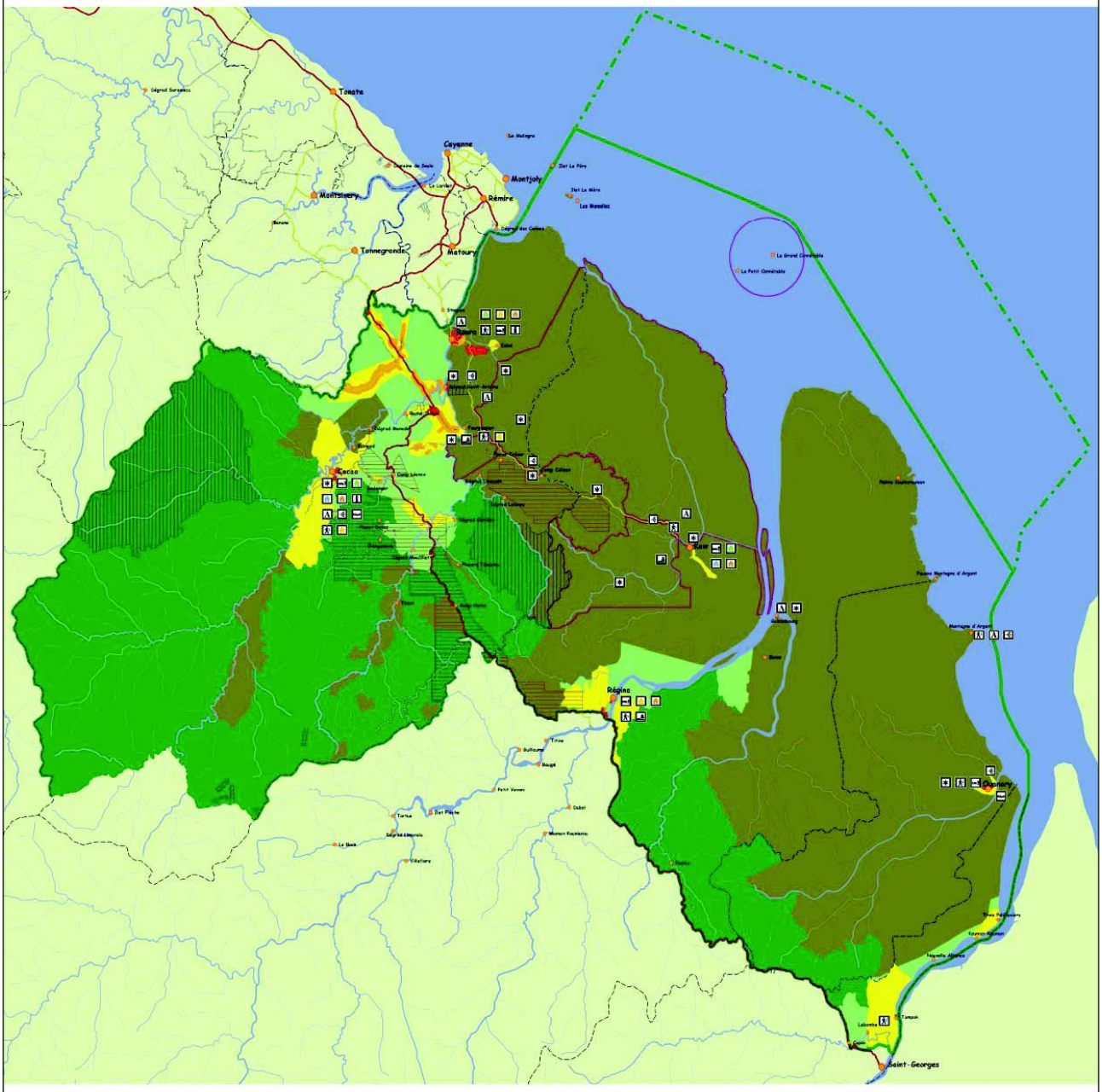
Le Parc Naturel Régional de Guyane

Le Parc naturel régional de la Guyane a été créé par décret du Premier ministre le 26 mars 2001. Ce classement confère au Syndicat mixte du Parc naturel régional de la Guyane, mis en place le 17 septembre 2002, un certain nombre de missions et la charge d'assurer la cohérence et la coordination des actions menées sur le territoire du Parc dans le cadre de la mise en œuvre de la charte (article L333-1 du code de l'Environnement). Le PNRG a pour objectif le développement local et durable de son territoire en s'appuyant sur un développement économique, respectueux de l'environnement naturel et socioculturel. Le PNRG est un outil de développement local au service des communes membres du Syndicat Mixte (Mana, Awala-Yalimapo, et ensemble de la commune de Roura) et au profit de leurs habitants.

La charte du PNRG a été mise en révision le 23 mai 2013 et le périmètre en cours d'extension (communes de Sinnamary et d'Iracoubo).

Le territoire du Parc - Secteur Est (Roura, Régina - Kaw, Ouanary, Saint-Georges)
Les valorisations

Parc naturel régional de la Guyane



Cartographie

Parc naturel régional de la Guyane

LEGENDE

- Limite d'influence maritime du Parc
- Limite du territoire du Parc
- Limite de commune
- Route nationale
- Route départementale
- Autre voirie
- Piste ou chemin

Vocation des espaces

- Zone naturelle
- Zone forestière de développement durable
- Zone agricole
- Zone remarquable
- Zone d'habitat à faible impact environnemental
- Zone urbanisée
- Zone d'exploitation minière
- Zone de droit d'usage

Valorisation et développement

- Equipement touristique
- Randonnée
- Randonnée en canoë
- Hébergement ou restauration
- Aire de détente / carbet de passage
- Point de vue / Lecture de paysage
- Office de tourisme ou syndicat d'initiative existant
- Maison du parc ou antenne
- Maison de la réserve
- Musée / écomusée / centre culturel
- Structure d'accueil scolaire
- Mise en valeur du patrimoine historique
- Limite d'espace protégé

0 10 km

Zones de droit d'usage

Des Zones de Droits d'Usages Collectifs (ZDUC) ont été prévues en Guyane en 1987 par le Code du Domaine de l'État. Des arrêtés préfectoraux ont ensuite été pris pour la plupart des communautés guyanaises. Le code forestier (2005) a repris ces dispositions et a même donné la possibilité aux dites communautés de demander la propriété entière de ces terrains, dans la mesure où ils font partie du domaine forestier permanent et que le régime forestier y perdure (possibilité donnée aussi aux collectivités locales).

Article L.172-4 du Code forestier

*L'autorité compétente de l'État constate, au profit des **communautés** d'habitants qui tirent traditionnellement leurs moyens de **subsistance** de la forêt, l'existence sur les terrains domaniaux de l'État et des collectivités territoriales de droits d'usage **collectifs** pour l'exercice de toute activité nécessaire à la subsistance de ces communautés. En ce qui concerne les forêts des collectivités territoriales, le constat est prononcé après avis de la collectivité propriétaire.*

La reconnaissance des ZDUC permet aux communautés amérindiennes d'y pratiquer légalement l'exercice de la pêche, de la cueillette, de la chasse et des prélèvements de terre pour la poterie. Par contre, les autres utilisations du territoire, notamment à but commercial restent l'apanage du propriétaire et sont impossibles pour les usagers sans l'accord explicite du propriétaire (sous forme de concession ou d'autorisation quand il s'agit de l'État).

L'évolution de l'usage vers le développement ne sera possible qu'avec un système de concession ou de transfert de propriété, un système de protection des espaces. Aujourd'hui, l'absence de définition légale du fonctionnement des communautés ralentit également l'évolution de ces zones de droit d'usage.

Le territoire de la commune de Roura comptabilise la présence de quatre zones de droit d'usage :

- Deux zones de droit d'usage accordé à la communauté Arawak, datant du 9 juin 1995, d'une superficie de 14 443 ha et l'autre de 17 021 ha, situé au Nord-Ouest de la commune ;
- Une zone de droit d'usage accordé à la communauté Waliku, datant du 22 mai 1995, d'une superficie de 297 ha, proche de Fourgassier ;
- Une zone de droit d'usage accordé à la communauté Palikur de Favard, datant du 9 juin 1995, d'une superficie de 11 899 ha ;

À noter que certains groupes d'habitants souhaiteraient aussi bénéficier de la même reconnaissance.

Protection des cours d'eau

Il faut rappeler qu'en Guyane tous les cours d'eau font partie du Domaine Public de l'État (et sont inaliénables), sous la responsabilité de la DEAL et le contrôle des services de l'État (Mission Inter Services de l'Eau, MISE, dirigée par le service ad hoc de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt). Les abords des cours d'eau sont généralement du domaine privé (inclus dans la forêt gérée par l'ONF quand les terrains sont à l'État).

Les cours d'eau font l'objet de nombreuses atteintes, notamment du fait de l'orpaillage. Des contrôles sont réalisés par la DEAL et l'ONF sur les exploitations légales. Des actions sont entreprises par la gendarmerie et l'armée sur les exploitations illégales. L'ONF et les gestionnaires d'espaces protégés participent à l'information sur l'orpaillage et ses impacts (qui touchent également les espaces forestiers voisins des cours d'eau).

Autres zones à enjeux environnementaux

Zone encore non protégée intéressante du point de vue de la représentativité des habitats

Compte tenu de l'incertitude sur les connaissances en matière d'espèces et de milieux, tous les milieux naturels de Roura méritent une attention particulière avant de réaliser un aménagement perturbateur.

Roura dispose d'une grande diversité d'espaces naturels et forestiers de qualité qui participent à la richesse et à l'équilibre environnemental de l'ensemble du territoire de l'Est Guyanais.

Il conviendra donc d'allier les besoins en extension urbaine et la préservation de l'environnement par la prise en compte des valeurs écologiques et des espaces forestiers et par un traitement réfléchi des franges situées à l'interface entre espace bâti et espace naturel.

LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

RISQUES NATURELS

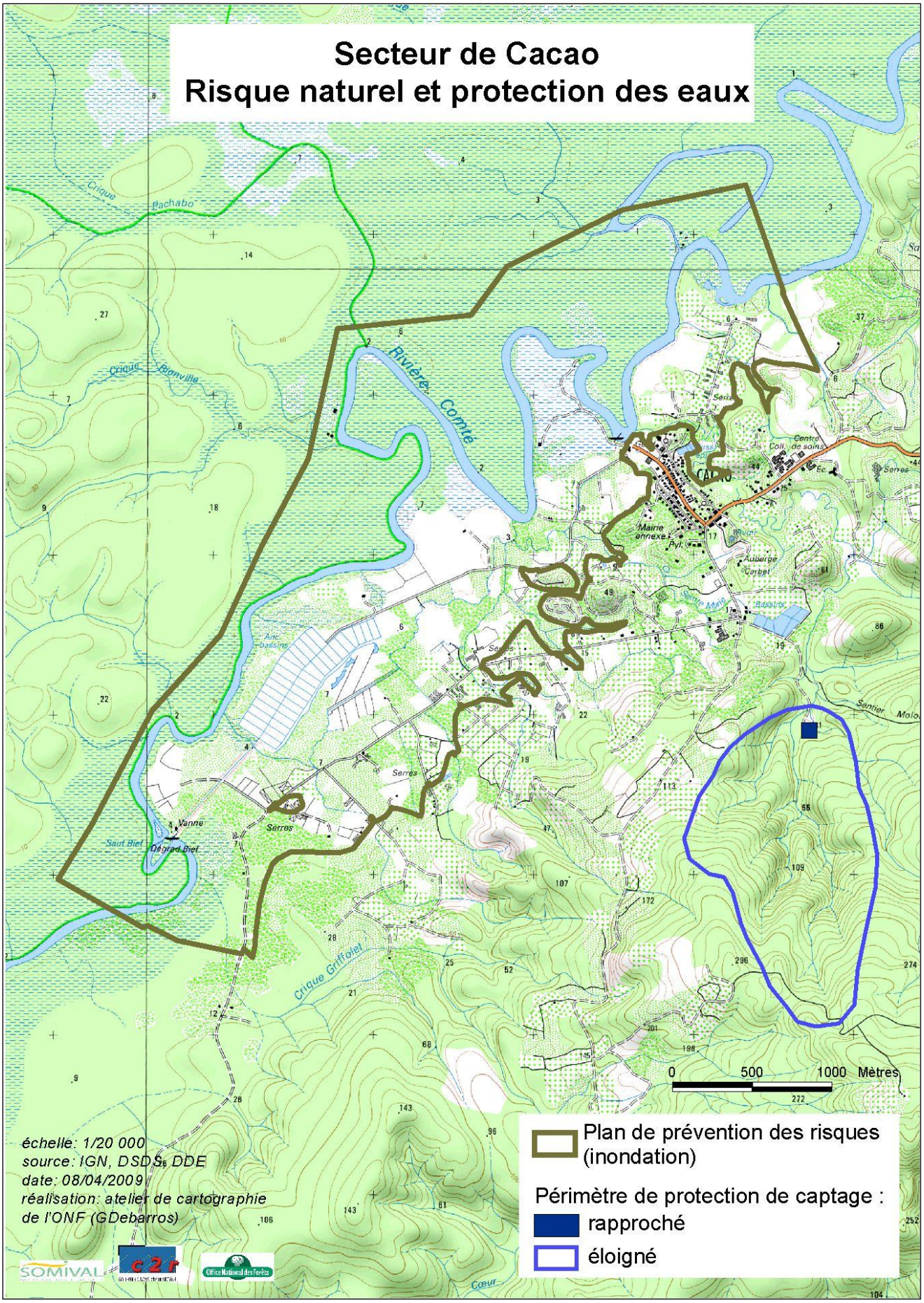
On entend par risques naturels, la manifestation en un site donné d'un ou plusieurs phénomènes naturels, caractérisés par un niveau d'aléa s'exerçant, ou susceptibles de s'exercer, sur des enjeux, populations, biens et activités existants ou à venir caractérisés par un niveau de vulnérabilité.

LE RISQUE INONDATION

La commune de Roura est concernée par un Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi) sur le secteur de Cacao approuvé le 2 septembre 2002 et mis en révision le 26 janvier 2012. Ce plan vaut servitude d'utilité publique au titre de l'article 40.4 de loi du 22 juillet 1987.
La zone concernée se situe sur le secteur de Cacao et s'étend sur un linéaire de 5 km environ, allant de saut bief (4 km environ en amont du secteur urbanisé), à 1 km environ à l'aval du village. Le secteur est soumis aux risques d'inondation par la rivière Comté qui coule en bordure. Situé en zone d'aléa fort les constructions y sont interdites. Cette étude hydraulique a été réalisée en 2010 par le bureau d'études SDCE, ces conclusions sont annexées au présent rapport de présentation.

Le reste du territoire communal est couvert par l'atlas des zones inondables de 2005. Ce dernier identifie les secteurs pouvant être soumis au risque d'inondation.

Document informatif, l'Atlas des zones inondables concerne les cours principaux des rivières ainsi que les zones d'expansion et d'affluents secondaires aux abords du littoral et des routes principales.


Secteur de Cacao
Risque naturel et protection des eaux
Crique Pachabo
Crique Bonville
Rivière Comté
CACAO
Mairie annexe
Auberge Corbet
Centre de soins
Serres
Vanne
Saut Biet
Dégrad Biet
Crique Griffolet
Santier
0 500 1000 Mètres
échelle: 1/20 000
source: IGN, DSDS, DDE
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie de l'ONF (GDebarros)
Plan de prévention des risques (inondation)
Périmètre de protection de captage :
rapproché
éloigné
SOMIVAL
c2r
Office National des Forêts



De part sa situation, Roura dispose d'axes d'échanges pouvant supporter des transports de matières dangereuses. Cependant, peu de données permettant d'évaluer le poids de ce type de déplacements sont disponibles.
Notons également que les mouvements de matières dangereuses en zone urbaine sont indispensables à la vie quotidienne et économique de la commune (notamment pour l'approvisionnement en carburant).

Il existe par ailleurs, sur le territoire communal, les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (selon l'article L121-1 du Code de l'urbanisme) suivantes :

- Une scierie sur la route de Cacao ;
- La compagnie minière de Boulanger ;
- La FFTP, carrière à Nancibo ;
- Routière Guyanaise, carrière, à Nancibo ;
- STP, carrière à Nancibo ;
- La société des carrières de Cabassou, carrière sur la Montagne des Chevaux ;
- SESIC, extraction de minerais métalliques à Changement ;
- SAGIP, entreprise de fabrication, transformation et mise en œuvre de matières plastiques et de mousse polyréthane sur la RN 2 pk 22 ;
- Les dépôts de carburants TEXACO : Centre de Stockage et de distribution des Carburants de la Commune (ICPE soumis à déclaration), dans le Bourg et Cacao ;
- 2 décharges municipales (Roura et Cacao) qui relèvent de la réglementation des ICPE et néanmoins sous le régime de l'autorisation et doivent être contrôlées par la DSDS (dont la CACL est gestionnaire).

Il existe un projet de centrale hydroélectrique sur le site de Saut Bief à Cacao et d'une unité de production d'électricité utilisant les déchets de scierie sur la route de Cacao.



LES POLLUTIONS ET LES NUISANCES

NUISANCES

Le dispositif du traitement des eaux usées de la commune par lagunage impose un périmètre d'inconstructibilité de 200 mètres autour de la lagune.

POLLUTIONS

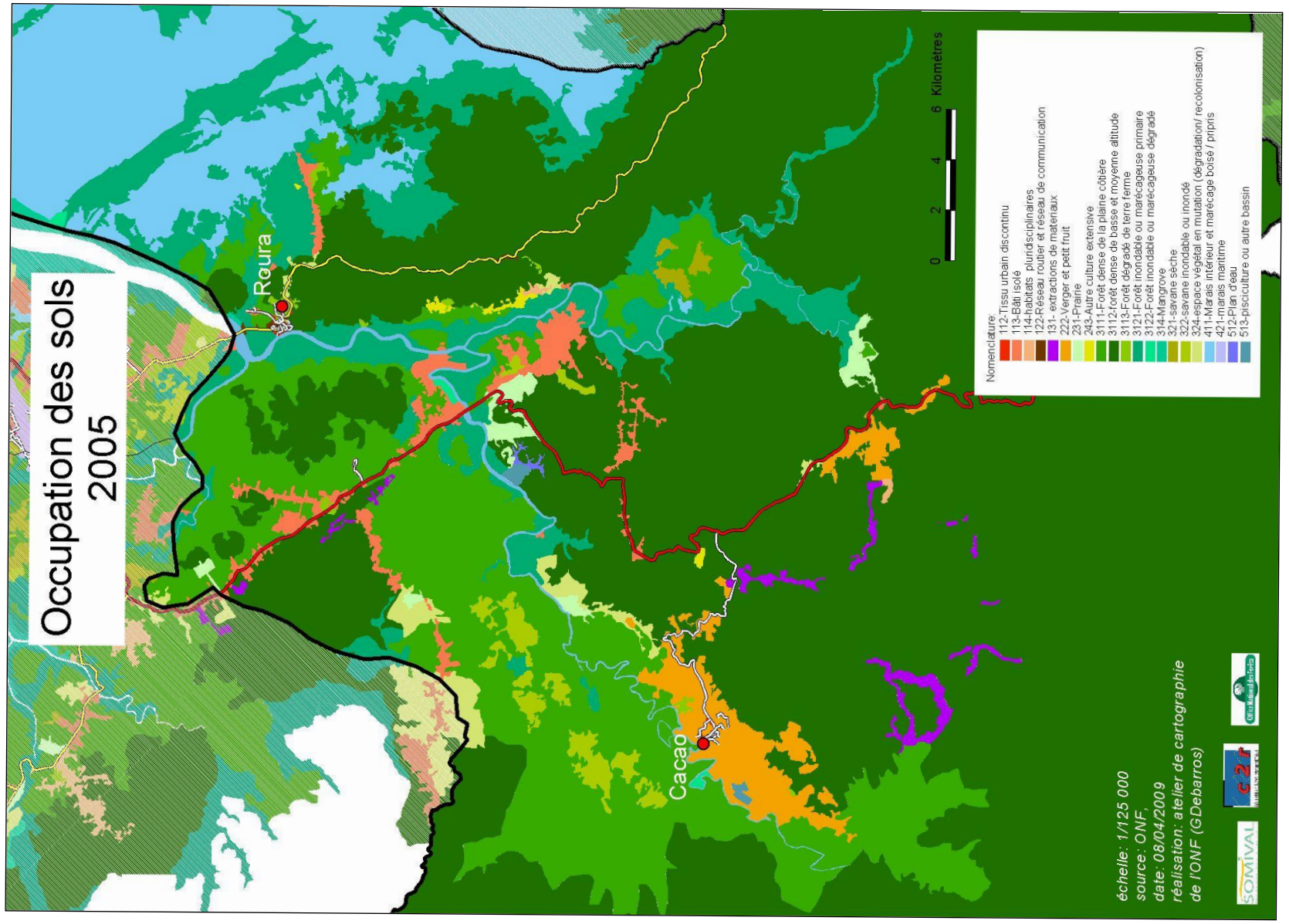
Les risques sur la qualité des eaux

- Impact de l'activité aurifère importante sur la commune de Roura, sur la faune aquatique et sur la chaîne alimentaire. Les rejets de mercure et de boues dans les criques sont des facteurs de pollutions considérables. Les pratiques de nombreux sites d'activités et en particulier les sites d'exploitation illégaux, sont à la base d'impacts lourds sur la qualité des eaux.

- La commune est encore insuffisamment équipée en matière d'assainissement des eaux usées. Le fort accroissement démographique et la multiplication des sites d'habitat illicite, se sont accompagnés d'une hausse de la pression anthropique sur le milieu accroissant les risques de dégradation de la qualité des eaux. Les criques et le fleuve deviennent des exutoires des eaux usées et des déchets.

- Des périmètres de protection immédiats et rapprochés autour des points de captage ont été instaurés par déclaration d'utilité publique sur les sites concernés.

Les éléments de connaissance relatifs aux nuisances et pollutions sont complétés dans la notice environnementale faite par H2E en partie annexée au présent rapport. Ils permettent de prévoir les incidences à prendre en compte, et celles qui imposeront la mise en œuvre de mesures compensatoires. Le Plan Local d'Urbanisme devra veiller à la réduction des impacts négatifs sur l'environnement.


Occupation des sols
2005
Roura
Cacao
0
2
4
6 Kilomètres
Nomenclature:
112-Tissu urbain discontinu
113-Bâti isolé
114-habitats pluridisciplinaires
122-Réseau routier et réseau de communication
131- extractions de materiaux
222-Verger et petit fruit
231-Prairie
243-Autre culture extensive
3111-Forêt dense de la plaine côtière
3112-forêt dense de basse et moyenne altitude
3113-Forêt dégradé de terre ferme
3121-Forêt inondable ou marécageuse primaire
3122-Forêt inondable ou marécageuse dégradé
314-Mangrove
321-savane sèche
322-savane inondable ou inondé
324-espace végétal en mutation (dégradation/ recolonisation)
411-Marais intérieur et marécage boise / pripris
421-marais maritime
512-Plan d'eau
513-pisciculture ou autre bassin
échelle: 1/125 000
source: ONF,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie
de l'ONF (GDebarros)
SOMIVAL

LE PATRIMOINE URBAIN ET ARCHÉOLOGIQUE

LES SITES INSCRITS AU TITRE DE LA LOI DE 1930

LES SITES INSCRITS

La loi du 2 mai 1930 a pour objet de réorganiser la protection des monuments naturels et des sites à caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque.
Ainsi, toute modification de l'état ou de l'aspect des lieux ne peut être faite librement par le propriétaire. Les travaux doivent être déclarés quatre mois à l'avance auprès de l'Architecte des Bâtiments de France et à la DEAL pour avis (leur interdiction supposerait la transformation de l'inscription en classement de site). L'affichage, la publicité, le camping et l'installation de villages vacances sont interdits sauf dérogation accordée par le préfet.

Bourg de Roura - *Arrêté du 5/10/1982*	Le bourg de Roura présente un ensemble de constructions de grande valeur sur les rives du Mahury. Il a été classé en 1982 sur l'Inventaire des Sites Inscrits. Son église est l'un des plus anciens édifices religieux de Guyane (1933). La plus ancienne étant la cathédrale de Cayenne (1925) Le bourg dispose de très belles habitations traditionnelles et rurales. Ces demeures constituent une grande richesse architecturale.







LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

RECENSEMENT, PROTECTION, OPÉRATIONS D'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE ET MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE

La mission réglementaire de l'État (ministère de la culture /DAC/ SRA) est de recenser le patrimoine archéologique et de le protéger grâce aux prescriptions et avis qu'il émet au regard de l'arsenal juridique à sa disposition (cf. en annexe, les éléments concernant la réglementation archéologique et son application).

Dans le cadre de la loi d'archéologie préventive de 2001, modifiée en 2003 et 2004, la DAC peut décider d'engager des recherches archéologiques préventives sur les terrains susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés. Elle s'appuie aussi sur la loi de 1941 (archéologie) et de manière marginale sur la loi de 1913 (Monuments Historiques), toutes intégrées dans le Code du patrimoine (20 février 2004).

La DAC peut également soutenir (expertise, participation à certains financements) les projets de valorisation qui sont proposés par les maîtres d'ouvrage (propriétaires en général), s'ils sont conformes à la politique archéologique nationale (compétence du Ministre de la culture) et régionale (compétence du Préfet / DAC).

RECENSEMENT ET PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Les données de "la carte archéologique de Guyane", élément régional de la "carte archéologique nationale" donnent un premier élément de réflexion pour fonder cette politique.

Cependant, le premier état de la "carte archéologique de la Guyane" qui est alimentée de manière continue, est seulement un pré-inventaire de toutes les données disponibles et extrêmement incomplet. Il reflète seulement pour l'instant la forte densité de sites archéologiques dans les zones étudiées par les archéologues, soit, au moins un site archéologique au Km², estimation qui peut être transposée à toute la Guyane, compte tenu du fait que ces estimations ont été vérifiées ponctuellement dans toute la région. Faute de temps, ces données n'ont pas toutes été précisées et les fiches de sites et cartes de localisation intègrent parfois des sites déjà détruits (mais dont l'information ne doit pas disparaître), aussi bien que des sites localisés de façon imprécise ou de simples "indices de sites ".

L'expertise des gisements figurant dans ce pré-inventaire est donc indispensable avant utilisation de ces données. Du fait de leur nombre (plus de 1 500 sites enregistrés à ce jour) cette expertise ne peut être réalisée par la DRAC que sur des projets individualisés.

D'autre part, dans le contexte géographique guyanais (climat, végétation, acidité des sols, quasi absence de matériaux pérennes (pierre) pour les constructions, ...) la plupart des sites archéologiques sont trop dégradés pour être valorisés *in situ* (à l'exception en particulier, des sites d'art rupestre, des abris funéraires, des cimetières d'urnes funéraires, des vestiges de quelques habitations coloniales des XVII^{e} et XVIII^{e} siècles et des forts). Leur valeur est donc presque exclusivement scientifique, en tant que source de connaissance de l'histoire du peuplement de la Guyane et de l'Amérique, de l'histoire des hommes et de leur environnement.
Leur exploitation relève de la recherche archéologique, menée par des archéologues autorisés par arrêté préfectoral.
Certains sites archéologiques justifiant une conservation *in situ* en raison de leur intérêt historique ou scientifique et de leur bon état de conservation, ont déjà bénéficié d'un classement ou d'une inscription parmi les monuments historiques.

L'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

La sauvegarde des connaissances pour les nombreux autres sites, connus ou inconnus, est assurée par la réglementation qui soumet à l'avis de la DAC les grands travaux d'aménagement (travaux soumis à étude d'impact, ZAC, ...) ainsi que les travaux dépendant du code de l'urbanisme, en application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et à son décret d'application n° 2002 - 89 du 16 janvier 2002 (article l^{er} et 59).

MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Plusieurs projets de valorisation de sites ont été financés en investissement ces quinze dernières années, dont très peu ont perduré, faute de gestion au quotidien.

Il semble donc opportun de réorienter toute politique de soutien à la valorisation de sites archéologiques vers des projets témoignant dès l'origine d'une volonté municipale (proposition approuvée par délibération du conseil municipal concerné) et porté par un gestionnaire.

À l'expérience, il s'avère en effet que les habitants connaissent souvent très bien les sites représentatifs de leur patrimoine et qu'ils adhèreraient plus facilement à des actions qui partiraient de leurs propositions, même si elles doivent être réorientées pour des raisons diverses de faisabilité, opportunité, ...

Il convient d'autre part d'admettre en préalable qu'un projet de valorisation de site archéologique est porteur de développement culturel, d'identité et de cohésion sociale mais qu'il ne s'agit pas, dans la quasi-totalité des cas à l'échelle

de la Guyane, d'un projet économiquement rentable, hormis dans une certaine mesure au regard des effets induits.
Pour cet ensemble de raisons, la réussite d'un projet nécessite que les modalités de gestion et de fonctionnement soient prévues et leur coût évalué aussi précisément que les investissements dès les premières phases de réflexion.

Sur ces bases d'analyse et concernant les sites archéologiques de Roura pour lesquels une mise en valeur pourrait être envisagée, le service régional de l'archéologie de la DAC souhaite apporter les précisions suivantes :

Pour mémoire, seul un site est classé au titre des Monuments Historiques (loi du 31 décembre 1913). Il s'agit du site des roches gravées de la Montagne Anglaise. Inscription en totalité, ISMH par arrêté n° 276 du 8/03/2002 (propriété de l'État)

La carte archéologique de la commune recense à ce jour 75 sites ou indices de sites archéologiques. Le patrimoine archéologique de Roura est notoirement important particulièrement en ce qui concerne les habitations coloniales (notamment jésuites) des XVII^{e} - XVIII^{e} siècles mais également le site de roches gravées de la Montagne Anglaise et les sites défensifs amérindiens de la Pointe Maripa sans oublier l'habitation Éléonore et le bagne de Saint-Augustin à Cacao.

L'ensemble des roches gravées de la Montagne Anglaise (n° 97310017) constitue un patrimoine majeur du fait de son ancienneté et de sa valeur artistique et culturelle. Il a fait l'objet pour cela d'une protection au titre de la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques, ce qui justifie sa conservation intégrale *in situ*. Des études spécifiques concernant la conservation des pétroglyphes devront être réalisées avant tout projet éventuel de mise en valeur.

Les polissoirs qui constituent les vestiges « en négatif » du processus d'élaboration de l'outillage lithique des populations amérindiennes anciennes et qui s'inscrivent le plus souvent dans des milieux naturels remarquables (cours d'eaux généralement) doivent être préservés.

Sites fortifiés amérindiens de la Pointe Maripa I et II (n° 97310010 et 011), site de Patagaï (97310072). Ces sites fortifiés et/ou de hauteur sont tous probablement antérieurs au XVII^{e} siècle (entre le III^{e} et le V^{e} siècle ap. JC pour Pointe Maripa I et entre le XIV^{e} et le XVI^{e} siècle ap. JC pour Patagaï) ; leur ancienneté ainsi que leur superficie et leur rôle stratégique (voire politique) en font des éléments clés de l'histoire des peuples amérindiens anciens. Leur conservation devra être assurée et tout projet susceptible de menacer leur intégrité devra être précédée d'une intervention archéologique.

Habitations jésuites de Saint-Régis (n° 97310002) et Maripa (n° 97310021). Ces deux établissements jésuites qui ont fonctionné de 1688 à 1764 ont fait l'objet de prospections-sondages entre 1997 et 2002 qui devraient aboutir prochainement à une publication monographique. Il est indéniable que les éléments archéologiques et historiques rassemblés sur ces vestiges devraient grandement faciliter une éventuelle mise en valeur des ces témoins des missions jésuites du Nouveau Monde.

Habitation la Caroline (n° 97310053). Cette très belle habitation développée à partir de 1790 par Thomas Favard (alors directeur du chantier forestier de Nancibo) est dans son état du XIX^{e} siècle. L'étude historique et le relevé systématique des vestiges ont été menés sous l'égide du service régional de l'archéologie (SRA) de la DAC de 1999 à 2002, en outre, des visites commentées sont organisées sur le lieu à l'occasion des *journées du patrimoine*. Tous ces éléments ajoutés à un accès facile au site permettraient d'envisager sinon sa mise en valeur, tout au moins de mettre en place *in situ* une action durable de sensibilisation à l'archéologie et plus largement au patrimoine guyanais.

Habitation Éléonore (n°97310063) et bagne de Saint-Augustin (n°97310046). Il s'agit de deux ensembles de vestiges d'époque différente (1810-1848 pour Éléonore et 1854-1864 pour le bagne) mais qui sont étroitement imbriqués sur une longueur totale de 1 600 m. Le site est régulièrement entretenu, en collaboration avec le SRA, par l'association « Le Planeur Bleu » qui en assure des visites guidées, notamment pendant les *journées du patrimoine*, où il figure parmi les sites les plus visités de Guyane. L'ensemble est actuellement très « lisible » grâce aux travaux de dégagements des bâtiments déjà réalisés. Par ailleurs, le relevé systématique de l'ensemble des vestiges est quasiment achevé par le SRA et une étude archéologique du bâti est en cours. Il s'agit là d'un témoignage remarquable d'une continuité d'occupation et plus particulièrement de l'architecture pénitentiaire du milieu du XIX^{e} siècle. Ce patrimoine historique indéniable pourrait bénéficier d'une mise en valeur qui prenne en compte sa conservation ainsi que le respect de son intégrité.

Il convient également de préciser que les sites archéologiques (amérindiens ou coloniaux) déjà recensés ou qui viendraient à être découverts et qui présentent un intérêt scientifique particulier sont à préserver. Si certains peuvent bénéficier d'une protection liée à une servitude environnementale (ZNIEFF, Réserve

naturelle, site ou espace naturel), en dehors de ces zones, tout aménagement sera précédé d'une opération de recherche archéologique.

SITES DE ROURA SUSCEPTIBLES D'ÊTRE MIS EN VALEUR

Missions jésuites

Saint-Régis
Maripa

Habitations coloniales

La Caroline
Éléonore

Établissement pénitentiaire

Saint-Augustin

Sites amérindiens fortifiés

Pointe Maripa
Pointe Maripa II
Montagne Patagaï

Roches gravées

Roches gravées montagne Anglaise



SECTION 2 : LE DIAGNOSTIC TERRITORIAL PRÉALABLE

LE CONTEXTE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE

LE PARC DE LOGEMENTS

LES ÉQUIPEMENTS

DYNAMIQUES ÉCONOMIQUES

DEPLACEMENTS ET RESEAUX TECHNIQUES

L'ANALYSE URBAINE



LE CONTEXTE SOCIODÉMOGRAPHIQUE

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE

Roura connaît une forte croissance démographique

Les évolutions démographiques depuis les années 80 (variations annuelles)

Année	1982-1990	1990-1999	1999-2004	2004-2006
Variation	39,3 %	36,3 %	41,2 %	21,26 %
Variation annuelle	+ 4.2 %	+ 3.5 %	+ 8 %	10,6 %

Depuis le RGP de 1999, la population de la commune a augmenté de 1 277 habitants, soit une progression de 65 %. En 2006, la population s'élevait à 3 068 habitants. L'accroissement soutenu de la population s'explique par :

- un taux d'accroissement naturel élevé (lié à la structure démographique de la population), à l'image des autres villes du département ;
- un flux migratoire lié à la position de ville rurale aux atouts indéniables située à proximité de l'île de Cayenne.

Cette croissance démographique est supérieure à la moyenne du département et place Roura dans les communes les plus attractives de Guyane. Ce phénomène aura tendance à s'affirmer dans les années à venir.

Cette tendance a d'ores et déjà été confirmée par la vision politique des élus communautaires de la CACL dans le Document d'Orientations Générales du SCOT : *« le principal défi auquel est confronté le territoire de la CACL dans les prochaines années, est celui de la croissance démographique. La population de la CACL va doubler dans les 20 ans qui viennent et un tel accroissement va modifier considérablement l'apparence et le fonctionnement du territoire. Des efforts considérables sont nécessaires pour produire des logements en quantité suffisante, maîtriser la croissance des déplacements et développer l'emploi. … Au regard de la taille de la commune de Roura au sein de la CACL, il pourrait ne pas être dénué de fondement que la commune de Roura absorbe une partie substantielle de la population nouvelle estimée à 147 000 habitants. Soit une population totale de près de 250 000 habitants à l'horizon 2025. ».*

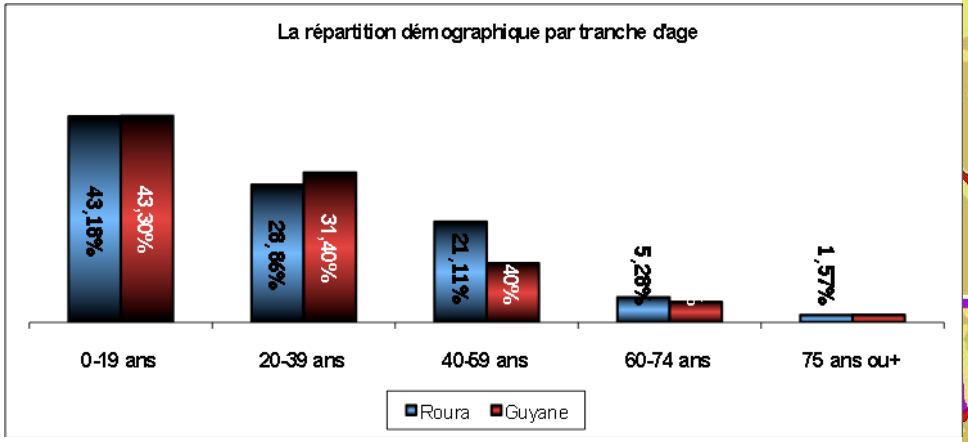
STRUCTURE DE LA POPULATION

L'analyse démographique suivante est basée sur les données issues du RGP de 1999 et de l'enquête annuelle de 2004. Ces éléments permettent de caractériser la population en fonction de grandes tendances.

UNE POPULATION JEUNE MAIS MOINS QUE LA GUYANE

La population communale se caractérise par une forte représentation des classes d'âge les plus jeunes. En 1999, les moins de 20 ans représentaient 43 % de la population rouranaise et les 20-39 ans 29 %.
En revanche, les plus de 60 ans sont minoritaires et représentent moins de 7 % de la population.

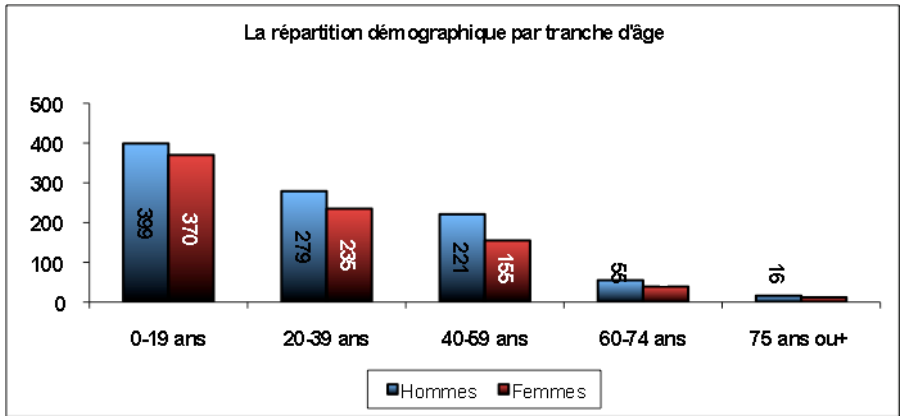
La croissance de la population et notamment des populations les plus jeunes a pour conséquence de peser fortement sur les besoins en équipements collectifs, et particulièrement les structures scolaires.



UNE POPULATION PLURIETHNIQUE

Une des caractéristique et richesse de la commune de Roura est la présence de populations venant d'origines diverses (Laos, Brésil, Haïti, France, Guyane…).
En 1999, 26 % de la population Rouranaise était étrangère, contre 32,2 % en 1990. Cette diminution s'explique par l'arrivée dans la commune de population créole et métropolitaine. Sur l'ensemble du territoire guyanais ce taux est de 30 %.

	Français	Étrangers	Total
Hommes	717	253	970
Femmes	593	218	811
Total	1 310	471	**1 781**

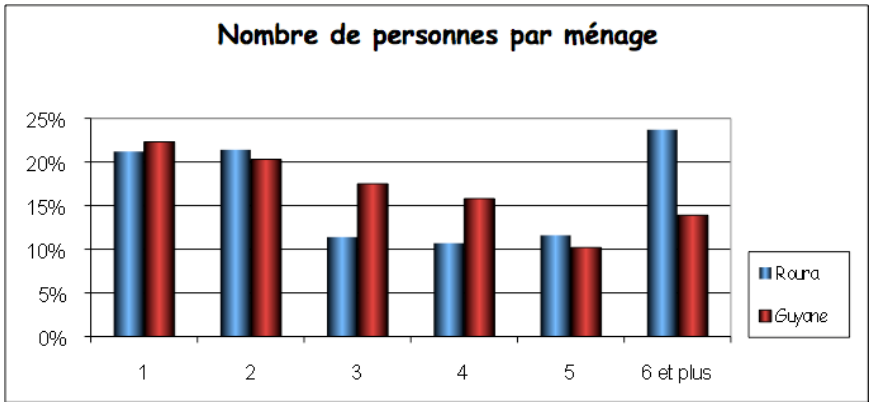


En 2004, la commune de Roura comptait **669 ménages** soit 230 ménages supplémentaires par rapport au RGP de 1999 soit une augmentation de 52,4 %.

Si les petits ménages sont majoritaires, les grands sont par ailleurs assez bien représentés.

- plus d'un tiers des ménages est composé de 5 personnes et plus ;
- près d'un ménage sur quatre compte plus de 6 personnes

Près d'un ménage sur quatre compte plus de 6 personnes ; environ un sur cinq se compose d'une seule personne



Le nombre moyen de personnes par ménage est de 3,8 en 2004 (3,9 en 1999) (contre 3,3 sur l'ensemble du territoire guyanais). Ce sont les ménages composés de 6 et plus qui permettent d'atteindre ce nombre moyen.

LA POPULATION ACTIVE

LE CHÔMAGE

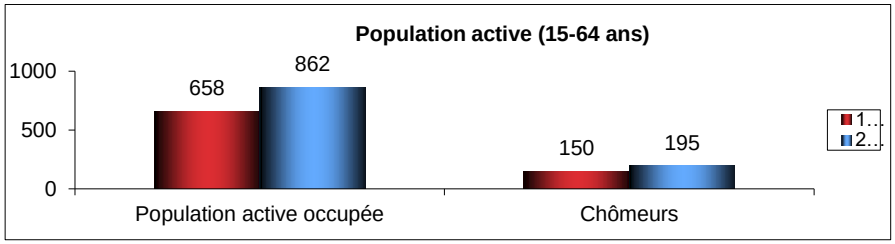
Selon l'enquête annuelle de recensement 2004, Roura comptait **1 067 actifs** soit une augmentation de plus 30 % par rapport au précédent recensement. Cette hausse s'est surtout effectuée au profit des actifs occupés.

Taux d'activité	**66,5 %** *(rapport population active / population totale)*
Taux de chômage	**18,4 %** *(rapport chômeurs / population active)*

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004 :

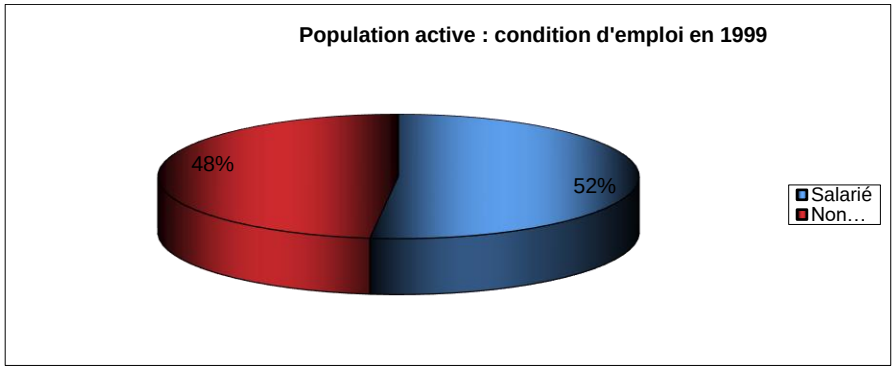
Le nombre d'actifs exerçant une activité professionnelle a subi une sensible hausse depuis 1999 et s'élevait en 2004 à **862 personnes** soit 4/5 de la population active de Roura.
Le nombre de chômeurs a subi une légère hausse durant cette même période néanmoins le taux de chômage reste constant, il s'élevait à 18,4 % en 2004 contre 30 % sur l'ensemble du territoire guyanais.

Les plus touchés sont les jeunes de moins de 25 ans (leur taux de chômage atteint le niveau assez préoccupant de 39 %)



CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE

52 % des actifs de la commune sont salariés



Le secteur tertiaire et l'agriculture regroupent 80 % des actifs occupés.

La commune de Roura dispose de nombreuses exploitations agricoles faisant de ce secteur d'activité l'une des principales sources d'emploi sur la commune.

	Agriculteurs	Artisans, commerçants	cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	ouvriers	Total	%
Agriculture	253	0	0	5	5	16	**279**	**42,34**
Industrie	0	10	3	7	2	71	**93**	**14,11**
Construction	0	6	1	3	0	8	**18**	**2,73**
Tertiaire	0	26	23	85	103	32	**269**	**40,82**
Total	**253**	**42**	**27**	**100**	**110**	**127**	**659**	**100**

Source : INSEE, RGP 1999

Caractéristiques démographiques – synthèse :

- Une population permanente estimée à 3 068 habitants en 2006
- Une très forte croissance démographique qui se poursuit, alimentée à la fois par des apports extérieurs nombreux et par un excédent naturel
- Une grande richesse culturelle : un large éventail de communautés représentées
- Une structure démographique qui évolue en faveur des classes d'âges les plus jeunes
- La population active : un taux de chômage moins élevé que dans le reste du département

➲ **Des incidences significatives sur :**

- les besoins en équipements (VRD et superstructures) et en logements (diversité de l'offre) ;
- le développement urbain et la nécessaire maîtrise de l'extension urbaine.

⇨ **Nécessitant la mise en œuvre de politiques volontaristes spécifiques (politiques incitatives pour la production de logements, mise en place d'opérations d'aménagement, anticipation des besoins en équipements) de la part de la Commune.**

LE PARC DE LOGEMENTS

COMPOSITION DU PARC DE LOGEMENTS

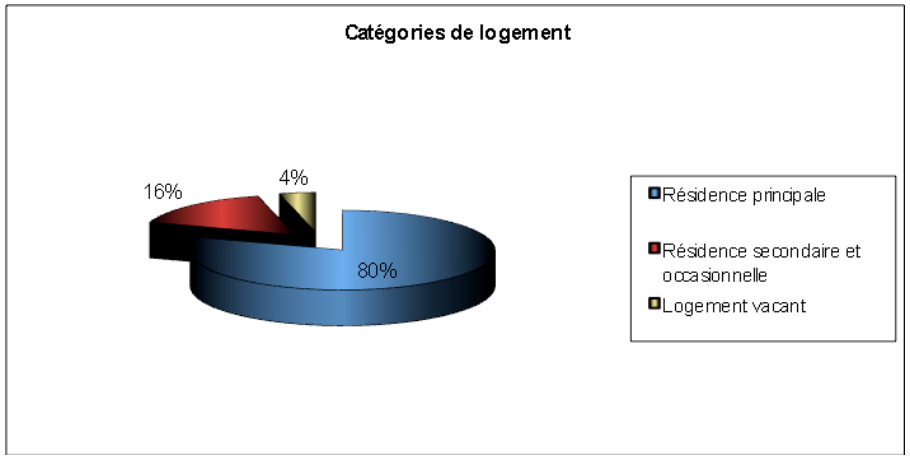
RÉPARTITION DES LOGEMENTS

La croissance démographique sur le territoire a eu pour conséquence une pression foncière importante et une nette augmentation du parc de logements, effort de construction surtout dû aux particuliers.

Évolution 1990-1999 : progression significative, 390 logements supplémentaires. Cette hausse est essentiellement due à l'augmentation du nombre de résidences secondaires et occasionnelles (+232) soit 66 % des nouveaux logements ;

Évolution 1999-2004 : 95 logements supplémentaires, ce qui représente une augmentation de 12,8 % ;

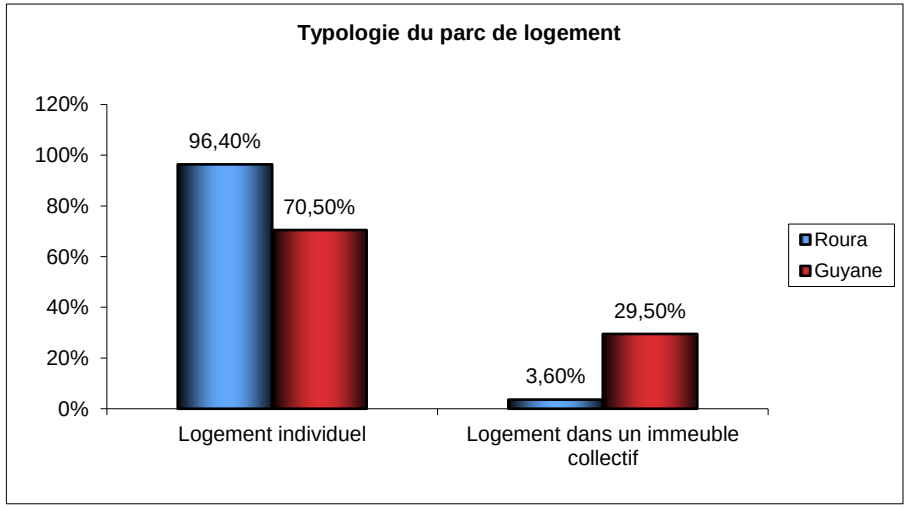
Chiffres INSEE 2004 : 835 logements, dont 80 % de résidences principales (contre 59 en 1999), 16 % de logements secondaires et occasionnels (contre 34,5 % en 1999) et 4 % de logements vacants. La diminution du nombre de logement secondaire s'explique par la forte pression qui existe sur le logement.



Sources Insee 2004

TYPOLOGIE DU PARC DE LOGEMENTS

L'habitat individuel domine largement. En 1999, 96 % des logements étaient des maisons individuelles contre 70,5 % sur l'ensemble du territoire guyanais.



Source Insee RGP 1999

CARACTÉRISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS

Les analyses suivantes sont basées sur les données relatives aux résidences principales.

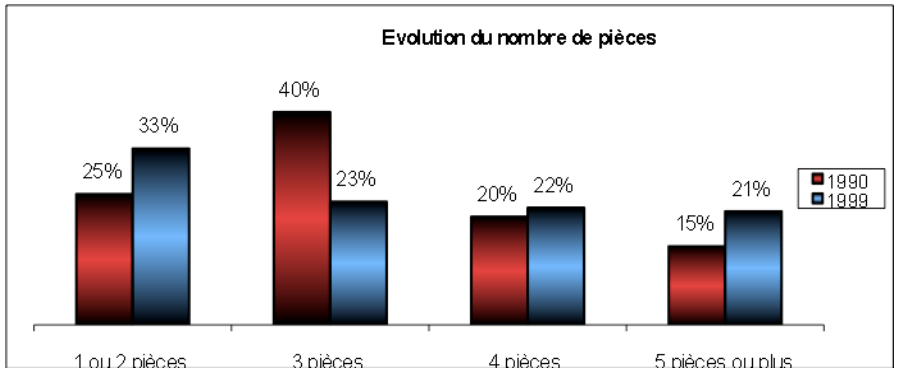
Malgré l'avancée remarquable des maisons et immeubles en dur, l'habitat traditionnel reste très présent avec 287 cases traditionnelles et immeubles en bois, soit 65,4 % du parc.

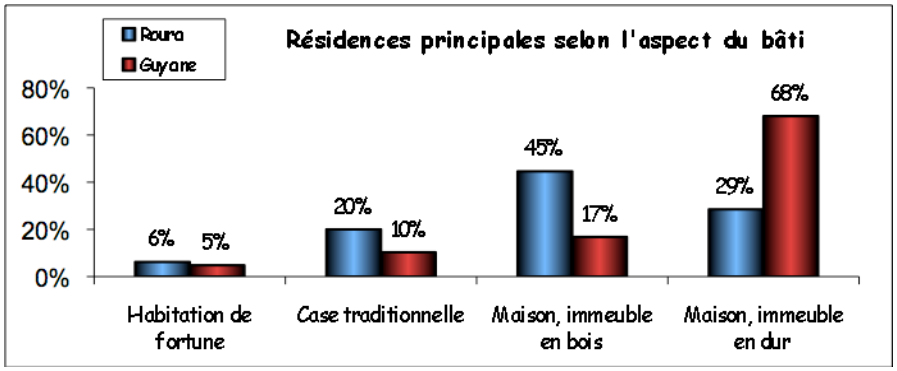
TAILLE DES LOGEMENTS

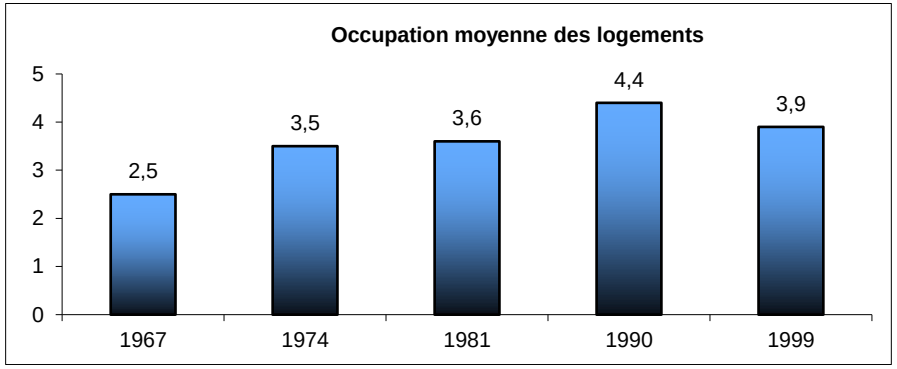
Le nombre de pièces par résidence principale était en 2004 de 3,5 contre 3,4 en 1999 (hausse peu significative).

L'occupation moyenne des logements est de l'ordre de 3,9 personnes par résidence principale. Il est à noter que ce taux est de 6 % chez les agriculteurs.
On peu conclure à une légère sur-occupation.

L'accroissement de la taille des logements dans la construction neuve tend à offrir une meilleure adéquation entre la typologie du logement et celle des ménages.



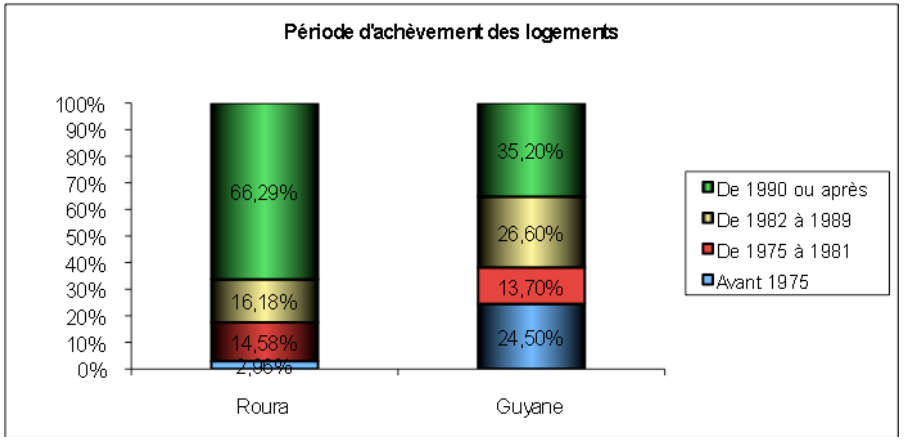




LA CONSTRUCTION NEUVE/ RYTHME DE CONSTRUCTION

Un parc immobilier récent

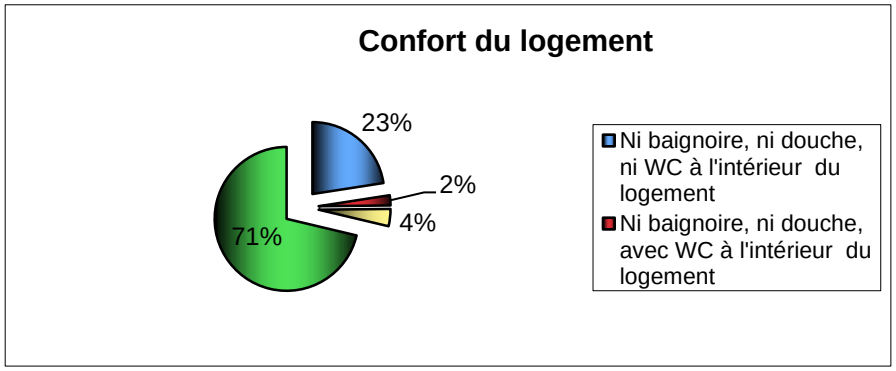
Au regard des données de l'INSEE (1999), on note une augmentation significative des constructions.
Les logements édifiés avant 1982, ne représentent que 17,5 % du parc.



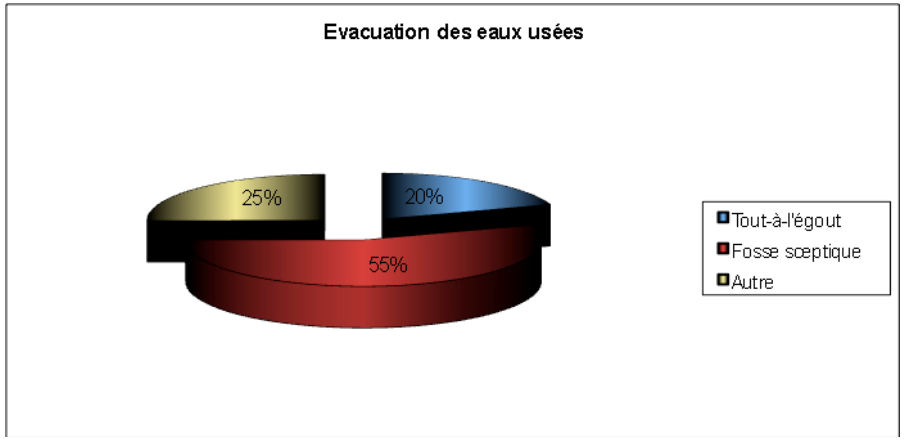
ÉLÉMENTS DE CONFORT SANITAIRE

L'effort de construction récente a pour conséquence l'amélioration du confort des habitations.
Si les critères modernes d'habitabilité semblent s'étendre à la majorité du parc immobilier, il demeure toutefois une part importante de logements qui présentent des insuffisances d'ordre sanitaire.

En 1999, 71 % des logements étaient dotés de baignoire ou douche, avec WC, contre 75 % sur le territoire guyanais. Le nombre de logements ne disposant d'aucun des éléments de confort précédemment cités (soit 23 % des résidences principales) était légèrement supérieur aux données départementales (soit 21 %).



Malgré des améliorations notoires des éléments de confort des logements, des efforts restent à faire, et plus particulièrement dans les habitations traditionnelles, les cases et les maisons en bois qui sont caractérisées par le manque de confort.



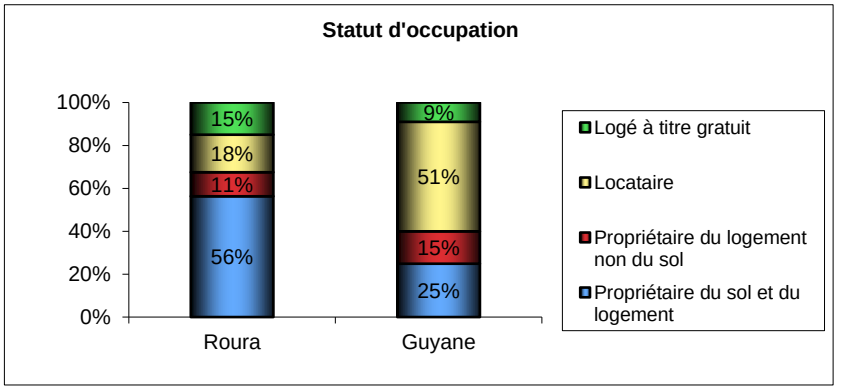
Une légère sur-occupation des logements

En 1999, le surpeuplement concerne 83 logements soit 19 % des résidences principales.
En revanche, 17 % des résidences principales sont en situation de sous-peuplement.

Les logements adaptés (situation de peuplement normal) sont évalués à 283 et représentent près 64 % des résidences principales.

Le statut d'occupation

67 % des logements de Roura sont occupés par leur propriétaire. Il convient néanmoins de distinguer la propriété du bâti et la propriété du foncier car 25 % d'entre eux ne sont pas propriétaires des parcelles qu'ils occupent (concessionnaires, accords entre propriétaires légaux et occupants, installations illégales).



LE PARC SOCIAL

L'offre locative sociale sur la commune représente moins de 5 % du parc immobilier.
Sur Roura en 2005, il existait 18 LES financés sur la LBU entre 2000 et 2004 et une opération de LES en individuel (35 logements) appartenant à la SA HLM. Il s'agit essentiellement de T3 (20, soit 57 % des LS) et de T4. Cette opération est localisée sur la route communale menant à Dacca.



PROBLÉMATIQUE DE L'HABITAT INSALUBRE ET DE L'HABITAT ILLICITE

L'INSALUBRITÉ

Le phénomène de l'insalubrité est difficilement quantifiable (en dehors des enquêtes de terrain qui accompagnent les opérations d'amélioration de l'habitat ou de résorption de l'habitat insalubre).

Des zones d'habitat insalubre existent et sur la commune. Il existe une volonté communale de mettre en œuvre une RHI sur le village amérindien de Favard et sur Howe.

Il s'agira de développer et de poursuivre ce type d'opération sur les autres zones d'habitat insalubre, mais également d'intervenir sur l'insalubrité diffuse, rencontrée dans les bourgs de cacao et de Roura. L'éradication de l'insalubrité permettra à la fois d'offrir aux habitants des conditions de vie décentes et une mise en valeur et une revalorisation du territoire communal et du bâti.

L'HABITAT ILLICITE

L'habitat spontané est un phénomène récurrent en Guyane.

En 2004, 380 constructions illégales étaient recensées sur la commune, soit 46 % du parc immobilier de Roura.

Les principaux sites d'habitat illicite sont les suivants :

- Beauséjour : 65 logements
- Pointe Maripa : 81 logements
- Route de Nancibo : 76 logements
- Crique Marguerite : 87 logements
- Crique Boulanger : 30 logements
- Route de Kaw : 20 logements
- Dégrad Eskol : 21 logements

Caractéristiques du parc de logements

- Un parc immobilier estimé à 835 logements en 2004 ;
- Une hausse de la construction récente et poursuite de cette tendance qui vise à répondre aux besoins importants issus de la forte croissance démographique, qui s'accompagne, parallèlement, par une meilleure adéquation entre typologie des logements et profils des ménages ;
- Des problématiques lourdes liées à l'insalubrité et l'habitat spontané à prendre en compte. Il faudrait mener une réflexion approfondie sur la question du devenir de ces secteurs ;
- Une croissance fortement consommatrice d'espace, qui s'est accompagnée d'une mutation profonde des paysages.

➲ **Des premières orientations**

⇨ Poursuivre les efforts de constructibilité tout en veillant à ne pas remettre en cause les principes de diversité et de mixité de l'habitat, renforcer la densité urbaine sur les pôles existants comme le centre-bourg et Cacao avant tout ;

⇨ Mener une réflexion approfondie sur la question du devenir des secteurs d'habitat insalubre et / ou illicite afin de contenir l'urbanisation diffuse en réhabilitant prioritairement le bâti régulier et en privilégiant des outils opérationnels de type RHI ;

⇨ Privilégier la mise en œuvre d'opérations d'aménagement d'ensemble afin d'opter pour un développement urbain stratégique (maîtrisé et contenu) et d'assurer une diversité des fonctions urbaines. Il s'agit de « créer de la Ville » et non une simple juxtaposition de quartiers plus ou moins monofonctionnels, sans lien et cohérence entre-deux. Il s'agit de susciter une urbanisation favorisant une certaine densité, un cadre de vie agréable, où il est possible de se loger, de travailler et de se divertir sans avoir systématiquement recours aux déplacements automobiles tout en préservant et mettant en valeur le cadre paysager et naturel environnant.

LES ÉQUIPEMENTS

Le niveau d'équipement de la commune de Roura correspond globalement à celui d'une ville accueillant près de 3 068 habitants (*Source INSEE 2006*). Toutefois, afin de s'adapter aux évolutions démographiques importantes, la commune a dû essentiellement se concentrer sur la réalisation d'équipements scolaires.

Si l'offre en structures sportives, ludiques, culturelles ne peut être considérée comme une priorité au regard des besoins de logements et de scolarisation, les carences en terme d'équipements peuvent rapidement se révéler et devenir problématiques.

Par ailleurs, dans cette commune, l'urbanisation bipolaire place les différents services et équipements de façon très centralisatrice. En l'absence de réseau de transport en commun réellement structuré, certaines populations se trouvent alors confrontées à une inégalité d'accès aux équipements.

LE BOURG DE ROURA

ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES

La mise à niveau de l'école élémentaire « Augustine DUCHANGE » sera à programmer sur le court terme de façon à permettre la scolarisation de tous au vu de la croissance démographique.

La création d'un équipement d'enseignement secondaire (collège, lycée) est à envisager afin de recevoir les élèves du Bourg de Roura qui pour l'heure se répartissent dans les collèges de Matoury, Cacao et au lycée le plus proche, « Léon Gontran Damas ».
Le Bourg de Roura dispose de :

- Premier degré : 1 école et une annexe, effectif scolarisé de 233 élèves répartis dans 9 classes.
- Second degré : néant

Équipements sportifs et ludiques

Le stade « *Cimonard Urbain Kleber* » et le plateau sportif à proximité sont les seuls équipements sportifs de la commune. L'offre de structures sportives est donc très restreinte.

Il existe une aire de jeux destinée à la petite enfance à proximité du centre-socio culturel de Roura

ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET RELIGIEUX

Le centre-bourg regroupe plusieurs équipements culturels et religieux. Ainsi, on note la présence d'une médiathèque, d'un centre socioculturel, de deux églises, d'un presbytère et d'un cimetière.

Toutefois l'offre culturelle devrait être consolidée et diversifiée de façon à favoriser l'échange et le lien social entre les habitants de la commune.

ÉQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX

Seul un centre de santé permet de prendre en charge la population du Bourg. Cette structure reste insuffisante, l'offre sanitaire doit être renforcée.

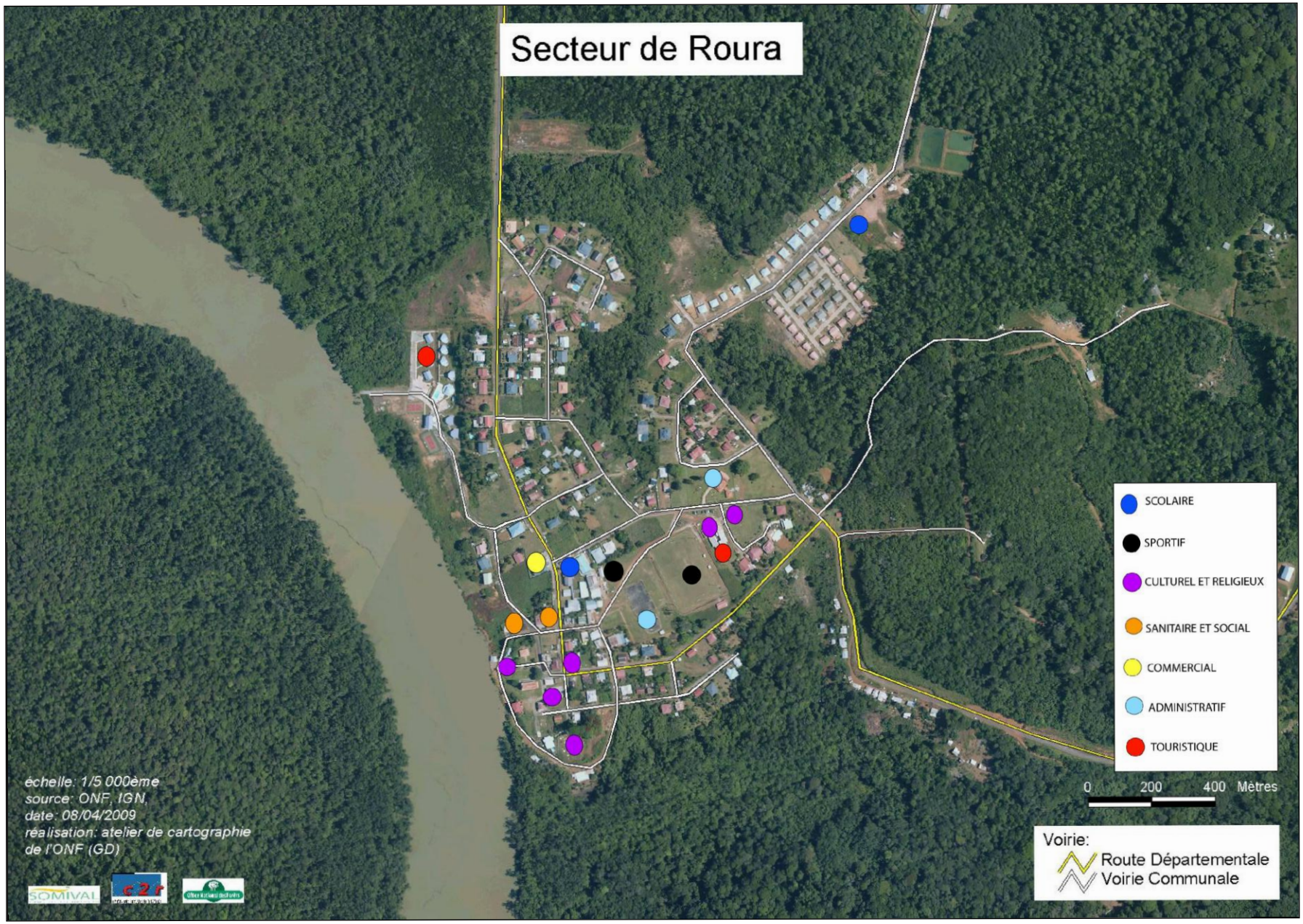
ÉQUIPEMENTS COMMERCIAUX

2 libres services de proximité permettent l'approvisionnement des habitants.

ÉQUIPEMENTS TOURISTIQUES

Trois restaurants, un hôtel, un gîte rural et l'office du tourisme permettent d'assurer un accueil pas encore suffisamment satisfaisant des touristes dans la commune. Des progrès restent à faire en la matière d'autant que ce secteur économique peut être porteur d'emplois pour les rouranais. Il s'agira ainsi de trouver une image positive pour installer la destination et de développer en partenariat avec les acteurs locaux du secteur, l'information des touristes mais aussi des habitants sur les aménagements et le patrimoine paysager, notamment à l'occasion de la mise en œuvre de projets touristiques. Il s'agira de développer l'identité de la destination auprès des publics, usagers et potentiels usagers en s'appuyant sur les fonctions internationales de l'attractivité (accueil, hébergement, signalétique, …)

Proche du fleuve, les activités nautiques dans la commune sont à développer et l'aménagement des berges devra être pensé afin de recentrer l'attractivité touristique dans son contexte.


Secteur de Roura
SCOLAIRE
SPORTIF
CULTUREL ET RELIGIEUX
SANITAIRE ET SOCIAL
COMMERCIAL
ADMINISTRATIF
TOURISTIQUE
0 200 400 Mètres
Voirie:
Route Départementale
Voirie Communale
échelle: 1/5 000ème
source: ONF, IGN,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie de l'ONF (GD)

CACAO

Le bourg de Cacao, deuxième pôle communal, regroupe une population majoritairement Hmong. L'offre en équipements publics y est assez restreinte.

ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES

Un groupe scolaire privé regroupant l'enseignement élémentaire et le collège, ainsi qu'une école publique élémentaire permettent d'assurer la scolarisation de tous les enfants de Cacao.

A la rentrée 2008/2009, le Bourg de Cacao disposait de :

- Premier degré : 2 écoles, effectif scolarisé de 182 élèves répartis dans 10 classes.
- Second degré : 1 collège accueillant 99 élèves répartis dans 8 classes

ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET LUDIQUES

Le Bourg de Cacao présente de nombreuses carences en matière d'équipements sportifs, seul un terrain de sport assez vétuste et non entretenu est mis à la disposition des jeunes.

Aucun stade n'a été recensé, la place des fêtes fait office de terrain de foot mais sert également à l'activité de pétanque.

Une salle polyvalente a été réalisée en 2010

ÉQUIPEMENTS CULTUREL ET RELIGIEUX

Le marché et le musée du papillon sont les deux structures les plus attractives du bourg de cacao. De nombreux touristes viennent visiter la commune, aux périodes de fêtes traditionnelles (le nouvel an H'Mong ou encore la fête du rambutan).

Deux églises et un presbytère, sont présents sur Cacao.

ÉQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX

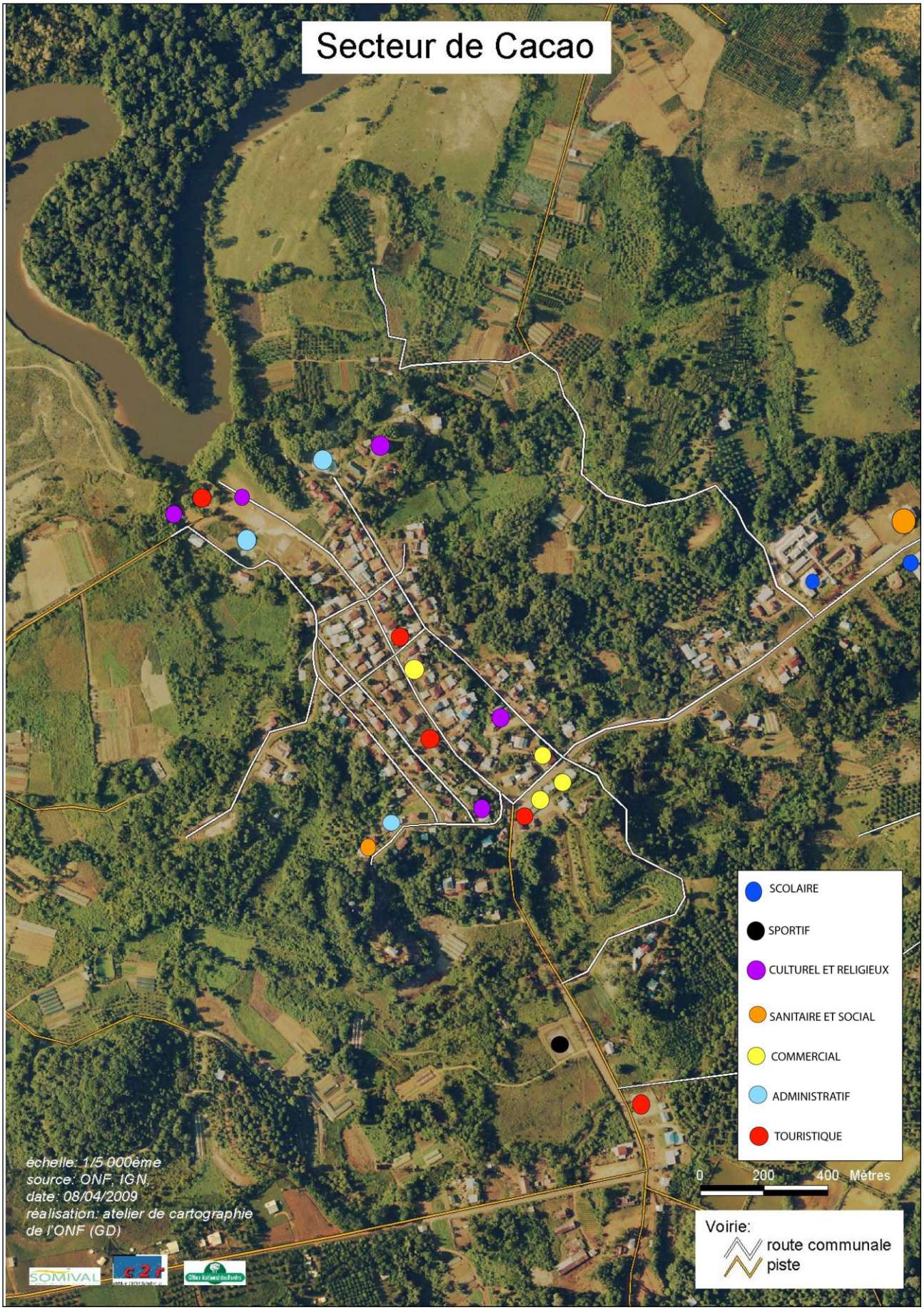
Seul un dispensaire permet aux habitants de Cacao de recevoir des soins médicaux. Cette offre doit être renforcée afin de permettre une meilleure prise en charge des patients.

ÉQUIPEMENTS COMMERCIAUX

Quelques commerces de détails et restaurants constituent l'offre.

Dans les écarts, les équipements se limitent à des installations à caractère commercial ou touristique.




Secteur de Cacao
SCOLAIRE
SPORTIF
CULTUREL ET RELIGIEUX
SANITAIRE ET SOCIAL
COMMERCIAL
ADMINISTRATIF
TOURISTIQUE
0
200
400 Mètres
Voirie:
route communale
piste
échelle: 1/5 000ème
source: ONF, IGN,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie
de l'ONF (GD)

Face à la croissance démographique importante, les actions prioritaires de la commune se sont essentiellement tournées vers la réalisation d'équipements scolaires, au détriment d'équipements sportifs, récréatifs, culturels ou encore sociaux, tant structurants à l'échelle de la commune que de proximité à l'échelle des quartiers.

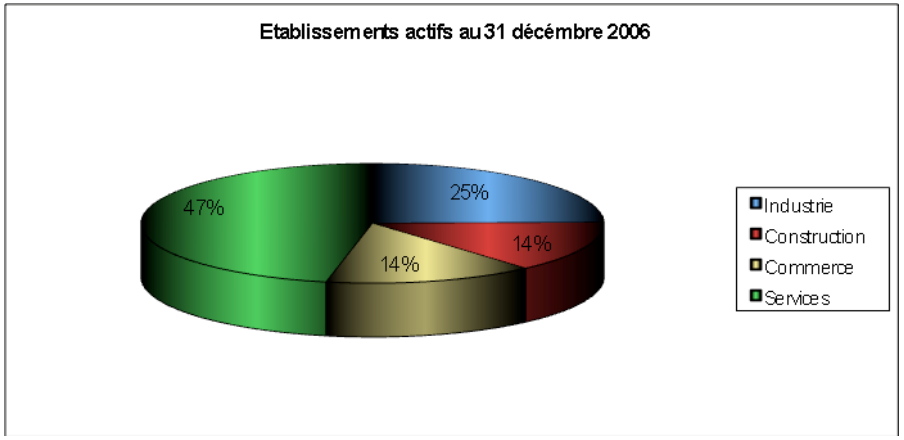
Indispensables à l'épanouissement des populations, l'offre et l'accès aux équipements devront être recherchés au travers de la diversification et la multiplicité des structures de proximité dans les quartiers ainsi que l'amélioration et le développement des moyens de déplacement vers les équipements structurants (circulations douces, transport en commun fiable, …).

DYNAMIQUES ÉCONOMIQUES

DONNÉES GÉNÉRALES

Au 31 décembre 2006, le fichier CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif) de l'Insee fait état de 109 établissements sur la commune de Roura.

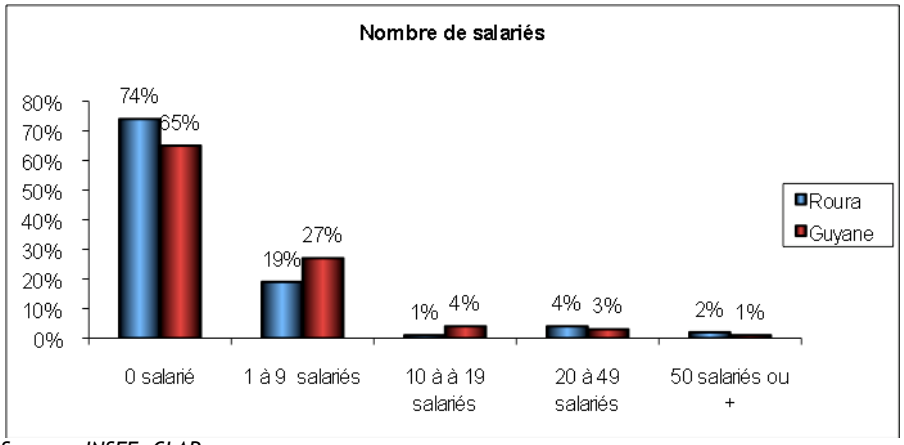
La commune est marquée par l'importance du secteur tertiaire. Les services représentent près de 46 % de l'ensemble des entreprises, contre 25 % pour le domaine de l'industrie et de l'énergie et respectivement 14 et 15 % pour les secteurs de la construction et du commerce.



Source : INSEE, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

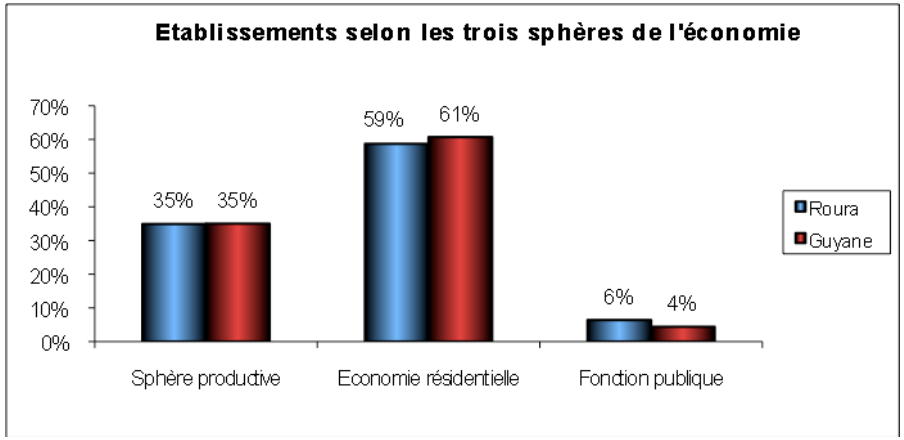
Le tissu économique est largement dominé par les petites entreprises (moins de 10 salariés), représentant 93 % de l'ensemble des établissements. À noter que 74 % des établissements n'emploient aucun salarié.

Par ailleurs, l'économie rouranaise est caractérisée par une faible représentativité des commerces et du secteur de la construction.



Source : INSEE, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Les structures publiques administratives et financières, émanant de l'État ou des collectivités territoriales sont peu nombreuses, néanmoins elles regroupent 45 % des postes salariés.



Source : INSEE, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

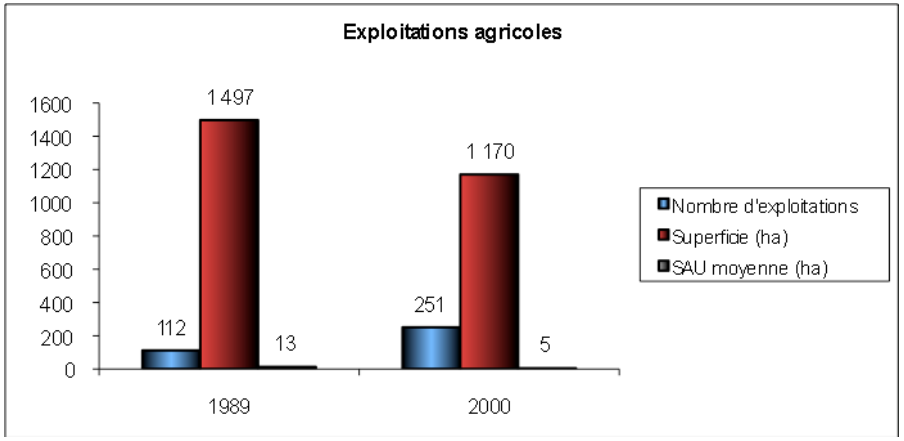
L'AGRICULTURE

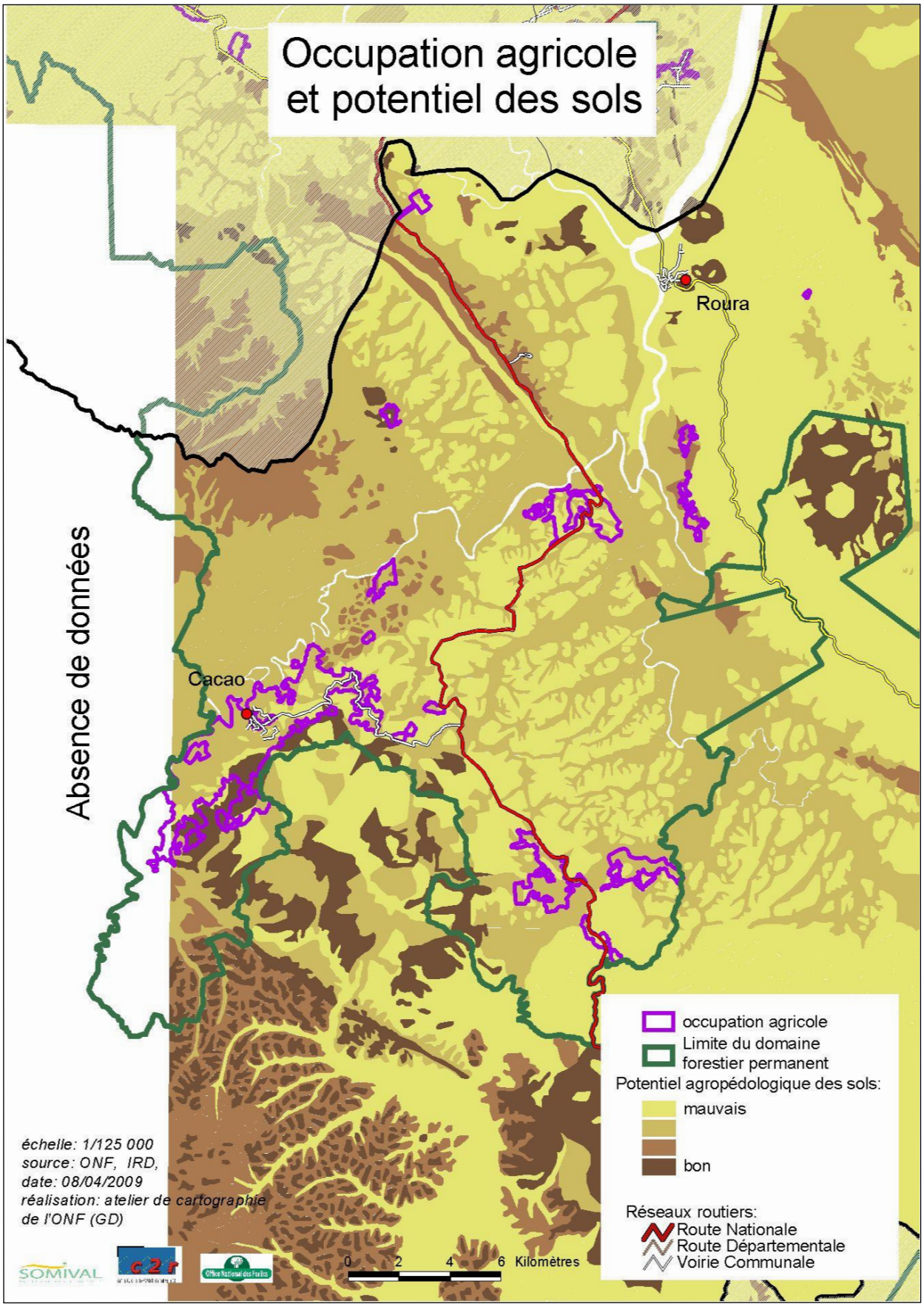
Les zones agricoles couvrent une surface totale de 3 237 ha dont 2 443 ha de vergers, regroupés essentiellement dans la zone de Cacao. Ce sont des parcelles plantées d'arbres fruitiers ou d'arbustes fruitiers. L'agriculture dans la zone de cacao est réalisée par les H'Mongs, c'est une agriculture vivrière destinée aux marchés locaux de l'île de Cayenne (fruits, légumes et fleurs). Ce type d'agriculture est réalisé sur des exploitations de petites surfaces (moins de 5 ha). Dans les zones agricoles sont aussi comptabilisées les prairies, surfaces enherbées denses de composition floristiques constituée essentiellement de graminées, généralement pâturé, qui couvrent 667 ha. Ces espaces sont représentatifs de la place de l'activité d'élevage sur le territoire.

Sur le plan agricole, la région de cacao est une des plus dynamique de Guyane. Mais son extension se trouve limitée par des barrières géographiques, foncières et pédologiques.
Limites géographiques : à l'Ouest, la barrière naturelle de la Comté, à l'Est, le relief des montagnes de Cacao, Savon, Carapa, Patagaï. L'extension du périmètre agricole ne peut se faire qu'au Sud ou au Nord du bourg.

Depuis les années 1990, on note une progression significative du nombre d'exploitations (+124 %) et une diminution de la taille de ces dernières. De plus en plus d'agriculteurs se partagent le même territoire

L'agriculture représente 40 % des emplois à Roura.




Occupation agricole
et potentiel des sols
Roura
Cacao
Absence de données
occupation agricole
Limite du domaine forestier permanent
Potentiel agropédologique des sols:
mauvais
bon
Réseaux routiers:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
0 2 4 6 Kilomètres
échelle: 1/125 000
source: ONF, IRD,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie
de l'ONF (GD)
SOMIVAL
c2r
Office National des Forêts

LA GESTION FORESTIÈRE

La loi forestière (ordonnance n°2005-867) portant actualisation et adaptation du droit domanial, du droit foncier et du droit forestier applicable en Guyane, apporte une garantie de gestion durable des forêts par l'application du régime forestier.

Le régime forestier est un ensemble de règles de bonne gestion qui s'applique aux forêts de l'État et des collectivités. Il se traduit par :

- Une protection juridique accrue de la forêt ;
- Une surveillance et une gestion assurée par un établissement public spécialisé, l'ONF ;
- Une mise en valeur rationnelle et planifiée des ressources forestières dans le cadre de l'aménagement forestier. La directive régionale d'aménagement est le document qui organise, dans l'espace et dans le temps, les activités en milieu forestier et planifie les travaux indispensables à la mise en œuvre de certaines activités (exploitation forestière, recherche scientifique, accueil du public …).

GESTION FORESTIÈRE

Voir régime forestier p.28

EXPLOITATION DU BOIS

54 entreprises d'exploitation forestière et de sciage sont recensées en Guyane. Parmi elles, une quarantaine produisent effectivement et se partagent une ressource annuelle globale exploitée qui oscille sur les 14 dernières années entre 52 et 71 000 m³ de grumes.

En terme d'emploi, cela représente à la fin 2008 (source mission filière bois – Chambre de Commerce et d'Industrie de la Guyane) :

- Exploitation forestière : 56 personnes (salariés et dirigeants) ;
- Première transformation- Scieries : 215 personnes (salariés et dirigeants) ;
- Deuxième transformation (tous secteurs) : 460 personnes (salariés et dirigeants).

Total filière Forêt-bois (2008) : 731 emplois

En terme d'utilisation, la quasi totalité des bois exploités en Guyane est destinée à l'industrie du sciage avec pourtant des possibilités autres clairement identifiées dans les travaux du Centre Technique des Bois Guyanais. Des utilisations en tranchage ou déroulage sont notamment possibles.

Localisation des principales scieries

Commune	Nombre de scieries	Niveau d'activité constaté (en m³)
Kourou	1	14 000
Macouria	1	7 000
Matoury	1	14 000
Rémire-Montjoly	1	10 000
Roura	2	16 000
Saint Laurent du Maroni	1	10 000
TOTAL	**7**	**71 000 m³ grumes/an**

A noter, que la scierie dite de « Cacao » est dans une logique de développement qui va lui permettre d'augmenter ses capacités de production.

Le bilan de l'exploitation forestière entre 1995 et 2008 place Roura avec 215 024 m³ (toutes essences confondues, soit 15 360 m³ par an sur les 14 dernières années) en 3ème position des communes ayant fournies le volume de bois le plus important (les 1ère et 2ème étant respectivement Régina et Iracoubo avec 235 900 et 215 383 m³).

Le tableau suivant fait état, pour la commune de Roura, des principales essences exploitées.

essence	Volume exploité (m³)	%
Gonfolo	69 303	32,2
Angélique	69 261	32,2
Grignon franc	18 390	8,6
Goupi	3 440	1,6
Balata Franc	2 698	1,3
Wacaou	2 497	1,2
Amarante	2 205	1,0
7 essences principales	**167 796**	**78,0**
Toutes essences	**215 024**	**100,0**

On constate que près de 80 % de la production se concentre sur 7 essences, avec la prédominance, comme sur l'ensemble du département, des trois essences que sont les gonfolo, angélique et grignon franc. (A noter, qu'à l'échelle du département, l'angélique est de loin la principale essence exploitée).

On peut également constater que la commune de Roura a pleinement participé dans les deux décennies passées à l'approvisionnement de la filière bois guyanaise. Toutefois, les premiers cycles d'exploitation sont en phase d'achèvement et le principal bassin d'approvisionnement des années à venir sera la forêt de Régina-Saint-Georges.

À ce jour, l'exploitation forestière est l'unique intervention sylvicole et le seul moyen de stimuler la dynamique des peuplements. Ceci implique tout de même que les impacts de l'exploitation soient réduits au maximum pour ne pas hypothéquer l'avenir du peuplement. À ce titre, le contrôle de l'exploitation forestière est décisif pour la régénération naturelle et la reconstitution du peuplement adulte.
Il apparaît donc fondamental, dans le cadre d'une gestion durable, de mettre en œuvre une Exploitation à Faible Impact.
L'exploitation à faible impact peut se définir comme « une opération d'exploitation forestière **intensément planifiée, précautionneusement mise en œuvre et contrôlée** afin de minimiser son impact sur le peuplement et les sols forestiers, et se basant habituellement sur une sélection des individus à abattre » (FAO, 2004).
De fait, l'organisation et le phasage des opérations d'exploitation constituent le fondement d'une exploitation de qualité.
Toute intervention en forêt s'inscrit dans des objectifs bien définis et planifiés dans le temps et dans l'espace.
Des textes de portées régionales définissent les grandes orientations pour la filière bois (Orientation Régionale Forestière et Directives Régionales d'Aménagement).
Un document spécifique à chaque forêt transcrit ces orientations sur chaque massif, c'est l'aménagement forestier.

L'aménagement est l'élément essentiel du système de planification de la gestion forestière. Il comprend des analyses, des synthèses et des choix aboutissant à des actions à conduire sur la forêt.

Les coupes de bois sont vendues par lots (ensemble de parcelles correspondant généralement à une unité de desserte), sur pied et à l'unité de produit, à l'amiable, après appel à la concurrence.
Lors de son offre, l'acheteur s'engage à valoriser une liste variable d'essences commerciales.
L'exploitation est donc à la charge de l'acheteur mais seul le volume de bois effectivement sorti de la parcelle lui est facturé.
Les contrats de vente sont assortis de délais limités d'exploitation et de clauses techniques visant à définir le prélèvement autorisé (notamment par le diamètre minimum d'exploitation selon l'essence, la préservation d'arbres d'avenir) et à garantir la qualité de l'exploitation.

EXPLOITATION DES PRODUITS FORESTIERS NON INDUSTRIELS

La pratique de l'extractivisme est assez importante sur Roura. Elle est pratiquée par les communautés traditionnelles, sans commercialisation la plupart du temps.

Il existe une production commercialisée de plantes médicinales par agroforesterie (entreprise floramazone), jumelée à du tourisme scientifique (sur terrains de l'État concédés).

Sur la commune voisine de Régina existe également une concession donnant lieu à la récolte de cacao et à une petite production biologique. Ces deux exemples montrent qu'un développement économique est possible et viable sur le secteur.

PÊCHE ET PISCICULTURE

Une pisciculture est en activité avec des bassins à Cacao (à proximité de Saut Bief) et des bassins situés à proximité de la Comté.

TOURISME

L'Est guyanais (communes de Roura et Régina) est assez peu peuplé. La forêt amazonienne recouvre la quasi-totalité du territoire. A ce patrimoine naturel s'ajoute un patrimoine archéologique assez important. Aux vestiges amérindiens s'ajoutent les restes de nombreuses "habitations" (au XVIII^{e} siècle, le développement s'était plutôt axé vers l'Est de Cayenne).

La plupart des espaces naturels, forêt tropicale humide, marais et mangroves, restent peu fréquentés et sans autre voie de pénétration que les cours d'eau, fleuves et "criques". Un réseau d'espaces protégés important (Réserve Naturelle de Kaw, des Nouragues, Parc Naturel Régional de Guyane) reconnaît l'intérêt écologique majeur de ce territoire.

Le tourisme reste une activité relativement marginale et économiquement peu importante. C'est vrai pour toute la Guyane, mais encore plus pour l'Est. Certains "camps écotouristiques", notamment sur l'Approuague, ont une clientèle régulière, amenée par les tour-opérateurs ; cette clientèle participe surtout au "tourisme affinitaire", c'est-à-dire des familles ou des amis de résidents en Guyane. Elle ne dépasse pas 10 000 personnes par an pour tout l'Est guyanais.

Par contre, la population locale, concentrée sur l'île de Cayenne, fréquente chaque week-end les sites aménagés et sécurisés, notamment les restaurants et leurs abords immédiats (bourg de Cacao, auberge de Fourgassié, village Dacca à Roura, auberge des Orpailleurs, Papadilo, auberge de l'élevage, auberge de l'Approuague). Cette population ne s'éloigne pas des lieux gardiennés.

Les populations vivant traditionnellement en forêt (amérindiens, Bushinengues), les orpailleurs ou les forestiers, traversent la forêt en ouvrant au "sabre" des passages sommaires, les "*layons*". Mais il ne s'agit pas de sentiers pérennes, à l'assise travaillée. Les seules voies terrestres qu'on puisse qualifier de "*sentiers*" par leur assise, leur largeur, leur balisage et leur entretien se trouvent sur le littoral, créés par le Conservatoire du Littoral ou/et l'Office National des Forêts, et sont de faible distance (moins de 4 h de marche). Le sentier assez long pour être qualifié de "randonnée" est le "**Molokoï**". Il a été créé par l'ONF, en 2002, à l'aide de financements publics mais également privés. Des opérateurs touristiques regroupés au sein de l'association "**Dans Bois Randonnée**", assurent l'entretien régulier de ce sentier. Il se parcourt en deux jours, entre l'**auberge des orpailleurs** et le gîte **Quimbe Kio**, et nécessite une bonne condition physique, mais c'est aujourd'hui le seul sentier de randonnée de Guyane dont l'entretien soit assuré.

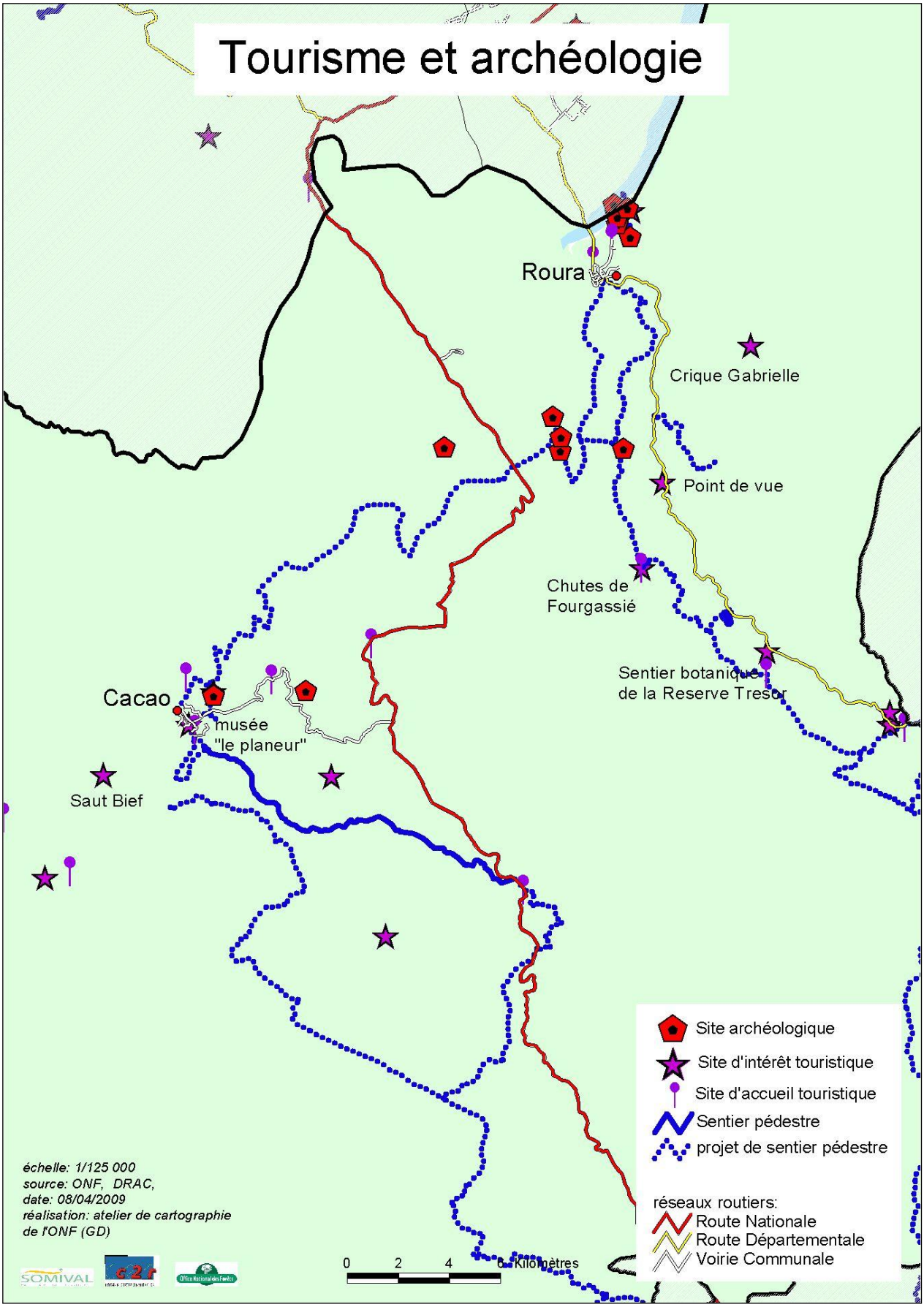
La forêt amazonienne fascine, attire et fait peur. Pour la faire découvrir à un public plus large, il faudrait créer des itinéraires d'un intérêt et d'une durée supérieures aux possibilités actuelles ; ces parcours devraient être relativement sécurisés et conçus de telle sorte que l'effort ne signifie pas épuisement et les haltes ne constituent pas une nouvelle épreuve.

Pour attirer une clientèle extérieure, l'image d'un itinéraire de randonnée guyanaise (ou amazonienne), doit se distinguer nettement des "raids", destinés à des "aventuriers" comme des "promenades" familiales, près des zones habitées. Un projet, élaboré par l'ONF, de création de 160 Km de sentiers existe sur les communes de Roura et Regina, il est actuellement en discussion avec toutes les parties intéressées. Une structure est prévue réunissant les partenaires financiers pour créer les nouveaux sentiers et surtout les entretenir, grâce à la commercialisation de produits touristiques basés sur l'accueil des randonneurs.

Nom	Responsable entretien	Longueur	Temps	Équipements	Pédagogie/ communication	Observations
Sentier botanique Trésor	Association Trésor, dans le cadre de la gestion de la réserve naturelle régionale Trésor	1,5 Km	moins d'une heure de marche aller et retour	Panneaux botaniques	Sentier botanique. Visite guidée tous les week-ends	Signalisation revue en 2008 carbet d'accueil détruit en 2006, réfection réalisée
Sentier de l'auberge aux cascades Fourgassié	Commune de Roura	0,4 Km	10 mn	Passerelles et escaliers traversant les chutes, poubelles, panneaux d'accueil	Information sur panneaux (1 en haut, près des chutes, 1 en bas près de l'auberge)	Accès aux chutes mal contrôlé, présence de véhicules, souvent avec sono, le week-end. Poubelles ramassées par la commune, mais du fait de la forte fréquentation, site souvent visuellement dégradé, ...
Sentier Molokoi	Association Chemin dans Bois, en convention avec ONF maître d'ouvrage	17,2 km	9 h (aller)	2 passerelles, 3 carbets et un sanitaire à mi-parcours, signalisation, panneaux d'accueil au départ et à l'arrivée	Dépliant 3 volets + Information sur panneau	Un des carbets détruit par chute d'arbre en 2006, réfection en cours
Sentier du Roy	Mairie de Roura	15 km	5 h (aller)	Aucun équipement, signalisation en cours	Un dépliant en cours d'élaboration	Sentier ouvert par la Commune en 2013

Sites d'accueil

Nom	Type	Capacité	Estimation de la fréquentation annuelle	Activités, pédagogie/ communication	Observations
Wayki village	Restaurant-centre de loisirs	50 couverts	2 500	Découverte nature en pirogue ou à pied, avec guides, location de canoë	Hébergement en projet. Visite guidée sur un layon, sur la Montagne des Anglais, qui devrait être aménagé en sentier de découverte
Restaurant le Créola	Auberge	6 lits, 30 couverts	1 000	x	Hébergement à améliorer
Auberge de Fourgassié	Auberge	20 dont 10 en lits, 10 en hamacs	1 000	-	Sanitaires à rénover. Projet de parcours de l'eau et installation de microcentrale avec cascades. Activité arrêtée puis reprise.
Carbet Riché	Camp touristique	10 en hamacs	500	Initiation à l'orpaillage, découverte nature avec guide	Activité ancienne, site régularisé depuis peu.
Camp Caïman	Auberge	50 dont 20 en lits	600	Découverte nature	Point de vue aménagé.
Floramazone	Auberge	10 en lits	500	Entomologie. Production de plantes médicinales en agroforesterie pour vente à laboratoire.	Carbet pour hamacs à créer, en ouverture de clientèle (pour le moment, clientèle de scientifiques américains, exigeante et aisée, cas unique sur le massif, ...)
Camp Bonaventure	Gîte touristique	20 dont 8 en lits	x	Culture de plantes et palmiers de Guyane	Pas d'activité officielle aujourd'hui, projet bien avancé de gîte, puis de restaurant.
Auberge des Orpailleurs	Auberge	30 dont 8 en lits	2 000	Location de canoë. Départ (ou arrivée) du sentier Molokoi	Carbet hamac à créer
Élevage de la Chaumière	Auberge (gîte rural)	6 en lits	500	Classes vertes	Aire d'accueil et parcours des produits de la ferme à créer
Quimbe Kio	Auberge (Gîte de France)	25 dont 8 en lits	800	Découverte nature culture avec guides, balades en quad, location de canoë. Départ (ou arrivée) du sentier Molokoi	-
Auberge du Galion	Auberge	8 personnes en lits	1 000	Classes vertes	x


Tourisme et archéologie
Roura
Crique Gabrielle
Point de vue
Chutes de
Fourgassié
Sentier botanique
de la Reserve Tresor
Cacao
musée
"le planeur"
Saut Bief
Site archéologique
Site d'intérêt touristique
Site d'accueil touristique
Sentier pédestre
projet de sentier pédestre
réseaux routiers:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
échelle: 1/125 000
source: ONF, DRAC,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie
de l'ONF (GD)
0 2 4 6 Kilomètres

SECTEUR INDUSTRIEL

INDUSTRIES DU BOIS

Trois scieries s'approvisionnent principalement sur Roura :

- ADTBG – pK 37 route de l'Est - Crique Marguerite – 97 351 ROURA
- Scierie de Roura - BP n°5 – 97 311 ROURA
- Bois et Sciage Guyanais (Scierie de Cacao) + SFA + SDEG : les sièges sont à Cayenne et Matoury mais la structure de sciage est sur Roura. SFA - pK 8,5 RN 2 97 351 MATOURY -

D'autres installations sont envisageables dans l'avenir, compte tenu de l'importance de la ressource liée à l'exploitation des séries de production, à la sous-exploitation de certaines essences, et au gros potentiel de l'utilisation des bois de défrichement (aujourd'hui, les défrichements pour l'agriculture se font par le feu et le bulldozer, sans valorisation des bois).

AGROALIMENTAIRE

Inexistant actuellement...

SECTEURS MINIERS ET CARRIÈRE

L'**or** est une des premières ressources de la Guyane française actuelle : plus du tiers des exportations, pour une valeur de 45 à 85 M€ de 2001 à 2004. L'orpaillage est la deuxième activité industrielle de Guyane après le spatial. En 2002, la production d'or déclarée était de 3,2 tonnes.

Carrières

4 carrières sont présentes sur le territoire de la commune de Roura et couvrent une superficie totale de 215 ha. Trois sont regroupées dans le secteur de Nancibo et sont dédiées à l'extraction de sable et/ou latérite. La quatrième carrière est située sur la RN 2 au niveau du pk 57, elle se consacrera à l'extraction de latérite. Une demande a été faite pour une nouvelle carrière à Nancibo.

Mines et Orpaillage

Ressources

D'après l'inventaire minier réalisé par le BRGM en 1995, le Sud et l'Est de la Guyane renfermeraient 120 tonnes d'or.

On recense également d'autres ressources minières, encore peu exploitées :

- Kaolin ;
- Titane, zirconium ;
- Aluminium, bauxite ;
- Tantale et niobium ;
- Diamant ;
- Hydrocarbures (au large de la Guyane, permis de recherches pétrolières en cours).

Il faut également ajouter les nombreuses carrières (roches dures, sables et graviers, latérite) à moindre valeur ajoutée, et fonctionnant à proximité des infrastructures.

Exploitation actuelle

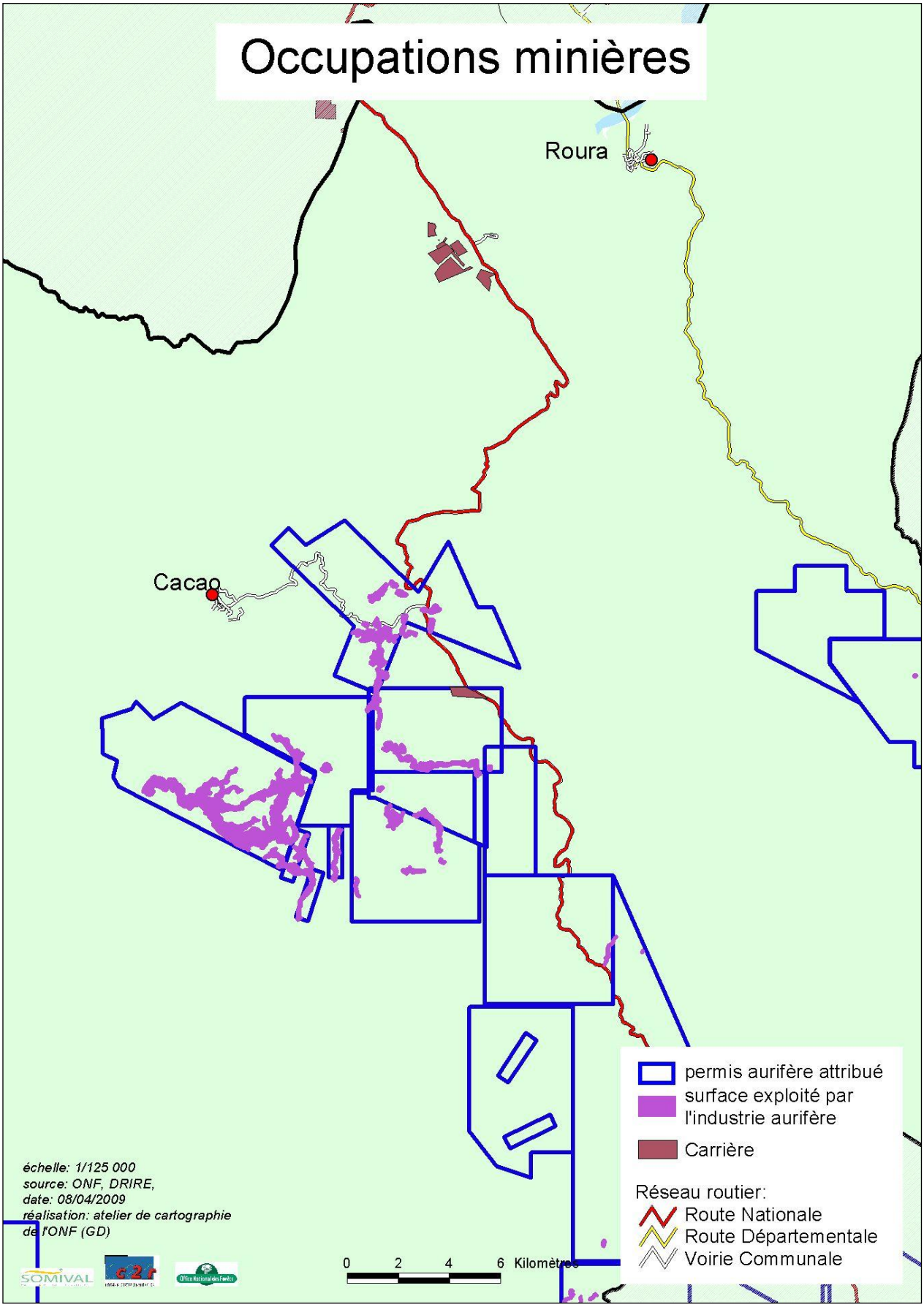
Les principes de base de la réglementation minière sont les suivants. Les substances minérales appartiennent à l'État et non au propriétaire du terrain. L'État attribue le droit d'exploiter les substances minérales sans contrepartie financière au propriétaire du terrain, qui est néanmoins dédommagé pour les impacts sur sa propriété. Les titres miniers sont attribués par l'État en l'application du code minier et de ses textes d'application, sous le contrôle du Tribunal administratif.

18 concessions sont présentes sur la carte représentant l'activité minière dans de nombreux secteurs : Central bief, Crique Guadeloupe, Sud Guadeloupe, Devez, Camp Caïman – Trésor, Petit Approuague – Maripa, Crique Kounamari, Maripa Sud est, Maripa, Orapu, Changement, Crique Veoux, Boulanger, Trésor et Sainte-Marie-les- Mines.

Les surfaces de ces concessions varient de 20 à 300 ha, mais ne sont pas représentatives des surfaces réellement exploitées.

Rappelons que l'orpaillage ***illégal*** est très développé sur la commune (cf. Carte), quoiqu'encore plus sur la commune de Regina.

Dans la suite du Grenelle, un Schéma D'Orientation Minière (SDOM) a été approuvé pour la Guyane le 30 décembre 2011 et est rentré en vigueur le 1er janvier 2012. Sa portée juridique est au-dessus du Schéma d'Aménagement Régional, lui-même au-dessus du SCOT et du présent PLU. Une partie du territoire de la Commune est protégée strictement, sans exploitation aurifère possible, une autre possible avec des contraintes particulières, une autre possible sans contraintes particulières (mais avec toutes les précautions actuelles du code minier).


Occupations minières
Roura
Cacao
permis aurifère attribué
surface exploité par l'industrie aurifère
Carrière
Réseau routier:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
échelle: 1/125 000
source: ONF, DRIRE,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie de l'ONF (GD)
0 2 4 6 Kilomètres

DÉPLACEMENTS ET RÉSEAUX

LES INFRASTRUCTURES VIAIRES

Le réseau routier guyanais se caractérise par sa faible densité, ainsi que par son inégale répartition. En effet, seul l'île de Cayenne bénéficie d'un réseau routier développé. C'est à partir de Cayenne et de Matoury que le réseau se déploie vers le reste du territoire.

La route nationale 2, assurant la liaison entre Cayenne et Saint-George-de-l'Oyapok via Matoury et Régina, permet d'accéder à la route départementale, aux routes communales et aux pistes desservant les différents secteurs de Roura. La route départementale 6 relie cette route nationale au bourg de Roura et au dégrad (débarcadère) de Kaw, village accessible uniquement en pirogue.
La RN 2 et la RD 6 sont en bon état. Les autres déplacements terrestres s'effectuent au moyen de routes communales et de pistes.

Le bourg de Cacao est accessible depuis la RN 2, communément appelée la route de l'Est, par une voie de pénétration goudronnée parcourant un relief accidenté au sein de la forêt. Cette route transférée récemment à la commune par l'État a fait l'objet de travaux.

Les bourgs de Roura et Cacao sont irrigués par des routes communales.

Toutes les autres voies ont été créées pour la desserte agricole, pour l'exploitation forestière ou minière. Les principales sont revêtues de latérite et ne sont pas fermées à la circulation (à l'exception des pistes minières). Ces pistes principales sont souvent devenues multi-usagers : habitat dispersé, agriculture, légale ou non, tourisme, comme dans le cas de la piste d'accès à Fourgassié.

Les pistes secondaires sont généralement fermées, par des barrières ou levées de terre, arbres abattus, à la fin de l'exploitation. Elles restent ouvertes, notamment lors des exploitations en cours. Elles sont souvent utilisées par les chasseurs, notamment la nuit, mais également, sur le secteur au Sud de la route nationale 2, par les orpailleurs et les clandestins.

Le territoire guyanais fait l'objet d'un Plan Général des Transports et des Déplacements (PGTD) approuvé fin 2012 dans lequel bon nombres d'actions et d'investissements concernent le territoire de la CACL. Avant tout, il apparaît nécessaire tout à la fois de développer la voirie mais aussi de mailler l'existant. Par ailleurs, le diagnostic a identifié comme enjeu essentiel le développement d'un réseau de transport collectif sur l'agglomération. Deux scénarii ont été développés, le bourg de Roura et cacao seront desservis par des lignes secondaires permettant ainsi de connecter les habitants de la commune à l'armature principale de TC dont le futur BHNS (bus à haut niveau de service). Il est également prévu dans le PGTD, pour les voies structurantes de Roura, de les réaménager.

Intersection RN2 et CD6



Vers Nancibo



Vers Beauséjour



Vers Maripa



Ci-dessous extrait du PGTD (phase 3 – fiches action)

Action n°4 Mise en place d'un réseau de transport collectif multimodal d'agglomération

Maître d'ouvrage :	CACL
Liste des projets :	Mise en place d'une offre de transport collectif routier sur le territoire de la CACL Equipement des points d'arrêt du réseau TC urbain Développement du transport scolaire
Investissement :	4 M€ (pour l'aménagement des points d'arrêt)
Exploitation :	TC urbain : environ 20 M€ / an dès 2015, et jusqu'en 2025 (l'augmentation de l'offre étant compensée par une amélioration de productivité sur le réseau TC) + 120 K€ / an pour l'entretien des points d'arrêt Transport scolaire : 8.7 M€ en 2015, 9.6 M€ en 2025
Horizon :	Dès 2015, avec un renforcement progressif de l'offre

Enjeux de l'action

- Offrir une offre de transport en commun adaptée à une agglomération de 150 000 puis 200 000 habitants.
- Encourager l'utilisation du réseau TC pour les trajets du « quotidien » (domicile-travail notamment) en proposant un niveau de service plus élevé.
- Adapter la tarification pour rendre les TC accessibles à tous.

Descriptif du projet

Principes du réseau TC

Il s'agit de mettre en place un réseau de transport en commun d'agglomération, structuré et hiérarchisé avec différents types de lignes :

- des lignes structurantes ou fortes qui peuvent être des TCSP sur les principaux axes ;
- des lignes secondaires qui relient les bourgs, gros quartiers et zones commerciales entre eux ;
- des lignes locales qui irriguent les quartiers vers les bourgs ou les équipements proches ;
- des liaisons fluviales (*cf. fiche spécifique*).

Le schéma ci-contre illustre les principes d'organisation du réseau de la CACL pour un des scénarios envisagés dans le cadre des études du PGTD (axe TCSP en vert, réseau structurant en bleu, lignes de rabattement en en rouge).

L'organisation de ce réseau s'appuie sur des aménagements ciblés du réseau viaire, qui font l'objet d'une fiche spécifique (création de couloirs bus et de sites propres notamment).

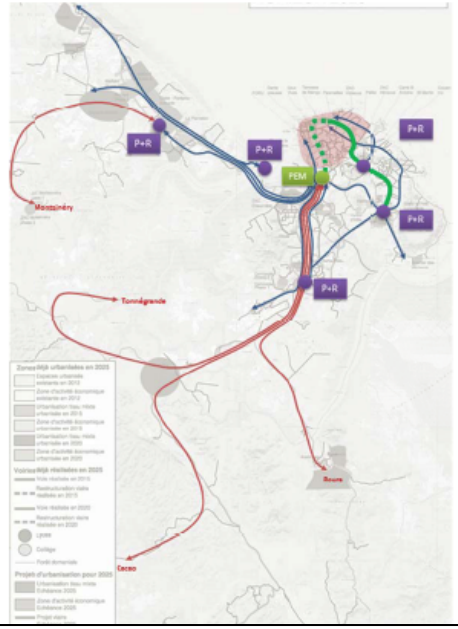


Figure 3 : Principes d'organisation du réseau TC

Action n°5 Création de pôles de mobilité sur la CACL

Maître d'ouvrage :	CACL
Liste des projets :	Création d'un pôle d'échange multimodal régional sur l'Ile de Cayenne Création de pôles de mobilité communaux à Rémire, Matoury Centre, Montsinéry, Tonnégrande, Roura, Cacao, Tonate, Soula
Investissement :	10.3 M€ pour le pôle régional et le réaménagement de la gare routière existante 2 M€ pour les pôles de mobilité communaux
Exploitation :	350 K€ / an pour l'ensemble des pôles de mobilité
Horizon :	Entre 2015 et 2020

Enjeux de l'action

Le renforcement de l'offre TC interurbaine et la mise en place de réseaux de transport « de proximité » (transport urbain ou à la demande) doivent conduire à faire émerger dans chaque polarité urbaine importante (bourg-centre, quartiers, hameaux) un « pôle de mobilité » qui concentre l'ensemble des modes de transport disponibles sur le territoire, et garantit la connexion entre le réseau interurbains et les services de proximité.

Les enjeux sont les suivants :

- Faciliter les conditions de mobilité
- Donner de la lisibilité aux différents systèmes de transport
- Inciter à l'utilisation des transports collectifs et faciliter les trajets multimodaux

Description des projets

Les pôles de mobilité ont vocation :

- à proposer de l'information voyageurs multimodale (plans, grilles horaires, éventuellement systèmes d'information multimodale …), pour faciliter leurs déplacements et leur simplifier les correspondances ;
- à concentrer l'ensemble des services de transport d'un territoire ou d'une commune ;
- à constituer des espaces d'attente protégés pour les voyageurs.

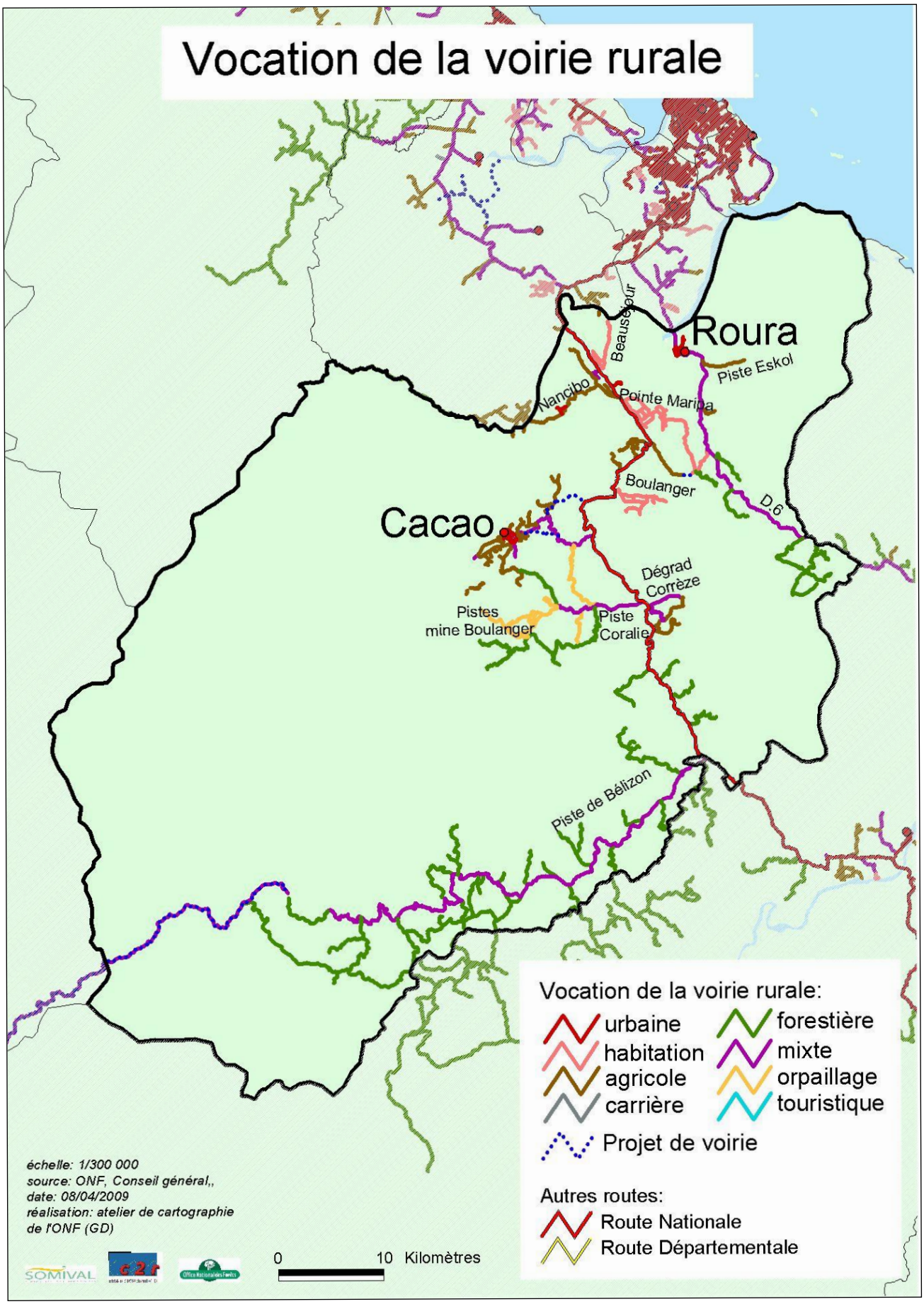
Ces pôles de mobilité devront être accessibles depuis les zones résidentielles et les secteurs urbanisés :

- L'accessibilité des piétons et PMR à ces lieux est essentielle : des cheminements sécurisés doivent être aménagés pour accéder aux pôles de transport dans des conditions optimales.
- Des aménagements devront être réalisés pour faciliter les déplacements à vélo (bande ou piste cyclable, zones 30 dans les zones urbaines denses, etc.) ; des espaces de stationnement pour les vélos pourront être aménagés. Les pôles les plus importants pourront aussi comporter des espaces de location de vélo.
- La correspondance entre modes de transport (réseaux de transport de proximité, réseaux interurbains ou lignes TC structurantes) doit être optimisée pour limiter l'effet de la rupture de charge.

Il est également possible d'envisager la mise en place de guichets d'information / de vente de tickets dans les pôles de mobilité les plus importants.

Sur le territoire de la CACL, on propose l'aménagement des pôles de mobilité suivants :

1. Pôle de mobilité « régional » : pôle multimodal de la CACL
2. Pôles de mobilité communaux principaux : Rémire-Montjoly, Matoury (bourg), Soula, Tonate, Cayenne (réaménagement de la gare routière existante)
3. Pôles de mobilité communaux secondaires : Roura, Cacao, Montsinéry, Tonnégrande


Vocation de la voirie rurale
Roura
Beausejour
Piste Eskol
Nancibo
Pointe Maripa
Boulanger
D6
Cacao
Dégrad Corrèze
Pistes mine Boulanger
Piste Coralie
Piste de Bélizon
Vocation de la voirie rurale:
urbaine
habitation
agricole
carrière
forestière
mixte
orpaillage
touristique
Projet de voirie
Autres routes:
Route Nationale
Route Départementale
échelle: 1/300 000
source: ONF, Conseil général,,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie de l'ONF (GD)
0
10 Kilomètres



LES RÉSEAUX TECHNIQUES URBAINS

EAUX USÉES

La CACL est compétente en matière d'assainissement collectif sur la commune de Roura. Cette dernière dispose d'un Schéma Directeur relatif à l'assainissement et à l'eau potable.

Réseau d'assainissement collectif

Roura est équipée de deux ouvrages épuratoires.

Le premier est accessible par la route communale menant à Dacca. Cette lagune récupère les eaux usées des lotissements Pinot et bois de Rose. 92 constructions y sont raccordées. La capacité de cet équipement est de 700 EH (Équivalent Habitants), il fonctionne en-deçà de sa capacité. Néanmoins, un projet d'extension est en cours visant à porter à 2 500 EH sa capacité afin d'y raccorder les opérations du secteur Axionaz.

Le second ouvrage se trouve à Cacao. Les habitations situées en rive gauche de la crique Cacao ainsi que le complexe scolaire privé du secteur de Cacao sont raccordés à cette lagune, elle a été remise en état et est de nouveau exploitée depuis juillet 2008. Il existe également un projet visant à augmenter sa capacité actuelle.

Une nouvelle lagune a été mise en service fin 2013 sur Racamont.

L'assainissement individuel

Depuis le 1er janvier 2006, les collectivités locales ont des compétences directes en matière d'assainissement non collectif. La commune est chargée de contrôler les dispositifs existants et neufs d'assainissement individuel. Ainsi, un permis de construire ne pourra être accordé que s'il est prévu un système d'assainissement individuel conforme aux normes.

L'assainissement pluvial

L'assainissement pluvial est une compétence communale. Les eaux pluviales sont canalisées et dirigées vers les criques.

L'assainissement des eaux pluviales est assuré par des fossés à ciel ouvert qui permettent d'évacuer les eaux recueillies.

EAU POTABLE

L'adduction et la distribution en eau potable fait l'objet d'une délégation de service public à la SGDE. Aujourd'hui elle compte 485 abonnés sur la commune de Roura (306 au bourg de Roura et 179 à Cacao).

La commune est alimentée grâce à une station de traitement située sur la Comté. Elle fonctionne aujourd'hui au maximum de ses capacités. Les abonnés sont essentiellement situés sur les Bourgs de Cacao et de Roura et quelques uns sur la route de l'Est
En revanche, les habitations implantées dans les écarts ne bénéficient pas de raccordement.

ÉLECTRICITÉ

Aujourd'hui EDF compte environ 500 clients sur la commune de Roura principalement dans les bourgs de Roura et de Cacao. De nombreux ménages vivant dans les écarts et sur la route de l'Est n'ont pas encore accès à ce service.

La commune a lancé un programme d'électrification de tous les hameaux. Eskol est entièrement électrifié, Beauséjour l'est pour un tiers. Pour les deux-tiers restant : étude faites, financements mobilisés, appel d'offres travaux en cours, prévision de démarrage des travaux mi-2014 pour une durée de 2 ans. Sur Racamont, y compris la zone 1 AUb, l'électrification est faite pour un tiers. Les études sont finalisées sur le solde, la mobilisation des financements est en cours, les travaux s'étaleront de 2015 à 2018.
Pour le reste (zone 2AUb Racamont et 1AUb Pointe Maripa, Marguerite) les études sont finalisées, la mobilisation des financements en cours et là encore les travaux s'étaleront de 2015 à 2018.

LES DÉCHETS

La prise en charge des déchets (collecte et traitement) est de la compétence de la CACL. Il existait deux lieux de stockage des déchets sur la commune de Roura qui ont été fermés en 2007 pour réhabilitation (remise en état du site revégétalisation). Depuis la fin des travaux, en avril 2008, les anciennes décharges sont clôturées et inaccessibles au public.

La commune est répartie en 2 secteurs pour la collecte :

- le bourg de Roura (le point le plus éloigné étant Fourgassié) ;
- Roura hors bourg (le long de la RN 2 et Cacao).

Sur le secteur du Bourg de Roura, la collecte des ordures ménagères se fait le mardi et le vendredi et celle des encombrants le 4e mercredi du mois.
Sur le secteur Cacao et RN 2, le ramassage des ordures ménagères est réalisé deux fois par semaine, le lundi et le jeudi. Les encombrants sont collectés tous les 25 du mois (ou jour suivant si le 25 tombe un dimanche ou un jour férié)

La collecte des déchets verts se fait uniquement dans le bourg (le 2e mercredi du mois).

Les professionnels de Roura peuvent déposer directement leurs déchets verts à la plate-forme de compostage à Matoury et leurs encombrants à la décharge des Maringouins.

Il est important de noter que les camions n'empruntent que les voies publiques carrossables donc pour les écarts tels que Nancibo, Beauséjour, Crique Marguerite, la collecte se fait le long de la RN 2, au début des voies d'accès.

Les ordures sont transportées sur la décharge des Maringouins, située sur la commune de Cayenne. Il existe un projet de décharge sur la commune de Montsinéry. Plusieurs décharges sauvages ont été recensées sur le territoire communal.





L'ANALYSE URBAINE

LES ÉVOLUTIONS URBAINES

La commune de Roura s'est développée historiquement le long du fleuve la Comté, prolongé par l'Oyak, avec l'implantation respective des bourgs de Cacao et Roura. La commune s'organise aujourd'hui autour de ces deux bourgs et de nombreux écarts localisés le long des RN 2 et RD 6 (Marguerite, Pointe Maripa, Beauséjour, Eskol, Favard, Fourgassié, Nancibo, Domaine Boulanger, Dégrad Saint-Antoine, Wayam).

LE BOURG DE ROURA

Le bourg de Roura s'est d'abord organisé sur une zone de plateau avancée où se concentrait la plupart des équipements publics (église, mairie, école, dispensaire) ainsi que quelques commerces.
Cette urbanisation s'est réalisée dans un premier temps suivant une logique d'urbanisation orthogonale. Jusqu'en 1970, le bourg n'évoluera que très peu.

La plupart des extensions urbaines successives suivantes s'est fait au coup par coup. Sans logique d'ensemble, ce qui a contribué à apporter un caractère incohérent dans l'organisation du bourg et notamment dans la notion de centralité.

En effet, il n'existe aucun espace central prépondérant dans le bourg. Cette situation est accentuée par l'absence de place publique. Néanmoins, il existe de nombreux espaces inoccupés en cœur du bourg.

LE BOURG DE ROURA EST PONCTUÉ DE DENTS CREUSES.

Le centre-bourg historique, qui rassemble l'essentiel des équipements et services, exerce un rôle fédérateur à l'échelle de l'ensemble de la commune. Si cette caractéristique présente l'avantage d'offrir une certaine lisibilité urbaine, elle accentue les disparités et les inégalités d'accès aux différents services et équipements de la population. Ce phénomène, associé au développement limité du réseau de transport en commun, contribue encore à l'isolement des populations fragiles.

LE VILLAGE DACCA

Situé à environ 2 Km au Nord Est du bourg s'est développé dans les années 1980 par l'arrivée de population laotienne sur un site exondé, en bordure de la crique Gabrielle. Aujourd'hui sur ce quartier on recense une cinquantaine de constructions dont deux restaurants situés à proximité de la Crique.

CACAO

Situé au cœur d'une vaste plaine alluviale à environ 60 Km de Roura et 80 de Cayenne, le bourg de Cacao était à l'origine un secteur destiné à la pratique de l'orpaillage.
En 1977, l'État français alloua des terres de la commune pour accueillir des populations réfugiées H'Mong originaires du Laos. Dès lors, le développement du bourg sera lancé.
Son organisation urbaine s'articule selon un plan linéaire le long de l'axe principal, à savoir une route le reliant à la RN 2. Les activités économiques sont essentiellement tournées vers une agriculture de type collectif. Une grande partie des terres avoisinantes est occupée par les terrains agricoles.

LES ÉCARTS

Les nombreux écarts situés au Sud de la commune sur la Comté et à l'Ouest sur les criques Petit et Grand Bargit ont eu pour conséquence un mitage de l'espace dans les zones non occupées posant aujourd'hui la question patente de la mise en place des réseaux d'électricité, d'eau potable et d'assainissement ainsi que des équipements publics. Sur Eskol, les travaux d'électrification ont été achevés, sur Beauséjour, un tiers du secteur est pourvu en électricité, le solde devant être fait courant 2014 et ce pour 2 ans de travaux prévus. Sur Racamont, l'électrification est partielle (environ 1/3 fait). Pour les autres écarts les études sont finalisées mais les travaux n'ont pas débutés, ils s'échelonneront de 2015 à 2018.
Les écarts sont dépourvus d'eau potable.

Marguerite

Le morcellement agricole de la crique Marguerite est desservi par une piste partant de la RN 2. La voie de desserte appartient actuellement à l'État. Situé en zone A, cet ancien lotissement agricole est surtout composé de bâti isolé. Ce secteur constitue le 3e pôle d'habitat de Roura (87 logements en 2005).

Pointe Maripa

Les terrains constituants la Pointe Maripa appartenaient à l'origine à un privé. Ce secteur aujourd'hui urbanisé s'est constitué suite à la vente de parcelles de 1 à 2 hectares. Ces terrains sont classés en « zone agricole » (cf. carte communale) mais il n'y a pas d'agriculteurs, cette activité ne s'étant jamais développée). Les premières installations se sont faites le long de la RN 2, la carte relative à l'occupation et évolution des sols entre 2001 et 2005, montre une forte augmentation de l'urbanisation ((81 logements en 2005). Seules les constructions situées sur les 1,8 premiers kilomètres sont raccordées au réseau électrique.

Beauséjour
Cet écart est également issu de la vente d'un terrain privé sous forme de parcelles d'un hectare. Beauséjour est classé en zone agricole, il existe quelques abattis sur cette zone, mais ce secteur est essentiellement constitué d'un bâti isolé, 65 logements y ont été recensés en 2005. L'évolution de l'occupation des sols entre 2001 et 2005 fut essentiellement urbaine. La grande majorité des constructions est raccordée au réseau électrique, néanmoins, il existe quelques constructions fonctionnant au solaire.
On note également la présence de décharges sauvages.

Eskol
Eskol est situé au Sud Est du bourg de Roura, sur la crique Gabrielle. Cette zone est accessible via une piste en latérite attenante au CD 6. Le dégrad d'Eskol a subi une forte évolution urbaine entre 2001 et 2005. En 2005, 21 logements y ont été recensés.

Favard
Favard est un petit écart situé au Sud du Bourg de Roura sur la rive droite de la rivière de l'Oyak. Situé en zone AU, ce secteur est un site d'habitat insalubre. Sa population est essentiellement amérindienne. Cette zone est dépourvue d'eau et d'électricité. Il existe une volonté communale de mettre en place une opération de résorption de l'habitat insalubre. Sur l'emplacement de l'actuel village seront développées des activités de loisirs quant au nouveau village, support du relogement, il sera déplacé le long de la voie d'accès à une altitude légèrement supérieure à celle de l'actuel village sujet aux inondations.

Fourgassié
La desserte de Fourgassié se fait depuis le CD 6 par une piste en latérite. Ce hameau haïtien date d'une vingtaine d'années. On y note la présence d'un site d'intérêt touristique de qualité (cascade) ainsi qu'un site d'accueil touristique (aménagement effectué par l'ONF).

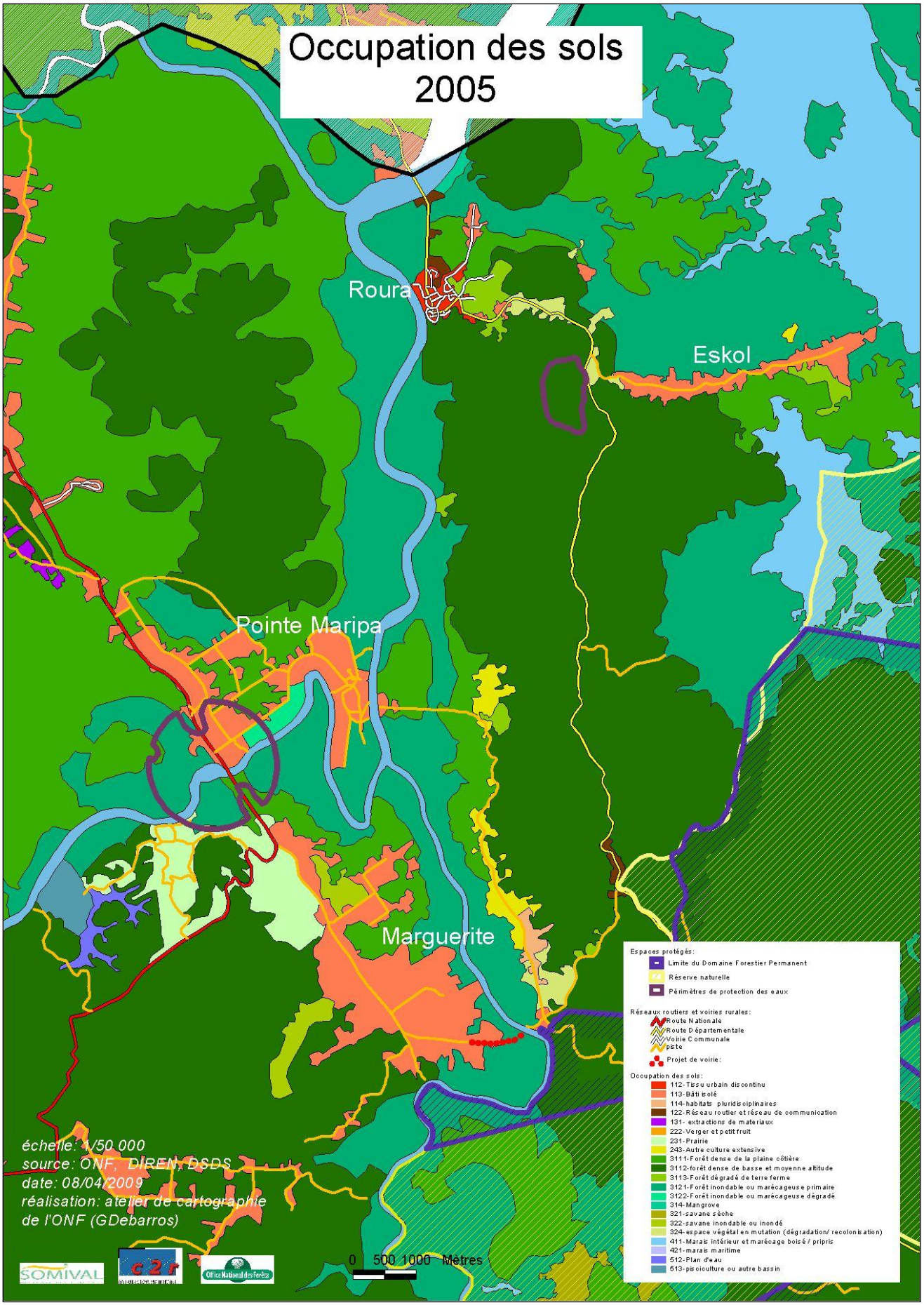
Nancibo
Le secteur de Nancibo est accessible à partir d'une piste partant de la RN 2. Les premières installations agricoles dateraient des années 1980. On note une forte expansion de l'urbanisation entre 2001 et 2005. Situés en zone A, 76 logements y ont été dénombrés en 2005.
On note la présence de décharges sauvages à l'entrée de la zone.

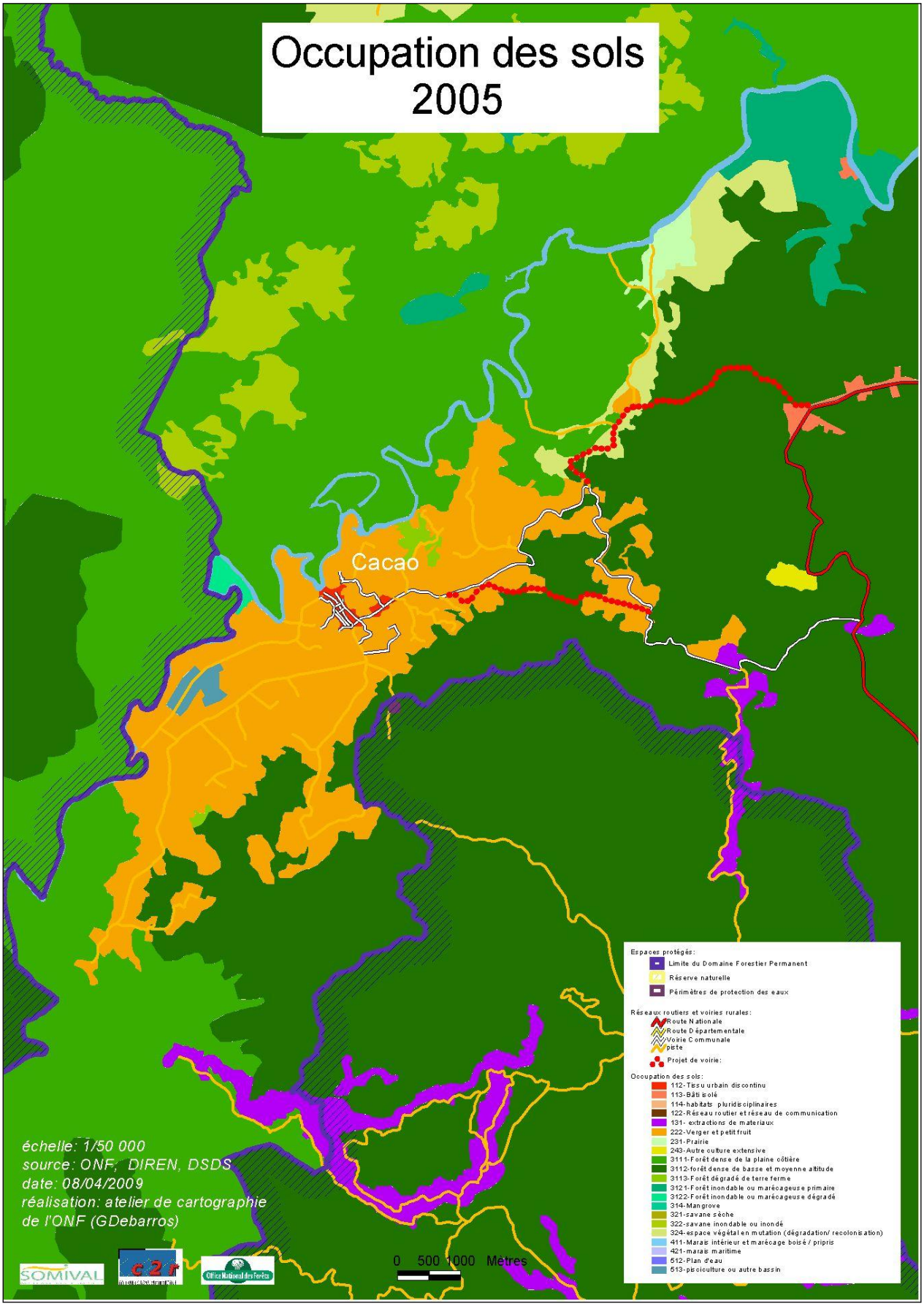
Domaine Boulanger
Il s'agit à l'origine d'une opération privée ayant conduit à un morcellement en parcelles de deux hectares. Accessible par une piste partant de la RN 2, ce secteur classé en zone agricole a également subi une expansion **essentiellement urbaine** des zones occupées entre 2001 et 2005 (30 logements en 2005).

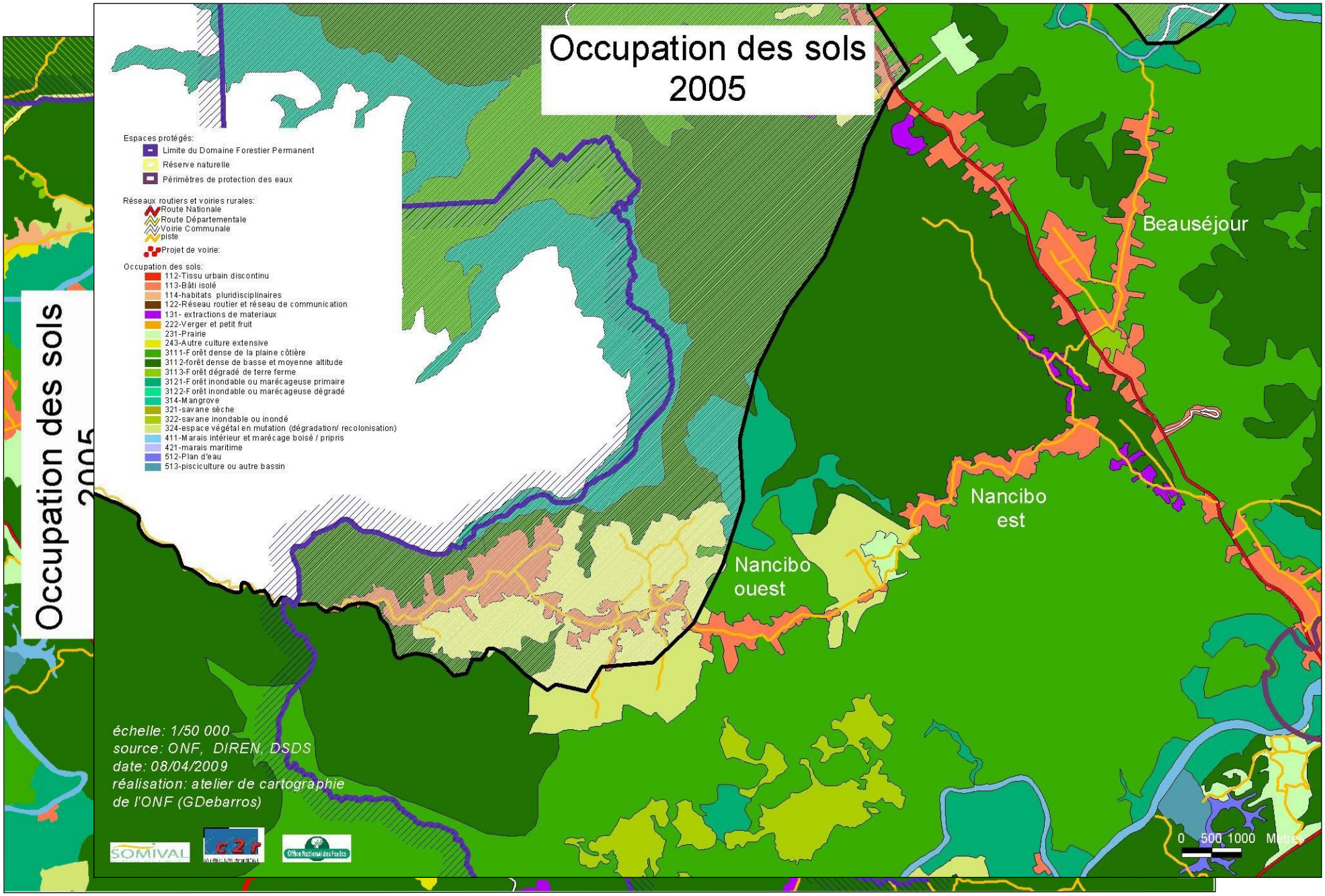
Dégrad Saint-Antoine
Ce hameau est situé au Sud du bourg de Roura, sur la berge Ouest du fleuve Orapu. Il est composé d'une quinzaine de constructions. Il est relié à la RN 2 par une piste longeant la Comté.

- La commune de Roura s'étend sur 368 947,3 ha ;
- Les réserves naturelles et le domaine forestier permanent représentent 347 962 ha ;
- 4 829 ha sont occupés par l'urbanisation et l'agriculture sur 71 174 ha qui ne bénéficient d'aucune mesure de protection (soit 6,5 %).




Occupation des sols
2005
Roura
Eskol
Pointe Maripa
Marguerite
Espaces protégés:
Limite du Domaine Forestier Permanent
Réserve naturelle
Périmètres de protection des eaux
Réseaux routiers et voiries rurales:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
piste
Projet de voirie:
Occupation des sols:
112-Tissu urbain discontinu
113-Bâti isolé
114-habitats pluridisciplinaires
122-Réseau routier et réseau de communication
131- extractions de materiaux
222-Verger et petit fruit
231-Prairie
243-Autre culture extensive
3111-Forêt dense de la plaine côtière
3112-forêt dense de basse et moyenne altitude
3113-Forêt dégradé de terre ferme
3121-Forêt inondable ou marécageuse primaire
3122-Forêt inondable ou marécageuse dégradé
314-Mangrove
321-savane sèche
322-savane inondable ou inondé
324-espace végétal en mutation (dégradation/ recolonisation)
411-Marais intérieur et marécage boisé / pripris
421-marais maritime
512-Plan d'eau
513-pisciculture ou autre bassin
échelle: 1/50 000
source: ONF, DIREN, DSDS
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie
de l'ONF (GDebarros)
0 500 1000 Mètres
SOMIVAL
c2r
Office National des Forêts


Occupation des sols
2005
Cacao
échelle: 1/50 000
source: ONF, DIREN, DSDS
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie
de l'ONF (GDebarros)
0 500 1000 Mètres
Espaces protégés:
Limite du Domaine Forestier Permanent
Réserve naturelle
Périmètres de protection des eaux
Réseaux routiers et voiries rurales:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
piste
Projet de voirie:
Occupation des sols:
112-Tissu urbain discontinu
113-Bâti isolé
114-habitats pluridisciplinaires
122-Réseau routier et réseau de communication
131- extractions de materiaux
222-Verger et petit fruit
231-Prairie
243-Autre culture extensive
3111-Forêt dense de la plaine côtière
3112-forêt dense de basse et moyenne altitude
3113-Forêt dégradé de terre ferme
3121-Forêt inondable ou marécageuse primaire
3122-Forêt inondable ou marécageuse dégradé
314-Mangrove
321-savane sèche
322-savane inondable ou inondé
324-espace végétal en mutation (dégradation/ recolonisation)
411-Marais intérieur et marécage boisé / pripris
421-marais maritime
512-Plan d'eau
513-pisciculture ou autre bassin


Occupation des sols
2005
Occupation des sols 2005
Espaces protégés:
Limite du Domaine Forestier Permanent
Réserve naturelle
Périmètres de protection des eaux
Réseaux routiers et voiries rurales:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
piste
Projet de voirie:
Occupation des sols:
112-Tissu urbain discontinu
113-Bâti isolé
114-habitats pluridisciplinaires
122-Réseau routier et réseau de communication
131- extractions de materiaux
222-Verger et petit fruit
231-Prairie
243-Autre culture extensive
3111-Forêt dense de la plaine côtière
3112-forêt dense de basse et moyenne altitude
3113-Forêt dégradé de terre ferme
3121-Forêt inondable ou marécageuse primaire
3122-Forêt inondable ou marécageuse dégradé
314-Mangrove
321-savane sèche
322-savane inondable ou inondé
324-espace végétal en mutation (dégradation/ recolonisation)
411-Marais intérieur et marécage boisé / pripris
421-marais maritime
512-Plan d'eau
513-pisciculture ou autre bassin
Beauséjour
Nancibo est
Nancibo ouest
échelle: 1/50 000
source: ONF, DIREN, DSDS
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie de l'ONF (GDebarros)
SOMIVAL
c2r
Office National des Forêts
0 500 1000 Mètres

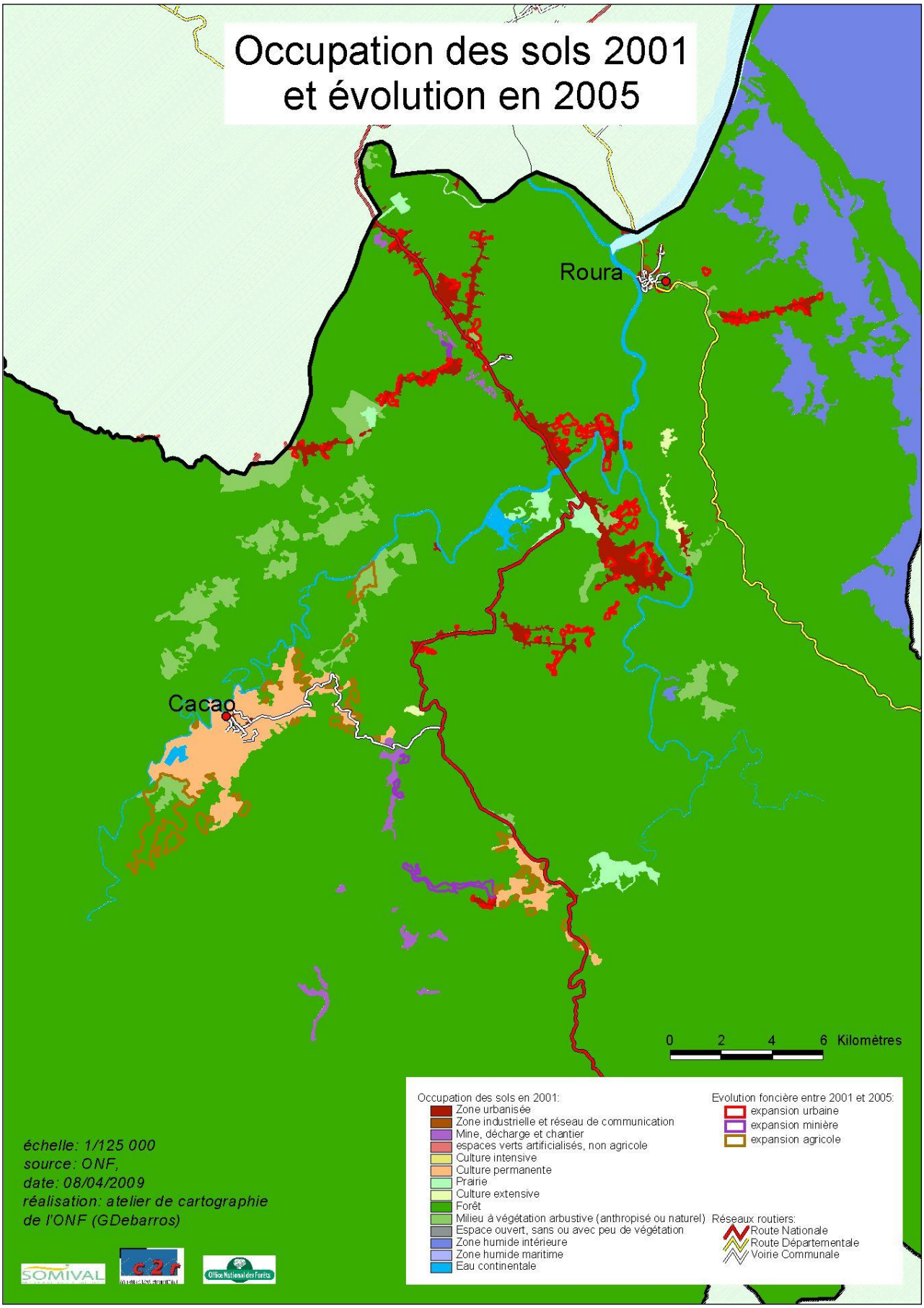
Le bilan de l'évolution des zones urbaines et agricoles permet de cibler les zones de fort développement sur lesquelles il faudra avoir une réflexion fine.

Les zones urbanisées occupaient une surface totale de 2 019 ha en 2005 (soit 0,4 % du territoire) contre 1 592 ha en 2001.

Cette carte met en avant la forte progression des zones urbaines en l'espace de 4 ans et en particulier des zones qualifiées de bâti isolé.

En ce qui concerne les zones agricoles, elles sont passées de 2 433 ha en 2001 à 3 237 ha en 2005.




Occupation des sols 2001
et évolution en 2005
Roura
Cacao
0 2 4 6 Kilomètres
Occupation des sols en 2001:
Zone urbanisée
Zone industrielle et réseau de communication
Mine, décharge et chantier
espaces verts artificialisés, non agricole
Culture intensive
Culture permanente
Prairie
Culture extensive
Forêt
Milieu à végétation arbustive (anthropisé ou naturel)
Espace ouvert, sans ou avec peu de végétation
Zone humide intérieure
Zone humide maritime
Eau continentale
Evolution foncière entre 2001 et 2005:
expansion urbaine
expansion minière
expansion agricole
Réseaux routiers:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
échelle: 1/125 000
source: ONF,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie
de l'ONF (GDebarros)
SOMIVAL
c2r
Office National des Forêts

La carte des zones à enjeux met en évidence les zones où l'on a pu observer un très fort développement, au point de vue agricole et urbain. Ces éléments ressortent clairement sur la carte de l'évolution de l'occupation des sols de 2001 à 2005 (cf. p. 76 : l'évolution de l'occupation des sols).

Il est d'une grande nécessité d'accompagner le développement de ces zones afin de conserver une cohérence sur le territoire de Roura pour le bien être de ses habitants ainsi que sa prospérité économique.

Les secteurs à enjeux qui ressortent de cette analyse sont :

Le long de la RN 2 : les secteurs de Nancibo, Pointe Marguerite et Fourgassié avec un développement de tissu urbain et de zones à vocation agricole.
Dans les secteurs Beauséjour, Pointe Maripa et le domaine de boulanger le développement est essentiellement urbain.

À proximité du bourg de Roura, dans la zone Eskol, on a également observé un développement de type essentiellement urbain.

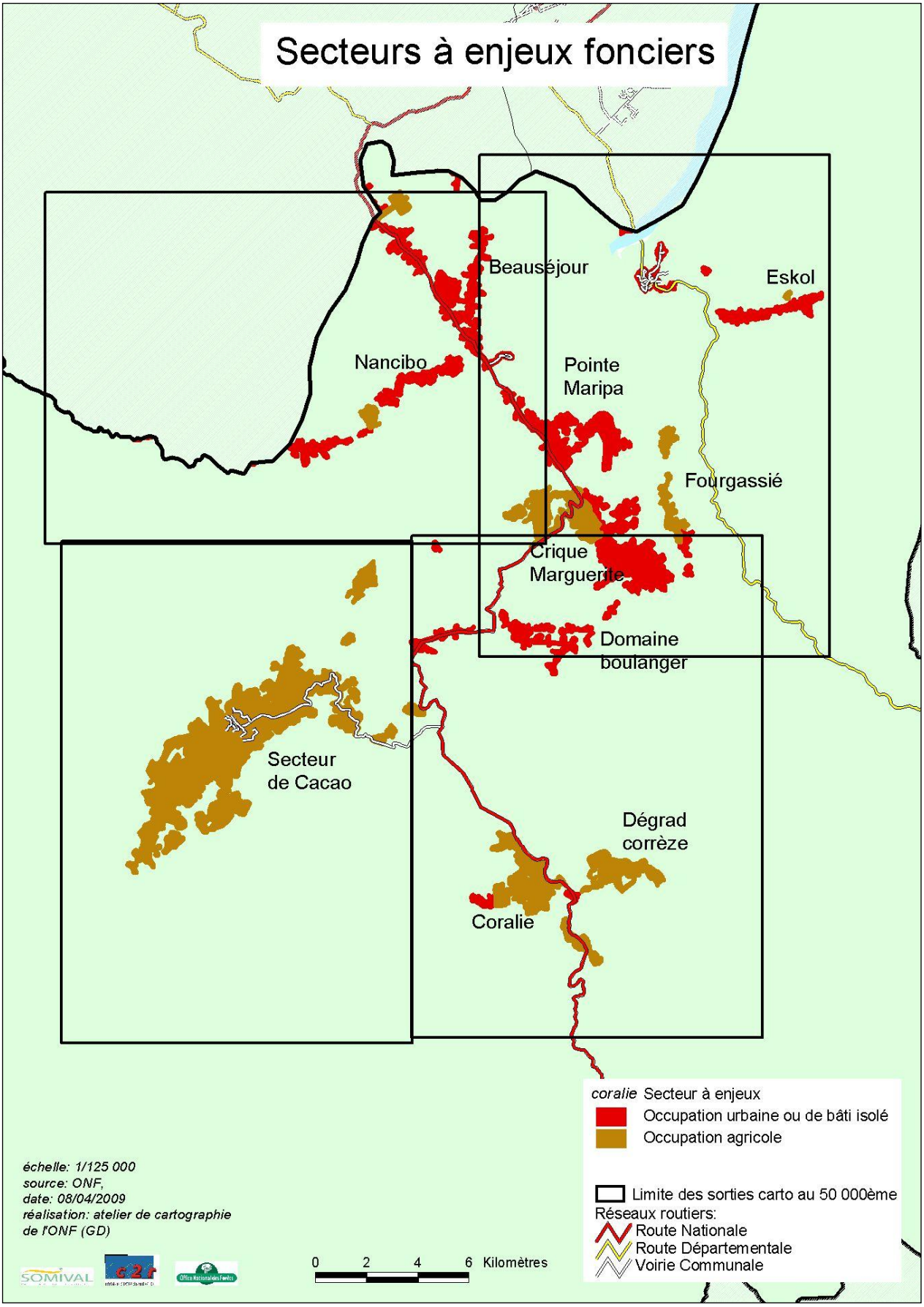
Le secteur de Cacao est principalement une zone d'enjeu de développement des terrains agricoles (voir paragraphe Agriculture).

Le développement des deux zones, Coralie et Dégrad Corrèze, situées au Sud de Cacao sur la RN 2, est lié aux activités minières aurifères situées à proximité.

On note la présence des zones de développement urbain telles que Nancibo, Beauséjour, Pointe Maripa et les zones agricoles du secteur de la crique Marguerite, ainsi que de nombreuses carrières sur le périmètre éloigné de captage des eaux de la Comté. Sur ce périmètre, les activités peuvent être réglementées afin d'assurer au mieux la préservation de la qualité des eaux captées à destination de la consommation humaine.

Certaines de ces zones d'extension sont situées dans des zones à enjeu pour le développement d'activités touristiques, encore insuffisantes. Il parait donc important de maîtriser ce développement pour conserver l'attrait et les atouts paysagers du territoire de la commune de Roura en évitant tout développement anarchique et non planifié sur ces territoires identitaires de la commune.




Secteurs à enjeux fonciers
Beauséjour
Eskol
Nancibo
Pointe Maripa
Fourgassié
Crique Marguerite
Domaine boulanger
Secteur de Cacao
Dégrad corrèze
Coralie
coralie Secteur à enjeux
Occupation urbaine ou de bâti isolé
Occupation agricole
Limite des sorties carto au 50 000ème
Réseaux routiers:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
échelle: 1/125 000
source: ONF,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie de l'ONF (GD)
0 2 4 6 Kilomètres

ENSEIGNEMENTS DU DIAGNOSTIC ET ENJEUX

PERSPECTIVE DE CROISSANCE ET ÉVALUATION DES BESOINS

La commune de Roura connaît une croissance démographique très soutenue depuis les dernières décennies, et une accélération au cours des dernières années. L'attractivité résidentielle qui s'exerce sur le territoire communal est forte et, indubitablement, tendra à se poursuivre pour les années à venir. L'évaluation des besoins découle d'une perspective réaliste de croissance envisagée à partir de l'examen détaillé de plusieurs hypothèses de croissance (présentées en annexe 1).

L'ÉVALUATION DES BESOINS EN LOGEMENTS

HYPOTHÈSE RETENUE	HORIZON 2015	HORIZON 2020	HORIZON 2025
croissance à 11 % annuel	+ 1 116 habitants => + 293 logements	+ 3 658 habitants => + 960 logements	+ 7 941 habitants => + 2 090 logements

La perspective de croissance projetée à l'horizon du PLU met ainsi en exergue des besoins significatifs en logements, cohérents avec les récentes études de l'INSEE à l'échelle de la Guyane.

À l'horizon 2015, il sera nécessaire d'assurer la construction de 293 logements.
A noter qu'à l'horizon 2020, c'est 960 nouveaux logements qui auront dû être construits.

La réponse à ces besoins ne pourra se traduire qu'au travers une politique volontariste d'accueil des ménages et de programmation d'équipements. Il s'agira d'évaluer les disponibilités foncières mobilisables à court ou moyen terme et les besoins en foncier à équiper.

Les opérations connues à ce jour concentrent environ :
- 400 logements dans le cadre du projet Axionaz

⇨ Ce projet répondra aux besoins estimés en à l'horizon 2015.

La mise en valeur des secteurs de Racamont et Howe à court/moyen terme, sera pertinente. Les besoins en logements et équipements seront pourvus jusqu'à l'horizon 2025.

L'ÉVALUATION DES BESOINS EN ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES

L'enseignement primaire et maternelle

La croissance démographique nécessitera l'ouverture de nouvelles structures d'enseignement primaire. Ces besoins sont significatifs et il convient de les prendre en considération dès à présent.

En 2025 : 2 100 élèves de maternelle et primaire, soit 84 classes, soit environ 7 groupes scolaires.

Sur la base d'effectifs maternelle et primaire représentant 20 % de la population totale.

L'enseignement secondaire

Les besoins à terme en matière d'équipements scolaires dans l'enseignement secondaire sont également très conséquents. L'extension ou la réalisation de nouveaux établissements s'avèrent, à court terme, nécessaires.

Pour une croissance annuelle de 11 %, il y aurait en 2025 : 1 480 élèves en collège et 740 élèves en lycée. Soit environ une cinquantaine de classes en collège et 25 en lycée, soit 2 collèges et 1 lycée.

Sur la base d'effectifs en collège représentant 14 % de la population totale et 7 % pour les lycées.

La petite enfance

Les besoins à terme en matière de structures liés à la petite enfance sont notoires puisqu'il faudrait 530 places en crèche à l'horizon 2025. Soit environ 45 crèches.

Sur la base d'effectifs enfants de moins de 3 ans = 5 % de la population totale

La perspective de croissance présentée ici permet d'appréhender les incidences en terme de besoins induits par le développement envisagé de la commune de Roura. Ainsi, Roura accueillerait environ 12 980 habitants en 2027. Le détail de cette analyse prospective démographique est présenté dans l'annexe n° 1 en fin du présent rapport.

L'augmentation future de la population dépendra notamment de la construction de nouveaux logements pouvant l'accueillir et des équipements connexes, entre autres scolaires. La Collectivité devra donc mettre en œuvre une politique d'accueil adaptée à travers son PLU.

LES ENJEUX ISSUS DU DIAGNOSTIC ET LES ORIENTATIONS COMMUNALES

Le projet politique d'aménagement de la commune de Roura se décline en quatre grandes orientations générales d'urbanisme et d'aménagement :

- **Assurer un développement urbain cohérent et maîtrisé ;**
- **Garantir le développement harmonieux et durable de la commune en matière d'activités économiques ;**
- **Mieux prendre en compte l'environnement dans le développement urbain ;**
- **Améliorer les déplacements.**

Ces orientations sont développées dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).



SECTION 3 : LE PROJET



Les choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Exposé des motifs de délimitation des zones et règles d'urbanisme

LES CHOIX RETENUS POUR ÉTABLIR LE PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

Élaboré à partir des enjeux déterminés lors du diagnostic territorial et des objectifs communaux, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) traduit le projet d'ensemble global et cohérent de l'aménagement de la commune de Roura à moyen et long termes.
Il est le fondement justifiant les choix, mesures, actions prescriptions qui figureront sur les autres pièces du dossier de PLU (zonage et règlement notamment).

Roura n'est plus une zone rurale, mais s'affirme de plus en plus comme un pôle d'équilibre aux portes de l'île de Cayenne.

C'est une ville qui s'identifie par son patrimoine naturel, paysager et historique diversifié.

Afin de préserver cette identité fondée sur le principe d'une ville à la campagne, le projet politique devra conforter le dynamisme sociodémographique de la commune, développer et maintenir l'attractivité économique, proposer une offre de logements et de services qualitative et quantitative en adéquation avec sa population tout en veillant à structurer son territoire.

La commune a opté pour un scénario de développement basé sur une hypothèse de croissance de 11 % l'an. Roura devrait donc accueillir 12 980 habitants en 2027. Le détail de cette évolution urbaine et démographique est précisé en annexe 1, ci-après.

Il conviendra cependant d'adopter un développement urbain mesuré, en fonction de la capacité de la commune à répondre aux besoins en logements et l'ensemble des structures et équipements d'accompagnement nécessaires à la vie quotidienne.

Le projet politique d'aménagement de la commune de Roura, est une réponse aux enjeux majeurs de la commune dans le territoire de la CACL. Il se décline en quatre grandes orientations générales d'urbanisme et d'aménagement.

1 – ASSURER UN DÉVELOPPEMENT URBAIN COHÉRENT ET MAITRISE

La commune de Roura s'est développée historiquement le long du fleuve la Comté, prolongé par l'Oyak, avec l'implantation respective des bourgs de Cacao et Roura. La commune s'organise aujourd'hui autour de ces deux bourgs et de nombreux écarts localisés le long de la RN 2 et de la RD 6 (Marguerite, Pointe Maripa, Beauséjour, Eskol, Favard, Fourgassié, Nancibo, Domaine Boulanger, Dégrad Saint-Antoine, Wayam).

La commune de Roura a connu une forte croissance démographique entre le dernier recensement général de la population de 1999 et 2006. Á cette date, la population s'élevait à 3 068 habitants soit une progression de 65 %, par rapport à 1999. L'attractivité qu'exerce le territoire est forte et tendra indubitablement à se poursuivre dans les années à venir.

Cependant, l'installation des habitants au cours des dix dernières années s'est faite au détriment de la cohérence urbaine.

Aujourd'hui, Roura est un territoire urbain éclaté entre deux bourgs et des écarts, synonyme d'étalement urbain. La collectivité est confrontée à des difficultés de gestion de son territoire (insuffisance de foncier équipé, déplacements nombreux, absence de réseaux dans certains secteurs habités, …).

Répondre à la demande de logements et faire face à l'étalement urbain constituent un véritable défi que la commune de Roura a décidé de relever avec un souci de qualité urbaine et architecturale, de mixité sociale, d'économie d'espace et de compacité de la forme urbaine.

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, il a été établi une politique permettant de développer une offre de logements de qualité adaptée à la diversité des besoins des habitants. Parallèlement, le projet de développement urbain est basé sur une armature urbaine plus affirmée et un rééquilibrage du territoire.

En 2025, la commune de Roura devrait compter, selon les perspectives d'évolution retenue par la municipalité près de 7 941 habitants supplémentaires, ce qui nécessitera la construction d'environ 2 090 logements supplémentaires soit 175 logements neufs par an sur le territoire. Ces nouvelles constructions devraient permettre de répondre aux besoins de la population résidente (afin d'éviter le départ subi d'une partie de celle-ci) et d'accueillir de nouveaux habitants.
Atteindre ces objectifs, implique également de travailler sur plusieurs champs d'actions en développant une offre suffisante dans les quartiers existants et les zones d'extension.
L'évolution de l'offre de logement ne peut être appréhendée uniquement sur le marché du neuf. Le parc ancien constitue également un gisement à valoriser.
Les actions se développeront autour des moyens suivants :

Agir sur l'existant permettra d'augmenter la capacité d'accueil des zones urbanisées.

La densification urbaine (renforcement du tissu urbain) ; Densifier permet de :

- conserver la population ;
- limiter, en site urbanisé, la consommation d'espaces non encore urbanisés ;
- optimiser les capacités de développement et des possibilités constructives des dents creuses ;
- rentabiliser les équipements publics.

La réhabilitation du bâti dégradé au centre-bourg essentiellement. Il est important de favoriser l'amélioration, la rénovation du bâti ancien qui constitue l'essentiel du patrimoine urbain notamment dans les bourgs de la commune. Ces opérations de réhabilitation permettront la mise à niveau des logements qui ne répondent plus aux normes de confort et de salubrité.
L'amélioration du parc immobilier devra s'inscrire dans une volonté de diversification de l'habitat pour éviter la ségrégation sociale.

Des permanences de l'ANAH et/ou des opérations d'informations pourraient être envisagées afin de renseigner les populations sur les financements et l'accompagnement des services de l'État pour accompagner les efforts des propriétaires privés dans le financement des travaux de réhabilitation.

La résorption des zones d'habitat spontané et insalubre afin de permettre à cette tranche de la population de vivre dans des conditions correctes et avoir accès à l'ensemble des réseaux (eaux, électricité, téléphone, …).

En parallèle aux actions sur le bâti et les quartiers existants, il s'avère important d'ouvrir de nouveaux espaces à l'urbanisation.
En effet le foncier disponible dans les quartiers existants ne pouvant répondre à l'ensemble des besoins, il importe de les anticiper en créant de nouvelles zones urbaines. Ces dernières devront être ouvertes progressivement à l'urbanisation. Le renouvellement progressif de la population permettra d'adapter progressivement les équipements et les réseaux.

Ces actions visent à créer les conditions d'un parcours résidentiel pour tous : étudiant, couple sans enfant ou famille nombreuse, personne isolée ou personne âgée, chacun doit trouver un logement à sa convenance. La diversité de types de logements et de superficie sera intégrée dans les nouveaux programmes.

Les actions sur l'existant et les extensions maîtrisées de l'urbanisation permettront de satisfaire la forte demande de logements, d'accueillir la population et de « compléter » la ville de manière cohérente. Les sites d'Axionaz, Racamont et Howe apparaissent particulièrement stratégiques pour parfaire le développement urbain et répondre aux besoins en termes de logements, tant sociaux que libres, tant individuels que collectifs mais aussi aux besoins en équipements scolaires, sportifs, socio-culturels, …

Pour accompagner l'augmentation de population, il convient de compléter l'offre existante en équipements (éducatifs, sociaux, culturels, sportifs, ludiques) sur le territoire communal. En effet, qu'ils soient structurants ou de proximité, les équipements contribuent à l'animation de la vie des quartiers, permettent de réduire les inégalités et d'améliorer la solidarité.
Ainsi la ville se donne des orientations très ciblées pour adapter la ville aux enfants, aux familles, améliorer l'accueil scolaire, développer la pratique sportive et de loisirs ainsi que la promotion des initiatives culturelles.

Ce premier axe peut se décliner en deux actions :
1-1 mettre en œuvre une politique permettant de développer une offre de logements de qualité adaptée à la diversité des besoins
Il s'agira d'augmenter les capacités d'accueil des zones urbanisées en encourageant la densification, en réhabilitant le bâti dégradé et en résorbant les poches d'habitat insalubre. L'ouverture de nouveaux espaces à l'urbanisation sera échelonnée afin de maîtriser le développement urbain et économique du territoire.
Il s'agira également de conforter et compléter les équipements afin d'offrir un cadre de vie agréable aux rouranais.

1-2 définir un projet de développement urbain basé sur une armature urbaine plus affirmée et un rééquilibrage du territoire
Les besoins en termes de logements à court et moyen terme nécessitent des superficies importantes en foncier équipé et peuvent engendrer un risque de fragilisation de l'équilibre entre espaces urbains et espaces naturels et fragiliser la « cohérence urbaine ». L'urbanisation future doit être anticipée et structurée. Circonscrite au sein d'une armature affirmée, l'urbanisation s'organisera selon un urbanisme structuré autour d'un schéma clair : un centre-ville fédérateur et le village de Cacao relayés par des pôles d'équilibre secondaires (centralité de proximité), autour desquels se structurent les quartiers périphériques. Les écarts sont inclus dans cette armature urbaine, malgré leur éloignement des pôles.

4 thèmes ont été définis :

- **Endiguer l'étalement urbain**

On observe une très forte croissance démographique au sein de la commune qui se poursuit et est alimentée par des apports extérieurs ainsi que par un excédent naturel. En outre, la structure démographique évolue en faveur des classes d'âges

les plus jeunes. Ce contexte sociodémographique va entraîner de forts besoins en logements pour les nouvelles familles, mais également en équipements (scolaires, sportifs et ludiques, culturels et religieux, sanitaires et sociaux, touristiques). Le rythme annuel de consommation foncière est donc amené à s'accentuer dans les années à venir afin de répondre aux besoins de la population. Une menace sur la commune de Roura est la présence d'habitats spontanés, qui se développent en discontinuité des espaces urbains existants et représentent 46 % du parc immobilier du Roura. Ils sont concentrés au niveau de Beauséjour, de la pointe Maripa, de la route de Nancibo, de la crique Marguerite, de la crique Boulanger, de la route de Kaw ainsi que du dégrad Eskol. Ces habitats, la plupart du temps insalubres nuisent à la qualité de vie des habitats, contribuent au mitage du territoire et à la banalisation des paysages. En outre, l'habitat individuel domine largement le parc de logement puisqu'il constituait en 1999 96 % de celui-ci et représente une menace importante pour l'espace du fait de leur importante consommation foncière.
La nouvelle logique de construction favorise une densification de l'urbanisation, une requalification ou une amélioration du parc ancien existant. L'objectif est de limiter la consommation du territoire par les activités anthropiques, d'autant que la consommation de l'espace a une influence négative sur l'imperméabilisation des sols, entraînant une augmentation du ruissellement et du risque inondation. C'est dans cette optique que le PLU organise la nouvelle offre foncière dans un souci de gestion économique de l'espace et de qualité urbaine et environnementale, avec le maintien d'une cohérence urbaine avec le développement de l'urbanisation en continuité de l'existant.

C'est dans cette logique de maîtrise qu'ont été pensé les schémas de secteur. Ils intègrent un concept d'aménagement maîtrisant l'étalement urbain et favorisant la mixité fonctionnelle.

Le parti d'aménagement intègre les spécificités du territoire et respecte ses identités. L'urbanisme recherché privilégie de nouvelles formes urbaines tout en respectant les aspirations des habitants. LA protection et la mise en valeur des milieux naturels est pensée à travers la définition d'une armature paysagère à l'échelle du territoire, avec la préservation de corridors naturels et écologiques pour le bon fonctionnement des écosystèmes et le maintien de la biodiversité.

- **Confirmer et accroître le rôle fédérateur du centre-bourg pour en faire un centre-ville et du village de Cacao pour en faire un pôle d'équilibre secondaire**

Le centre-bourg abrite l'essentiel des équipements, services et commerces de la Commune. Il est le lieu le plus fréquenté par les Rouranais dans leur vie quotidienne. Il est nécessaire de préserver et renforcer son caractère urbain, mais aussi de travailler sa mutation progressive afin de confirmer et accroître son rôle fédérateur, en faire un espace d'accueil, ouvert à tous les habitants de la commune, attrayant pour le visiteur et le touriste. Il doit à terme avec l'urbanisation planifiée d'Howe et Racamont passé du statut de centre-bourg à celui de centre-ville où l'ensemble des fonctions urbaines et des mixités sociales y seront présentes.

- **Faire émerger des polarités secondaires fédératrices à l'échelle du quartier et maîtriser l'évolution des écarts** sont les deux dernières actions retenues

Les centres de proximité doivent s'inscrire dans une logique de complémentarité, car Il s'agit au-delà du centre-bourg et du village de Cacao, de permettre aux écarts, sans qu'ils puissent s'étendre ou grandir inconsidérément, d'avoir un minimum de qualité de vie par la présence d'équipements et de service de proximité.

2 - Garantir le développement harmonieux de la commune en matière d'activités économiques

2-1 renforcer et maintenir le tissu économique existant

Conforter l'activité existante dans sa géographie actuelle et favoriser l'implantation de nouvelles en profitant des potentialités du développement urbain sont les grandes orientations communales afin d'impulser une nouvelle dynamique économique.

Les actions à mener consistent à renforcer et diversifier le tissu économique :
Le renforcement de l'attractivité économique et notamment commerciale passe par la possibilité de maintenir et de créer une gamme étendue de commerces et de services de proximité compatibles avec l'habitat. Le renforcement des activités et des services participe également à l'attractivité de ces quartiers. La ville devra organiser son tissu économique et ses espaces urbains pour parvenir à une mixité ordonnée afin de créer de véritables pôles de centralité et d'échanges notamment en centre-ville. Pour accroître la qualité de l'offre ainsi que la qualité et la capacité d'accueil des sites afin de satisfaire les demandes d'extension des activités existantes et l'accueil d'activités nouvelles. Confirmer la vocation économique du secteur de Nancibo en augmentant notamment sa capacité d'accueil tout en veillant à la préservation des zones sensibles (Montagne des Chevaux).
Les espaces spécifiquement dédiés à l'implantation d'activités économiques sur la commune restent limités. Pour compléter l'offre, il est nécessaire de constituer au sein du territoire plusieurs parcs d'activités répondant aux attentes des entreprises œuvrant dans les domaines industriel, artisanal et logistique. C'est dans cette logique que les secteurs de Racamont et Howe prévoiront des parcs d'activités et des zones artisanales.

2-2 faire de Roura une ville leader en matière de tourisme
Roura et son territoire ont pour ambition de devenir une véritable destination touristique majeure, sur la carte des offres guyanaises, en s'inscrivant comme un pôle « Tourisme et Loisirs », « concentré de Guyane », en interface entre l'Ile de Cayenne et une multitude d'espaces naturels.

La mise en valeur touristique, fondée sur un concept écotouristique, des patrimoines « Environnement – Culture – Activités de Pleine Nature » doit permettre d'installer Roura comme un pôle majeur du Tourisme guyanais, notamment sur le marché national et européen en court et moyen séjours, sans oublier la fonction loisirs pour les habitants de la CACL.

La dynamique de progrès
L'enjeu de cette dynamique de progrès est de faire des activités « Tourisme et Loisirs » un vrai moyen d'expression de l'identité du territoire, en valorisant et en préservant les patrimoines naturels, culturels et humains, à travers une contribution socio-économique forte et durable en faveur du développement de la commune. Le tourisme doit être un exemple de démarche durable. Roura a les moyens de s'inscrire dans ce cadre. Roura doit se distinguer en préservant et valorisant ses spécificités par rapport aux autres territoires de Guyane et par rapport aux destinations proches en s'appuyant sur un respect de la nature, des hommes (et donc des touristes) se traduisant par une qualité d'accueil et de prestation, sur la « fraîcheur » touristique d'un territoire étranger au tourisme de masse et sur le dynamisme et l'authenticité d'un territoire vivant tout au long de l'année (centre-bourg et Cacao).

2-3 favoriser le maintien et le développement de l'activité agricole
Faire de Roura une ville phare en matière d'agriculture est une volonté politique forte. L'intention est de classer en Zones Agricoles Protégées une partie des secteurs agricoles.
L'agriculture occupe une place importante dans l'économie de la commune avec 12 165,8 hectares sur un peu plus de 365 000 ha dont 2 443 ha de vergers principalement dans le secteur de Cacao. C'est une activité économique à part entière, qui permet également une gestion et un entretien du paysage. La place de l'agriculture est donc centrale. Ce secteur regroupe 40 % des emplois de la commune. Le PLU se doit ainsi de préserver les projets de développement, de reconversion ou d'installation d'exploitations agricoles sur la commune.

2-4 valoriser les ressources naturelles disponibles de manière raisonnée
Afin de répondre de façon satisfaisante aux besoins actuels des populations et permettre aux générations futures également de pouvoir en profiter.

3 - Mieux prendre en compte l'environnement dans le développement urbain

Roura dispose d'un cadre naturel d'exception. Son vaste territoire abrite une grande diversité de paysages, d'espaces naturels, de zones d'intérêt d'un point de vue faunistique et floristique, de sites culturels remarquables. Ces éléments constituent un véritable potentiel renforçant l'attractivité du territoire et support idéal pour le développement d'activités sportives, culturelles, pédagogiques et récréatives, … il est important de mieux prendre en compte l'environnement dans le développement urbain en valorisant la présence de la nature dans la ville et en limitant les nuisances et les pollutions.

Le maintien des grands équilibres entre espaces urbains et naturels est assuré par la protection des territoires agricoles autour des parties agglomérées de la commune marquant nettement les limites de l'urbanisation. Les espaces naturels, qu'ils soient à vocation agricole ou non font l'objet d'une protection particulière dans le PLU et, par des aménagements spécifiques, s'offriront à la population comme des espaces identitaires pour la commune.

Par ailleurs, la mise en valeur et la protection des espaces verts, que ce soient ceux insérés dans le tissu urbain ou ceux gardés et aménagés dans les nouvelles zones d'urbanisation, participera à la diversité des fonctions urbaines et à la qualité de vie dans la commune.

Cet axe s'appuiera sur deux actions :

3-1 valoriser la présence de la nature dans la ville et conforter les espaces naturels comme éléments structurants du territoire communal
3-2 limiter les nuisances et pollutions

4 - Améliorer les déplacements

Aujourd'hui à Roura, l'essentiel des déplacements s'effectue en automobile. Mieux se déplacer est une véritable priorité. Les actions envisagées s'articulent autour de deux thèmes :

4-1 hiérarchiser et mailler le réseau viaire
Il s'agit de compléter et améliorer le maillage viaire afin d'assurer les liaisons inter-quartiers, organiser les nouveaux secteurs avec un réseau hiérarchisé et qualifier et aménager les points stratégiques du réseau (entrées/sorties de bourg tant terrestre que fluviale, …)

4-2 proposer des alternatives viables et qualitatives à l'automobile

Il s'agit de favoriser les déplacements doux en mettant en œuvre des équipements favorisant les piétons et les cycles mais surtout de développer les transports en commun conformément au Plan Global des Transports et des Déplacements réalisé en 2012.



EXPOSÉ DES MOTIFS DE DÉLIMITATION DES ZONES ET RÈGLES D'URBANISME

LE ZONAGE DU PLU

Le zonage retenu pour le PLU résulte à la fois de l'analyse de l'état des lieux, des projets envisagés par la municipalité et des divers éléments relatifs à la préservation et la mise en valeur des sites, paysages et patrimoine naturel et bâti. Il vise à concilier développement économique, habitat, amélioration et respect de l'environnement et du cadre de vie et usages et loisirs sur le territoire de la commune de Roura.

Selon les vocations des espaces déjà recensées et/ou les potentialités reconnues (à partir d'études terrain et de compilation des connaissances), le zonage propose un découpage de l'espace classant les terrains en zones urbaines (U), en zones destinées à l'urbanisation (AU), en zones agricoles (A) et en zones naturelles (N).

LES ZONES URBAINES U

« Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. »

Les zones urbaines (zones U) correspondent aux terrains équipés en capacité suffisante pour être urbanisés immédiatement. Elles sont desservies par les équipements publics (voirie, alimentation en eau potable et électricité, …).
S'y appliquent des règles qui permettent d'envisager des formes urbaines et des fonctions diversifiées.

A Roura, suivant leurs caractéristiques (différentes typologies, implantation, aspect, densité et sites), les zones U sont indicées. 3 types de zones urbaines ont été définis : Ua, Ub et Uv.

La zone Ua correspondant au secteur du bourg de Roura et de Cacao. La zone Ua du bourg de Roura, intègre la partie la plus ancienne et le nouveau centre de la commune où sont implantés divers bâtiments et équipements publics.

Le bourg de Roura est constitué d'une urbanisation dense organisée selon une trame orthogonale et un découpage parcellaire régulier. La typologie des constructions est peu variée. Sont essentiellement présents des maisons individuelles en rez-de-chaussée et quelques maisons et bâtiments issus de l'architecture créole traditionnelle.

Le bourg de Cacao s'articule selon un plan linéaire le long de l'axe principal. Les maisons en bois de plain-pied ou sur pilotis sont très nombreuses.
Les bourgs de Roura et de Cacao sont destinés à recevoir, outre l'habitat, l'ensemble des activités qui accompagnent le logement et contribuent à faire d'un espace urbain un véritable morceau de ville, tels que les commerces de petite et moyenne surfaces, bureaux, services, équipements, petites activités artisanales dépourvues de nuisance sur l'environnement.

L'objectif du règlement est de confirmer et accroître le rôle fédérateur du bourg de Roura et de Cacao, favoriser la mixité sociale et la diversité des fonctions tout en maintenant la composition urbaine ainsi que la vocation principalement résidentielle. Les activités et occupations des sols nuisant à l'environnement y sont prohibées.

La délimitation de la zone Ua et le règlement qui y est associé permettent de conserver le caractère paysager du bourg de Roura et de Cacao. Le règlement définit donc une emprise au sol maximum de 40 % (afin de favoriser la présence d'espaces arborés), un COS de 0,6 pour les logements, 0,8 pour les opérations mixtes (une opération mixte comprend au minimum 1/3 de surface de plancher dédié à l'activité commerciale) et 0,6 pour les commerces. Ont également été privilégiées les autres règles de morphologie : La hauteur maximale des constructions (article 10) a été fixée à 7 mètres à l'égout de toiture et dix mètres au faîtage et au-delà de la bande de 15 mètres, la hauteur des constructions devra être inférieure à 4 mètres à l'égout et 7 mètres au faîtage.

La zone Ub correspond aux premiers secteurs de développement urbain implantés en prolongement du centre-bourg. Qualifiés par une urbanisation de moyenne densité, ces espaces constituent aujourd'hui des secteurs à vocation essentiellement résidentielle. Ces zones proposent un urbanisme composé de maisons individuelles, individuelles groupées ou encore de petits collectifs. Certaines activités peuvent y être autorisées sous conditions. L'objectif poursuivi par le PLU est de permettre et impulser une plus grande mixité de fonctions et d'usages au sein de ces quartiers. Ainsi, ces zones sont destinées à recevoir des constructions à vocations variées : habitat, commerces de petite et moyenne surfaces, bureaux, services, équipements, petites activités artisanales dépourvues de nuisance sur l'environnement. Les dispositions propres à cette zone favorisent la constitution de quartiers urbains.

Dans la zone Ub, il existe un sous secteur Ub2 qui correspond aux zones inondables en aléa faible et moyen identifiées dans l'étude hydraulique réalisée en 2010 par le bureau d'études SCE Caraïbes. Les constructions édifiées en Ub2 devront respecter les prescriptions techniques de l'étude hydraulique.

Comme dans la zone Ua, les règles sont définies pour favoriser la mixité et l'équilibre entre les différentes fonctions de l'habitat, d'activités économiques et d'équipements. Les activités et occupations des sols les plus **nuisibles** sont prohibées.

Les prescriptions définies dans le règlement proposent des aménagements adaptés au territoire concerné et aux constructions voisines.
La hauteur plafond des constructions est destinée à permettre la construction de petits collectifs, dont la hauteur maximum est fixée à R+2+C. L'emprise maximale au sol est de 50 %. Ce qui favorise la réalisation d'espaces verts sur le terrain.
Dans le cadre d'aménagement d'ensemble, au minimum 30 % de la surface totale de l'opération devront être traités en espaces verts communs, aménagés et plantés.

S'agissant de la mixité des fonctions, le COS avantage la réalisation de commerces et des constructions mixtes. Il est de 0,6 pour le logement, 0,8 pour les constructions mixtes (une opération mixte comprend au minimum 1/3 de surface de plancher dédié à l'activité commerciale) et 0,6 pour les commerces.

La démarche commune à ces deux zones urbaines, vise à encourager une mixité fonctionnelle en assurant une diversité des usages et des pratiques (équipements, commerces, services, diversités résidentielles, emplois, …) tout en préservant les formes urbaines dans les quartiers constitués.

La zone Uv correspond au secteur spécifique du village amérindien de Favard où l'organisation et l'occupation de l'espace sont particulières. Par la mise en œuvre de dispositions propres à ce secteur, il s'agit de permettre au village de préserver son organisation traditionnelle tout en réglant les problèmes de salubrité et de qualité de vie. Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes, les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif y sont notamment autorisées. Les constructions à destination d'activités artisanales et touristiques peuvent y être admises sous conditions (compatibles avec l'habitat, ne présentent pas de nuisances, leur volume et aspect extérieur soient compatibles avec le milieu environnant).

Les terrains disponibles immédiatement dans les zones U ne permettent pas la construction des logements neufs nécessaires pour répondre aux besoins de la population prévus en 2015, 2020 et 2025.

LES ZONE À URBANISER : AU

« *Peuvent être classés en zone à urbaniser, les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation* ».
Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone. Les orientations d'aménagement et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et le règlement.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme.

Un des objectifs du PLU est de prévoir le développement de l'urbanisation pour permettre le maintien du nombre d'habitants et pouvoir répondre à la forte croissance démographique prévue sur le territoire. La collectivité a retenu un scénario de développement basé sur une croissance démographique de 11 %. Le foncier disponible dans les zones urbaines, ne permettra pas de répondre de façon satisfaisante à l'ensemble des besoins. Il s'avère important d'anticiper cette demande en ouvrant progressivement de nouveaux espaces à l'urbanisation.
La délimitation des zones AU vise à répondre à l'objectif de prévision des capacités d'évolution en équipements et en logements pour répondre aux besoins à moyen et long termes

Les zones AU constituent les principaux sites de développement et d'évolution de l'agglomération. Elles complètent le foncier nécessaire au développement économique, et à la réalisation de nouveaux logements et équipements.
L'urbanisation des zones AU s'inscrit dans un objectif de diversité des fonctions urbaines. En matière d'habitat il s'agit de diversifier les formes, les tailles et les types de logements.

Ces zones souvent déjà partiellement occupées, voire mitées par une urbanisation anarchique, correspondent à l'extension de l'urbanisation. Elles représentent souvent pour les communes des sites complexes à traiter car non officiellement « urbains » mais néanmoins demandeurs d'infrastructures (réseaux, …). Il convient donc de ne pas négliger leur développement. Il est important que cette nouvelle urbanisation se fasse dans un souci de développement optimal et d'amélioration du cadre de vie.
L'équilibre végétal-paysage fondé sur un gradient entre l'artificiel et le naturel apparaît ici, dans une commune « porte verte » du bassin de consommation de Cayenne, fondamental dans la conception du paysage. Ainsi la croissance urbaine doit être organisée en créant des zones de discontinuité et de coupures vertes qui assurent une fonction d'articulation entre les différents quartiers ou lotissements. Dans le cas de Roura et compte tenu des fortes potentialités existantes, le choix d'une ambiance naturelle en privilégiant le maintien d'un paysage forestier avec une végétation naturelle apparaît tout à fait opportun.

Le zonage distingue 5 types de zones à urbaniser

La zone 1AUb correspondant aux secteurs d'urbanisation future, à caractère naturel, à la périphérie desquels les équipements et la viabilité sont suffisants pour desservir les constructions à implanter. La constructibilité de ces zones reste subordonnée à la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble approuvée par la collectivité locale. Ces espaces, situés en continuité des zones urbanisées, sont destinés à recevoir une urbanisation moyennement dense à l'image de la zone Ub, en respect d'un développement urbain maîtrisé, attentif aux qualités environnementales du site. Ces secteurs, classés en $1AU_b$, viennent confirmer, structurer et renforcer les pôles urbains.

Dans la zone 1AUb, a été défini un sous-secteur 1AUb2. Situé en périphérie du centre-ville de Roura, il correspond aux zones inondables en aléa faible et moyen identifiées dans l'étude hydraulique réalisée en 2010 par le bureau d'études SCE Caraïbes, toutes les constructions et leurs accès doivent respecter les prescriptions techniques de l'étude jointe en annexe, et aux zones basses d'Eskol pour lesquelles des prescriptions techniques réglementent l'aménagement des terrains et des bâtiments.

Dans ces secteurs, la dimension naturelle et paysagère de la composition urbaine reste importante. L'emprise au sol des constructions est de 35 %. Les projets faisant l'objet d'un aménagement d'ensemble devront avoir au minimum 30 % de la surface totale de l'opération traitée en espaces verts communs aménagés et plantés.

Dans la zone 1AUb, l'application du zonage s'inscrit dans une logique de projet et prévoit l'évolution vers d'autres formes urbaines. La hauteur maximale des constructions dans la bande de 15 mètres est de 13 mètres à l'égout de toiture et 16 mètres au faîtage, ce qui permet d'édifier des petits collectifs R+3+C. La hauteur des R-d-C devra être supérieure aux étages ce qui permet l'installation des commerces et services.

La zone 1AUd correspond à des secteurs d'urbanisation de faible densité principalement voués à l'habitat. Anciens lotissements agricoles, classés dans la

précédente carte communale en zone A, alors dédiés à l'activité agricole, ces secteurs ont fortement évolué au cours de ces dernières années vers une vocation clairement résidentielle. L'ouverture à l'urbanisation de la zone est subordonnée soit à la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble approuvée par la collectivité locale soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone. Le zonage **1** AUd permet d'accompagner les évolutions urbaines en acceptant des constructions de types maisons individuelles, petits collectifs. Certaines activités peuvent être autorisées sous conditions

Aussi, sur ce secteur le règlement imposé à pour objectif de limiter la densité et de préserver le cadre de vie.

La zone 1AUd est composée d'un sous-secteur 1AUd2 qui correspond à des zones basses (secteurs dont la topographie est relativement basse). Pour ces secteurs, des prescriptions techniques réglementent l'aménagement des terrains et bâtiments.

Seuls les écarts qui s'orientent vers une fonction résidentielle affirmée et non agricole pourront se développer, de façon maîtrisée et font partie de ce zonage. C'est le cas de Beauséjour, Pointe Maripa et Marguerite. Leur vocation initiale d'espaces agricoles n'était pas adaptée, ces espaces se sont urbanisés leur retour à l'état naturel ou agricole est impossible à envisager.

Cette possibilité de structurer ces zones en y permettant de nouvelles constructions et également des équipements permettra de mieux appréhender l'évolution de ces espaces. Néanmoins dans les plus petits écarts, le souci de préserver l'environnement explique les règles de non constructibilité. Ils sont compris dans d'autres zonages.

Pour éviter les spéculations foncières et une augmentation trop importante de la population via le morcellement et la vente de petites parcelles, le règlement impose une surface constructible maximale. Ce qui favorise les constructions sur des parcelles de superficie importante.

La hauteur maximale est fixée à R+1+combles et correspond à l'existant. La surface maximale de plancher a été fixée à 250 m^2.

La zone 1AUl correspond à des secteurs au caractère naturel. La constructibilité de cette zone reste subordonnée à la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble approuvée par la commune. Ces espaces sont destinés à recevoir des équipements dont la vocation s'oriente vers les loisirs. Cette zone permet d'accueillir toutes activités liées aux loisirs, au tourisme, au sport. Cette zone comprend essentiellement le site du projet de la future Marina.

La zone 2AUb correspond à des secteurs dédiés à une urbanisation future mais dont la capacité des réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement, existants à la périphérie immédiate de la zone n'est pas suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de la zone. L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUb est subordonnée à la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble approuvée par la commune.

Sont classés en zone 2AUb des espaces de vastes superficies, situés à proximité du centre-bourg, dont l'urbanisation future permettra d'étoffer et d'étendre les capacités d'accueil du cœur de ville, mais aussi de confirmer et renforcer le rôle fédérateur du centre urbain. Ces espaces seront urbanisés selon des principes de mixité urbaine, de mixité des fonctions et de proximité, favorisant la création de véritables « morceaux de ville ». Par ailleurs, les carrières y sont autorisées dès lors qu'elles sont en cohérence avec le schéma départemental des carrières.

Compte-tenu notamment de la forte pression foncière sur le bourg, du nombre important de dossiers de demande de terrain à bâtir et de la perspective de croissance démographique annuelle retenue. Il est important d'anticiper les futures installations des habitants à moyen et long terme.

Des orientations d'aménagements définies sur les secteurs Howe et Racamont permettront de maîtriser l'ensemble du développement de la zone 2AUb. Ces orientations ont une vocation à fixer les grands principes d'aménagement.

La zone 2AUe correspond à des secteurs au caractère naturel, dédiés à une urbanisation future mais dont la capacité des réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement, existant à la périphérie immédiate de la zone n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de la zone. La constructibilité de ces zones reste subordonnée à la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble approuvée par la commune.

La zone 2AUe correspond à un secteur destiné à l'accueil futur des activités économiques, artisanales, commerciales, industrielles, équipements, services et carrières. Le secteur classé en 2AUe se situe à Nancibo et dans le secteur du Galion.

Pour éviter les nuisances sur l'environnement, des prescriptions plus strictes relatives à l'assainissement et aux distances à respecter par rapport aux berges des fleuves et des autres cours d'eau ont été édictées.

Ces zones classées 2AUe permettront de répondre à long terme aux besoins en termes d'activités économiques. Elles doivent néanmoins garder un caractère naturel. L'objectif de la règle d'urbanisme est d'organiser et de développer ces zones afin de répondre aux besoins et attentes des entreprises qui souhaitent s'installer sur le territoire communal, tout en favorisant la qualité environnementale et l'intégration paysagère des projets dans le site d'accueil.
Les règles suivantes permettent de formaliser l'occupation du sol et le gabarit des constructions.

Il est imposé qu'au moins 30 % de la surface des parcelles soient des espaces verts de pleine terre, plantés et convenablement entretenus. L'emprise au sol maximale est fixée à 50 %, les hauteurs des bureaux commerces et services sont fixés à 9 mètres à l'égout de toiture et 15 mètres au faîtage. Pour les constructions à usage de dépôt ou industrielle la hauteur maximum est plus importante avec 12 mètres à l'égout et 15 mètres au faîtage.

Par ailleurs, les carrières sont autorisées dès lors qu'elles sont en cohérence avec le schéma départemental des carrières.



LES ZONES AGRICOLES : A

« Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.
Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et aux services publics ou aux équipements d'intérêt collectif sont seules autorisées en zone A. Est également autorisé, en application du 2° de l'article R. 123-12, le changement de destination des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement. »

Sur ce territoire, l'activité agricole est considérée comme une fonction économique majeure à pérenniser.

Par ailleurs, les carrières y sont autorisées dès lors qu'elles sont en cohérence avec le schéma départemental des carrières

La zone A correspond aux secteurs équipés ou non, à protéger en **raison du potentiel agricole des terres,** qu'il soit de nature agronomique, biologique ou économique.

Les surfaces maximales de plancher pour des constructions à usage d'habitation sont seules réglementées avec 150 m^2 maximum.

La valeur agronomique et paysagère élevée de ces terres imposent d'assurer la pérennité des exploitations en interdisant toute utilisation du sol de nature à faire obstacle à leur fonctionnement ou à porter atteinte à l'équilibre économique et écologique indispensable aux exploitations agricoles.
Certains secteurs, dont la vocation agricole est reconnue par l'usage des sols, ont été indicés.

L'Institut pour la Recherche et le Développement (IRD) a réalisé des cartes pédologiques de la Guyane.
L'IRD a ainsi défini cinq catégories de sol selon leur intérêt agronomique qui s'échelonnent de 0 à 4, pour le territoire de la commune de Roura, dans la limite des données disponibles.
Les sols de la catégorie 0 n'ont aucun intérêt agronomique et l'IRD conseille de les laisser en zone naturelle ou éventuellement de les reboiser.
Les sols de catégorie 1 sont pauvres et fragiles : la culture sur abattis traditionnel à caractère itinérant peut y être pratiquée ainsi que l'élevage de bovins dans les savanes, voire de buffles dans les zones inondables.
Les sols de catégorie 2 peuvent convenir à l'élevage bovin. Néanmoins, l'intensification des pratiques agricoles sur les sols de catégorie 1 et 2 nécessite des apports importants et fréquents d'intrants et l'introduction dans la rotation de jachères améliorées à base de légumineuses.

Les sols de catégorie 3 et 4, peu nombreux sur la bande littorale de la Guyane, présentent les meilleures aptitudes pour les productions maraîchères, fruitières, de tubercules, etc. A noter que les terrains présentant des sols de catégorie 4, les meilleurs de la Guyane, ont, le plus souvent, un relief accidenté.
La carte pédologique numérisée, actuellement disponible couvre presque 50 % de la surface de la commune. Les sols de catégorie 4 ont un relief accidenté tandis que les sols de catégorie moindres sont présents vers le littoral et autour des cours d'eau.

L'objectif recherché est de protéger ces zones en y maintenant la vocation agricole et paysagère en les réservant aux seules constructions agricoles, techniques ou ayant un lien direct avec ces espaces, ou autres constructions d'intérêts collectif. L'étude de l'IRD permet d'affiner le zonage.

LES ZONES NATURELLES ET FORESTIÈRES : N

« peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espace naturel », soit en raison de risques ou nuisances s'exerçant sur le secteur (risques d'inondation, de mouvements de terrain…).

En zone N, peuvent être délimités des périmètres à l'intérieur desquels s'effectuent les transferts des possibilités de construire prévus à l'article L. 123-4. Les terrains présentant un intérêt pour le développement des exploitations agricoles et forestières sont exclus de la partie de ces périmètres.

Par ailleurs, les carrières y sont autorisées dès lors qu'elles sont en cohérence avec le schéma départemental des carrières.

En dehors des périmètres définis à l'alinéa précédent, « des constructions peuvent être autorisées dans des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées, à la condition qu'elles ne portent atteinte, ni à la préservation des sols agricoles et forestiers, ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages. »

La délimitation des zones N répond aux principes de protection de la qualité des sites, paysages, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique. Elles sont par définition inconstructibles excepté dans des sous-secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées comme le précise l'article R 123-8 du Code de l'Urbanisme.
Les zones N définies par la commune respectent les prescriptions édictées à l'article précité en ne permettant que des constructions légères sous réserve qu'elles soient nécessaires à la vocation et au fonctionnement des équipements d'intérêt public et les constructions nécessaires au fonctionnement des activités autorisées.
Les zones N en privilégiant la pérennité des unités naturelles et paysagères, interdisent toutes les occupations ou utilisations du sol susceptibles d'y porter atteinte.

La zone N couvre des parties du territoire au caractère très varié, tant dans leur géographie et la qualité du milieu que dans leur usage et leur mode de gestion. Ces espaces décrits dans le diagnostic (Cf. première partie du rapport de présentation). L'ensemble de ces espaces constitue le poumon vert de la ville et contribue à son image et à son charme.

Eut égard aux atouts qu'ils représentent, il semble pertinent de conforter les espaces naturels de Roura comme éléments structurants du territoire communal. Les espaces naturels de la commune de Roura visent à valoriser sa dimension de commune à cadre de vie agréable avec un environnement naturel et paysager de grande qualité, le tout aux portes du bassin de consommation de l'île de Cayenne.

La création d'espaces naturels urbains permettra de valoriser et de préserver des poches de nature dans le tissu urbain en s'appuyant sur des espaces présentant un intérêt naturel et paysager.

Les usages en zones N peuvent être divers. C'est pourquoi ici plusieurs types de zones N ont été définis :

La zone N correspondant aux secteurs naturels à protéger soit en raison de leur simple caractère naturel (contribuant aux réseaux d'espaces préservés), soit en raison de la qualité des sites et des milieux (richesses esthétiques, historiques, biologiques, écologiques, …), soit en raison de risques ou nuisances s'exerçant sur le secteur (risques d'inondation, de mouvements de terrain, …). La mise en œuvre des prescriptions liées à ce zonage permettra la protection et la préservation du patrimoine naturel. Ces espaces sont voués à demeurer inconstructibles.

Les secteurs concernés sont :

- les réserves naturelles Nationales : Kaw-Roura et Nouragues et de la Réserve Naturelle Régionale Trésor ;

- les périmètres de captage autour des prises d'eau destinées à la consommation (Cacao, Howe) ;

- dépôt de munitions de la montagne des serpents ;

- Ripisylve ;
- Montagne de Kaw-Roura : porte d'entrée d'espaces protégés. Cette montagne présente un grand intérêt paysager et touristique ;

- Montagne Serpent assurant une continuité forestière Est-Ouest ;

- Montagne Tourémé, Montagne Anglaise, Montagne de la crique Hove : la préservation de ces montagnes permettra de conserver l'intérêt paysager et naturel du bourg de Roura.

La zone Nf correspond à des zones naturelles à protéger en raison de la présence d'espaces boisés dont la vocation forestière est reconnue. Elles peuvent relever ou non du régime forestier mais ont en commun une vocation forestière reconnue. Ces secteurs peuvent être dédiés à la production de bois d'œuvre et d'autres produits forestiers, à l'accueil du public, etc.

Les secteurs concernés par le zonage Nf sont tout le domaine forestier et les zones de droit d'usage. Les possibilités de construction pour une habitation sont de 150 m^2 de surface de plancher maximum.

La zone Nh correspond au secteur de Boulanger, c'est une zone naturelle anthropisée mais où la présence humaine doit être encadrée afin de porter atteinte au caractère naturel du secteur.

La zone Nl correspond aux secteurs naturels à protéger en raison de la qualité des sites, de leur intérêt esthétique et des possibilités de mise en valeur récréatives, sportives ou encore culturelles. La zone Nl correspond aux secteurs dont la vocation s'oriente vers les loisirs au sein d'espaces naturels. Cette zone permet d'accueillir toutes activités liées aux loisirs, au tourisme, au sport, à la culture et à la découverte de la nature tout en maintenant le caractère paysager du site. L'aménagement de ces espaces ne doit pas compromettre leurs qualités environnementales, esthétiques, biologiques et le rapport à la nature doit être préservé. Les zones Nl peuvent concerner des sites diversifiés par la taille et les localisations (parcs et jardins urbains et périurbains, sites sportifs, de loisirs, ...). Il peut s'agir d'enclaves naturelles en milieu urbain mais aussi d'enclaves équipées au sein d'espaces naturels, notamment destinées à être valorisées pour l'accueil du public. Ainsi, l'aménagement de ces sites se fera dans le cadre d'un projet d'aménagement d'ensemble approuvé par la commune, et soumis aux différents règlements relatifs au Code de l'environnement.

Les espaces classés en

Nl_1 est :

- le pôle touristique.

Nl_2 sont :

- Le site de Fourgassier ;
- Le sentier Molokoî, Saut Bief, Camp Léonce, Dégrad Edmond, … ;
- La crique Gabrielle (pour la partie hors réserve naturelle) ;
- Le long de la RD 6 entre le bourg de Roura et Kaw.

La zone Nl permet des aménagements et des constructions indispensables à la mise en valeur du site ou à une utilisation conforme à une activité autorisée. Les possibilités de construction pour une habitation (dès lors que sa présence est indispensable) sont de 150 m^2 de surface de plancher maximum. Les constructions peuvent être autorisées dans ces secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées. Ces sous-secteurs ne portent atteinte ni à la préservation des sols, ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysagers car les constructions autorisées sont liées à la mise en valeur naturelle de la zone.

L'aménagement de ces sites, où des structures d'accueil et d'hébergement touristique et des équipements de loisirs peuvent être réalisés, ne doit pas compromettre la qualité de ces sites, et le rapport à la nature doit être préservé, en particulier la préservation d'une zone de ripisylve pour les sites situés aux abords de cours d'eau.

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES SURFACES

RÉCAPITULATIF DES SURFACES DANS L'ANCIEN DOCUMENT DE PLANIFICATION : LA CARTE COMMUNALE

Type de zone	Zones	Superficie (ha)
Zone urbaine	U	148,66
	Ensemble	**148,66**
Zones à urbaniser	AU	677,19
	Ensemble	**677,19**
Zone agricole	A	17 395,29
	Ensemble	**17 395,29**
Zones naturelles	NM	31 974
	N	339 316,88
	Nl	751,19
	Ne	36,79
	Ensemble	**372 078,86**

RECAPITULATIF DES SURFACES DU NOUVEAU DOCUMENT DE PLANIFICATION : LE PLU

Type de zone	Zones	Superficie en ha
Zones urbaines	Ua	63,4
	Ub	39,7
	Ub2	29,8
	Uv	23.5
	Ensemble	**156,4**
Zones à urbaniser	1AUb	293,6
	1AUb2	23,9
	1AUd	1766,0
	1AUd2	797,1
	1AUl	9,0
	2AUb	330,8
	2AUe	800,2
	Ensemble	**4020,5**
Zones agricoles	A	11 566,7
	Ensemble	11 566,7
Zones naturelles	N	96 642,9
	Nf	251 326,4
	Nh	753,5
	Nl1	19,5
	Nl2	4461,5
	Ensemble	**368 947,3**

COMPARATIF DES ZONES DE LA CARTE COMMUNALE ET DU PLU

Type de zone	PLU		CARTE COMMUNALE	
	Zones	Superficie (ha)	Zones	Surface (ha)
Zones urbaines	Ua	63,4	U	148,60
	Ub1	39,7		
	Ub2	29,8		
	Uv	23.5		
	Ensemble	**156,4**	**Ensemble**	**148,60**
Zones à urbaniser	1AUb	293,6,	AU	677,19
	1AUb2	23,9		
	1AUd	1766,0		
	1AUd2	797,1		
	1AUl	9,0		
	2AUb	330,8,		
	2AUe	800,2		
	Ensemble	**4020,5**	**Ensemble**	**677,19**
Zones agricoles	A	11 566,7	A	17 395,29
	Ensemble	11 566,7	**Ensemble**	**17 395,29**
Zones naturelles	N	96 642,9	N	339 316,88
	Nf	251 326,4		
	Nh	753,5		
	Nl1	19,5	Nl	751,19
	Nl2	4461,5		
			Nm	31 974
			Ne	36,79
	Ensemble	**368 947,3**	**Ensemble**	**372 078,86**

À noter que la différence de superficie du territoire communal entre les données issues de la carte communale (390 300 ha) et du PLU (**368 947,3**ha) provient du changement de référentiel. La carte communale a été dressée avant l'époque numérique, celle du PLU est faite en numérique, il n'y a pas d'approximation possible. La superficie réelle de Roura est certainement très proche de **368 947,3**ha. De la même façon, il y encore une quinzaine d'années on estimait que la superficie de la Guyane était de 91 000 km^2, aujourd'hui cette superficie a été ramenée à 84 000 km^2.

Pour comparer les deux outils réglementaires, il faut le faire en part relative pour chacun des types de zonage (en pourcentage) :

	U	AU	A	N
Carte communale	0,038	0,17	4,45	95,33

PLU	0,04	1,09	3,41	95,76

SECTION 4 : LES INCIDENCES DES ORIENTATIONS ET DES DISPOSITIONS DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES ENVISAGÉES POUR ÉVITER, RÉDUIRE ET COMPENSER LES CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), pièce maîtresse du Plan Local d'Urbanisme a défini les orientations générales d'urbanisme et d'aménagement souhaitées par les élus de Roura. Elles s'organisent autour de 4 thèmes :

- assurer un développement urbain cohérent et maîtrisé ;
- garantir le développement harmonieux de la commune en matière d'activités économiques ;
- mieux prendre en compte l'environnement dans le développement urbain ;
- améliorer les déplacements.

Ces orientations s'accompagnent d'une perspective de croissance démographique dont le détail est donné en annexe n°1 ci-après du présent Rapport de Présentation.

La mise en œuvre du PADD aura indéniablement des impacts sur l'environnement. Il s'agit aussi bien d'incidences prévisibles positives que négatives.

Cette partie, conformément aux dispositifs de l'article R.123-2 du Code de l'urbanisme, évalue les incidences notables prévisibles des orientations du Plan Local d'Urbanisme sur l'environnement et expose les mesures compensatoires envisagées. Le détail est donné en annexe 2 du présent rapport de présentation avec des indicateurs utilisés issus des données 2008 de l'expertise littorale de l'ONF.

LES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

LES INCIDENCES DU PLU SUR LA CONSOMMATION D'ESPACE

Depuis déjà quelques décennies la population de Roura ne cesse de croître. L'attractivité résidentielle qui s'exerce sur le territoire communal est forte et, indubitablement, tendra à se poursuivre dans les années à venir, comme indiqué par ailleurs dans le Document des Orientations Générales du SCOT de la CACL.

La Commune a pris acte de cet état de fait et opté pour un scénario de développement basé sur une perspective de croissance démographique annuelle de 11 %.

Cette évolution s'accompagne de nouveaux besoins en logements (5 050) et équipements, ce besoin en nouveaux logements ne représente que 8 % des besoins définis par le SCOT. Ainsi Roura ne participera que peu au développement de l'Ile de Cayenne.

Soucieux de maintenir un rythme de construction adapté à l'évolution de la population, mais conscient également de la nécessité d'une gestion économe du foncier et de préserver ses espaces naturels et son patrimoine remarquable, l'action de la ville s'appuie sur plusieurs axes :

- Agir en priorité sur l'existant (densification, renouvellement et réhabilitation du bâti dégradé, résorption des zones d'habitat insalubre et illicite, l'insalubrité afin d'augmenter la capacité d'accueil des zones urbanisées (Ua, Ub et Uv) ;
- Reconstruire la ville sur elle-même constitue un enjeu fort dans l'objectif d'une utilisation économe de l'espace. Le PLU crée les conditions réglementaires nécessaires à un effort de renouvellement urbain favorisant la mixité des fonctions - logements, activités compatibles avec l'habitat, équipements (cf. les emprises réservées).

Néanmoins, ces secteurs ont une capacité d'accueil limitée et ne peuvent répondre à l'ensemble des besoins.

Le PLU anticipe les besoins en programmant de façon échelonnée l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux espaces.

Les zones 1AU et 2AU s'inscrivent globalement en continuité du tissu existant (autour du bourg de Roura et du village de Cacao) et dans les zones où l'urbanisation s'est faite ces dernières années au détriment de la cohérence urbaine. Il s'agit essentiellement de certains écarts Beauséjour, Pointe Maripa et Marguerite. Ces secteurs classés comme agricoles dans la précédente carte communale en zone A, ont toujours eu une vocation clairement résidentielle.

Les secteurs agricoles ont de fait été réduits puisqu'ils correspondent à de réels secteurs agricoles maintenant, les secteurs fortement mités qui n'ont jamais réellement eu de vocation agricole ayant été reclassés. A terme, une Zone Agricole Protégée (ZAP) est envisagée par la Commune afin d'éviter tout nouveau mitage et anthropisation incontrôlée d'un secteur.

Dans le même souci de clarifier les zonages, le secteur de Boulanger a été ramené en zone naturelle avec un zonage spécifique Nh, car la volonté communale n'est pas d'en faire une zone urbaine à terme, ni un pôle d'équilibre secondaire. Le zonage spécifique ne permettra qu'une très faible anthropisation du secteur.

L'objectif du règlement du PLU dans ces écarts est de maîtriser le développement de ces zones, de les structurer. Dans ces secteurs, le règlement imposé permet de limiter la densité et de préserver le cadre de vie en favorisant notamment un tissu bâti aéré.

Ces nouvelles zones identifiées correspondent à des zones d'extension urbaine, multifonctionnelles ou économiques. Leur ouverture se fera progressivement.

Elles sont consommatrices d'espaces agricoles ou naturels, et peuvent impacter la viabilité d'un nombre limité d'exploitations et l'environnement.

LES INCIDENCES DU PLU SUR LES MILIEUX NATURELS

Roura dispose d'un cadre naturel d'exception. Son vaste territoire abrite une grande diversité de paysages, d'espaces naturels, de zones d'intérêt d'un point de vue faunistique et floristique, de sites culturels remarquables. Ces éléments constituent un véritable potentiel renforçant l'attractivité du territoire et support idéal pour le développement d'activités sportives, culturelles, pédagogiques et récréatives, …
Il est important de mieux prendre en compte l'environnement dans le développement urbain.

La politique de préservation du patrimoine naturel privilégie ainsi :
- la valorisation de la présence de la nature dans la ville ;
- la limitation des nuisances et des pollutions.

Ces orientations permettent d'équilibrer et d'atténuer les effets néfastes (OU négatifs) générés par les impératifs liés au développement urbain.

ESPACES NATURELS ET PAYSAGES URBAINS

Le PADD valorise la présence de la nature dans la ville et conforte les espaces naturels de Roura comme éléments structurant du territoire communal.

Pour compenser les effets néfastes de l'ouverture des zones AU, plusieurs mesures de protection sont adaptées.

Les actions portent sur :

- le maintien et le développement des grands poumons verts de secteur en veillant ainsi à un équilibre entre le nécessaire développement de l'urbanisation nouvelle et la préservation des espaces agricoles et naturels de qualité ;
- la protection et la valorisation de grandes coulées vertes dans la ville afin de constituer ainsi un véritable réseau vert reliant entre eux la plupart des poumons verts, des espaces naturels du territoire. Créant ainsi une véritable trame verte et bleue conformément aux orientations de la Loi portant « Engagement National pour l'Environnement » dite « Grenelle 2 » ces continuités écologiques favorisant le maintien d'une biodiversité faunistique et floristique ;
- de nombreux projets d'espaces verts sont envisagés par la commune et les nouveaux programmes immobiliers intègrent des espaces plantés au sein des opérations ;
- sur les secteurs de Nancibo, Beauséjour et Maripa, le développement urbain est autorisé, mais il a été volontairement encadré : une limite maximale de déforestation a été incluse. Sur ces secteurs (hors 2AUe), le taux de déboisement maximal autorisé est de 70 % de la surface de la parcelle afférente.

En plus de ces règles générales, le PLU impose des surfaces minimales devant être traitées en espaces verts plantés lors de la réalisation de nouvelles constructions. Tout projet de construction neuve entraîne l'obligation de traiter une partie du terrain en espace vert.

- les espaces verts et les parcs constituent autant de respirations nécessaires à l'équilibre des quartiers. Certains sont protégés par leur classement en zone N ou Nl, assurant ainsi leur pérennité ;
- le maintien du caractère naturel dans les zones urbaines et agricoles qui s'intègrera, là encore, dans une logique de réseau vert et de corridor ;
- l'organisation de la croissance urbaine en créant des zones de discontinuité et des coupures vertes qui assureront une fonction d'articulation entre les différents quartiers ou lotissements ;
- la préservation et la valorisation des espaces naturels restés intacts.
- le PLU préserve par un classement en zone N, les entités naturelles présentant un fort intérêt écologique. le règlement y est très strict, l'objectif étant le maintien et la valorisation des espaces naturels restés intacts (les réserves naturelles, régionales, …) ;
- le développement des parcs et jardins de quartier dans tous les nouveaux projets d'urbanisation ;
- la préservation de toute urbanisation des parties sommitales des monts ;
- la création de forêts communales ;
- l'ouverture de la ville sur le fleuve avec la mise en valeur des rives en espaces récréatifs, de loisirs et de détente et la création de liaisons piétonnes reliant la ville aux berges, en veillant à l'intégration des projets dans le milieu naturel, identifiant et limitant les impacts, en préservant les rôles écologiques de la ripisylve ;
- le maintien de la biodiversité.
- les emprises au sol comprises entre 35 et 50 % favorisent la réalisation d'espaces verts sur les parcelles.

Les orientations d'aménagement retenues pour les zones à urbaniser (AU) prennent en compte le souci de préservation de l'environnement en :
- privilégiant leur aménagement par des opérations d'ensemble. Les dossiers réglementaires qui seront réalisés (études d'impacts, dossiers loi sur l'eau) permettront de préciser les mesures compensatoires ou réductrices des effets négatifs sur l'environnement (prise en compte des

problématiques de l'environnement (milieux sensibles, habitats d'espèces protégés, zones humides, …) et de la gestion des eaux pluviales ;
- Structurant l'organisation du bâti autour d'espaces verts, préservés ou aménagés qui assurent diverses fonctions nécessaires à la qualité de vie dans ces nouveaux quartiers.

La ripisylve

En l'absence de prescriptions existantes sur les modalités guyanaises de sélection et de fixation d'une largeur de ripisylve, ensemble forestier linéaire ou surfacique qui serait à protéger en bordure de cours d'eau et ce notamment en fonction de la sensibilité de chaque type de ripisylve et de chaque type de cours d'eau, empêchant ainsi de déterminer avec précision les divers degré de protections des ripisylves, mais souhaitant néanmoins et d'ores et déjà leur accorder une protection particulière en tant qu'éléments de l'environnement sensible la Commune de Roura retient le principe d'imposer de manière simplifiée une servitude dans le règlement du PLU en prévoyant une autorisation de défrichement supplémentaire pour les ripisylves, étant indiqué qu'une différenciation de traitement de la demande sera effectuée en fonction de la largeur de ripisylve à protéger du défrichement en fonction du rang de Strahler du cours d'eau lié. Sera ainsi fixé une interdiction de défricher les ripisylves sur une bande de 10 m de protection à partir du bord haut de berge du cours d'eau pour les rangs de Strahler supérieurs ou égaux à 4 et une interdiction de défricher les ripisylves sur une bande de 2 m à partir du bord haut de berge du cours d'eau pour les rangs de Strahler strictement inférieurs à 4. Cette interdiction ne s'applique pas en cas d'un simple accès au cours d'eau d'une emprise de 3m de large maximum par propriété et ne concerne pas les défrichements, installations, aménagements, travaux à vocation touristique d'accès à la rive ou ne s'applique pas en cas de règlement contraire spécifique de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial. Les demandes de défrichement donneront lieu à un avis préalable des services de l'État quant au rang de Strahler du ou des cours d'eau visés par la demande.

Les incidences du PLU sur les ressources naturelles et de nuisances

La ville génère des activités et des pratiques sources de nuisances et de pollutions. L'augmentation des zones urbaines et de la population aura indubitablement des conséquences. Le PLU à travers certaines de ses orientations visent à limiter les impacts sur l'environnement urbain et le cadre de vie.

La qualité de l'air

Dans le cadre du PLU, le PADD préconise des actions visant à réduire la part de l'automobile pour réduire les gaz à effet de serre (principale source de pollution atmosphérique) :

- L'amélioration des déplacements en proposant des alternatives fiables et qualitatives à l'automobile (favoriser le développement des déplacements doux qui contribuent à l'utilisation des moyens de locomotion écologique) ;
- Une politique active en faveur des transports en commun (gare routière multimodale) rappelons néanmoins que le transport est de la compétence de la CACL (des études commanditées par la CACL et la DEAL sont en cours) ;
- La création d'équipements, services et commerces de proximité dans les zones habitées concourt également à la réduction des déplacements et par conséquent à la réduction de la pollution atmosphérique.
  Le PLU fixe des règles favorables pour ces types de constructions dans les zones urbaines ;
- la présence de masses végétales conséquentes par des obligations de planter contribue par ailleurs à réduire les poussières et certaines matières polluantes liées au trafic routier.

En rapprochant les fonctions d'animation urbaine et les logements, en favorisant l'utilisation des modes doux de transport et en confortant les espaces verts, le projet de la ville aura donc un impact positif sur la qualité de l'air.

La qualité de l'eau et la maîtrise du ruissellement

La densification du tissu urbain, l'augmentation du parc de logements et l'augmentation du nombre d'activités engendrent un accroissement des rejets dans les réseaux.

Le PLU réglemente l'assainissement des eaux usées et pluviales. Il s'inscrit dans une gestion optimale de la ressource en eau. Toute évacuation d'eaux usées dans les fossés, cours d'eau et égouts pluviaux est interdite. S'agissant de l'assainissement pluvial, le PLU stipule que tous les dispositifs doivent être envisagés pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales des parcelles.

L'article 13 du règlement relatif aux obligations de planter et l'augmentation des surfaces d'espaces verts urbains contribuent à absorber l'eau de pluie, de réduire les volumes d'eau de ruissellement et de limiter les dommages occasionnés par des inondations.

Afin de répondre aux besoins futurs en terme d'assainissement collectif et aux exigences de qualité vis-à-vis du milieu, la mairie de Roura envisage des travaux visant à augmenter la capacité actuelle de la station d'épuration de Cacao et a

réalisé une seconde lagune à Racamont, afin d'y raccorder les futures opérations prévues dans le secteur.

En termes d'activité, l'exploitation minière a un impact important sur la faune aquatique et sur la chaîne alimentaire. Les rejets de mercure et de boues dans les criques sont des facteurs de pollution considérable. Les pratiques de nombreux sites d'activités et en particulier les sites d'exploitation illégaux, sont à la base d'impacts lourds sur la qualité des eaux. Il est important que les actions de contrôle des sites et de démantèlement des activités illicites se poursuivent (prérogatives de l'État).

Les déchets

Un accroissement de la population associé à l'évolution du mode de vie des consommateurs favorisent une augmentation des déchets ménagers et assimilés à collecter et à traiter.

La compétence des déchets est dévolue à la CACL. Elle gère l'ensemble des opérations de collecte, transport et d'élimination des déchets.

Le règlement induit également des dispositions pour faciliter la gestion des déchets. Il impose que toute construction neuve regroupant au moins 3 logements, soit dotée d'un local de stockage des déchets accessible depuis la voie publique.

Les nuisances sonores

A Roura, l'automobile est la principale source de nuisance sonore. Les mesures mises en œuvre dans le PLU visant à limiter l'utilisation de l'automobile permet une réduction des désagréments subis par les habitants.

- Améliorer les déplacements en proposant des alternatives fiables et qualitatives à l'automobile (favoriser le développement des déplacements doux qui contribuent à l'utilisation des moyens de locomotion écologique) ;
- Une politique active en faveur des transports en commun (gare routière multimodale) rappelons néanmoins que le transport est de la compétence de la CACL ;
- La création d'équipements, services et commerces de proximité dans les zones habitées concourt également à la réduction des déplacements et par conséquent à la réduction de la pollution atmosphérique.

Le PLU fixe des règles favorables pour ce type de construction dans les zones urbaines.

Le développement des transports en commun et des modes de déplacement doux permet d'envisager une réduction effective des nuisances sonores.

S'agissant des installations susceptibles d'engendrer des nuisances sonores, le règlement stipule qu'elles ne seront autorisées (dès lors que les zones le permettent) que si toutes les précautions nécessaires sont prises pour limiter les nuisances sonores.

Les ressources naturelles

Les nouvelles zones qui seront urbanisées ne sont pas consommatrices d'espaces agricoles. Pour autant, de nouveaux espaces agricoles ont été créés sur des secteurs ou le potentiel agronomique a clairement été identifié et où la vocation agricole est indéniable.

LES INCIDENCES DU PLU EN MATIÈRE DE RISQUES

LES RISQUES NATURELS

La commune de Roura est concernée par le Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) sur le secteur de Cacao approuvé le 2 septembre 2002 par arrêté préfectoral et constitue une servitude d'utilité Publique. Une étude a ainsi été réalisée par le bureau d'études SCE en 2010 (ses conclusions sont en annexe du présent Rapport de Présentation).

Le reste du territoire communal est couvert par l'Atlas des zones inondables de 2005.

L'ensemble de ces documents est annexé au PLU

Sur le secteur du bourg, la mairie a commandité une étude hydraulique. Cette étude annexée au PLU permet d'avoir des prescriptions techniques qui tiennent compte du fonctionnement hydraulique de cette zone vouée au développement urbain.

La densification des zones urbaines et l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation peuvent entraîner une augmentation des surfaces imperméabilisées

Pour limiter le risque d'imperméabilisation le règlement des zones urbaines ou à urbaniser impose un coefficient d'emprise au sol maximal permettant des espaces non imperméabilisés sur chaque parcelle.

LES RISQUES INDUSTRIELS, TECHNOLOGIQUES

Le développement des échanges et des activités industrielles et artisanales peut être source de pollutions et nuisances sur les milieux aquatiques, la qualité des sols, de l'air, en termes de bruits, d'assainissement,…
Sur le territoire, on dénombre une dizaine d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation.
Aucune de ces installations classées ne nécessite la mise en place d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques.

Les activités industrielles qui relèvent de la législation des installations classées sont soumises soit à un régime de déclaration, soit à un régime d'autorisation pour les plus importantes.

Les dispositions du Code de l'environnement auxquelles sont soumises les « installations classées » sont très contraignantes. Le règlement du PLU et ses documents graphiques leur sont également opposables, conformément à l'article L.123-5 du Code de l'Urbanisme.

Pour réduire les nuisances sur l'environnement, des prescriptions plus strictes relatives à l'assainissement, aux traitements des eaux industrielles, aux distances à respecter par rapport aux berges des fleuves et des cours d'eau ont été édictées.

Par ailleurs, les activités et occupations des sols les plus nuisibles sont prohibées dans les zones Ua, Ub et Uv.

De par sa situation, la commune de Roura est concernée par le transport de matières dangereuses par la route. Cependant peu de données permettent d'évaluer le poids de ce type de déplacement.



LES INCIDENCES DU PLU SUR LE CADRE DE VIE ET LA SANTÉ

LE CADRE DE VIE

Les objectifs environnementaux déclinés dans le projet de PLU s'intègre dans un objectif plus global d'offrir aux habitants et usagers un cadre de vie et des conditions de vie agréables et de qualité.

La mixité des usages, la mixité sociale sont encouragées et encadrées par les orientations du PADD et les dispositions réglementaires du PLU, dans une recherche d'urbanité et de cadre de vie (accès à tous au service public et aux équipements).

LES PAYSAGES

La préservation d'un cadre de vie de qualité est confirmée par les documents graphiques et le règlement qui privilégient les zones naturelles de proximité et les espaces verts dans le tissu urbain. **Les zones naturelles représentent une superficie de 353 203,8 hectares soit 95,7 % du territoire communal**.

D'une manière générale, la protection des espaces verts ouverts au public est assurée par les dispositions de la zone NL : zone à dominante verte à vocation sportive et de loisirs.

La volonté municipale de développer le tourisme vert se manifeste par une augmentation de la surface des zones Nl : 4 480,9 ha dans le PLU contre 751,19 dans la carte communale.

Les orientations du règlement favorisent également une densité qualitative préservant les espaces libres de respiration.

L'INSALUBRITÉ

Le PADD réaffirme la volonté communale d'intervenir de façon durable sur l'insalubrité en menant des actions sur le bâti dégradé (renouvellement, réhabilitation) et les zones d'habitat illicite et insalubre (résorption). Le secteur de Favard est en phase pré-opérationnelle puisque des études de RHI y ont déjà été menées tout comme sur les secteurs d'Howe et Racamont où des études préalables ont été réalisées.

SECTION 5 : ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME

Conformément à l'article L123-1-du Code de l'urbanisme, le PLU doit être compatible avec plusieurs documents supra-communaux.

En cas d'approbation de ces documents après l'approbation du PLU, ce dernier devra être mis en compatibilité dans les 3 ans qui suivent l'approbation.

Le PLU a une relation de compatibilité directe avec le SCOT et indirecte via le SCOT avec le SAR (Schéma d'Aménagement Régional), le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Guyane), la Charte du Parc Naturel Régional et le Plan d'exposition au bruit (PEB)

Le PLU a également une relation de prise en considération indirecte, via le SCOT avec le Schéma Départemental des Carrières de Guyane et le Schéma d'Orientation Minière de Guyane

LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL (SAR)

Le SAR fixe les orientations fondamentales en matière de :

- développement durable ;
- protection de l'environnement ;
- mise en valeur du territoire régional.

Il détermine :

- la destination générale des différentes parties du territoire ;
- l'implantation des grands équipements d'infrastructures ;
- la localisation des extensions urbaines, des activités industrielles, portuaires, artisanales, agricoles, forestières et touristiques.

Ce schéma constitue la traduction territoriale du projet de la région à l'échéance d'une quinzaine d'année et s'impose aux documents d'urbanisme de niveaux inférieurs.

Le SAR a été adopté le 12 décembre 2000 par le Conseil régional et approuvé le 2 mai 2002 par le Conseil d'État. La révision du SAR a été lancée en 2004. Cette décision a été motivée par l'inadaptation partielle de ce dernier. Néanmoins les dispositions du SAR 2002 demeurent applicables jusqu'à l'approbation de la révision du SAR.

Les grandes orientations du SAR sont :

- la protection des milieux naturels, reconnus fondamentaux en Guyane par leurs caractéristiques et leurs enjeux de niveau mondial ;
- le développement de l'économie à partir des potentialités régionales (agriculture, pêche, forêt, mines et tourisme) ;
- la structuration des agglomérations actuelles, les bourgs ruraux, la création de nouveaux pôles de développement dans un souci de rééquilibrage.

Ces enjeux ont été pris en compte dans le PLU de Roura, bien que le PLU ne doit être compatible qu'avec le SCOT de la CACL.

LE SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX

Le SDAGE est défini à l'article 3 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.
Le SDAGE 2010-2015 de Guyane a été élaboré par le Comité de Bassin de la Guyane et est rentré en application par arrêté préfectoral le 23 novembre 2009.

Le SDAGE fixe les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau dans le bassin hydrographique

Orientation fondamentale	Disposition
1. AEP et assainissement	1.1 Assurer une AEP pérenne et de qualité pour toute la population
	1.2 Mieux gérer les aménagements des eaux pluviales
	1.3 Poursuivre le développement de l'assainissement domestique
2. Pollutions et déchets	2.1 Prévenir et lutter contre les pollutions des milieux aquatiques
	2.2 Améliorer la gestion des déchets industriels et ménagers
3. Connaissance et gestion des milieux aquatiques	3.1 Développer la connaissance sur les milieux aquatiques
	3.2 Promouvoir une gestion intégrée
	3.3 Economiser l'eau
	3.4 Prendre des mesures conservatoires
4. Gestion des risques liés à l'eau	4.1 Améliorer la connaissance et la prévention des risques sanitaires
	4.2 Améliorer la connaissance et la prévention des risques naturels
5. Organisation pour la gestion de l'eau	5.1 Optimiser la gestion des données sur l'eau
	5.2 S'organiser pour assurer la cohérence des actions
	5.3 Mobiliser des ressources financières
	5.4 Suivre la mise en œuvre du SDAGE
	5.5 Communiquer et sensibiliser dans le domaine de l'eau

Les cinq orientations fondamentales listées ci-dessous sont le reflet de la problématique générale de la gestion de l'eau.

Le SDAGE s'impose aux décisions de l'État en matière de police des eaux, notamment des déclarations d'autorisations administratives (rejets, urbanisme, ...), de même qu'il s'impose aux décisions des collectivités, établissements publics ou autres usagers en matière de programme pour l'eau.

Le SDAGE est opposable à l'administration au sens large. Par administration, il faut donc entendre État, collectivités locales et établissements publics.

La Charte du Parc Naturel Régional de la Guyane (PNRG)

Cette charte concrétise le projet de protection et de développement du territoire du PNRG. Elle est actuellement en révision. La charte révisée vise à préserver un équilibre entre le respect de l'environnement et le développement raisonné des activités humaines.

Le projet de territoire du parc s'articule autour de 4 grands axes qui correspondent aux quatre vocations principales des Parcs Naturels Régionaux de France :

- Préserver et gérer durablement la biodiversité (gérer le patrimoine naturel, lutter contre les pollutions et nuisances) ;
- Mieux maîtriser la gestion de l'espace (orienter l'installation d'équipements et d'infrastructures, mettre en valeur les sites remarquables) ;
- Contribuer au développement économique, accompagner les acteurs économiques, accueillir les visiteurs et maîtriser la fréquentation touristique) ;
- Expérimenter, animer et promouvoir.

Le conseil régional a décidé le 23 mai 2013 de réviser la charte afin notamment « de prendre en compte les besoins en logement et zone d'activités économique ». La révision vise notamment les points suivants :
« - articulation de la charte adoptée par décret du 10 décembre 2012 avec les documents de planification d'ordre communal et intercommunal ;
- rédaction d'orientations - prescriptions cohérentes et précises. »

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)

L'ensemble des documents du PLU de Roura devra respecter les principes de l'article L.111-1-1 du Code de l'Urbanisme qui stipule que « Les plans locaux d'urbanisme, … doivent être compatibles avec les orientations des schémas de cohérence territoriale et des schémas de secteur. En l'absence de ces schémas, ils doivent être compatibles avec les directives territoriales d'aménagement et avec les prescriptions particulières prévues par le III de l'article L.145-7.

Les grandes orientations déclinées dans le projet de la ville de Roura, á savoir la maîtrise de l'urbanisation, la protection et préservation de certains sites naturels et urbains, l'équilibrage entre les espaces urbains, á urbaniser et les espaces naturels, agricoles ou forestiers, la prévention des risques, l'amélioration des déplacements, le développement du tourisme et le développement de l'économie correspondent aux objectifs fixés dans le SCOT.

Le Schéma Départemental d'Orientation Minière (SDOM)

Le SDOM de la Guyane a été approuvé le 30 décembre 2011 est entré en vigueur le 1er janvier 2012.

L'article L. 621-1 du Code minier prévoit que le SDOM « définit les conditions générales applicables à la prospection minière, ainsi que les modalités de l'implantation et de l'exploitation des sites miniers terrestres.

A ce titre, il définit, notamment par un zonage, la compatibilité des différents espaces du territoire de la Guyane avec les activités minières, en prenant en compte la nécessité de protéger les milieux naturels sensibles, les paysages, les sites et les populations et de gérer de manière équilibrée l'espace et les ressources naturelles. Il tient compte de l'intérêt économique de la Guyane et de la valorisation durable de ses ressources minières. Au sein des secteurs qu'il identifie comme compatibles avec une activité d'exploitation, il fixe les contraintes environnementales et les objectifs à atteindre en matière de remise en état des sites miniers. »

Le Schéma Départemental des Carrières de Guyane

Le Schéma Départemental des Carrières de Guyane définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département. Il prend notamment en compte :

- l'intérêt économique national,
- les ressources en matériaux du département,
- les besoins en matériaux du département,
- la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles,
- la gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières.

Il fixe les objectifs généraux à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites.

Ce schéma est opposable aux tiers. Les autorisations délivrées par l'administration doivent notamment être compatibles.



SECTION 6 : RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

Synthèse de l'état initial de l'environnement

Synthèse du diagnostic

Synthèse du Projet de d'Aménagement et de Développement Durables

Synthèse des impacts du PLU sur l'environnement et les mesures d'atténuation

SYNTHÈSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Milieu physique

- Un territoire communal très vaste 3 661 km²
- Un réseau hydrographique dense. Certains de ces éléments marquent les limites de la commune. Le territoire englobe la totalité du bassin versant de la rivière Comté. Roura possède un débouché sur l'océan par la rive droite du fleuve Mahury
- Un relief caractérisé au nord par la Montagne de Kaw qui culmine à 300 m et au sud par quelques reliefs isolés (les montagnes de Cacao, Maripa, Tortue, Balenfois).
- Un territoire étendu sur 3 grands types de formation géologique
  - Les formations sédimentaires liées aux zones de marais, aux fleuves et rivières (20 % du territoire),
  - Les formations plutoniques (50 % du territoire),
  - Les formations volcaniques (30 % du territoire).

Milieu naturel

- Une grande diversité d'espaces naturels et forestiers de qualité (mangroves, marais, savanes),
- la forêt prédomine 350 394,5 ha soit 95,69 % du territoire,
- les zones agricoles sont les plus importantes de Guyane (11 598,1 ha soit 3,16 % du territoire communal),
- la présence de 3 réserves naturelles (12 % du territoire),
- la présence de 5 ZNIEFF,
- l'existence de 4 zones de droit d'usage.

Les ressources naturelles

La ressource en eau : présence de 3 captages d'eau (Cacao, Comté et Hove).

La ressource forestière : la forêt fait partie du domaine privé de l'État et est gérée par l'Office National des Forêts.

- vocation des forêts déjà aménagées : série d'intérêt écologique, série de production, série de protection, série d'usages traditionnels

Les ressources du sous-sol :

- Existence de plusieurs carrières (sable, latérite, roche dures, sables et graviers, latérite) ;
- Une ressource aurifère importante (avec une part importante d'orpaillage illégale) mais dont les modes d'exploitation restent problématiques pour l'environnement ;
- 18 concessions minières avec des surfaces qui varient de 20 à 300 ha. Néanmoins l'orpaillage illégal est très développé. Les modes d'exploitation restent problématiques pour l'environnement.

Les risques

Les risques d'inondation : la commune de Roura est concernée par un Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi) sur le secteur de Cacao
Le reste du territoire communal est couvert par l'atlas des zones inondables de 2005. Document informatif, il identifie les secteurs pouvant être soumis au risque d'inondation.

Les risques industriels et technologiques : absence de risques majeurs.
Il existe sur le territoire communal, les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (selon l'article L121-1 du code de l'urbanisme) : *scierie, carrière, dépôts de carburants, anciennes décharges…*

Les nuisances

Les risques sur la qualité des eaux :

- impact de l'activité aurifère ;
- la commune est insuffisamment équipée en matière d'assainissement des eaux usées ;
- Dégradation de la qualité des eaux liée au fort accroissement démographique et la multiplication des sites d'habitat insalubres. Les criques et les fleuves deviennent des exutoires aux eaux usées et des déchets.

La gestion des eaux usées : la CACL est compétente en matière d'assainissement collectif sur la commune. Il existe un schéma Directeur relatif à l'assainissement. Roura est équipé de trois ouvrages épuratoires.

Gestion des déchets : la prise en charge des déchets (collecte et traitement) est de la compétence de la CACL. Les camions n'empruntant que les voies publiques carrossables, pour certains secteurs la collecte se fait le long de la RN 2.

Patrimoine urbain et archéologique

- le bourg de Roura est un site classé sur l'inventaire des sites inscrits depuis 1982 ;
- le site des roches gravées de la Montagne Anglaise est classé au titre des monuments historiques ;
- L'existence de 75 sites ou indices de sites archéologiques.

SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC

Caractéristiques démographiques

- Une population estimée en 2006 à **3 068 habitants** (43 % ont moins de 20 ans).
- une très forte croissance démographique qui se poursuit (la variation annuelle est de 10 % entre 2004 et 2006).
- une grande richesse culturelle : un large éventail de communautés représentées
- la population active : un taux de chômage moins préoccupant que dans le reste du département

Caractéristiques du parc de logements

- un parc immobilier estimé à **835 logements** en 2004
- une hausse de la construction récente et poursuite de cette tendance qui vise à répondre aux besoins importants issus de la forte croissance
- des problématiques lourdes liées à l'insalubrité et à l'habitat illicite
- une croissance fortement consommatrice d'espace

Dynamiques économiques

- Établissements estimés à **109** au 31 décembre 2006
- le tissu économique est largement dominé par les petites entreprises (-10 salariés) et une faible représentativité des commerces.
- les structures publiques, administratives et financières regroupent 45 % des postes salariés

Agriculture

- En 2005, les zones agricoles couvraient une surface totale de **3 237 hectares** (dont 2 443 de vergers)
- depuis les années 1990, on note une augmentation du nombre d'exploitations et une diminution de leur taille
- 251 exploitations agricoles recensées en 2000
- l'agriculture représente 40 % des emplois de la commune.

Industrie

- 3 scieries s'approvisionnent principalement sur Roura
- carrières : 3 carrières exploitées à Nancibo, 1 à pk 57, 1 demande à Nancibo
- mines : 18 concessions sur la commune / l'orpaillage illégal est très développé sur le territoire

Gestion forestière

- 2 scieries exploitants 16 000 m^3 de grumes par an
- Roura = 3ème commune ayant fournie le volume de bois le plus important

Le tourisme

- atouts majeurs de la commune : biodiversité et l'existence de nombreux sites culturels et archéologiques

Analyse urbaine

- la commune s'organise autour de deux bourgs et de nombreux écarts
- les zones urbanisées occupaient une surface de 2 019 ha en 2005 (soit 0.4 % du territoire) contre 1 592 en 2001 (zones concentrées sur Roura et Cacao)
- la présence de nombreuses zones urbanisées classées en Zone Agricole
- une accessibilité difficile aux écarts et à Cacao
- des réseaux techniques urbains insatisfaisants (absence d'eau potable dans les écarts et faiblesse d'électrification dans certains secteurs).

Grands enseignements du diagnostic et enjeux

Il s'avère important de :

- préserver le cadre de vie de Roura ;
- opter pour un développement urbain maîtrisé et équilibré du territoire ;
- impulser une nouvelle dynamique économique en s'appuyant sur les bonnes perspectives de croissance démographique.

SYNTHÈSE DU PADD

Le projet politique d'aménagement de la commune de Roura, est une réponse aux enjeux majeurs de la commune.
Il se décline en quatre grandes orientations générales d'urbanisme et d'aménagement :

- **1 - Assurer un développement urbain cohérent et maîtrisé**

  ⇨ 1-1 Mettre en œuvre une politique permettant de développer une offre de logements de qualité adaptée à la diversité des besoins
  - Agir sur l'existant afin d'augmenter la capacité d'accueil des zones urbanisées
  - Ouvrir de nouveaux espaces à l'urbanisation de façon échelonnée
  - Conforter et compléter les équipements

  ⇨ 1-2 Définir un projet de développement urbain basé sur une armature urbaine plus affirmée et un rééquilibrage du territoire
  - Endiguer l'étalement urbain ;
  - Confirmer et accroître le rôle fédérateur du bourg de Roura et de Cacao
  - Faire émerger des polarités secondaires, fédératrices à l'échelle du quartier
  - Maîtriser l'évolution des écarts en définissant leurs futures caractéristiques

- **2 - Garantir le développement harmonieux de la commune en matière d'activités économiques**

  ⇨ 2-1 Renforcer et maintenir le tissu économique
  - Renforcer et maintenir le tissu économique dans les zones urbaines dans un objectif de mixité des fonctions
  - Conserver et créer des secteurs exclusivement à dominante d'activités économiques

  ⇨ 2-2 Faire de Roura une ville leader en matière de tourisme
  - Favoriser la mise en tourisme de Roura en agissant sur l'offre touristique ;
  - Mettre en place les conditions d'accompagnement du développement touristique ;

  ⇨ 2-3 Favoriser le maintien et le développement de l'activité agricole
  - Faire de Roura une ville phare en matière d'agriculture avec l'intention, à court terme, de classer en Zone Agricole Protégée (ZAP) une partie des secteurs agricoles.

  ⇨ 2-4 Valoriser les ressources naturelles disponibles de manière raisonnée
  - Conforter le développement de l'exploitation des carrières
  - Redéfinir les espaces dédiés aux activités minières
  - Poursuivre l'activité forestière

- **3 - Mieux prendre en compte l'environnement dans le développement urbain**

  ⇨ Valoriser la présence de la nature dans la ville et conforter les espaces naturels de Roura comme éléments structurants du territoire
  ⇨ Limiter les nuisances et les pollutions

- **4 - Améliorer les déplacements**

  ⇨ Hiérarchiser et mailler le réseau viaire
  ⇨ Proposer des alternatives viables et qualitatives à l'automobile

SYNTHÈSE DES IMPACTS DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MESURES D'ATTÉNUATION (VOIR ANNEXE 2, CI-APRÈS)

Les objectifs du projet de la ville visant à accueillir une population de 19 191 habitants supplémentaires en 2025, à ouvrir 3 591,7 ha supplémentaires à l'urbanisation et à garantir un développement de la commune en matière d'activités économiques auront indéniablement des impacts sur la consommation d'espace, les milieux naturels, les ressources naturelles et le cadre de vie

Néanmoins, les orientations 3 et 4 du PADD, à savoir une meilleure prise en compte l'environnement dans le développement urbain et l'amélioration des déplacements vont atténuer et équilibrer les effets négatifs générés par les impératifs liés au développement urbain.

LES INCIDENCES DU PLU SUR LA CONSOMMATION D'ESPACES ET LES MESURES D'ATTÉNUATION

Les effets négatifs

L'augmentation des zones urbaines et à urbaniser sont consommatrices d'espaces naturels et agricoles. Pour autant, 95,7 % du territoire de Roura demeure en zone naturelle. Si on ajoute, les secteurs agricoles, c'est près de 99 % du territoire qui n'est ni urbain, ni à urbaniser (98,9 % précisément).

Les mesures d'atténuation

- les actions porteront en priorité sur l'existant via la densification, le renouvellement urbain (enjeu fort dans l'objectif d'une utilisation économe de l'espace) ;
- L'ouverture des nouvelles zones d'extension se fera de façon échelonnée ;
- Les zonages sont cohérents avec la réalité, il sera dès lors plus facile tant pour les services de l'État que pour ceux de la Commune de surveiller les secteurs à l'écart du centre-bourg et de verbaliser tout contrevenant ;
- Un taux de boisement minimal à conserver est imposé sur les secteurs de Nancibo, Beauséjour et Maripa ;
- L'ouverture de nouveaux espaces dédiés à l'agriculture.

LES INCIDENCES DU PLU SUR LES MILIEUX NATURELS ET LES MESURES D'ATTÉNUATION

Les Effets négatifs

- L'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation pour répondre aux besoins en logements et équipements, … entrainent une diminution d'une certaine superficie des milieux naturels ;
- Les activités agricoles, minières et forestières entraînent une altération du milieu naturel ;
- La pratique illégale des activités citées précédemment ont des conséquences particulièrement néfastes sur l'environnement.

Les mesures d'atténuation

- la valorisation de la présence de la nature dans la ville ;
- la confortation des espaces naturels comme éléments structurant du territoire communal ;
- la limitation des nuisances et des pollutions.

LES INCIDENCES DU PLU SUR LES RESSOURCES NATURELLES ET NUISANCES ET LES MESURES D'ATTÉNUATION

Les effets négatifs

La ville génère des activités et des pratiques sources de nuisances. L'augmentation de la population et des activités va générer un accroissement des nuisances notamment :

- l'augmentation du trafic et des déplacements et donc une augmentation des émissions polluantes ;
- l'accroissement des rejets d'effluents dans les divers réseaux ;
- l'augmentation des déchets ménagers et assimilés ;
- des nuisances sonores ;
- une réduction des terres agricoles ;
- des pollutions et nuisances des milieux aquatiques, de la qualité des sols par les activités industrielles (mines, carrières), artisanales, agricoles, …

Les mesures d'atténuation

- l'amélioration des déplacements en proposant des alternatives fiables et qualitatives à l'automobile contribuant fortement à l'amélioration de la qualité de l'air,
- une politique active en faveur des transports en commun,
- le rapprochement des fonctions urbaines et les logements afin de limiter les déplacements,
- la présence de masses végétales conséquentes par des obligations de planter afin de réduire les poussières et certaines matières polluantes,
- l'amélioration du réseau d'assainissement collectif (réalisation d'une nouvelle lagune et augmentation de la capacité de traitement de la station de Cacao),

- l'interdiction stipulée par le règlement du PLU d'évacuer les eaux usées dans les fossés, cours d'eaux et égouts pluviaux,
- l'obligation imposée dans la majorité des secteurs faisant l'objet d'un aménagement d'ensemble d'avoir au moins 30 % de la surface totale traitée en espaces verts. L'augmentation des espaces verts urbains contribue à absorber l'eau de pluie, à réduire les volumes d'eau de ruissellement et à limiter les dommages occasionnés par les inondations,
- la réactualisation du schéma d'assainissement devra être envisagée,
- la poursuite des contrôles des activités industrielles et agricoles,
- le démantèlement des activités illicites,
- des prescriptions relatives aux traitements des eaux industrielles et à la protection vis-à-vis du bruit sont inscrites dans le règlement des zones vouées au développement économique.

LES INCIDENCES DU PLU EN MATIÈRE DE RISQUES ET LES MESURES D'ATTÉNUATION

Les effets négatifs

La densification des zones urbanisées, l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation, le développement des activités industrielles et le transport de matières dangereuses par la route peuvent générer des risques :

- l'augmentation des surfaces imperméabilisées,
- les risques d'inondation,
- les risques industriels,
- les risques technologiques.

Les mesures d'atténuation

- l'existence de documents permettant d'avoir une meilleure connaissance du risque d'inondation (PPRI de Cacao, l'Atlas des zones inondables, étude hydraulique d'une partie du bourg de Roura commanditée par la commune),
- la lutte contre l'imperméabilisation des sols par des prescriptions réglementaires visant à augmenter les surfaces non imperméabilisées,
- l'augmentation des espaces verts urbains contribue à absorber l'eau de pluie, à réduire les volumes d'eau de ruissellement et à limiter les dommages occasionnés par les inondations,
- les activités industrielles sont regroupées dans des zones spécifiques. Les prescriptions relatives aux traitements des eaux industrielles sont inscrites dans le règlement de ces zones.

LES INCIDENCES DU PLU SUR LE CADRE DE VIE ET LA SANTÉ - LES MESURES D'ATTÉNUATION

Le thème du cadre de vie est un sujet transversal, déjà abordé dans les précédents paragraphes.

Les objectifs déclinés dans le PADD visent à offrir aux habitants et usagers un cadre de vie et des conditions de vie agréables et de qualité.

Les mesures mises en œuvre sont notamment :

- la préservation des espaces verts ;
- le développement des espaces récréatifs (à vocation sportive et de loisirs) ;
- des orientations réglementaires favorisant une densité qualitative en préservant des espaces libres de respiration ;
- les actions visant à résorber de façon durable l'insalubrité.



SECTION 7 : ANNEXES



ANNEXE 1 - ARGUMENTAIRE TECHNIQUE CONCERNANT L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE

Il faut, en préambule, garder en mémoire, que

- le territoire de la CACL s'étend sur de 5 000 km² et que la commune de Roura avec près de 4 000 km² représente 4/5 de l'agglomération de Cayenne.



- « le principal défi auquel va être confronté le territoire de la CACL dans les prochaines années, est celui de la croissance démographique. La population de la CACL va doubler dans les 20 ans qui viennent et un tel accroissement va modifier considérablement l'apparence et le fonctionnement du territoire. Des efforts considérables sont nécessaires pour produire des logements en quantité suffisante, maîtriser la croissance des déplacements et développer l'emploi »

SCOT, document d'orientations générales, page 8

Au regard de la taille de la commune de Roura au sein de la CACL, **il pourrait ne pas être dénué de fondement que la commune de Roura absorbe une partie substantielle de la population nouvelle estimée à 147 000 habitants**. Soit une population totale de près 250 000 habitants à l'horizon 2025.

SCOT, document d'orientations générales, page 46

I SUR L'OUVERTURE À L'URBANISATION

SUR LES NOUVELLES SURFACES OUVERTES À L'URBANISATION

La surface « d'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones », « abstraction faite des zones à vocation d'activités » s'obtient suivant le Rapport de présentation page 111 :

- Le total des zones à urbaniser au PLU est de 4020,5 ha ;
- Le total des zones à vocation d'activités (2AUe) au PLU est de 800,2 ha ;
- **Le total des zones à urbaniser abstraction faite des zones d'activités est donc de 4020,5 - 800,2 = 3220,3 ha.**

SUR LE NOMBRE MOYEN D'OCCUPANTS PAR RÉSIDENCE PRINCIPALE

Par ailleurs, le nombre d'occupant par résidence relevé par les services communaux lors de la campagne de recensement fiscal entre 2009 et 2011 apparaît comme suit :

	Nb de log en 2011	Population2011	Nb Hab. /log
Bourg de Roura	170	635	3,74
Dacca	36	135	3,75
Anxionnaz	43	157	3,65
Eskol	16	26	1,63
Village RHI HOWE	23	130	5,65
Cacao	157	923	5,88
Howe, Racamont	1	4	4,00
Favard	21	130	6,19
Fourgassier	8	17	2,13
Route de Kaw	15	17	1,13
Beauséjour/Galion	93	226	2,43
Pointe Maripa	45	78	1,73
Marguerite	64	104	1,63
Nancibo	39	70	1,79
Boulanger RN2	21	17	0,81
Coralie/Corrèze	45	121	2,69

On relèvera que ces chiffres sont parfaitement cohérents avec les chiffres INSEE de 2009 : croissance de 3,8 % et 3,5 occupants par logement.

SUR LA NÉCESSAIRE OUVERTURE À L'URBANISATION

L'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones concerne donc principalement la périphérie du bourg de Roura (Howe et Racamont) et la Route de l'Est (Beauséjour, Pointe Maripa et Marguerite).

Howe et Racamont

Depuis 2009, les préconisations de la Chambre Régionale des Comptes incite en particulier à mettre en place rapidement un Plan Local d'Urbanisme (PLU) et à poursuivre la politique de récupération, à titre gratuit, de terrains délaissés par l'État, afin de constituer une réserve foncière cessible à des promoteurs ou des particuliers (*Cf. Avis n° 2009 - 0140- Saisine n°09.068.973 – Séance du 27 octobre 2009)*.

En outre, l'extension du bourg actuel de Roura, ne pouvant se réaliser que par le sud et le Nord-Est, la commune a sollicité auprès de l'État la cession gratuite des secteurs de Howe et Racamont afin de conduire une réflexion globale d'aménagement du territoire

Soucieux de se conformer au SCOT, des schémas de secteurs ont été réalisés sur Howe et Racamont. La délimitation du périmètre d'urbanisation définie au travers de ces schémas de secteurs a « pris en compte le contexte géographique marqué par le réseau hydrographique, la topographie, la forêt ». (cf. page 12 Orientations générales du SCOT).

Conformément aux orientations du SCOT (cf. page 13, pièce n°2 du Rapport de Présentation), les schémas de secteur intègrent un concept d'aménagement maîtrisant l'étalement urbain et favorisant la mixité fonctionnelle ; un parti d'aménagement qui intègre les spécificités du territoire et respecte ses identités ; un urbanisme qui privilégie de nouvelles formes urbaines tout en respectant les aspirations des habitants ; la protection et la mise en valeur des milieux naturels à travers la définition d'une armature paysagère à l'échelle du territoire ; la préservation de couloirs naturels et écologiques pour le fonctionnement des écosystèmes et le maintien de la biodiversité ; le développement d'un tourisme respectueux de l'environnement et qui contribue à sa valorisation ; une meilleure

gestion des ressources renouvelables et non renouvelables (cf. page 13, pièce n°2 du Rapport de Présentation SCOT).

Ainsi, les secteurs de Howe et Racamont intègrent des zones naturelles, de l'habitat, de l'activité économique, des équipements scolaires (cf. Page 17, Orientation Générales SCOT), administratifs, culturels, sportifs (cf. schéma).

Il faut donc retenir que l'intégralité de la surface « ouverte à l'urbanisation » n'est pas uniquement dédiée aux logements mais à l'ensemble des activités utiles à la population, y compris celles de loisirs respectueuses de l'environnement et en particulier des zones naturelles (monts et zones humides).

Route de l'Est (Beauséjour, Pointe Maripa, Marguerite)

Ces hameaux sont nés de la cession à des privés par l'État de parcelles de contenance de plusieurs milliers d'hectares et de la taille d'une commune de métropole. Ces propriétaires privés ont au cours des dernières décennies parcellisé leurs terres en centaines de parcelles d'environ 2 ha à d'autres privés constituant ainsi plusieurs hameaux (de la taille de bourgs ruraux métropolitains) de propriétés privées sur lesquelles la carte communale approuvée par le préfet en 2003 autorisait les constructions sur ces secteurs agricoles, il y a été construit bon nombre d'habitations principales et secondaires qui n'ont aucune vocation agricole.
Sur ces secteurs, la population estimée en 2011 est de 408 habitants ce qui représente 15 % de la population.
Dès lors, l'ouverture maîtrisée à l'urbanisation de ces secteurs permet :

- de régulariser les habitations ;
- offrir à la population de l'agglomération un foncier moins onéreux que celui disponible sur les autres communes ;
- la mobilisation par la commune de financement de voiries et réseaux divers.

Il convient ici de rappeler que seules les parcelles d'une surface supérieure à 5 000 m² sont constructibles, ce qui permet de contenir l'ouverture à l'urbanisation.

Sur le nombre de logements nouveaux générés par l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones

Howe et Racamont

Les schémas de secteurs réalisés par la commune ont parfaitement estimé le nombre de logements (cf. plan dans les orientations d'aménagement). Le nombre de logements est de 350 sur Racamont et 235 sur Howe soit **585 logements.**

Route de l'Est (Beauséjour, Pointe Maripa, Marguerite)

Comme indiqué précédemment, la surface d'ouverture à l'urbanisation sur ces secteurs est de 2 639,5 ha soit 26 395 000 m². En prenant comme hypothèse que l'ensemble de cette surface sera construite à l'horizon du PLU, il convient de déduire la surface nécessaire aux voiries de desserte, généralement estimée à 30 % de la surface totale.
Ainsi la surface disponible à bâtir est de 0,7 x 26 395 000 m²= 18 476 500 m². Or, la surface minimum d'une parcelle constructible étant fixée à 5 000 m². Le nombre de logements étant limité à un par parcelle, on obtient ainsi : 18 476 500 m²/ 5 000 m² = 3 695 logements
Chiffre auquel il faut déduire 201 logements déjà recensés (chap. I.3), soit **3 494 logements potentiels.**

Le nombre de logements potentiels liés à l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones est de 585 sur Howe et Racamont et de 3 494 sur la Route de l'Est, **soit 4 079 logements** au total.

L'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones n'est donc pas disproportionnée aux besoins. Ces nouveaux logements représentent moins de 8 % des 52 000 logements nécessaires à l'horizon du SCOT.

SCOT Documentation générale, page 46 chap. 4. Les objectifs relatifs à l'équilibre social de l'habitat et à la construction de logements sociaux.

II SUR LES HYPOTHÈSES DE CROISSANCE

L'hypothèse de croissance démographique de 11 % par an retenue traduit une ambition de développement certes importante mais réaliste même si elle est supérieure au taux de 3,8 % par an.

LE CONTEXTE D'UNE LA CROISSANCE LIMITÉE

Car la variation annuelle moyenne de la population de 3,8 % est celle des années 1999 à 2009. A cette période, il convient de rappeler que l'aménagement du territoire était régi par une carte communale approuvée en 2003 qui est totalement obsolète aujourd'hui. Elle avait été élaborée en 2001. En conséquence en 2008, elle était en décalage complet avec la réalité du terrain et la situation financière de la commune. Aucune extension urbaine n'étant possible les bases fiscales ne pouvaient être augmentées.
En outre, il faut rappeler que le contexte financier très dégradé dans laquelle la commune se trouve l'empêche de mener de nouvelles actions.

LE CONTEXTE FINANCIER DÉGRADÉ DEPUIS 1992

Roura est sous tutelle de l'État depuis 1992. Les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes tendant au redressement des équilibres budgétaires et financiers ont été renouvelées chaque année sans avoir été suivies d'effet. Le déficit s'est accru rapidement passant de 1,52 M€ en 1997 à 4,4 M€ en 2003, puis 6,5 M€ en 2004 et, après avoir artificiellement diminué en 2005 et 2006, il remonte à 7,5M€ en 2007 puis à 8,3 M€ en 2008, soit 222 % des recettes de fonctionnement.

cf. rapport chambre régionale des comptes – la situation des communes des départements d'outre-mer – juillet 2011

Un audit établi en 2010 signale que la nouvelle équipe municipale en place depuis mars 2008 a en charge une commune qui présente un contexte financier des plus dégradés conjuguant d'une part un déséquilibre structurel profond et croissant et d'autre part, l'héritage d'une gestion passée dont les irrégularités ont constitué un lourd passif

La nouvelle municipalité doit par ailleurs gérer un ensemble de paramètres complexes comme :

- Une géographie dispersée et un habitat diffus autour des deux bourgs principaux ;
- Une confiance et des relations de travail à renouer avec les fournisseurs et les partenaires financiers ;
- Une capacité des plus limitées à entreprendre de nouvelles actions.

Cf. Rapport d'audit du cabinet Mazard 2010 - mandaté par l'Agence Française de Développement (AFD) -Dispositif d'accompagnement des communes de la Guyane - Préfecture de la Guyane

LES PRÉCONISATIONS DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES

En 2008, la Chambre Régionale des Comptes n'a pu que renouveler les propositions formulées dans ses précédents avis, afin d'obtenir le rétablissement de l'équilibre budgétaire.

Cf. Avis n° 2008-0129- Saisine N° 08.066.973 – Séance du 18 Novembre 2008

Depuis 2009, les nouvelles préconisations de la chambre visent en particulier à :

- mettre en place rapidement un Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;
- poursuivre les actions initiées, en collaboration avec les services de l'État, pour augmenter la base fiscale ;
- poursuivre la politique de récupération, à titre gratuit, de terrains délaissés par l'État, afin de constituer une réserve foncière cessible à des promoteurs ou des particuliers.

Cf. Avis n° 2009 - 0140- Saisine n° 09.068.973 – Séance du 27 octobre 2009

UN DÉFICIT CONTENU DEPUIS 2008

L'exécutif élu en 2008 a mis en place une stratégie visant à :

- établir la réalité du déficit ;
- rationaliser les dépenses ;
- augmenter les recettes notamment par le recensement des bases fiscales. Les taxes foncières passent de 530 358 € en 2009 à 814 556 € en 2011. Soit une augmentation de 51 %.

En 2009, la nouvelle équipe municipale a dû prendre compte 1,3 M€ d'euros de dépenses liées à :

- des factures dissimulées par les anciennes mandatures,
- des remboursements d'emprunts et des intérêts moratoires non comptabilisés par les exécutifs précédents.

Ainsi, le déficit de 8,3 M€ en 2008, atteint 9,25 M€ à la fin 2009. En 2010, il est contenu à 9,3 M€. Puis en 2011, il est ramené à 7,9 M€.

Toutefois, il subsiste un déficit structurel incompressible de fonctionnement d'environ 500 000 € par an.

UNE VOLONTÉ POLITIQUE FORTE

Dans un contexte guyanais de croissance démographique exponentiel (Source INSEE : depuis 1999, année du dernier recensement général de la population, la population guyanaise a augmenté de 72 250 habitants, soit une hausse de 46 % en onze ans), de pénurie de logements et de foncier sur les communes majeures situées à la périphérie de Cayenne, la commune de Roura dispose de plusieurs attraits.

En effet, la commune de Roura est située à 30 minutes de Cayenne, à 15 mn de l'aéroport international Felix Eboué. Elle dispose de foncier à aménager. Son caractère paysager, vallonné, lacustre et fluvial lui confère une identité spécifique.

Le territoire de la commune est immense : 4 000 km², 400 000 ha, 4 fois la Martinique (qui compte 34 communes). Le PLU de Roura est donc de la taille d'un SAR (Schéma d'Aménagement Régional) mais avec des détails à la parcelle.

La géographie de Roura est dispersée. Elle se compose de deux bourgs principaux espacés de 60 km et 7 écarts ayant des surfaces équivalentes à celle d'une commune des Antilles ou de l'hexagone, des caractéristiques et un historique différents : Eskol, Favard, Beauséjour, Pointe Maripa, Marguerite, Boulanger, Coralie Dégrad Corrèze

Comme la plupart des communes rurales de Guyane, la commune de Roura présente des enjeux environnementaux forts.

La topographie irrégulière de la commune en fait une spécificité, un atout en terme paysagé mais aussi une contrainte en termes d'aménagement

En conséquence, le PLU, qui demeure l'unique piste permettant à la commune de sortir de ses difficultés, se veut très volontariste.

C'est donc bien en partant des constats largement exposés (besoin en logements exponentiel, rareté du foncier, …) que le PLU met en œuvre les outils permettant de répondre à une infime partie des besoins de la CACL et plus généralement de la Guyane.

Le PLU accompagnera cette croissance.



III CALCUL DE LA CROISSANCE

NOUVEAUX LOGEMENTS

Au regard des éléments contenus au chapitre I.5.3, l'ouverture à l'urbanisation des nouveaux secteurs conduirait à un maximum de :

- 585 nouveaux logements sur Howe et Racamont ;
- 4 079 nouveaux logements sur la route de l'Est.

NOMBRE MOYEN D'OCCUPANTS PAR RÉSIDENCE PRINCIPALE

Le nombre d'occupants par résidence relevé par les services communaux lors de la campagne de recensement fiscal entre 2009 et 2011 rappelé au chapitre I.3 est le suivant :

Route de l'Est	Nb log recencés 2011	Population 2011	Nb Hab. /logement
Beauséjour/Galion	93	226	2,43
Pointe Maripa	45	78	1,73
Marguerite	64	104	1,63
TOTAUX	202	408	**2,02**

HOWE, RACAMONT	1	4	**4,00**

HYPOTHÈSE BASSE

L'hypothèse basse consiste à appliquer le nombre d'occupants par résidence constaté entre 2009 et 2011 (cf. chap. I.3).
Ainsi la population nouvelle liée à l'ouverture à l'urbanisation des nouveaux secteurs serait :

	Nb log Nouveaux	Nb Hab. /log	Population Nouvelle
Route de l'Est	3 494	2,2	7 687
Howe Racamont	585	4	2 340
			10 027

Dans cette hypothèse, la population nouvelle serait de 10 027 habitants à l'horizon du PLU (2025).

HYPOTHÈSE HAUTE

L'hypothèse haute consiste à appliquer le nombre d'occupants moyen par résidence issue du recensement 2009.
Ainsi la population nouvelle liée à l'ouverture à l'urbanisation des nouveaux secteurs serait :

	Nb log Nouveaux	Nb Hab. /log	Population Nouvelle
Route de l'Est	3494	3,5	12 229
Howe Racamont	585	3,5	2 048
			14 277

Dans cette hypothèse la population nouvelle serait de 14 277 habitants à l'horizon du PLU (2025).

HYPOTHÈSE DE 11% RETENUE AU STADE DU PADD

Nous garderons en mémoire que le diagnostic qui intègre déjà les hypothèses de croissance de 11% que le PADD a fait l'objet d'une délibération le 15 septembre 2010 transmise aux services de l'État le 28 septembre 2010 sur laquelle les services de l'État n'ont fait aucune remarque sur ces hypothèses de croissance jusqu'au 2 décembre 2013.

En prenant comme hypothèse que la croissance de 3,8 % (Insee 2009) et maintenue jusqu'en 2014 année où le PLU sera rendu opposable aux tiers la population de Roura a évolué ainsi jusqu'en 2013

	2009	2 010	2 011	2 012	2 013
Nb d'habitants	2 594	2 693	2 795	2 901	3 011
Population nouvelle par an		99	102	106	110
Population nouvelle cumulée		99	201	307	417

A compter de 2014, sur la base de 11 % de croissance par an la population évoluerait ainsi :

	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Nb d'habitants	3 343	3 710	4 118	4 571	5 074	5 632	6 252	6 940
Population nouvelle par an	331	368	408	453	503	558	620	688
Population nouvelle cumulée	749	1 116	1 524	1 977	2 480	3 038	3 658	4 346

	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029
Nbre d'habitants	7 703	8 550	9 491	10 535	11 694	12 980	14 408	15 993
Population nouvelle par an	763	847	941	1 044	1 159	1 286	1 428	1 585
Population nouvelle cumulée	5 109	5 956	6 897	7 941	9 100	10 386	11 814	13 399

Dès lors, il apparaît qu'avec une croissance de 11 % à compter de 2014, l'hypothèse basse de 10 027 nouveaux habitants liés à l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones (cf. chap. II.3) serait atteinte en 2025 soit à l'horizon de 12 ans après l'approbation du PLU.

CONCLUSION

L'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones ne parait pas disproportionnée aux besoins. Les nouveaux logements liés à ces nouvelles surfaces représentent moins de 8 % des 52 000 logements nécessaires à l'horizon du SCOT.

L'hypothèse de croissance de 11 % permet d'atteindre sur 15 ans le chiffre de 10 027 habitants nouveaux (cf. hypothèse basse chap. II.3.3) ce qui semble compatible avec l'horizon d'un PLU.

La croissance de 11 % est parfaitement justifiée.

A noter que ce taux de 11 % à partir de 2014 revient à celui de 8 % utilisé comme hypothèse basse en section 2 du présent rapport qui s'appliquait à une période commençant en 2008.

ANNEXE 2 - EXTRAIT DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE RÉALISÉE PAR LE BUREAU D'ÉTUDES H2E



Cette annexe se divise en trois parties

1 - indicateurs quantitatifs de la consommation brute d'espaces naturels, agricoles et forestiers avant enquête publique et analyse qualitative de leur évolution suite aux mesures de réduction et de compensation prises suite à l'enquête publique. Analyse conforme au L123-1-2 du Code de l'urbanisme

2 - indicateurs qualitatifs des impacts résiduels du PLU après enquête publique

3 - indicateurs de suivis des incidences résiduelles du PLU.

Les indicateurs sont basés sur les actualisations de 2008.



PARTIE 1 : INDICATEURS QUANTITATIFS DE LA CONSOMMATION BRUTE D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS AVANT ENQUÊTE PUBLIQUE ET ANALYSE QUALITATIVE DE LEUR ÉVOLUTION SUITE AUX MESURES DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION PRISES SUITE À L'ENQUÊTE PUBLIQUE. ANALYSE CONFORME AU L123-1-2 DU CODE DE L'URBANISME.

« Article L123-1-2 : Le rapport de présentation […] présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers. »

1. EVALUATION DES ZONES DE DÉFORESTATION AU SEIN OU HORS DES ZONAGES PRÉVUES PAR LA CARTE COMMUNALE DE 2003 ET ROLE INDUIT DU PLU.

2. IMPACTS BRUTS QUANTITATIFS SUR LES ZONES DE DROIT D'USAGES AVANT ENQUÊTE PUBLIQUE, MESURES DE RÉDUCTIONS ET IMPACTS RÉSIDUELS QUALITATIFS.

3. IMPACTS BRUTS QUANTITATIFS SUR LES ZNIEFF DE TYPE I AVANT ENQUÊTE PUBLIQUE, MESURES DE RÉDUCTION ET IMPACTS RÉSIDUELS QUALITATIFS APRÈS ENQUÊTE PUBLIQUE.

4. IMPACTS BRUTS QUANTITATIFS SUR LES ZNIEFF DE TYPE II AVANT ENQUÊTE PUBLIQUE, MESURES DE RÉDUCTION ET IMPACTS RÉSIDUELS QUALITATIFS APRÈS ENQUÊTE PUBLIQUE.

5. IMPACTS SUR LES ZNIEFF DE NOUVELLE GÉNÉRATION.

6. EVALUATION DE L'IMPACT SUR LES HABITATS

1. *EVALUATION DES ZONES DE DÉFORESTATION AU SEIN OU HORS DES ZONAGES PRÉVUES PAR LA CARTE COMMUNALE DE 2003 ET ROLE INDUIT DU PLU*

Le PLU a notamment un rôle complexe de régularisation des constructions et zones déforestées factuellement pour cette vocation d'urbanisation, déforestations pour construction réalisées hors zones à vocation administrative d'urbanisation de la carte communale de 2003.
Afin de déterminer l'impact potentiel de l'ouverture de zones au développement (zone A, AU, U et NL) de la carte communale il est possible d'extraire de la carte d'occupation du sol de 2008 :

- Les territoires agricoles compris ou non dans le zonage A de la carte communale de 2003
- Les territoires artificialisés compris ou non dans le zonage AU, U et NL de la carte communale de 2003.

Le tableau ci-dessous indique les zones déforestées comprises à l'intérieur et à l'extérieur des zones de développement de la carte communale :

	Zone A			Zone U, AU et NL
Surface de territoire agricole en 2008 à l'intérieur de la zone A (ha)	2446		Surface de territoire artificialisé en 2008 à l'intérieur des zones U, AU et NL (ha)	267,5
Surface de territoire agricole en 2008 à l'extérieur de la zone A (ha)	949,1		Surface de territoire artificialisé en 2008 à l'extérieur des zones U, AU et NL (ha)	2849
Surface de territoire agricole en 2001 à l'intérieur de la zone A (ha)	1774		Surface de territoire artificialisé en 2001 à l'intérieur des zones U, AU et NL (ha)	209,3
Surface de territoire agricole en 2001 à l'extérieur de la zone A (ha)	670,3		Surface de territoire artificialisé en 2001 à l'extérieur des zones U, AU et NL (ha)	1650

Tableau 1 : Surface déforestée dans et hors zone de développement

Un rythme de déforestation a été calculé pour chaque zone et la déforestation entre 2003 et 2008 a été estimée. Le tableau ci-dessous indique le rythme de déforestation pour chaque zone :

	Zone A			Zone U, AU et NL
Rythme de déforestation à vocation agricole en zone A (ha/an)	96		Rythme de déforestation à vocation majoritairement urbaine en zone U, AU et NL (ha/an)	8
Rythme de déforestation à vocation agricole hors zone A (ha/an)	40		Rythme de déforestation à vocation majoritairement urbaine hors zone U, AU et NL (ha/an)	171

Tableau 2 : Rythme de déforestation dans et hors zone de développement

Les zones NM n'ont pas été intégrées, en effet la déforestation est majoritairement urbaine. La déforestation relative aux mines est inférieure à 1%.

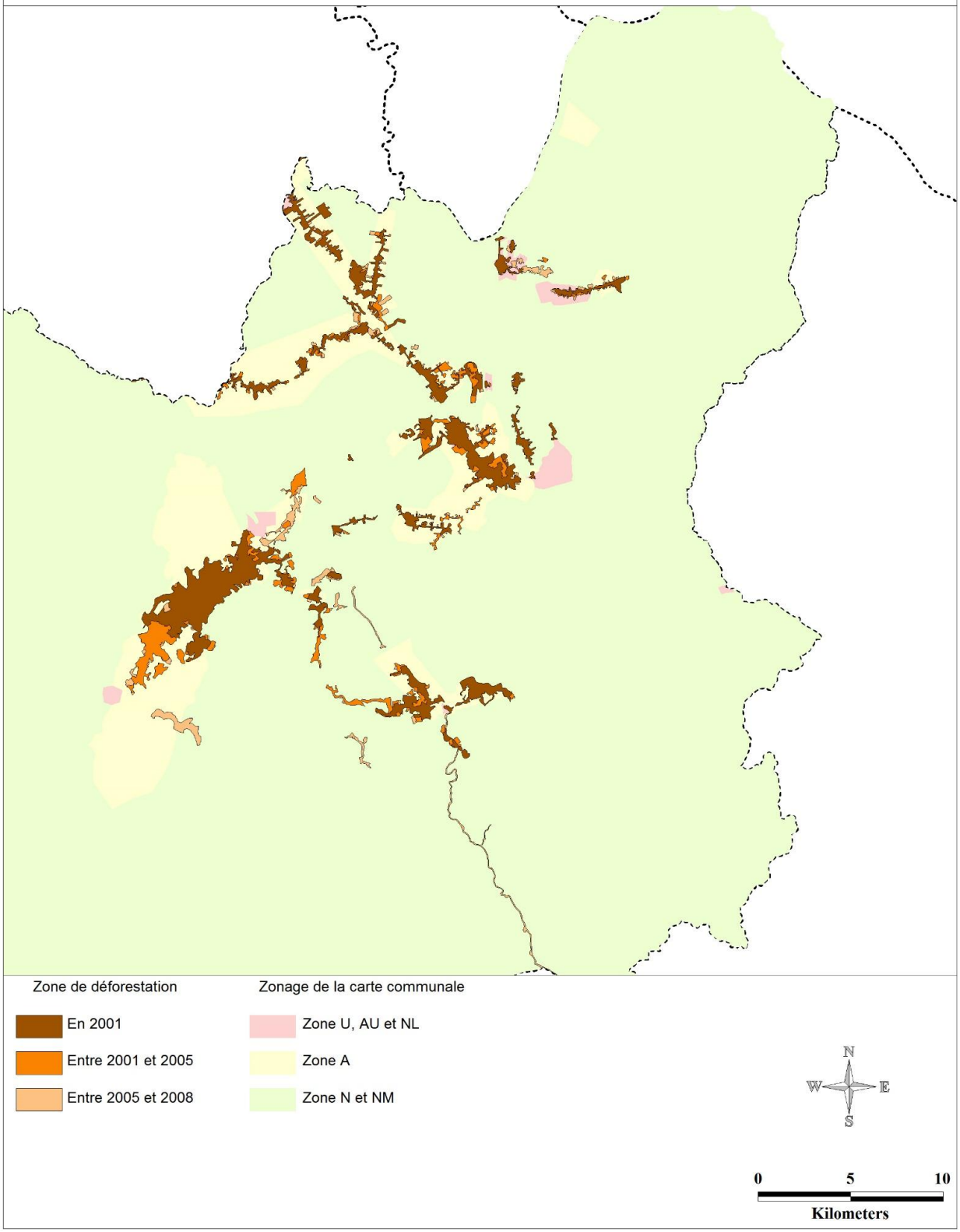
Cet indice permet de connaitre ce qui, parmi les zones ouvertes au développement, est réellement « utilisé ». De plus, il met en avant l'utilisation relativement anarchique des sols dans les zones non prévues par la carte communale. **Un rythme de défriche à vocation de construction plus de 20 fois supérieur hors zone U et AU qu'au sein des zones U et AU aide à prendre conscience de la tâche ardue de prise en compte de la nécessaire régularisation à laquelle a dû faire face la commune au sein de son PLU.**

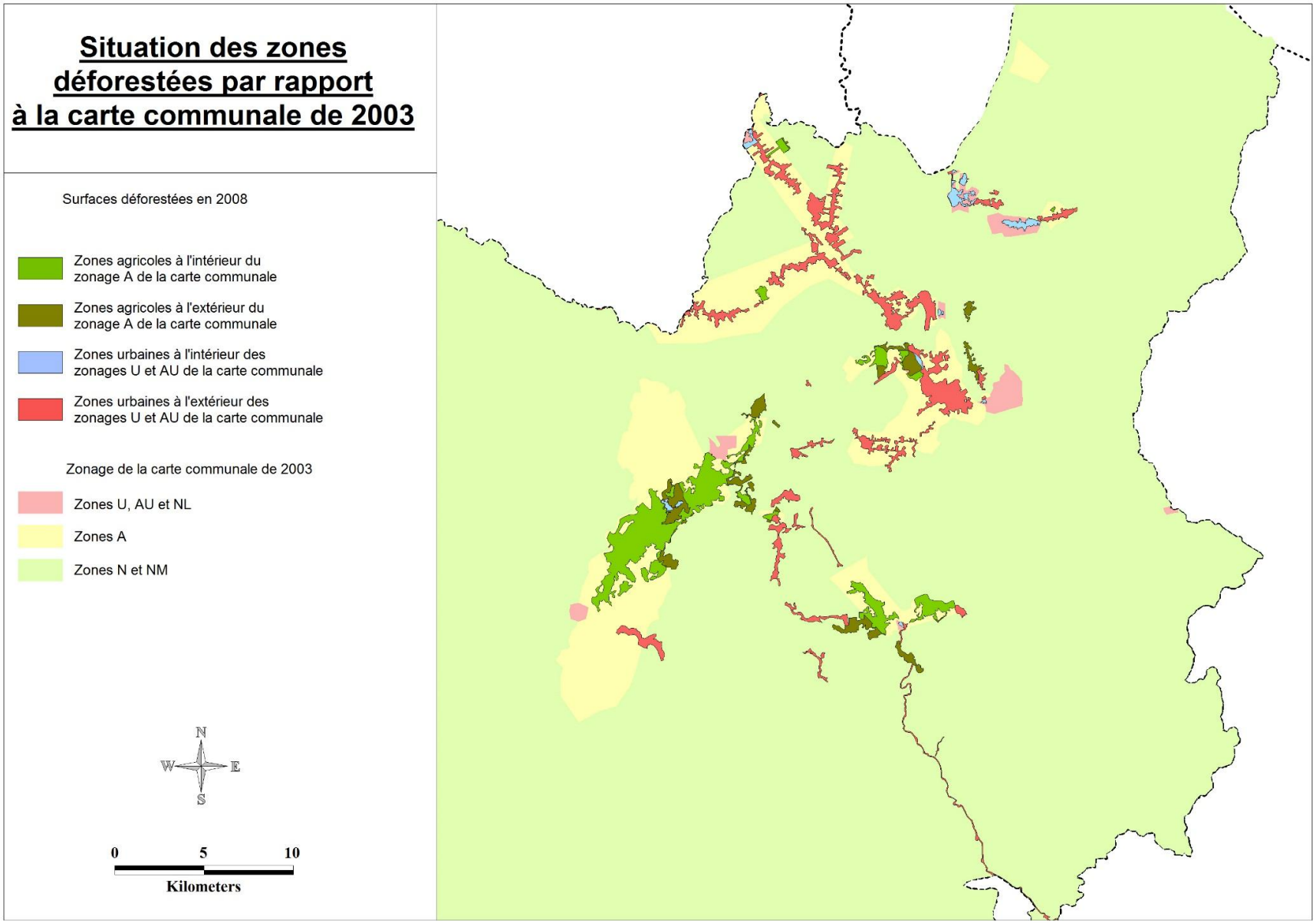
Des 3 116 ha de territoires artificialisés en 2008, 2 849 ha (91%) sont situés à l'extérieur des zonages U, AU et NL de la carte communale de 2003. Ainsi, parmi l'ensemble des territoires artificialisés, seuls 267,5 ha, ont été prévus par la commune, soit 18% des prescriptions de zonage de la carte communale (1494 ha). **82% de la surface prévue pour les zones urbaines n'ont donc pas été « utilisés ».**
895 ha ont été artificialisés entre 2003 et 2008. Parmi ceux-ci, 855 ha (96%) n'ont pas été prescrits par la carte communale. Sur la période 2003 – 2008, seuls 40 ha des territoires artificialisés ont été prescris par la carte communale (soit 3% des zones NL, AU et U de la carte communale).
Des 3395 ha de territoires agricoles en 2008, 949 ha (28%) sont situés à l'extérieur du zonage A de la carte communale de 2003. Ainsi, parmi l'ensemble des territoires agricoles, 2446 ha ont été prévus (soit 14% des zones A de la carte communale, 17 480ha). 86% de la surface dédiée aux zones agricoles et prescrite par la carte communale n'ont donc pas été « utilisés ».
680 ha ont été mis en surface agricole entre 2003 et 2008. Parmi ceux-ci, 200 ha (29 %) se situent hors du zonage prescrit par la carte communale. Sur la période 2003 – 2008, 480 ha ont été prescris par la carte communale (soit 3 % des zones A de la carte communale).

Le PLU a notamment pour objectif de régulariser en partie cette situation complexe avec une gradation de proposition entre A conservé, Nh et AUd et ce en fonction des zones. Le Maire sera aussi partie prenante des futures procédures de Zone Agricole Protégée pour l'évitement de la spéculation urbaine sur les zones agricoles.



Evolution de la déforestation entre 2001 et 2008 par rapport à la carte communale de 2003




Situation des zones déforestées par rapport à la carte communale de 2003
Surfaces déforestées en 2008
Zones agricoles à l'intérieur du zonage A de la carte communale
Zones agricoles à l'extérieur du zonage A de la carte communale
Zones urbaines à l'intérieur des zonages U et AU de la carte communale
Zones urbaines à l'extérieur des zonages U et AU de la carte communale
Zonage de la carte communale de 2003
Zones U, AU et NL
Zones A
Zones N et NM
N
W
E
S
0
5
10
Kilometers

2. IMPACTS BRUTS QUANTITATIFS SUR LES ZONES DE DROIT D'USAGES AVANT ENQUÊTE PUBLIQUE, MESURES DE RÉDUCTIONS ET IMPACTS RÉSIDUELS QUALITATIFS.

Les surfaces ci-dessous correspondent aux surfaces des différentes zones de droit d'usages (ZDU) sur la commune de Roura. Chaque surface correspond donc à la surface de la ZDU comprise à l'intérieur des limites de la commune de Roura.

Nom	Surface de la ZDU [1]sur Roura (ha)	Arrêté
Palikur	191,24	N.325 1D/4B du 3/03/1994
Waliku	298,26	N.845 1D/4B du 22/05/1995
Arawak	14503,54	N.945 1D/4B du 9/06/1995
Palikur de Favard	11857,75	N.946 1D/4B du 9/06/1995
Arawak	16443,34	N.945 1D/4B du 9/06/1995
Total	43294,15	

Tableau 3 : Surface, incluse dans les limites de la commune de Roura, des ZDU

Impacts potentiels

Les surfaces ci-dessous correspondent à la surface totale des ZDU comprises à l'intérieur des zones de développement (zonages A, AU, U et NL) des documents d'urbanisme (Carte communale de 2003 et Plan Local d'Urbanisme (PLU) de 2013avant enquête publique. Ils correspondent donc à des impacts potentiels.

Le ratio représente la surface potentiellement déforestée (hypothèse ultra défavorable) par rapport à la surface de la ZDU concernée, en l'occurrence « Palikur de Favard ».

	Emprise des zonages de la carte communale sur les ZDU				Emprise des zonages du PLU avant EP sur les ZDU			
Zonage des documents d'urbanisme	Zone A[2]	Zone AU	Zone U	Zone NL	Zone A	Zone AU	Zone U	Zone NL
Surface de ZDU dans les zonages des documents d'urbanisme (ha)	0	14,96	0	0	0	0	19,45	18,58
Ratio par rapport à la ZDU concernée (Palikur de Favard, 11857,75 ha) ; %	0	0,13	0	0	0	0	0,16	0,16

Tableau 4 : Surface potentiellement déforestée dans les ZDU de Roura

Les zones Nm n'ont pas été intégrées dans l'analyse car elles ont été toutes transformées en zone N suite à l'enquête publique. Seule une faible surface des ZDU (et de la ZDU « Palikur de Favard ») est potentiellement impactée par l'ouverture de zones de développement.

Impacts réels entre 2001 et 2008

Les surfaces ci-dessous correspondent aux surfaces déforestées (2001, 2005 et 2008), pour l'agriculture ou pour l'urbanisation, au sein des ZDU. Ils correspondent donc notamment à l'impact réel des documents d'urbanisme précédents sur ces espaces.

Le ratio se rapporte à la surface déforestée entre 2001 et 2008 par rapport à la surface de la ZDU concernée, en l'occurrence « Palikur de Favard ».

	Emprise des zones de l'occupation des sols de 2001 sur la ZDU		Emprise des zones de l'occupation des sols de 2005 sur la ZDU		Emprise des zones de l'occupation des sols de 2008 sur la ZDU	
Zonage de l'occupation des sols	T.agr.[3]	T.art.	T.agr.	T.art.	T.agr.	T.art.
Surface de ZDU réellement déforestée (ha)	9,69	2,97	11,27	4,68	11,26	5,08
Ratio par rapport à la ZDU concernée (Palikur de Favard, 11857,75 ha) ; %	0,08	0,03	0,10	0,04	0,09	0,04

Tableau 5 : Surface réellement déforestée entre 2001 et 2008 au niveau des ZDU de Roura

La déforestation se concentre sur la ZDU « Palikur de Favard ». La déforestation à usage urbain augmente (de 2,97 ha en 2001 à 5,08 ha en 2008). Elle se concentre dans la zone AU de la carte communale de 2003. Une zone agricole hors zonage s'est également développée sur cette ZDU.

Le PLU classe le territoire déforesté pour l'agriculture en zone urbaine et le territoire déforesté pour l'urbanisation en zone Nl.

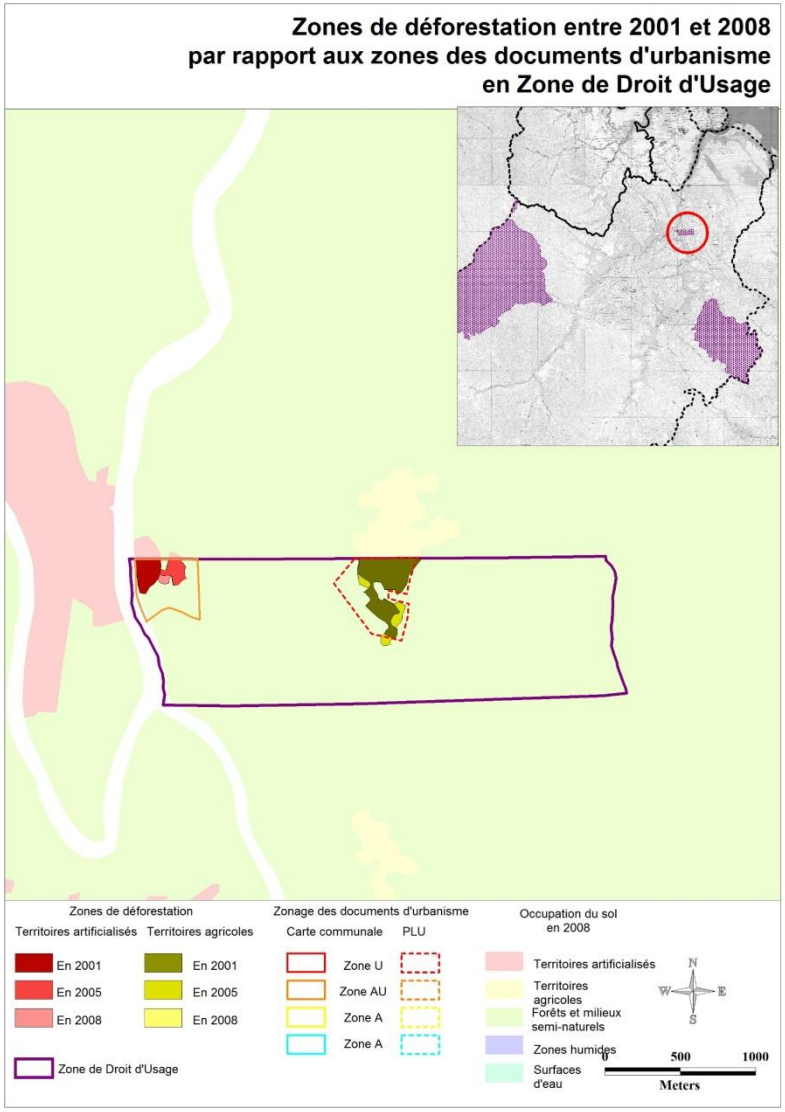
IMPACTS RÉSIDUELS QUALITATIFS SUR LES ZONES DE DROIT D'USAGES APRÈS ENQUÊTE PUBLIQUE

[1] Zone de Droit d'Usages

[2] Zone A : Zone agricole ; Zone AU : Zone à urbaniser ; Zone U : Zone urbaine ; Zone NL : Zone naturelle à vocation de loisirs

[3] T.agr. : Territoires agricoles ; T.art. : Territoires artificialisés

IL n'y a pas eu de changement notable suite à l'enquête publique, les impacts résiduels sont donc du même ordre que les impacts bruts avant l'enquête publique.



Conclusion

Cet indicateur permet de caractériser la déforestation et le risque de déforestation sur les zones de droits d'usage.

La carte communale de 2003 ouvre 14,96 ha au développement sur une ZDU. En 2008, la déforestation réelle sur les ZDU est de 16,34 ha. Cependant, au niveau de la ZDU concernée par l'ouverture au développement, seuls 5,07 ha sont déforestés en 2008.

L'impact potentiel du PLU sur les ZDU est une déforestation potentielle de 19,45 ha. La zone de développement est située sur la même ZDU que la carte communale.

Les zones de développement du PLU au sein des ZDU sont actuellement occupées par des territoires agricoles sur la zone U et par des territoires artificialisés et des milieux naturels sur la zone Nl.

3. IMPACTS BRUTS QUANTITATIFS SUR LES ZNIEFF DE TYPE I AVANT ENQUÊTE PUBLIQUE, MESURES DE RÉDUCTION ET IMPACTS RÉSIDUELS QUALITATIFS APRÈS ENQUÊTE PUBLIQUE.

Ces indicateurs permettent d'évaluer la déforestation réelle et potentielle sur les ZNIEFF I.

Les surfaces ci-dessous correspondent aux surfaces des différentes ZNIEFF de type I sur la commune de Roura. Chaque surface correspond donc à la surface de la ZNIEFF de type I comprise à l'intérieur des limites de la commune de Roura.

Nom	Surface de la ZNIEFF incluse dans les limites de Roura (ha)
Montagne anglaise	241,2
Montagne de Kaw Roura	19739,0
Nouragues	26558,5
Plaine de Kaw	29934,8
Total	76470

Tableau 6 : Surface, incluse dans les limites de la commune de Roura, des ZNIEFF de type I

Impacts potentiels

Les surfaces ci-dessous correspondent aux surfaces totales des ZNIEFF de type I comprises à l'intérieur des zones de développement (zonages A, AU, U et NL) des documents d'urbanisme (carte communale de 2003 et PLU de 2013). Ils correspondent donc à des impacts potentiels en hypothèse très défavorable. Ici, les différentes ZNIEFF de type I n'ont pas été différenciées.

	Emprise de la carte communale sur les ZNIEFF I				Emprise du PLU avant EP sur les ZNIEFF I			
Zonage des documents d'urbanisme	Zone A	Zone AU	Zone U	Zone NL	Zone A	Zone AU	Zone U	Zone NL
Surface de ZNIEFF I en zone de développement (ha)	511,6	380,9	0	397,6	3521	776,7	23,5	3906
Ratio par rapport à la surface totale des ZNIEFF I sur la commune de Roura (76 470 ha)	0,7	0,5	0	0,5	4,6	1,0	0,03	5,1

Tableau 7 : Surface potentiellement déforestée dans les ZNIEFF de type I de Roura

Les zones NM n'ont pas été intégrées car elles ont toutes été transformés en zone N suite à l'enquête publique.

En surface cumulée, il y a une relativement forte ouverture en zone de développement au niveau des ZNIEFF I, les zones de développement passent ainsi de 1 290,1 ha à 8 227,3 ha. Les ratios permettent de relativiser cette perception.

Les données ci-dessous différencient les surfaces potentiellement déforestées, par ZNIEFF de type I.

	Emprise de la CC sur les ZNIEFF I							Emprise du PLU avant EP sur les ZNIEFF I						
Zonage des documents d'urbanisme	A		AU		U		NL	A		AU		U		NL
Nom de la ZNIEFF I	PK[4]	MKR	PK	MKR	PK	MKR	MKR	PK	MKR	PK	MKR	PK	MKR	MKR
Surface potentiellement déforestée (ha)	457	54,1	85,9	295	0	0	398	3458	62,7	138,4	638,3	0	23,3	3906
Ratio par rapport à la ZNIEFF concernée ; %	1,5	0,3	0,3	1,5	0	0	2,0	11,5	0,3	0,5	3,2	0	0,1	19,8

Tableau 8 : Surface potentiellement déforestée par ZNIEFF de type I de Roura

Les zones ouvertes au développement avant l'EP se situent sur les ZNIEFF de type I de la « Plaine de Kaw » et sur les « Montagnes de Kaw Roura ».

La carte communale avait ouvert 543 ha au développement sur la ZNIEFF « Plaine de Kaw », soit 1,82 % de la surface de cette ZNIEFF sur la commune de Roura. Les zones de développement du PLU avant EP sur cette ZNIEFF représentent 3 596,4 ha (soit 12,0 % de la surface de la ZNIEFF sur la commune). **Cette augmentation est principalement liée à l'ouverture au développement agricole de la zone du polder Marianne. Suite à l'enquête publique, le Maire a proposé une mesure de réduction sur la zone Marianne-Torcy en passant les zones A et Nl en zone N. Toutes les zones Nm ont été passés en zone N sur la commune.**

La carte communale avait ouvert 747 ha au développement sur la ZNIEFF « Montagne de Kaw Roura », soit 3,8 % de la surface de cette ZNIEFF sur la commune de Roura. Les zones de développement du PLU avant EP sur cette ZNIEFF représentent 4 630 ha (soit 23,4 % de la surface de la ZNIEFF sur la commune). **Cette augmentation est principalement liée à l'ouverture au développement de d'espaces à vocation de loisirs le long de la route de Kaw dont l'impact est clairement modéré relativement aux autres types de zones de développement. Suite à l'enquête publique, le Maire a proposé une mesure de réduction en**

[4] **PK : Plaine de Kaw ; MKR : Montagne de Kaw Roura**

limitant fortement la possibilité de défrichement au sein du règlement de la zone Nl2. Des mesures de réduction ont été prise en déclassant une partie importante des zonages de Howe Racamont en zone N.

Impacts réels
Les surfaces ci-dessous correspondent aux surfaces déforestées (2001, 2005 et 2008), pour l'agriculture ou pour l'urbanisation, au sein des ZNIEFF I. Ils correspondent donc à l'impact réel.

	Emprise de l'occupation des sols de 2001 sur les ZNIEFF I		Emprise de l'occupation des sols de 2005 sur les ZNIEFF I		Emprise de l'occupation des sols de 2008 sur les ZNIEFF I	
Zonage de l'occupation des sols	T.agr.	T.art.	T.agr.	T.art.	T.agr.	T.art.
Surface de la ZNIEFF I réellement déforestée (ha)	98,2	152,3	104,1	185,0	102,0	237,3
Ratio par rapport à l'ensemble des ZNIEFF I de la commune de Roura (76470 ha) ; %	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,3

Tableau 9 : Surface réellement déforestée entre 2001 et 2008 dans les ZNIEFF de type I de Roura

La déforestation à usage agricole sur les ZNIEFF I reste stable de 2001 à 2008 (légère augmentation), elle passe de 98,2 ha en 2001 à 102 ha en 2008.
La déforestation à usage urbain augmente et passe de 152,3 ha déforestés en 2001 à 237,3 ha déforestés en 2008, soit une augmentation de 85 ha de zone déforestée à usage urbain.

Le rythme de déforestation au sein des ZNIEFF I est ainsi de 12,7 ha/an.
Les données ci-dessous différencient les surfaces réellement déforestées, par ZNIEFF I.

	Emprise de l'occupation des sols de 2001 sur les ZNIEFF I				Emprise de l'occupation des sols de 2005 sur les ZNIEFF I				Emprise de l'occupation des sols de 2008 sur les ZNIEFF I			
Zonage de l'occupation des sols	T.agr.		T.art.		T.agr.		T.art.		T.agr.		T.art.	
Nom de la ZNIEFF I	PK	MKR	PK	MKR	PK	MKR	PK	MKR	PK	MKR	PK	MKR
Surface de la ZNIEFF I réellement déforestée (ha)	0	98,2	91,5	60,8	4,1	99,9	114,7	70,3	4,1	97,9	108,0	129,3
Ratio par rapport à la ZNIEFF concernée, sur la commune de Roura) ; %	0	0,5	0,3	0,3	0,01	0,5	0,4	0,4	0,01	0,5	0,4	0,7

Les territoires agricoles se concentrent principalement sur la ZNIEFF « Montagne de Kaw Roura ». Les territoires artificialisés augmentent principalement au niveau de la ZNIEFF « Montagne de Kaw Roura » ; la déforestation entre 2001 et 2008 à usage urbain située sur cette ZNIEFF est ainsi à 75 %.

IMPACTS RÉSIDUELS QUALITATIFS DU PLU SUR LES ZNIEFF DE TYPE I APRÈS ENQUÊTE PUBLIQUE

Suite à l'enquête publique et pour répondre favorablement aux craintes des ONG et de la DEAL, des mesures fortes de réduction ont été prises par la commune concernant la ZNIEFF de type I « plaine de Kaw » et la ZNIEFF de type I « montagne de Kaw » respectivement en prenant **une mesure de réduction sur la zone Marianne-Torcy en passant les zones A et NL en zone N et une mesure de réduction sur la montagne de Kaw en limitant fortement la possibilité de défrichement au sein du règlement de la zone Nl2.**

Les risques d'impacts résiduels après enquête publique sont donc largement inférieurs aux impacts bruts avant enquête publique. Les risques d'impacts résiduels sont acceptables.

La carte communale a ouvert 892,5 ha au développement (soit 1,2% de la surface totale des ZNIEFF I sur Roura), dont 349,1 ha sur la ZNIEFF Montagne de Kaw-Roura (1,8% de la surface de la ZNIEFF sur la commune) et 543,3 ha sur la ZNIEFF Plaine de Kaw (1,8% de la surface de la ZNIEFF sur la commune). La déforestation réelle est de 340 ha en 2008 (avec une augmentation de 90 ha depuis 2001).

La surface des zones de développement, au niveau des ZNIEFF I, du PLU avant EP est de 4321,3 ha.

La principale zone de développement agricole du PLU au niveau des ZNIEFF I est située sur le polder Marianne (ZNIEFF I « Plaine de Kaw »). L'occupation du sol de 2008 définit cette zone comme une zone humide avec une partie en mangrove.

La zone de développement agricole du PLU située au niveau du Dégrad Eskol est considérée comme un territoire artificialisé et un milieu naturel.

La zone de développement agricole du PLU située au niveau de la piste du dégrad St Antoine est considérée comme un territoire agricole dans l'expertise littorale.

La principale zone de développement de loisirs du PLU au niveau des ZNIEFF I est située autour de la route de Kaw. L'occupation du sol définit ce territoire comme un milieu naturel (Forêt Haute principalement).

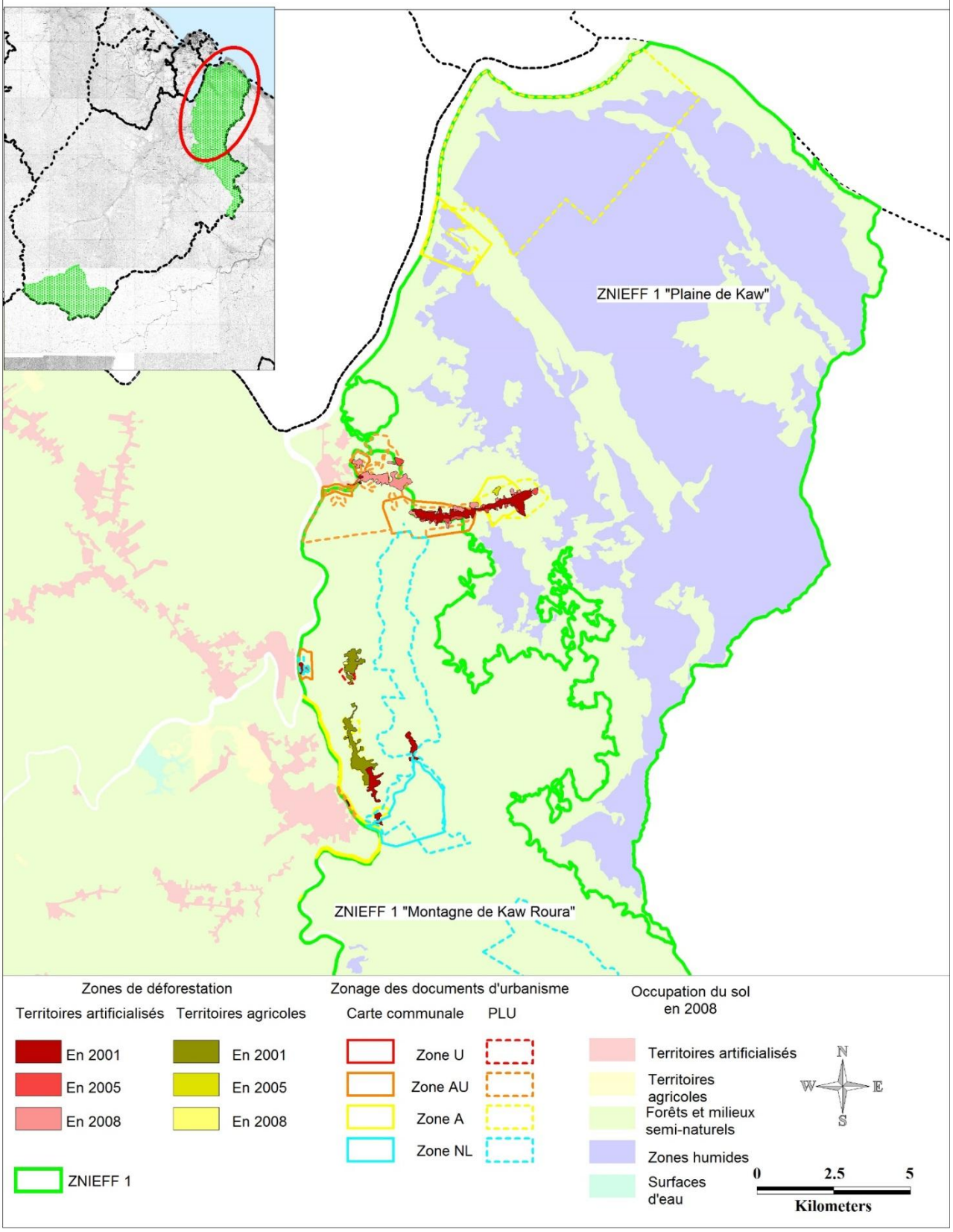
La zone de développement de loisirs du PLU au niveau du dégrad St Antoine est considérée comme un territoire artificialisé dans l'expertise littorale.

La zone de développement urbain (zone U) du PLU située à proximité du dégrad St Antoine est un territoire dit agricole dans l'expertise littorale.

La zone à urbaniser (zone AU) du PLU située au sud du bourg de Roura est un milieu naturel, sauf la partie qui était à urbaniser sur la carte communale.

Grâce aux faibles pourcentages impactés et aux mesures de réduction, les impacts résiduels du PLU sur les ZNIEFF de type I sont acceptables

Zones de déforestation entre 2001 et 2008 par rapport aux zones des documents d'urbanisme en ZNIEFF 1




151

IMPACTS BRUTS QUANTITATIFS SUR LES ZNIEFF DE TYPE II AVANT ENQUÊTE PUBLIQUE, MESURES DE RÉDUCTION ET IMPACTS RÉSIDUELS QUALITATIFS APRÈS ENQUÊTE PUBLIQUE.

Les surfaces ci-dessous correspondent aux surfaces des différentes ZNIEFF II sur la commune de Roura. Chaque surface correspond donc à la surface de la ZNIEFF II comprise à l'intérieur des limites de la commune de Roura.

Nom	Surface de la ZNIEFF incluse dans les limites de Roura (ha)
Montagne Cacao	2944
Montagne Maripa	7365
Total	10310

Tableau 10 : Surface, incluse dans les limites de la commune de Roura, des ZNIEFF de type II

Impacts potentiels

Les surfaces ci-dessous correspondent à la surface totale des ZNIEFF II comprise à l'intérieur des zones de développement (zonages A, AU, U et NL) des documents d'urbanisme (carte communale de 2003 et PLU de 2013 avant EP). Ils correspondent donc à des impacts potentiels. Seule la ZNIEFF II « Montagne de Cacao » est concernée par les zones de développement.

	Emprise de la carte communale sur les ZNIEFF II				Emprise du PLU avant EP sur les ZNIEFF II			
Zonage des documents d'urbanisme	Zone A	Zone AU	Zone U	Zone NL	Zone A	Zone AU	Zone U	Zone NL
Surface de ZNIEFF II en zone de développement (ha)	222,8	1,2	0	0	365,2	0	0	11,4
Pourcentage par rapport à la ZNIEFF concernée (Montagne de Cacao) ; %	7,6	0,04	0	0	12,4	0	0	0,4
Pourcentage par rapport à la surface totale des ZNIEFF II sur la commune de Roura (10 310 ha)	2,2	0,01	0	0	3,5	0	0	0,1

Tableau 11 : Surface potentiellement déforestée dans les ZNIEFF de type II de Roura

Les zones Nm n'ont pas été intégrées car les zone Nm ont été transformées en zone N après l'enquête publique.

Il y a une légère augmentation des zones de développement au niveau des ZNIEFF II (montagne de Cacao) notamment en tant que zones agricoles. Les impacts bruts restent non substantiels et ne méritent pas de mesure de réduction.

Impacts réels

Les surfaces ci-dessous correspondent aux surfaces déforestées (2001, 2005 et 2008), pour l'agriculture ou pour l'urbanisation, au sein des ZNIEFF II. Ils représentent ainsi l'impact réel.

	Emprise de l'occupation du sol de 2001 sur les ZNIEFF II		Emprise de l'occupation du sol de 2005 sur les ZNIEFF II		Emprise de l'occupation du sol de 2008 sur les ZNIEFF II	
Zonage de l'occupation des sols	T.agr.	T.art.	T.agr.	T.art.	T.agr.	T.art.
Surface de ZNIEFF II réellement déforestée (ha)	167,2	35,9	220,0	55,6	280,4	111,3 (dont 59,26 sur la montagne Maripa =route)
Pourcentage par rapport à la ZNIEFF concernée (Montagne de Cacao) ; %	5,7	1,2	7,5	1,9%	9,5	1,8
Pourcentage par rapport à l'ensemble des ZNIEFF II de la commune de Roura (10310 ha) ; %	1,6	0,4	2,1	0,5	2,7	1,1

Tableau 12 : Surface réellement déforestée entre 2001 et 2008 dans les ZNIEFF de type II de Roura

Sur 7 ans la déforestation est de 188,6 ha, soit un rythme de déforestation est de 26,9 ha/an. Elle est principalement à vocation agricole.
Une partie de la déforestation à usage urbain (RN 2) est situé au bord de la ZNIEFF II de la montagne Maripa (possible erreur de géolocalisation). L'urbanisation sur la montagne de Cacao est ainsi relativement stable (faible augmentation, notamment entre 2001 et 2005).

Conclusion

Cet indicateur permet de connaitre la déforestation réelle et potentielle sur les ZNIEFF II.

La carte communale a ouvert 224 ha au développement (soit 2,2% de la surface totale des ZNIEFF II sur Roura), entièrement répartis sur la montagne de Cacao. La déforestation réelle est de 390 ha en 2008 (avec une augmentation de 187 ha depuis 2001).

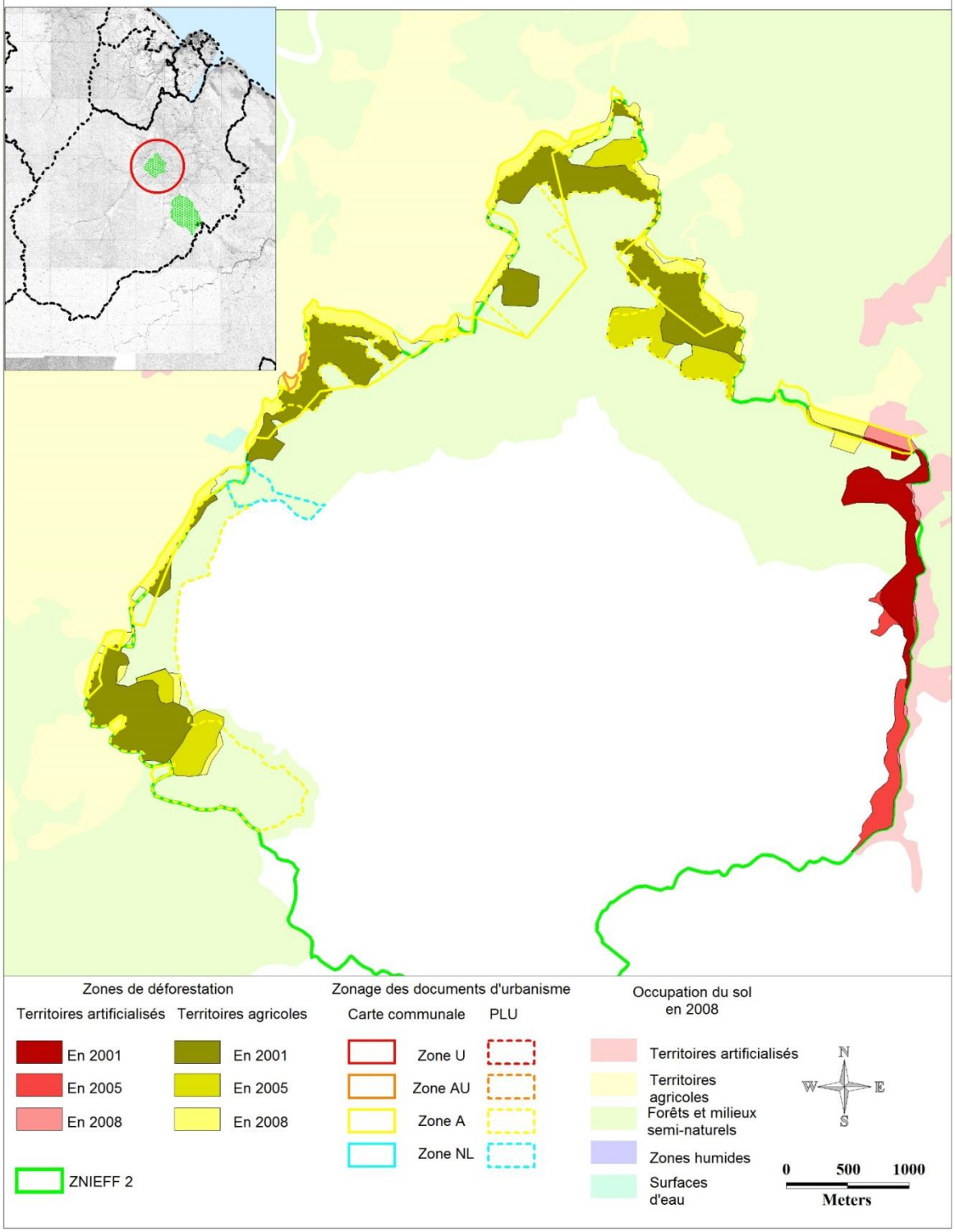
La surface des zones de développement, au niveau des ZNIEFF II, du PLU avant EP est de 4 321,3 ha.

Les zones de développement agricole du PLU situées sur la ZNIEFF II "Montagne de Cacao" sont des zones agricoles ou des milieux naturels situées à proximité de zones agricoles.

La zone de développement de loisirs du PLU est située sur un milieu naturel. Elle correspond au début du sentier Molokoï.

Il n'y a que très peu de changement avant et après enquête publique, les impacts résiduels sont donc analogues aux impacts bruts et sont acceptables.

Zones de déforestation entre 2001 et 2008 par rapport aux zones des documents d'urbanisme en ZNIEFF 2



5. IMPACTS SUR LES ZNIEFF DE NOUVELLE GÉNÉRATION.

Le porté à connaissance de la DEAL ayant été très partiel et la modernisation étant inachevée, seuls quelques informations ont pu être prises en compte.
Sur la commune de Roura plusieurs ZNIEFF (1 et 2) vont être créées et certains zonages vont être modifiés (passage de ZNIEFF I à ZNIEFF II notamment).
Quatre ZNIEFF sont potentiellement impactées par les zones de développement du PLU.
Les ZNIEFF de type I concernées sont :

- La partie sud du bourg de Roura de l'ancienne ZNIEFF I Montagne de Kaw-Roura (que nous nommerons ZNIEFF de la Montagne Kaw Roura). De plus, au niveau de la route de Kaw, des zones NL sont prévues.

- La future ZNIEFF proche du dégrad Edmond et de Cacao (que nous nommerons ZNIEFF I Cacao-Edmond ou savanes de Nancibo)

Les ZNIEFF de type II concernées sont :

- La partie longeant l'Oyak au niveau de l'ancienne ZNIEFF Montagne de Kaw-Roura (que nous nommerons ZNIEFF II Oyak)

- Une partie de l'ancienne ZNIEFF Plaine de Kaw (que nous nommerons ZNIEFF II Plaine de Kaw)

La future ZNIEFF I Montagne de Kaw Roura suit les contours de l'habitat « Forêt Haute ».

La zone de la ZNIEFF I Montagne de Kaw Roura potentiellement impactée par le PLU a été ouverte à l'urbanisation (zone AU) sur la partie située au Sud du bourg. Seule la partie Est était en zone AU dans la carte communale de 2003 (et est déjà en partie déforestée). **Des mesures de réduction ont été prise en déclassant une partie importante des zonages de Howe Racamont en zone N.**

Les zones Nl auront potentiellement un impact sur des Forêts Hautes (majorité) et sur des Forêts Basses autour de la route de Kaw. **Des mesures de réduction ont été prises par l'ajustement du règlement de la zone Nl2 en limitant les possibilités de défrichement.**

La zone de la ZNIEFF I Cacao-Edmond (nommée savanes de Nancibo par les ONG) potentiellement impactée par le PLU est une ancienne zone de développement de la carte communale (zone A). **Cesa savanes ne seront pas ouverts au développement par la mairie et ont déjà été passée en N dans le plus avant EP.**
Les habitats touchés sont les Forêts de la Plaine Côtière Ancienne et les Savanes Inondables ou Inondées.

La zone de la ZNIEFF II Oyak potentiellement impactée par le PLU a été ouverte au développement (zone AU). Seul l'habitat « Forêt Inondée ou Marécageuse» est potentiellement impacté par le PLU.

Compte tenu des mesures de réduction, les impacts résiduels sont acceptables.

Le tableau ci-dessous indique les surfaces des zones de développement comprises à l'intérieur des ZNIEFF I de nouvelle génération ainsi que le pourcentage par rapport à la surface de la ZNIEFF I concernée.

	Emprise du PLU sur la ZNIEFF I Montagne de Kaw Roura		Emprise du PLU sur la ZNIEFF I Cacao-Edmond
Surface totale de la ZNIEFF I (ha)	34650		896,4
Zonage du PLU	Zone AU	Zone NL	Zone A
Surface potentiellement déforestée (ha)	567,7	3931,3	537,1
Pourcentage par rapport à la ZNIEFF I concernée (%)	1,6	11,3	60

Tableau 13 : Impacts potentiels du PLU sur les ZNIEFF I de nouvelle génération

Les zones Nm n'ont pas été intégrées car elles ont toutes été transformés en zone N suite à l'enquête publique.

Les surfaces ci-dessus ont été obtenues après géolocalisation d'une série d'images partielles et de faible qualité fourni par la DEAL et représentant une partie des ZNIEFF de nouvelle génération sur la commune de Roura.

6. EVALUATION DE L'IMPACT SUR LES HABITATS

DÉFORESTATION RÉELLE ENTRE 2001 ET 2008

Évolution en territoire agricole

Ces données correspondent à la déforestation des habitats pour un usage agricole. Le ratio correspond à la surface de l'habitat déforesté pour un usage agricole par rapport à la surface totale de l'habitat sur la commune.
Entre 2001 et 2008, l'évolution de l'occupation du sol en territoire agricole est de 1042 ha.

	Déforestation par évolution des territoires agricoles											
Habitat	FVAM[5]	FDTF	FH	FB	FPCA	FIMD	FIM	Mangrove	SII	Savane sèche	FCS	MIMB
Surface déforestée (ha)	297,7	7,6	439,8	0	250,1	2,8	9,7	0	0	0	0	0
Ratio de déforestation de l'habitat (%)	22,1	4,1	0,7	0	1,3	2,3	0,1	0	0	0	0	0

Tableau 14 : Surface d'habitat déforestée entre 2001 et 2008 par évolution en territoire agricole

Le pourcentage de déforestation de l'habitat est le ratio entre l'habitat déforesté par la déforestation agricole et la surface totale de l'habitat.
En surface, les habitats ayant subit principalement la déforestation agricole sont bien sûr les espaces qui en découlent et qui sont alors visibles soit les « Espaces Végétal en Mutation » mais aussi ceux préalables soit les Forêts Hautes et les Forêts Dense de la Plaine Côtière.

En ramenant cette surface à celle de l'habitat sur la commune, un « indice de pression » de l'habitat est obtenu. **Ainsi, si les « espaces végétal en mutation » sont exclus de l'analyse, les habitats les plus exposés à la déforestation à vocation agricole semblent être les Forêts Dégradées de Terre Ferme.**

Évolution en territoires artificialisés

Ces données correspondent à la déforestation des habitats pour un usage majoritairement urbain. Le ratio correspond à la surface de l'habitat déforestée pour un usage plutôt urbain par rapport à la surface totale de l'habitat sur la commune.

Entre 2001 et 2008, l'évolution de l'occupation du sol en territoire artificialisé est de 1319 ha.

	Déforestation par évolution des territoires artificialisés											
Habitat	FVAM[6]	FDTF	FH	FB	FPCA	FIMD	FIM	Mangrove	SII	Savane sèche	FCS	MIMB
Surface déforestée (ha)	95,0	62,1	564,2	0	432,2	1,9	66,9	0	0	0	0	0
Ratio de déforestation de l'habitat (%)	7,0	33,3	0,9	0	2,2	1,6	0,5	0	0	0	0	0

Tableau 15 : Surface d'habitat déforestée entre 2001 et 2008 par évolution en territoire artificialisé

Le pourcentage de déforestation de l'habitat est le ratio entre l'habitat déforesté par la déforestation plutôt urbaine et la surface totale de l'habitat.

En surface, les habitats subissant principalement la déforestation urbaine sont les Forêts Hautes et les Forêts Denses de la Plaine Côtière.

En ramenant cette surface à celle de l'habitat sur la commune, un « indice de pression » de l'habitat est obtenu. Ainsi, **les habitats les plus exposés à la déforestation à vocation urbaine sont les Forêts Dégradées de Terre Ferme.**

[5] FVAM : Forêt et Végétation Arbustive en Mutation ; FDTF : Forêt Dégradée de Terre Ferme ; FH : Forêt Haute ; FB : Forêt Basse ; FPCA : Forêt de la Plaine Côtière Ancienne ; FIMD : Forêt Inondée ou Marécageuse Dégradée ; FIM : Forêt Inondée ou Marécageuse ; SII : Savane Inondable ou Inondée ; FCS : Forêt sur Cordon Sableux ; MIMB : Marais Intérieurs et Marécages Boisés

[6] FVAM : Forêt et Végétation Arbustive en Mutation ; FDTF : Forêt Dégradée de Terre Ferme ; FH : Forêt Haute ; FB : Forêt Basse ; FPCA : Forêt de la Plaine Côtière Ancienne ; FIMD : Forêt Inondée ou Marécageuse Dégradée ; FIM : Forêt Inondée ou Marécageuse ; SII : Savane Inondable ou Inondée ; FCS : Forêt sur Cordon Sableux ; MIMB : Marais Intérieurs et Marécages Boisés

DÉFORESTATION POTENTIELLE PAR ÉVOLUTION DU ZONAGE

Entre le PLU avant EP et la carte communale ; des zones de développement ont été ouvertes, entrainant un impact potentiel sur certains habitats.
Les données du tableau ci-dessous correspondent aux taux de déforestation maximisé potentiel (hypothèse ultra défavorable impossible d'une déforestation totale de la zone de développement) des différents habitats, par l'ouverture de zone de développement. Ces taux ont été évalués pour chaque zone de développement.

	Habitats potentiellement sensibles, patrimoniaux											
	FB[7]	FIM	Mangrove	SII	Savane sèche	FCS	FH	FPCA	FDTF	FVAM	FIMD	MIMB
Surface en 2008 (ha)	309,1	12370	2001	1034	213,4	961,0	61900	19040	328,8	1053	116,6	15770
Zones A ouvertes (%[8])	0	1,6	**44,0**	0,3	0	0	2,2	1,6	3,8	7,7	45,0	13,4
Zones U ouvertes (%)	0	0,04	0	0	0	0	0	0,1	1,0	0	0	0
Zones AU ouvertes (%)	0	1,9	0	1,1	0	0	1,3	7,4	35,3	6,3	29,5	0
Zones de développement ouvertes (%, sans NL)	0	3,5	**44,0**	1,4	0	0	3,5	9,1	40,1	14,0	74,5	13,4
Zones NL ouvertes (%)	**41,6**	0,7	0	0	0	0	5,7	0,2	2,0	2,8	0	0
Zones de développement ouvertes totales (%)	**41,6**	4,2	**44,0**	1,4	0	0	9,2	9,3	42,1	16,8	74,5	13,4

Tableau 16 : Surfaces potentiellement déforestées par habitat et par zones de développement

Ce tableaux permet d'indiquer les habitats qui, inclus dans les zones ouvertes au développement, peuvent subir les principales pressions. Il indique ainsi les habitats sur lesquelles des mesures de réduction peuvent être prises.

La Forêt sur Cordon Sableux est un habitat qui n'est différencié dans l'expertise littoral que depuis 2008. Sur la commune, cet habitat n'est apparemment présent que sur une seule zone à proximité du Polder Marianne. Cette zone n'a pas connu de modification entre 2001 et 2008. Il est donc possible de considérer que cet habitat n'a pas été déforesté durant cette période. Dans la version PLU avant enquête publique, les Forêts sur Cordon Sableux subissaient un impact potentiel au niveau de la zone Nm du Polder Marianne. Environ 51% de cet habitat sur la commune y aurait été potentiellement impactés par le PLU avant enquête publique. Les zones Nm n'ont in fine pas été intégrées dans le tableau car elles ont toutes été transformées en zone N après l'enquête publique d'où finalement le 0 concernant les zones de développement ouvertes sur les forêts sur cordon sableux au sud du polder Marianne.

Parmi les habitats potentiellement patrimoniaux, les habitats sur lesquelles des mesures ont dues être prises sont les Mangroves (au niveau de la zone A du Polder Marianne) et les Forêts Basses (au niveau de la zone NL de la Montagne de Kaw-Roura). Ainsi, la totalité de la zone A et donc la totalité de l'habitat de mangrove du polder Marianne-Torcy a été passé en zone N. D'autres part, la possibilité de déforestation ont été fortement limité en zone NL2 suite à l'enquête publique et ce en modifiant le règlement suite aux demandes des ONG.

[7] FVAM : Forêt et Végétation Arbustive en Mutation ; FDTF : Forêt Dégradée de Terre Ferme ; FH : Forêt Haute ; FB : Forêt Basse ; FPCA : Forêt de la Plaine Côtière Ancienne ; FIMD : Forêt Inondée ou Marécageuse Dégradée ; FIM : Forêt Inondée ou Marécageuse ; SII : Savane Inondable ou Inondée ; FCS : Forêt sur Cordon Sableux ; MIMB : Marais Intérieurs et Marécages Boisés

[8] Par le PLU, en pourcentage d'habitat concerné et ce par rapport à la surface initial en 2008

	Incidence probable résiduelle très positive pour la dimension concernée	-2
	Incidence probable résiduelle modérément positive pour la dimension concernée	-1
	Sans incidence notoire ou sans lien avec la dimension concernée	0
	Incidence probable résiduelle modérément négative mais acceptable compte tenu de l'effort de réduction et de compensation des impacts	1

Analyse des incidences résiduelles des orientations du PADD sur les dimensions environnementales	Le patrimoine naturel	Le patrimoine paysager	Les risques naturels	Le patrimoine culturel et architectural	L'agriculture	Le tourisme	L'exploitation des ressources naturelles	La consommation d'espace	Les déplacements et accessibilité du territoire	La maîtrise des pollutions et la qualité des milieux	La santé humaine	Commentaires et compléments d'analyse
ORIENTATION GENERALE 1 : ASSURER UN DEVELOPPEMENT URBAIN COHERENT ET MAITRISE												
Objectif 1.1 Mettre en œuvre une politique permettant de développer une offre de logements de qualité adaptée à la diversité des besoins												Les impacts sur le patrimoine naturel ainsi que sur la consommation de l'espace peuvent être limitées par la densification urbaine, la réhabilitation de l'ancien et l'ouverture de nouvelles zones d'urbanisation en continuité de l'existant telles que prévues par les orientations du PLU. Par ailleurs, les orientations définies dans le PADD concernant le maintien de corridors au sein des espaces artificialisés ainsi que de poumons verts tend à maîtriser la consommation d'espace. Les impacts négatifs de l'urbanisation sur les milieux peuvent également être maîtrisés par le renforcement et l'extension de réseaux urbains (assainissement notamment), ainsi que par l'ouverture de zones à la seule condition que ces réseaux soient présents (ou qu'un suivi sérieux de l'ANC soit réalisé), tels que préconisés par les orientations du PADD.
Objectif 1.2 Définir un projet de développement urbain basé sur une armature urbaine plus affirmée et un rééquilibrage du territoire												L'extension et le renforcement prévus des réseaux d'assainissement des eaux usées ainsi que la protection des captages d'eaux potables tels que définis par la première orientation tendent à maîtriser les impacts environnementaux des polarités urbaines.

ORIENTATION GENERALE 2 : GARANTIR LE DEVELOPPEMENT HARMONIEUX ET DURABLE DE LA COMMUNE EN MATIERE D'ACTIVITES ECONOMIQUES												
Objectif 2.1 Renforcer et maintenir le tissu économique existant												Les orientations définies dans le PADD tendent à maîtriser la consommation d'espace et l'altération du patrimoine naturel, notamment en prévoyant la préservation des zones sensibles telles que les monts ou les zones basses inondables. Les orientations intègrent le souci de qualité urbaine et environnementale. De plus, le renforcement de l'offre commerciale en centre ville peut impacter le patrimoine architectural, mais il permet également de limiter le développement de zones commerciales en dehors des centres urbains.
Objectif 2.2 Faire de Roura une ville leader en matière de tourisme												Le développement de la filière tourisme telle que souhaitée par la commune va reposer sur des principes d'éco-tourisme respectueux de l'environnement et donc potentiellement moins impactant pour les patrimoine naturel et paysager. Les orientations choisies tendent à limiter l'impact des déplacements par la valorisation de modes de déplacements collectifs et alternatifs.
Objectif 2.3 Favoriser le maintien et le développement de l'activité agricole												Il n'y a aucune orientation permettant de limiter les impacts de l'agriculture sur les milieux mais il est à remarquer que cela n'est pas la vocation première d'un PLU
Objectif 2.4 Valoriser les ressources naturelles disponibles de manière raisonnée												La réduction des surfaces dédiées aux activités minières fortement impactantes tendent à maîtriser les impacts de cette filière sur les patrimoines naturel et paysager ainsi que sur la santé humaine. D'autre part, les orientations définies par le PADD intègrent la prise en compte de l'environnement dans les pratiques d'exploitation des carrières et des mines.

ORIENTATION GENERALE 3 : MIEUX PRENDRE EN COMPTE L'ENVIRONNEMENT DANS LE DEVELOPPEMENT URBAIN												
Objectif 3.1 Valoriser la présence de la nature dans la ville et conforter les espaces naturels de Roura comme éléments structurants du territoire communal												
Objectif 3.2 Limiter les nuisances et les pollutions												

ORIENTATION GENERALE 4 : AMELIORER LES DEPLACEMENTS												
Objectif 4.1 Hiérarchiser le réseau viaire												Les orientations choisies concernant le développement de l'offre en transports en commun et des déplacements doux tendent à maîtriser les incidences négatives de l'utilisation quasi exclusive de l'automobile. La combinaison de plusieurs modes de déplacements vise à maîtriser les impacts de ces derniers sur les patrimoines naturel et paysager.
Objectif 4.2 Proposer des alternatives fiables et qualitatives à l'automobile												
Objectif 4.3 Mettre en place une politique de stationnement cohérente												La création et l'entretien d'un réseau "vert", le maintien de poumons verts au sein de l'espace urbain ainsi que la préservation d'espaces sensibles peuvent contribuer à maîtriser la consommation d'espace.
Incidences cumulées												

PARTIE 3 : INDICATEURS DE SUIVIS DES INCIDENCES RÉSIDUELLES DU PLU

Après l'approbation du document d'urbanisme, pour déjà aller dans le sens de la loi Grenelle II, la commune met en place un dispositif de suivi et d'évaluation des effets de la mise en œuvre du PLU. Pour ce faire, une série d'indicateurs ont été définis et visent à construire ainsi qu'à offrir aux acteurs une vision objective de l'état environnemental du territoire et de son évolution dans le temps. Ces indicateurs doivent refléter au mieux l'évolution des enjeux environnementaux et l'impact des orientations et dispositions du PLU. Ils peuvent être décomposés en classes :

- Les **indicateurs de résultats** qui traduisent des évolutions qui ne sont pas du seul fait du document d'urbanisme
- Les **indicateurs de mise en œuvre** qui traduisent concrètement de la mise en œuvre des orientations et des mesures du PLU dans la réalité.

Les indicateurs sont renseignés à partir :

- De sources institutionnelles diverses
- Des informations collectées auprès des collectivités locales

La démarche évaluative requiert une collaboration avec des organismes fournisseurs de données pour leur renseignement et leur interprétation. Ceci nécessite de préciser le mode de gouvernance et la répartition des responsabilités entre les acteurs de l'évaluation, de manière à garantir le caractère réellement partagé du processus de suivi et d'évaluation et les besoins en expertise externe, ainsi qu'à assurer le caractère indépendant de l'évaluation.
Les indicateurs retenus pour assurer le suivi de la mise en œuvre du PLU sont présentés dans le tableau ci-dessous.

	Indicateurs	Outils de suivi	Sources organisme	Périodicité de suivi	Pertinence
Le patrimoine naturel					
	Répartition et évolution des milieux naturels et décomposition par type	Suivi par photo aérienne	ONF, autres	Chaque nouvelle carte d'occupation des sols	Suivi de l'évolution des habitats patrimoniaux
	Part des milieux naturels protégés et/ou concernés par des inventaires	% par rapport à la superficie communale	DEAL	5 ans	Le PLU a pour vocation de protéger les espaces à forte valeur patrimoniale
	Création de coupures vertes, trames paysagères et ripisylves	Avancée des classements EBC	Commune	Chaque révision du PLU	Suivi de la mise en œuvre de l'orientation 3.1 du PADD
Le patrimoine paysager					
	Suivi de l'évolution des paysages par des prises de vue périodiques en différents points du territoire	Suivi photographiques	Atlas des paysages ou BE privé	5 ans	Maintenir la qualité paysagère
Les risques naturels et technologiques					
	Part des zones de développement légal (A, AU, U et NL) exposées aux risques inondation (aux différents degrés d'aléa), technologiques, etc.	Identification des zones vulnérables (croisement aléas x enjeux sur de nouvelles zones)	Études risques technologiques, mouvement de terrain, études hydrauliques et études des enjeux (DEAL, Commune)	Chaque révision	
	Part des zones de développement anarchique (exposées aux risques) dont surfaces agricoles et surfaces urbanisées		Occupation des sols (ONF) + PPR	Chaque révision	
	Populations exposées aux risques	Nombre d'habitants et d'emplois dans les périmètres dits « à risque » et PPR Nombre de permis de construire délivrés	Commune	5 ans	
L'agriculture					
	Nombre d'exploitations agricoles et nombre d'UTA		Recensement agricole (DAAF)	2 ans	Suivi de la mise en œuvre de l'orientation 2.3 du PADD
	Protections strictes des espaces agricoles	Surfaces délimitées en zones agricoles protégées	ASP, DAAF, Préfecture	Chaque révision	



La consommation d'espace					
Équilibre du territoire					
	Répartition et évolution des différentes occupations du sol, en pourcentage selon le type	% par rapport à la superficie communale	Occupation des sols (ONF)	Chaque nouvelle carte d'occupation des sols	Maintien dans la durée des équilibres en les diverses fonctions de l'espace, en particulier maîtrise de l'urbanisation
	Évolution de la surface agricole utile (SAU)	En ha	AGRESTE	2 ans	Maintien de l'activité agricole au sein du territoire communal et du caractère rural de l'économie agricole. Suivi de l'orientation 2.3
	Évolution de la surface globale d'espaces agricoles	1) % d'espaces agricoles légaux par rapport à la superficie communale 2) % d'espaces agricoles illégaux par rapport à la superficie communale	Carte d'occupation des sols (ONF) et PLU (commune)	Chaque nouvelle carte d'occupation des sols	Maintien de l'activité agricole au sein du territoire communal et du caractère rural de l'économie agricole. Suivi de l'orientation 2.3 Cela permet également d'évaluer l'occupation illégale des parcelles agricoles ainsi que la spéculation foncière qui a cours sur ces espaces.
	Taux d'urbanisation dans les milieux naturels et décomposition par type de milieux	% par rapport à la superficie communale	Carte d'occupation des sols (ONF)	Chaque nouvelle carte d'occupation des sols	
	Mutation du foncier agricole	Superficies agricoles artificialisées par type d'usage (habitats, activités économiques, infrastructures)	EPAG ?, Chambre agriculture, commune	Chaque nouvelle carte d'occupation des sols	Préservation du foncier agricole. Suivi de l'orientation 2.3
	Surface de parcs, jardins et espaces naturels publics au sein de la ville	% par rapport à la superficie de la zone artificialisée (par pôle urbain et hameau périurbain)	Commune	5 ans	Suivi de l'orientation 3.1
	Surface de parcs, jardins et espaces naturels publics par habitant	En ha/hab.	Commune	5 ans	Suivi de l'orientation 3.1
Consommation d'espace					

	Évolution des superficies artificialisées et décomposition par type (destination de logement, d'activités économiques, d'équipements publics ou équipement touristique)	% par rapport à la superficie communale	Carte d'occupation des sols (ONF) Commune	Chaque nouvelle carte d'occupation des sols	Suivi de l'évolution foncière urbaine et évaluation de la mise en œuvre des mesures de la première et de la deuxième orientation du PADD
	Évolution des surfaces déforestées et décomposition par habitat	Suivi par photos satellites. Évaluation du % par rapport à la superficie communale	Carte d'occupation des sols (ONF)	Chaque nouvelle carte d'occupation des sols	Suivi de la déforestation à l'échelle communale, détermination des habitats les plus atteints et des causes (construction à vocation d'habitat, occupation agricole illégale)
	Évolution des surfaces minières (légales et illégales)	Suivi par photos satellites. Évaluation du % par rapport à la superficie communale	Carte d'occupation des sols (ONF)	Chaque nouvelle carte d'occupation des sols	Conformité avec le SDOM et suivi de l'orientation 2.4
Urbanisation					
	Effort de densification urbaine	1) densité moyenne du territoire en logements par ha 2) densité moyenne des opérations urbaines : nombre de logements prévus dans l'opération/surface propre de l'opération	Commune/INSEE	3 ans	Éviter l'étalement urbain et réduire la consommation foncière. Suivi de la première orientation du PADD.
	Renouvellement urbain	Part de la consommation foncière dans le tissu urbanisé U	Commune	3 ans	Éviter l'étalement urbain et réduire la consommation foncière. Suivi de la première orientation du PADD.
	Structurer et conforter les bassins de vie	Part des logements construits dans les pôles U	Commune	3 ans	Éviter le mitage du territoire. Suivi de la première orientation du PADD.

Les déplacements et l'accessibilité du territoire					
	Liaisons cyclables et cheminements doux	Évolutions des itinéraires cyclables et piétons en nombre de km	Commune	Chaque révision	Suivi de l'orientation 4.1 du PADD.
	Déplacements domicile/travail	1) Temps de trajet 2) Évolution de la distance moyenne domicile/travail	INSEE, Communauté de commune (?)	Chaque révision	Suivi des orientations 1,2 et 4 du PADD.
La maîtrise des pollutions et la qualité des milieux					
	Qualité bactériologique de l'eau distribuée		SGDE, Office de l'eau	1 an	
	Suivi de la qualité sur les points de mesure pour les pesticides et autres polluants agricoles		DEAL, Office de l'eau	2 ans	
	Part de raccordement aux stations d'épuration		Commune	5 ans	Capacités à développe l'habitat raccordé ou anticipation d'extension des capacités
	Niveau de conformité des équipements collectifs et individuels		BD ERU	Chaque révision du PLU	Réduire les pollutions et être en capacité de se développer dans de bonnes conditions environnementales
	Volume de déchets ménagers produits	En kg/habitant/an	Communauté de communes	1 an	Réduire les volumes de déchets par an

ANNEXE 3 - ÉTUDE HYDRAULIQUE RÉALISÉE PAR LE BUREAU D'ÉTUDES SCE EN 2010



DEPARTEMENT DE LA GUYANE

COMMUNE DE ROURA

ETUDE HYDRAULIQUE

RAPPORT PROVISOIRE

PHASE 2

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION : RAPPEL DU CONTEXTE ET OBJECTIF DE L'ETUDE 4

II. PRECONISATIONS 5

II.1. Hypothèses communes 5

II.2. Recalibrage du réseau hydrographique 5

A. Synthèse du diagnostic hydraulique 5

B. Recalibrage de la crique Pain 5

C. Recalibrage du fossé de la RD6 6

II.3. Aménagements sur les projets identifiés au préalable 7

A. Synthèse des projets 7

B. Projets 1 à 3 : aménagement de la zone ouest 7

C. Projets 4 à 6 : aménagement de la plaine centrale 11

D. Projet 7 : aménagement de la marina 17

E. Projet 8 : création d'une voie de bouclage 19

F. Projet 9 : aménagement du morne Axionnaz 23

G. Synthèse des scénarii retenus 25

H. Interconnexions entre les projets 26

III. CONCLUSION 28



TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Synthèse des projets sur Roura 7
Figure 2 : Tableau multicritère d'aide à la décision pour l'aménagement de la zone ouest 10
Figure 3 : Cote de calage des remblais en zone de plaine centrale 12
Figure 4 : Tableau multicritère d'aide à la décision pour l'aménagement de la plaine centrale 15
Figure 5 : Proposition de mesure compensatoire dans le cadre de l'aménagement de la plaine centrale 16
Figure 6 : Esquisse du projet de marina 17
Figure 7 : Tableau multicritère d'aide à la décision pour l'aménagement de la marina 18
Figure 8 : Plan de situation de la voie de bouclage 19
Figure 9 : Tableau multicritère d'aide à la décision pour la création d'une voie de bouclage 21
Figure 10 : Projet de la SEMSAMAR dans sa partie basse 23
Figure 11 : Tableau multicritère d'aide à la décision pour l'aménagement du Morne Axionnaz 24
Figure 12 : Combinaisons de scénarii finaux 26
Figure 13 : Tableau multicritère d'aide à la décision final 27

Plan 1 : Aménagement de la zone ouest – impact des scénarii 1 à 4
Plan 2 : Aménagement de la plaine centrale – impact du scénario 2
Plan 3 : Aménagement de la plaine centrale – impact des scénarii 3 et 6
Plan 4 : Aménagement de la plaine centrale – implantation des digues de protection
Plan 5 : Aménagement de la zone de marina – impact des scénarii 1 et 2
Plan 6 : Création d'une voie de bouclage – impact des scénarii 1 à 4
Plan 7 : Aménagement du morne Axionnaz – impact des scénarii 1 à 3

I. INTRODUCTION : RAPPEL DU CONTEXTE ET OBJECTIF DE L'ETUDE

Dans le cadre de l'extension de la commune de Roura, plusieurs aménagements publics et privés sont en projet.

Les terrains concernés sont partiellement inondables par les cours d'eau et criques et canaux qui les traversent et les entourent, et fréquemment gorgés d'eau.

Compte tenu des différents projets envisagés et du contexte d'inondabilité, il est donc nécessaire d'engager une démarche de réflexion globale de manière à définir des préconisations pour la faisabilité des aménagements afin que ces aménagements soient compatibles et n'aggravent pas les risques par ailleurs.

Dans ce but, la présente étude comporte donc :

- **une étude hydrologique** qui nous a permis d'évaluer précisément les bassins d'apports et les débits générés à la fois par la rivière mais également par les criques et les canaux (phase 1),
- une étude hydraulique aboutissant à :
    - un **diagnostic de l'état actuel** des capacités des ouvrages hydrauliques et des biefs d'écoulement, afin de connaître les mécanismes d'inondation et leur ampleur à partir des hauteurs d'eau et des vitesses pour différentes crues, notamment la crue centennale (phase 1),
    - **des préconisations** pour le réseau d'assainissement pluvial, les aménagements et la conception des ouvrages de rétablissement des écoulements naturels (phase 2).

Le présent rapport constitue la dernière phase de l'étude hydraulique et fournit les préconisations nécessaires dans le choix des aménagements.

II. PRECONISATIONS

II.1. HYPOTHESES COMMUNES

- Prise en compte des projets de la commune de Roura et des projets privés identifiés au préalable (cf annexe 4, phase 1).
- Les **débits de crues dans l'état futur d'urbanisation des sol**s sont utilisés pour le dimensionnement des aménagements.
- Les impacts des aménagements proposés vis-à-vis de la situation actuelle ont été évalués en crue centennale.

II.2. RECALIBRAGE DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE

A. SYNTHESE DU DIAGNOSTIC HYDRAULIQUE

Le Mahury et le pont de la RD6 présentent une capacité supérieure à la crue centennale (hors influence de la marée, c'est-à-dire en considérant la hauteur normale en condition aval du modèle).

La cote de débordement du Mahury est donc en grande partie fixée par la marée et le recalibrage de ce fleuve n'aurait aucun impact sur ses débordements.

Les autres cours d'eau du secteur d'étude sont sous dimensionnés, puisqu'ils débordent dès la crue biennale. Certains cours d'eau présentent un faciès de thalweg (absence de berges sur certains tronçons), favorisant les débordements et l'expansion des crues.

Dans le cadre de la présente étude, le recalibrage de la crique Gabrielle et de son affluent n'ont pas été retenu compte tenu de la présence d'un écosystème remarquable en bordure de ces cours d'eau qui empêche tout décaissement des berges ou création de digues.

Seuls ont été étudiés le recalibrage du fossé de la RD6 et de la crique Pain ainsi que le redimensionnement des ouvrages de franchissement sur ces cours d'eau.

B. RECALIBRAGE DE LA CRIQUE PAIN

1) RECALIBRAGE DE LA CRIQUE PAIN

La création de la voie de bouclage en rive droite de la crique Pain permet le recalibrage du cours d'eau en créant un lit mineur bien défini. Cet aménagement sera étudié dans les paragraphes suivants.

Il peut être également envisagé de déblayer la crique Pain dans sa partie amont sur une profondeur de 1 m. Ces travaux diminueraient d'environ 1 cm seulement les hauteurs d'eau dans la crique Pain, ce qui reste négligeable.

➢ **Ces travaux n'ont donc pas été retenus.**

2) *REDIMENSIONNEMENT DE L'OUVRAGE DE FRANCHISSEMENT AU NIVEAU DE LA RD6*

Le remplacement de l'ouvrage hydraulique d'évacuation de la crique Pain vers le Mahury par une buse de diamètre ø1000 est à l'origine d'une diminution des hauteurs d'eau de 1 à 3 cm dans la moitié sud de la zone de plaine centrale.

➢ **Ces travaux ont donc été retenus.**

C. RECALIBRAGE DU FOSSE DE LA RD6

1) *RECALIBRAGE DU FOSSE DE LA RD6*

La création d'une berge à la cote de la route en rive droite, accentue :

- les débordements en rive gauche sur la RD6, la cote de débordement étant devenu la même en rive gauche et en rive droite,
- les hauteurs d'eau dans la plaine centrale, les berges créées en rive droite ont le même impact qu'un remblai et limitent le champ d'expansion de la crue.

➢ **Ces travaux n'ont donc pas été retenus.**

Le recalibrage du fossé en augmentant sa profondeur n'est pas non plus efficace, cela abaisserait son radier au dessous du niveau d'influence de la marée.

➢ **Ces travaux n'ont donc pas été retenus.**

2) *REDIMENSIONNEMENT DE L'OUVRAGE AU NIVEAU DE LA MARINA*

Le redimensionnement de l'ouvrage hydraulique au niveau de la marina au gabarit du tronçon aval du fossé permet de diminuer les hauteurs d'eau :

- jusqu'à 14 cm, en amont immédiat de l'ouvrage,
- de 3 cm, 150 m en amont de l'ouvrage et sur une partie de la zone de plaine.

Les hauteurs d'eau à l'aval de l'ouvrage augmentent de 11 à 15 cm mais ne provoquent pas de débordements sur la marina.

➢ **Ces travaux ont donc été retenus.**

II.3. AMENAGEMENTS SUR LES PROJETS IDENTIFIES AU PREALABLE

A. SYNTHESE DES PROJETS

Le tableau suivant liste l'ensemble des projets de la commune de Roura et des projets privés identifiés au préalable en phase 1 (annexe 4, phase 1).

N°	Secteur d'aménagement	Maître d'ouvrage	Localisation	Description
1	Zone ouest	Commune de Roura	A l'ouest de la RD6	Pôle d'aménagement touristique lié à la rivière et à la mer
2		Commune de Roura	A l'ouest de la RD6	Palmeraie
3		Commune de Roura	A l'ouest de la RD6	Logements
4	Plaine centrale	Commune de Roura	Entre la RD6 et le quartier Dacca	Logements
5		Commune de Roura	Entre la RD6 et le quartier Dacca	Logements
6		Ste SCEPARTY / AGIR	A l'ouest du quartier Dacca	Logements
7	Marina	Commune de Roura O Fil de L'O	Entre la RD6 et l'embouchure de la crique Gabrielle	Marina : 3500 m² terrain communal + 2ha en terrains privés
8	Voie de bouclage	Commune de Roura	Entre la RD6 et la route de Dacca	Voie de bouclage
9	Morne Axionnaz	SEMSAMAR	Morne culminant à 54 mNGG à l'est de Roura	Logements 60 EH à CT/ 300 EH à LT

Figure 1 : Synthèse des projets sur Roura

B. PROJETS 1 A 3 : AMENAGEMENT DE LA ZONE OUEST

1) PRESENTATION DU PROJET

Le projet de « pôle d'aménagement touristique lié à la rivière et à la mer » est un projet eco-responsable qui a pour but de développer les activités maritimes et fluviales ainsi que le tourisme sur la commune de Roura.

Plusieurs axes de développement de la zone tels que la création d'une plage, d'une palmeraie et d'un village multiethnique ont été envisagés.

Des logements sont également prévus au sud de la zone, à proximité du bourg de Roura.

2) SYNTHESE DU DIAGNOSTIC HYDRAULIQUE

La RD6 trop basse est à l'origine du débordement de la plaine centrale via le fossé en rive gauche alimentant ainsi le Mahury. La cote dans le Mahury s'établit à 1,6 m en marée de vives-eaux pour une crue centennale.

3) AIDE A LA DECISION

DESCRIPTION DES SCENARII ENVISAGES

↳ ***Scénario 1*** : construction sur pilotis

- cote du plancher du 1e étage à une cote minimale de 1,6 mNGG entre le Mahury et la courbe de niveau 1,6 mNGG
- cote du plancher du 1e étage à une cote minimale de 0,5 m au dessus du terrain naturel entre la courbe de niveau 1,6 mNGG et la RD6

Compte tenu des débordements venant du fossé, il est nécessaire de rehausser la RD6 pour mettre hors d'eau les aménagements de la zone ouest. La mise hors d'eau de la chaussée pour une crue centennale nécessite la surélévation de la route à une cote de 3,95 mNGG. Sans ces aménagements, les projets de construction de la zone ouest (autre que les constructions sur pilotis) ne pourront pas être construits hors d'eau en crue centennale.

↳ ***Scénario 2*** : rehaussement de la route

- surélévation de la route à une cote de 3,95 mNGG (mise hors d'eau pour une crue centennale)

Le rehaussement de la RD6 permet de construire hors d'eau entre le niveau des plus hautes eaux du Mahury (1,6 mNGG) et la RD6. Pour construire en dessous de la courbe de niveau 1,6 mNGG, de nouveaux aménagements sont nécessaires.

↳ ***Scénario 3*** : rehaussement de la route et remblai à la cote de la route sur l'ensemble de la zone à l'ouest de RD6

- surélévation de la route à une cote de 3,95 mNGG (mise hors d'eau pour une crue centennale)
- remblai envisagé entre le Mahury et la RD6

↳ ***Scénario 4*** : rehaussement de la route et digue en rive droite du Mahury

- surélévation de la route à une cote de 3,95 mNGG (mise hors d'eau pour une crue centennale)

- digue le long du Mahury en rive droite, à une cote minimale de 1,65 mNGG (h~0,65 m), sur un linéaire de 2 200 m

La cote de calage des aménagements correspond au niveau des plus hautes eaux en crue centennale (pour une marée de vives-eaux). Toutefois, le Maître d'Ouvrage peut faire le choix d'augmenter cette cote d'une revanche de 0,5 m pour plus de sécurité. Les impacts hydrauliques resteront inchangés.

TABLEAU MULTICRITERE

Voir Plan 1 : Aménagement de la zone ouest – impact des scénarii 1 à 4

	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3	Scénario 4
Description	- pilotis : * entre le Mahury et la courbe de niveau 1,6 mNGG : cote minimale de 1,6 mNGG * entre la courbe de niveau 1,6 mNGG et la RD6 : 50 cm au dessus du TN	- rehaussement de la route à 3,95 mNGG → permet de mettre hors d'eau la zone inondée depuis le fossé (entre la CN 1,6 et la RD6)	- rehaussement de la route à 3,95 mNGG - remblai à la cote de la route sur toute la zone → permet de mettre hors d'eau la zone inondée par la Mahury	- rehaussement de la route à 3,95 mNGG - digue en rive droite du Mahury
Niveau de mise hors d'eau	- crue centennale	- crue centennale	- crue centennale	- crue centennale
Impact hydraulique	- nul hors risque d'embâcle	- augmentation des hauteurs d'eau en plaine jusqu'à 1.15 m - augmentation des hauteurs d'eau à l'ouest de Dacca jusqu'à 78 cm - aucun impact sur le Mahury	- à l'est de la RD6 (au niveau de la plaine centrale et de Dacca), l'impact reste le même avec ou sans remblai derrière la route - augmentation des hauteurs d'eau sur le Mahury de 1 cm au droit du remblai et diminution de 2 cm en amont du remblai	- à l'est de la RD6 (au niveau de la plaine centrale et de Dacca), l'impact reste le même avec ou sans remblai derrière la route - augmentation des hauteurs d'eau sur le Mahury de 3 cm au droit de la digue et diminution de 3 cm en amont du remblai
Impact sur les enjeux existants	- nul hors risque d'embâcle	- 2 habitations le long de la RD6 passent en aléa moyen - effleure 3 habitations dans le nord du bourg de Dacca - aggrave les risques existants sur certaines habitations du quartier de Dacca - 2 habitations touchées en plus à l'ouest de Dacca	- 2 habitations le long de la RD6 passent en aléa moyen - effleure 3 habitations dans le nord du bourg de Dacca - aggrave les risques existants sur certaines habitations du quartier de Dacca - 5 habitations touchées en plus à l'ouest de Dacca	- perturbation de l'écosystème en rive droite - 2 habitations le long de la RD6 passent en aléa moyen - effleure 3 habitations dans le nord du bourg de Dacca - aggrave les risques existants sur certaines habitations du quartier de Dacca - 2 habitations touchées en plus à l'ouest de Dacca
Aspects réglementaires		Autorisation au titre de la rubrique 3.2.6.0 (digues) Déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 2.1.5.0 (rejet d'eaux pluviales)	Autorisation au titre de la rubrique 3.2.6.0 (digues) Déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 2.1.5.0 (rejet d'eaux pluviales) Déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 3.2.2.0 (remblais en lit majeur) Déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 3.3.1.0 (remblais en zone humide)	Autorisation au titre de la rubrique 3.2.6.0 (digues) Déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 2.1.5.0 (rejet d'eaux pluviales)
Coûts[1]	++	+++	+++	+++
Classement[2]	1	2	3	4

Figure 2 : Tableau multicritère d'aide à la décision pour l'aménagement de la zone ouest

SCENARIO RETENU

Compte tenu du coût et des impacts sur les habitations existantes liés au rehaussement de la RD6, indispensable à la mise hors d'eau la zone ouest, il est privilégié le scénario 1.

[1] *Les scénarii présentant des coûts élevés se voient attribuer des « + ».*

[2] *La note de 1 est attribuée au scénario retenu.*

C. PROJETS 4 A 6 : AMENAGEMENT DE LA PLAINE CENTRALE

1) *PRESENTATION DU PROJET*

Plusieurs projets de logements sont envisagés entre la RD6 et la route de Dacca.

En l'absence d'informations complémentaires sur ces projets, il a été considéré dans le cadre de la modélisation, les surfaces de projet suivantes :

- projet N°4 : 5,4 ha
- projet N°5 : 7 ha
- projet N°6 : 1,7 ha

2) *SYNTHESE DU DIAGNOSTIC HYDRAULIQUE*

La zone inondable est très étendue au niveau de la plaine centrale, du fait de la topographie des terrains (altitude très basse). Cette zone constitue un véritable champ d'expansion : les hauteurs d'eau y atteignent 2,3 m à 2,9 m en crue centennale.

Les apports de la crique Gabrielle sont responsables des hauteurs d'eau importantes et des aléas moyens à forts dans cette zone de plaine et dans la zone à l'est du quartier Dacca :

- en amont de notre secteur d'étude, la crique Gabrielle et son affluent débordent en rive gauche et inondent la zone à l'est du quartier Dacca, une partie des débordements traverse la route de Dacca en son point bas et alimente la plaine d'inondation centrale.
- la crique Gabrielle déborde également en rive gauche en aval du quartier Dacca.

3) *AIDE A LA DECISION*

DESCRIPTION DES SCENARII ENVISAGES

La mise en place de logements dans le champ d'expansion suppose donc une mise hors d'eau qui peut avoir un impact sur les conditions d'inondabilité. Aussi, plusieurs scénarii sont proposés suivant deux groupes d'intervention :

- intervention au niveau des zones de projets (scénarii 1 et 2)
- diminution des inondations en provenance de la crique Gabrielle (scénarii 3, 4 et 5)

■ Intervention au niveau des zones de projets :

ℹ Rappel : la cote de calage des aménagements correspond au niveau des plus hautes eaux en crue centennale, qui peut être augmentée d'une revanche de 0,5 m pour plus de sécurité.

↳ *Scénario 1* : constructions sur pilotis

- cote du plancher du rez-de-chaussée ou du 1° niveau habitable à une cote minimum au niveau des plus hautes eaux (de 2,3 m à 2,9 m)

↳ ***Scénario 5*** : réalisation d'un bassin de stockage encadré par la route de Dacca, la crique Gabrielle et son affluent

- surface du bassin : 15 ha et profondeur de 1 m
- conservation d'une bordure naturelle le long des cours d'eau (absence de digues du coté des cours d'eau)
- coté Dacca : présence d'une digue à 4,4 mNGG (empêchant les débordements jusqu'à la crue centennale)

TABLEAU MULTICRITERE

- Intervention au niveau des zones de projets :

Voir Plan 2 : Aménagement de la plaine centrale – impact du scénario 2

	Scénario 1	Scénario 2 Projet n°4	Scénario 2 Projet n°5	Scénario 2 Projet n°6	Scénario 2 Tous les projets
Description	- construction sur pilotis projet N°4 à 2,8 mNGG projet N°5 à 2,9 mNGG projet N°6 à 4 mNGG	- projet dans le quart nord ouest de la zone de plaine centrale - remblais à une cote de 3 mNGG - surface de remblai de 5,4 ha	- projet dans le quart sud est de la zone de plaine centrale - remblais à une cote de 3,6 mNGG - surface de remblai de 7 ha	- projet à l'ouest du quartier Dacca - remblais à une cote de 4,7 mNGG - surface de remblai de 1,7 ha	- Ensemble des projets précédents - projet N°4 à une cote de 2,7 - projet N°5 à une cote de 3,7 mNGG - projet N°6 à une cote de 4,75 mNGG
Niveau de mise hors d'eau	- crue centennale	- crue centennale	- crue centennale	- crue centennale	- crue centennale
Impact hydraulique vis-à-vis de la situation actuelle	- nul hors risque d'embâcle	- augmentation des hauteurs d'eau de 6 à 18 cm dans la moitié sud de la plaine, et jusqu'à 64 cm dans la moitié nord à proximité du remblai - accentuation des débordements sur la RD6 dans sa moitié sud - diminution des débordements sur la RD6 dans sa moitié nord, derrière le remblai - peu d'impacts à l'est de Dacca (maximum 1 cm) - pas d'impacts sur la zone de marina	- **empêche les écoulements issus de la crique Gabrielle et de son affluent de traverser la route de Dacca** - augmentation des hauteurs d'eau : → 5 à 40 cm à l'est de la route de Dacca → 51 à 66 cm entre le remblai n°5, la route de Dacca et la crique Pain - légère accentuation des débordements sur la RD6 au niveau de l'OH de la crique Pain (les écoulements inondant la route Dacca longent le remblai jusqu'à la RD6) - diminution des hauteurs d'eau jusqu'à 15 cm en zone de plaine, derrière le remblai - pas d'impacts sur la zone de marina	- **situé entre le quartier Dacca et la crique Gabrielle, le remblai limite les débordements de la crique Gabrielle en plaine** - augmentation des hauteurs d'eau : → 50 cm entre le remblai et la bute de Dacca → 10 à 60 cm sur la crique Gabrielle et sa berge rive gauche → 6 cm sur la marina → 7 cm à l'est de la route de Dacca - diminution des hauteurs d'eau en plaine de 2 à 27 cm	- **l'ensemble des remblais situés sur les chemins d'écoulement privilégiés en crue centennale limite les apports en plaine** Accumulation des impacts précédents : - en plaine, diminution des hauteurs jusqu'à 18 cm derrière le remblai n°5 - augmentation des hauteurs d'eau : → 50 cm entre le remblai n°6 et la bute de Dacca → 10 à 60 cm sur la crique Gabrielle et sa berge rive gauche → jusqu'à 20 cm dans la moitié nord de la plaine → 6 cm sur la marina → 15 à 50 cm à l'est de la route de Dacca → environ 66 cm entre le remblai n°5, la route de Dacca et la crique Pain
Impact sur les enjeux existants	- nul hors risque d'embâcle	- la RD6 reste sur la majorité de son linéaire en aléa faible, ponctuellement aléa moyen au niveau de son point bas à 2,2 mNGG (60 cm d'eau) - aucune aggravation des risques sur les habitations existantes	- la RD6 reste en aléa faible - dans la partie sud ouest de Dacca, à proximité du remblai → aggravation du risque existant → deux habitations touchées supplémentaires → augmentation des hauteurs d'eau sur la route de Dacca de 40 cm, qui passe en aléa moyen - le nouveau champ d'inondation effleure trois habitations au niveau du bourg de Roura (sud de la crique Pain) - passage des 2 habitations le long de la RD6 en aléa orange (aléa jaune en situation actuelle)	- 2 nouvelles habitations touchées au nord ouest de Dacca (augmentation des hauteurs d'eau de 70 cm) - diminution des hauteurs sur la RD6 (reste en aléa faible)	- route RD6 n'est plus inondée sur une partie de son linéaire - sur la route de Dacca, aléa moyen à fort - au droit des habitations : accumulation des impacts cités sur les projets traités de manière individuelle
Aspects réglementaires		Déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 3.2.2.0 (remblais en lit majeur) Déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 3.3.1.0 (remblais en zone humide) Déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 2.1.5.0 (rejet d'eaux pluviales)			
Coûts	++	+			
Classement	1	2			

- **Diminution des inondations en provenance de la crique Gabrielle :**

Voir Plan 3 : Aménagement de la plaine centrale – impact des scénarii 3 et 6

	Scénario 3	Scénario 4	Scénario 6
Description	- réhaussement de la route de Dacca à 4,5 mNGG ↳ impact sur les interventions au niveau des zones de projets : nouvelles cotes de calage des remblais - projet N°4 à une cote de 2,7 mNGG - projet N°5 à une cote de 4 mNGG - projet N°6 à une cote de 4,85 mNGG	- réhaussement de la route de Dacca à 4,5 mNGG - ouvrage hydraulique (2 buses ø1000) permettant le rétablissement des écoulements naturels ↳ impact sur les interventions au niveau des zones de projets : nouvelles cotes de calage des remblais - projet N°4 à une cote de 2,7 mNGG - projet N°5 à une cote de 3,95 mNGG - projet N°6 à une cote de 4,82 mNGG	bassin de stockage : - coté cours d'eau : absence de digue, conservation de la ripisylve locale - coté Dacca : présence d'une digue à 4,4 mNGG (dimensionnée en crue centennale sans remblai en plaine) ↳ impact sur les interventions au niveau des zones de projets : nouvelles cotes de calage des remblais - projet N°4 à une cote de 2,47 mNGG - projet N°5 à une cote de 3,27 mNGG - projet N°6 à une cote de 5,22 mNGG
Niveau de mise hors d'eau	- entre la crue biennale et la crue décennale : *Avec des remblais en plaine :* - lame d'eau de 16 cm sur la route en crue décennale - lame d'eau de 25 cm sur la route en crue centennale *Sans remblai en plaine :* - lame d'eau de 15 cm sur la route en crue décennale - lame d'eau de 21 cm sur la route en crue centennale	- entre la crue biennale et la crue décennale : *Avec des remblais en plaine :* - lame d'eau de 11 cm sur la route en crue décennale - lame d'eau de 23 cm sur la route en crue centennale *Sans remblai en plaine :* - lame d'eau de 7 cm sur la route en crue décennale - lame d'eau de 19 cm sur la route en crue centennale	- dès la crue biennale
Impact hydraulique vis-à-vis de la situation actuelle	*En l'absence de remblai en plaine :* - augmentation des hauteurs d'eau → jusqu'à 1,55 m à l'est de la route de Dacca → 2 à 17 cm sur la crique Gabrielle → 1 cm sur la marina - diminution des hauteurs d'eau de 2 à 12 cm sur la zone de plaine *Avec des remblais en plaine :* - augmentation des hauteurs d'eau : → 60 et 80 cm entre le remblai n°6 et la bute de Dacca → 12 à 71 cm sur la crique Gabrielle et sa berge rive gauche → jusqu'à 55 cm dans la moitié nord de la plaine → 6 cm sur la marina → 1,6 m à l'est de la route de Dacca → environ 40 cm à proximité du remblai n°5 et dans la crique Pain - diminution des hauteurs d'eau de jusqu'à 17 cm en zone de plaine derrière le remblai n°5	**D'une manière générale, impacts similaires au scénario 3** *En l'absence de remblai en plaine :* - augmentation des hauteurs d'eau → jusqu'à 1,52 m à l'est de la route de Dacca → 2 à 14 cm sur la crique Gabrielle → 1 cm sur la marina - diminution des hauteurs d'eau de 2 à 12 cm sur la zone de plaine *Avec des remblais en plaine :* - augmentation des hauteurs d'eau : → 60 et 80 cm à proximité du remblai n°6 (entre le remblai et la bute de Dacca) → 11 à 70 cm sur la crique Gabrielle et sa berge rive gauche → jusqu'à 54 cm dans la moitié nord de la plaine → 6 cm sur la marina → 1,57 m à l'est de la route de Dacca → environ 40 cm à proximité du remblai n°5 et dans la crique Pain - diminution des hauteurs d'eau de jusqu'à 17 cm en zone de plaine derrière le remblai n°5 ↳ la pose d'un ouvrage a finalement peu d'impact → une même cartographie a été réalisée avec et sans ouvrages	- à l'origine de débordements plus en aval sur la crique Gabrielle *En l'absence de remblai en plaine :* - augmentation des hauteurs d'eau : → 5 à 30 cm sur la crique Gabrielle → 2 à 15 cm sur la moitié nord de la plaine → 4 cm sur la marina - diminution des hauteurs d'eau de 10 à 55 cm au sud du bassin et dans la moitié sud de la plaine centrale *Avec des remblais en plaine :* - augmentation des hauteurs d'eau : → 0,2 à 1 cm sur la crique Gabrielle → 6 à 17 cm au nord de la plaine, au niveau des berges rive gauche de la crique Gabrielle → 9 cm sur la marina - diminution des hauteurs d'eau de 11 à 42 cm dans la moitié sud de la plaine centrale
Impact sur les enjeux existants	*Avec des remblais en plaine :* - 18 habitations touchées supplémentaires dans le quartier Dacca à l'est et à l'ouest *En l'absence de remblai en plaine :* - 11 habitations touchées supplémentaires dans le quartier Dacca à l'est - Surélévation maintient la route de Dacca en aléa faible	*Avec des remblais en plaine :* - 18 habitations touchées supplémentaires dans le quartier Dacca à l'est et à l'ouest *En l'absence de remblai en plaine :* - 11 habitations touchées supplémentaires dans le quartier Dacca à l'est - Surélévation maintient la route de Dacca en aléa faible	- 2 habitations le long de la RD6 hors d'eau - diminution des hauteurs d'eau sur Dacca, seul le point bas de la route reste immergé - diminution des hauteurs d'eau sur la RD6 (reste en aléa faible)
Aspects réglementaires	Autorisation au titre de la rubrique 3.2.6.0 (digues)		Autorisation au titre des rubriques 3.2.3.0 (plan d'eau) 3.2.6.0 (digues) 3.2.2.0 (installations en lit majeur) 3.3.1.0 (mise en eau en zone humide)
Coûts	+++	+++	++
Classement	3	3	2

Figure 4 : Tableau multicritère d'aide à la décision pour l'aménagement de la plaine centrale

- **Mesure compensatoire :**

Voir Plan 4 : Aménagement de la plaine centrale – implantation des digues de protection

	Mesure compensatoire
Description	- digues de protection des habitations du quartier Dacca (testées avec et sans remblai, avec et sans rehaussement de la route de Dacca)
Niveau de mise hors d'eau	- crue centennale
Impact hydraulique vis-à-vis de la situation actuelle	- compte tenu de la topographie du terrain où les digues sont envisagées (forte pente), elles ont peu d'impacts (inférieur au centimètre) puisqu'elles ne soustraient qu'un faible volume au champ d'inondation.
Impact sur les enjeux existants	- les digues permettraient de mettre hors d'eau les habitations du quartier Dacca.
Aspects réglementaires	Autorisation au titre des rubriques 3.2.6.0 (digues)
Coûts	++

Figure 5 : Proposition de mesure compensatoire dans le cadre de l'aménagement de la plaine centrale

SCENARIO RETENU

En considérant les trois projets de la zone de plaine simultanément, il apparaît préférable d'envisager :

- des constructions sur pilotis,
- des remblais avec la mise en place de digues en mesure compensatoire, voire un bassin de stockage.

D'une manière générale, la réalisation d'une urbanisation des trois zones implique de lourds aménagements (notamment digues de protection rapprochée des habitations de Dacca).

Une urbanisation plus restreinte semble préférable sur la base du scénario 1.

D. PROJET 7 : AMENAGEMENT DE LA MARINA

1) *PRESENTATION DU PROJET*

Mr de Reynal souhaite aménager une structure d'accueil nautique en amont du port du Dégrad des Cannes, sur la commune de Roura. Ces aménagements comprennent des infrastructures terrestres (parking, loundge) et fluviomaritimes (pontons, cales de mises à l'eau).

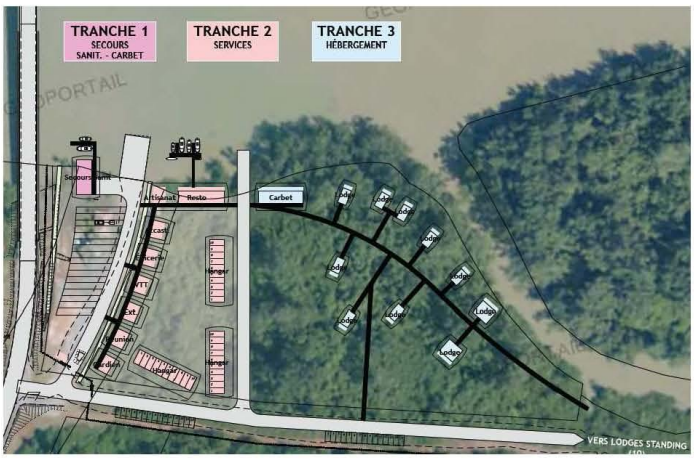


Figure 6 : Esquisse du projet de marina

2) *SYNTHESE DU DIAGNOSTIC HYDRAULIQUE*

La présence d'un remblai à une cote d'environ 2 mNGG limite les hauteurs d'eau sur cette zone qui proviennent de la plaine et de la crique Gabrielle et atteignent 2,3 mNGG en crue centennale.

3) *AIDE A LA DECISION*

DESCRIPTION DES SCENARII ENVISAGES

Compte tenu des hauteurs d'eau en crue centennale dans la zone, les constructions accueillant du public ne peuvent donc être réalisées telles quelles de plein pied. Deux scénarii sont donc proposés :

↳ ***Scénario 1*** : constructions sur pilotis

- cote du plancher du niveau « habitable » à une cote minimale de 2,3 mNGG

↳ ***Scénario 1*** : remblai

- cote du remblai à une cote minimale de 2,6 mNGG

🛈 Rappel : la cote de calage des aménagements correspond au niveau des plus hautes eaux en crue centennale, qui peut être augmentée d'une revanche de 0,5 m pour plus de sécurité.

TABLEAU MULTICRITERE

Voir Plan 5 : Aménagement de la zone de marina – impact des scénarii 1 et 2

	Scénario 1	Scénario 2
Description	- pilotis à une cote minimale de 2,3 mNGG	- remblai à une cote minimale de 2,6 mNGG
Niveau de mise hors d'eau	- crue centennale	- crue centennale
Impact hydraulique	- nul hors risque d'embâcles	- augmentation des hauteurs d'eau de 5 cm à proximité du remblai
Impact sur les enjeux existants	- nul hors risque d'embâcles	- impact négligeable
Aspects réglementaires		Déclaration au titre de la rubrique 3.2.2.0 (remblai en lit majeur) En déclaration au titre de la rubrique 3.3.1.0 (remblais de zone humide) Déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 2.1.5.0 (rejet d'eaux pluviales)
Coûts	++	+
Classement	1	1

Figure 7 : Tableau multicritère d'aide à la décision pour l'aménagement de la marina

SCENARIO RETENU

Le choix ente ces deux scénarii est peu lié à l'hydraulique mais aux contraintes environnementales et structurelles. Il pourra être envisagé de réaliser l'un ou autre.

3) AIDE A LA DECISION

PRESENTATION DES SCENARII ENVISAGES

La mise en place de la voie de bouclage va donc interférer sur les connexions Plaine/Crique Pain. Aussi, plusieurs scénarii sont proposés :

↳ ***Scénario 1*** : réalisation de la voie de bouclage à une cote de 2,85 mNGG (cote avant projet) sans ouvrage de rétablissement des écoulements naturels

↳ ***Scénario 2*** : réalisation de la voie de bouclage à une cote de 2,85 mNGG (cote avant projet) avec ouvrage de rétablissement des écoulements naturels

- 2 buses ø850
- positionnement au niveau du profil P18, point bas dans le profil en long du TN

↳ ***Scénario 3*** : réalisation de la voie de bouclage à une cote minimale de 2,95 mNGG (mise hors d'eau de la route pour une crue centennale) sans ouvrage de rétablissement des écoulements naturels

↳ ***Scénario 4*** : réalisation de la voie de bouclage à une cote minimale de 2,9 mNGG (mise hors d'eau de la route pour une crue centennale) avec ouvrage de rétablissement des écoulements naturels

- 2 buses ø850
- positionnement au niveau du profil P18, point bas dans le profil en long du TN

ℹ Rappel : la cote de calage des aménagements correspond au niveau des plus hautes eaux en crue centennale, qui peut être augmentée d'une revanche de 0,5 m pour plus de sécurité.

TABLEAU MULTICRITERES

Voir Plan 6 : Création d'une voie de bouclage – impact des scénarii 1 à 4

	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3	Scénario 4
Description	- voirie à une cote de 2,85 mNGG	- voirie à une cote de 2,85 mNGG - mise en place d'ouvrages hydrauliques	- voirie à une cote de 2,95 mNGG	- voirie à une cote de 2,9 mNGG - mise en place d'ouvrages hydrauliques
Niveau de mise hors d'eau	- entre la crue décennale et centennale - lame d'eau de 7 cm sur la voie de bouclage en crue centennale	- entre la crue décennale et centennale - lame d'eau de 4 cm sur la voie de bouclage en crue centennale	- crue centennale	- crue centennale
Impact hydraulique vis-à-vis de la situation actuelle	- diminution des hauteurs d'eau de 29 à 52 cm dans la crique pain - augmentation des hauteurs d'eau de 1 à 6 cm sur la moitié sud de la plaine centrale	- restitution des écoulements naturels ↘ impact négligeable : - diminution des hauteurs d'eau de 3 cm dans la crique pain - augmentation des hauteurs d'eau de 3 cm à proximité de la voie de bouclage, côté plaine	- diminution des hauteurs d'eau de 29 à 52 cm dans la crique pain - augmentation des hauteurs d'eau de 1 à 6 cm sur la moitié sud de la plaine centrale	- restitution des écoulements naturels ↘ impact négligeable : - diminution des hauteurs d'eau de 6 cm dans la crique pain - augmentation des hauteurs d'eau de 3 cm à proximité de la voie de bouclage, côté plaine
Impact sur les enjeux existants	- aucune habitation supplémentaire inondée - la RD6 au niveau de l'ouvrage de la crique Pain n'est plus en aléa faible	- aucune habitation supplémentaire inondée	- aucune habitation supplémentaire inondée - la RD6 au niveau de l'ouvrage de la crique Pain n'est plus en aléa faible	- aucune habitation supplémentaire inondée
Aspects réglementaires	En déclaration au titre de la rubrique 3.2.6.0 (digues)			
Coûts	+	++	+++	+++
Classement	4	3	2	1

Figure 9 : Tableau multicritère d'aide à la décision pour la création d'une voie de bouclage

SCENARIO RETENU

En considérant le projet de voie de bouclage de façon isolée, le scénario 4 apparaît le meilleur puisqu'il permet la mise hors d'eau de cette nouvelle route et limite les impacts hydrauliques.

F. PROJET 9 : AMENAGEMENT DU MORNE AXIONNAZ

1) PRESENTATION DU PROJET

La SEMASAMAR envisage de construire des logements collectifs et des maisons individuelles sur les versants du Morne Axionnaz.



Figure 10 : Projet de la SEMSAMAR dans sa partie basse

Courbe bleue : 2 mNGG
Courbe verte : 3 mNGG

2) SYNTHESE DU DIAGNOSTIC HYDRAULIQUE

Le thalweg du Morne Axionnaz, en amont de l'ouvrage hydraulique de la route du Dégrad Jean-Pierre, constitue un véritable bassin de rétention : les hauteurs d'eau y atteignent 4,2 m en crue centennale.

3) AIDE A LA DECISION

DESCRIPTION DES SCENARII ENVISAGES

ℹ Rappel : la cote de calage des aménagements correspond au niveau des plus hautes eaux en crue centennale, qui peut être augmentée d'une revanche de 0,5 m pour plus de sécurité.

↳ ***Scénario 1*** : construire au dessus du niveau des plus hautes eaux

- premiers logements à envisager à une cote minimale de 4,25 mNGG (correspondant au niveau des plus hautes eaux en crue centennale)

↳ *Scénario 2* : logements sur pilotis

- cote du plancher du niveau « habitable » à une cote minimale de 4,25 mNGG

↳ ***Scénario 3*** : remblai

- remblai entre les courbes de niveau 2 mNGG et 4,26 mNGG minimum (correspondant au niveau des plus hautes eaux avec remblai au droit du projet n°9 en crue centennale)

TABLEAU MULTICRITERE

Voir Plan 7 : Aménagement du morne Axionnaz – impact des scénarii 1 à 3

	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Description	- construction des logements au dessus de la courbe de niveau 4,25 mNGG	- pilotis à une cote minimale de 4,25 mNGG	- remblai à une cote minimale de 4,26 mNGG
Niveau de mise hors d'eau	- crue centennale	- crue centennale	- crue centennale
Impact hydraulique	- nul	- nul hors risque d'embâcles	- augmentation des hauteurs d'eau de 1 cm au niveau du thalweg du Morne Axionnaz (en amont de la route du Dégrad Jean-Pierre)
Impact sur les enjeux existants	- les logements seraient décalés vers le haut du Morne où l'écosystème y est plus remarquable (ZNIEFF)	- nul hors risque d'embâcles	- nul
Aspects réglementaires	Déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 2.1.5.0 (rejet d'eaux pluviales)		Déclaration ou autorisation (suivant la surface) au sens de la rubrique 3.2.2.0 (remblai en lit majeur) Déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 2.1.5.0 (rejet d'eaux pluviales)
Coûts	+	++	+
Classement	2	1	1

Figure 11 : Tableau multicritère d'aide à la décision pour l'aménagement du Morne Axionnaz

SCENARIO RETENU

Les contraintes hydrauliques sont faibles si l'implantation est respectée. Le choix relève plus d'un parti architectural et structurel. Il pourra être envisagé de réaliser l'un ou autre des scnérii.

G. SYNTHESE DES SCENARII RETENUS

Suite à la présente étude, les scénarii suivants sont à privilégier dans le cadre des aménagements engagés par la commune de Roura et par des entrepreneurs privés :

- Redimensionnement de l'ouvrage au niveau de la RD6 (crique Pain) et de l'ouvrage au niveau de la marina (fossé)
- Voie de bouclage à une cote de 2,9 mNGG avec ouvrages de rétablissement des écoulements naturels
- Aménagement de la plaine centrale :
  - Urbanisation réduite : constructions sur pilotis le long des voiries existantes
  - Urbanisation prévue : constructions sur remblais avec en mesure compensatoire la protection des habitations du quartier de Dacca par des digues et la création éventuelle d'un bassin de stockage en amont
- Constructions sur pilotis ou remblais sur la Marina
- Constructions sur pilotis à l'ouest de la RD6
- Constructions sur pilotis ou remblais au niveau du Morne Axionnaz



H. INTERCONNEXIONS ENTRE LES PROJETS

PRESENTATION DES SCENARII FINAUX

Le tableau suivant synthétise les scénarii d'aménagements globaux à partir des projets retenus précédemment.

		Scénario final « léger »	Scénario final « moyen »	Scénario final « lourd »
Redimensionnement des ouvrages (crique Pain et fossé)		X	X	X
Projets 1 à 3 : Aménagement de la zone ouest	Pilotis	X	X	X
Projets 4 à 6 : Aménagement de la plaine centrale	Urbanisation réduite : pilotis	X	X	
	Urbanisation prévue : remblais et digue			X
Projet 7 : Aménagement de la Marina	Pilotis	X		
	Remblais		X	X
Projet 8 : Voie de bouclage au niveau des plus hautes eaux avec ouvrage		X	X	X
Projet 9 : Aménagement du Morne Axionnaz	Pilotis	X		
	Remblais		X	X

Figure 12 : Combinaisons de scénarii finaux

La réalisation des différents projets de manière simultanée, peut être à l'origine de modifications dans les hauteurs d'eau et donc dans le dimensionnement des aménagements.

TABLEAU MULTICRITERE

	Scénario « léger »	Scénario « moyen »	Scénario « lourd »
Description	Cotes de calage : - des pilotis de la zone ouest : *inchangé* - des pilotis en plaine : *inchangé* - des pilotis sur la marina : *inchangé* - de la voie de bouclage : *inchangé* - des pilotis du Morne Axionnaz : *inchangé*	Cotes de calage : - des pilotis de la zone ouest : *inchangé* - des pilotis en plaine : *inchangé* - des remblais sur la marina : *inchangé* - de la voie de bouclage : *inchangé* - des remblais du Morne Axionnaz : *inchangé*	Cotes de calage : - des pilotis de la zone ouest : *inchangé* - des remblais en plaine : projet N°4 à une cote de 2,8 mNGG projet N°5 à une cote de 3,85 mNGG projet N°6 à une cote de 4,8 mNGG - des remblais sur la marina : 2,35 mNGG - de la voie de bouclage : 3,7 mNGG - des remblais du Morne Axionnaz : *inchangé*
Niveau de mise hors d'eau	- crue centennale	- crue centennale	- crue centennale
Impact hydraulique	- diminution des hauteurs d'eau : → 24 à 32 cm sur la partie amont de la crique Pain → 1 cm au nord de la plaine centrale et sur une partie du fossé (sur 150 ml) - augmentation des hauteurs d'eau : → 2 cm à proximité de la voie de bouclage, côté plaine	- diminution des hauteurs d'eau : → 22 cm sur la partie amont de la crique Pain → 1 cm au nord de la plaine centrale et sur une partie du fossé (sur 150 ml) - augmentation des hauteurs d'eau : → 2 cm à proximité de la voie de bouclage, côté plaine	% d'une manière générale, mêmes impacts que pour le scénario 2 de l'aménagement de la plaine centrale (à 1 cm près), le remblai sur la marina aggrave un peu les hauteurs d'eau dans la crique Gabrielle - en plaine, diminution des hauteurs jusqu'à 18 cm derrière le remblai n°5 - augmentation des hauteurs d'eau : → 50 entre le remblai n°6 et la bute de Dacca → 11 à 66 cm sur la crique Gabrielle et sa berge rive gauche → jusqu'à 20 cm dans la moitié nord de la plaine → 15 à 50 cm à l'est de la route de Dacca → environ 66 cm entre le remblai n°5, la route de Dacca et la crique Pain
Impact sur les enjeux existants	- nul	- impact négligeable	- route RD6 n'est plus inondée sur une partie de son linéaire - sur la route de Dacca, aléa moyen à fort - le nouveau champ d'inondation effleure de nouvelles habitations au niveau du bourg de Roura (sud de la crique Pain) - passage des 2 habitations le long de la RD6 en aléa orange (aléa jaune en situation actuelle) - habitations de Dacca protégées par les digues
Aspects réglementaires	En déclaration au titre de la rubrique 3.2.6.0 (digues)	En déclaration au titre de la rubrique 3.2.6.0 (digues) Déclaration ou autorisation (suivant la surface) au sens de la rubrique 3.2.2.0 (remblai en lit majeur) En déclaration au titre de la rubrique 3.3.1.0 (remblais de zone humide) Déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 2.1.5.0 (rejet d'eaux pluviales)	En déclaration au titre de la rubrique 3.2.6.0 (digues) Déclaration ou autorisation (suivant la surface) au sens de la rubrique 3.2.2.0 (remblai en lit majeur) En déclaration au titre de la rubrique 3.3.1.0 (remblais de zone humide) Déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 2.1.5.0 (rejet d'eaux pluviales)
Coûts	++	+	+++
Classement	1	1	2

Figure 13 : Tableau multicritère d'aide à la décision final

SCENARIO RETENU

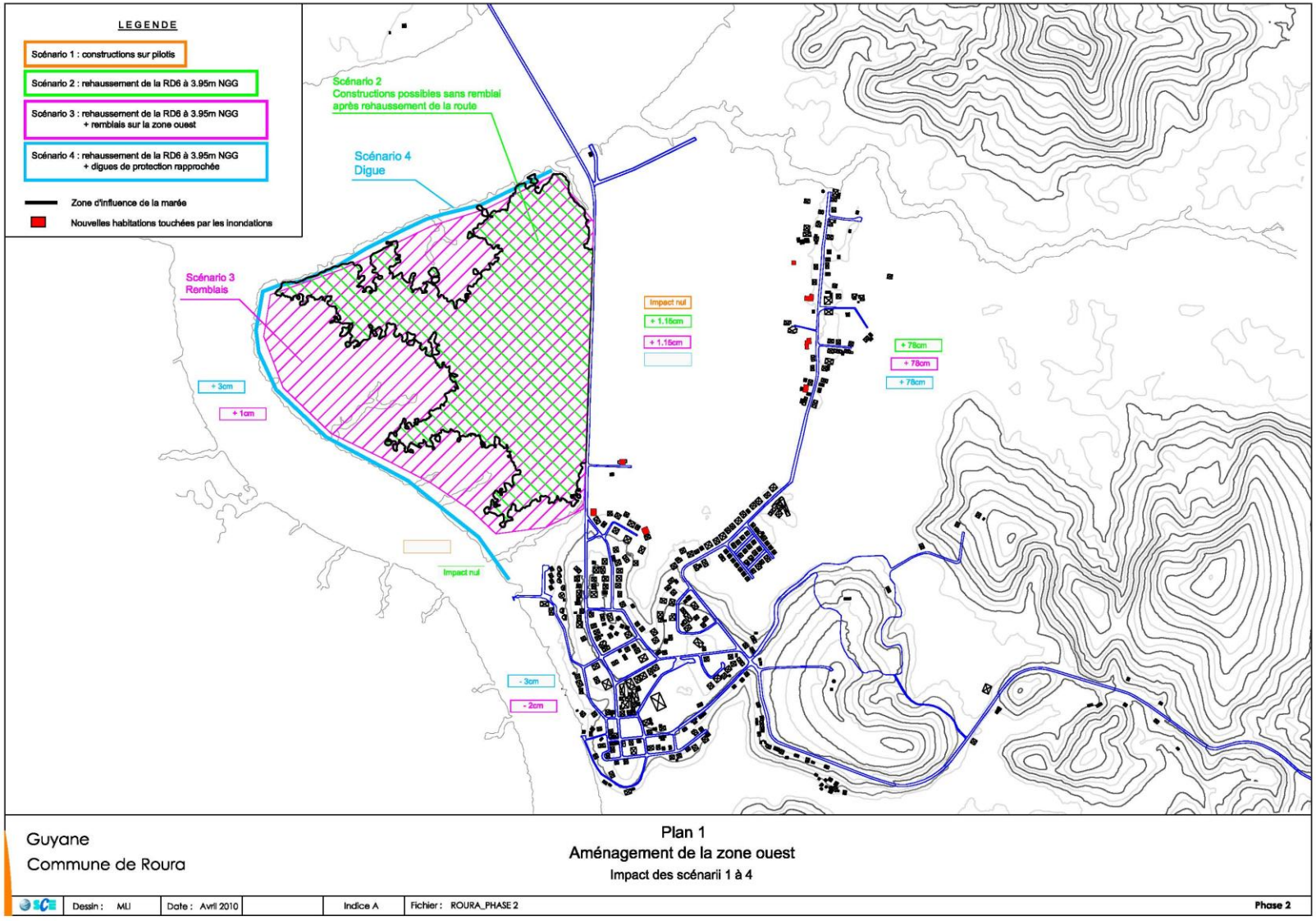
Après modélisation de l'ensemble des scénarii retenus de manière simultanée, les scénarii « léger » et « moyen » limitant l'urbanisation en plaine restent préférables au scénario « lourd ».

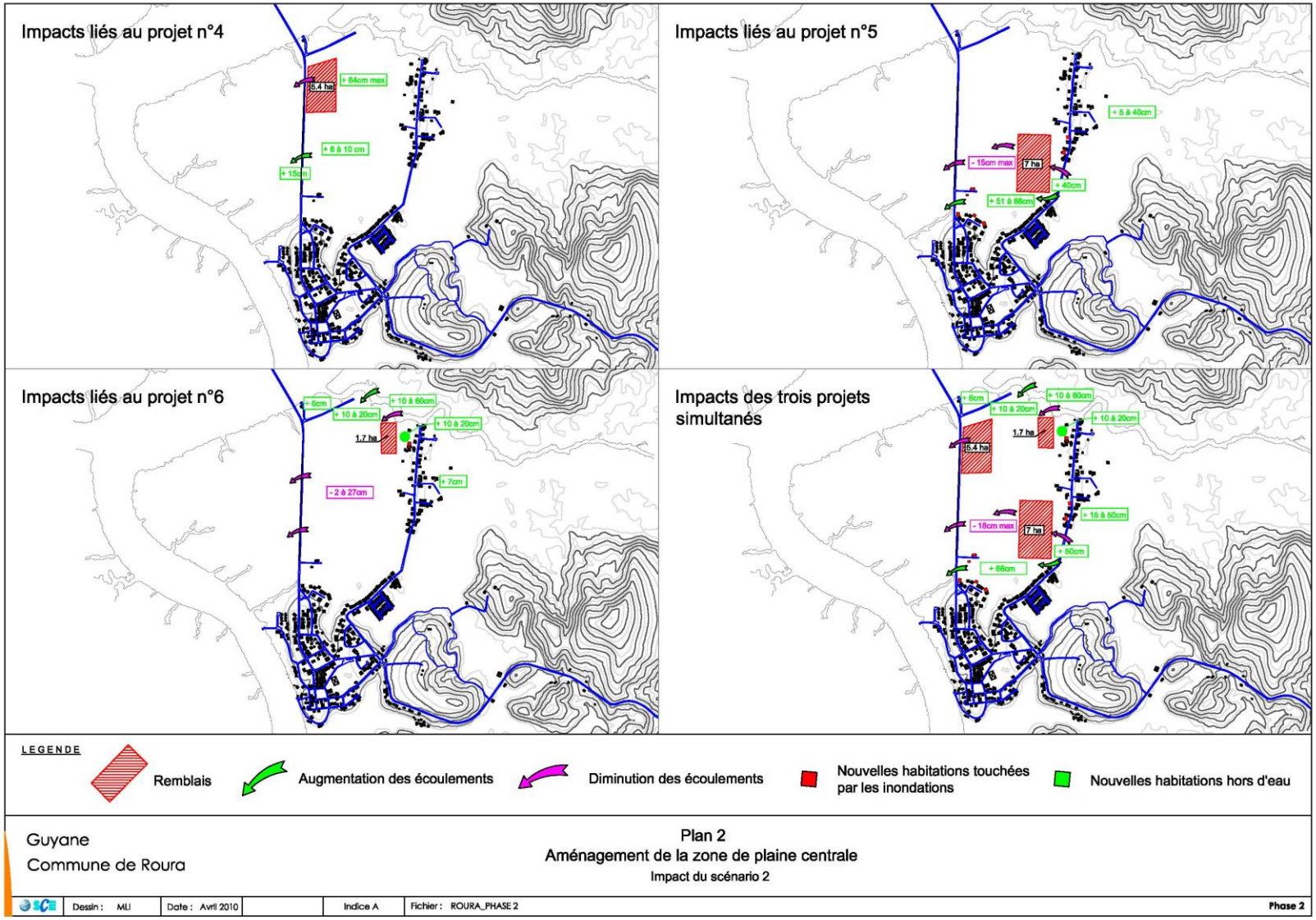
III. CONCLUSION

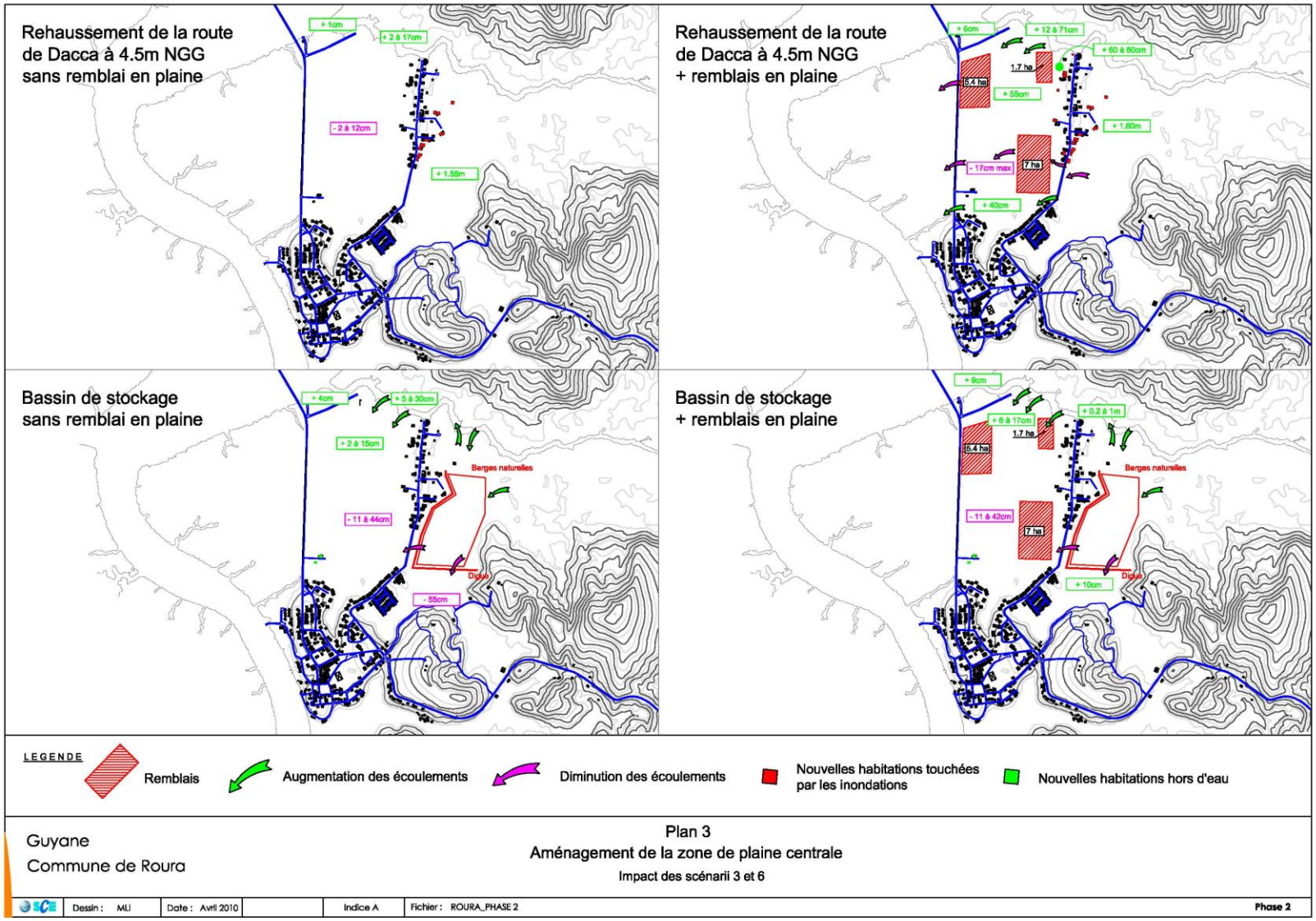
Cette dernière phase de l'étude a permis de compléter le diagnostic effectué précédemment par l'analyse de la dynamique des écoulements des crues sur la commune de Roura.

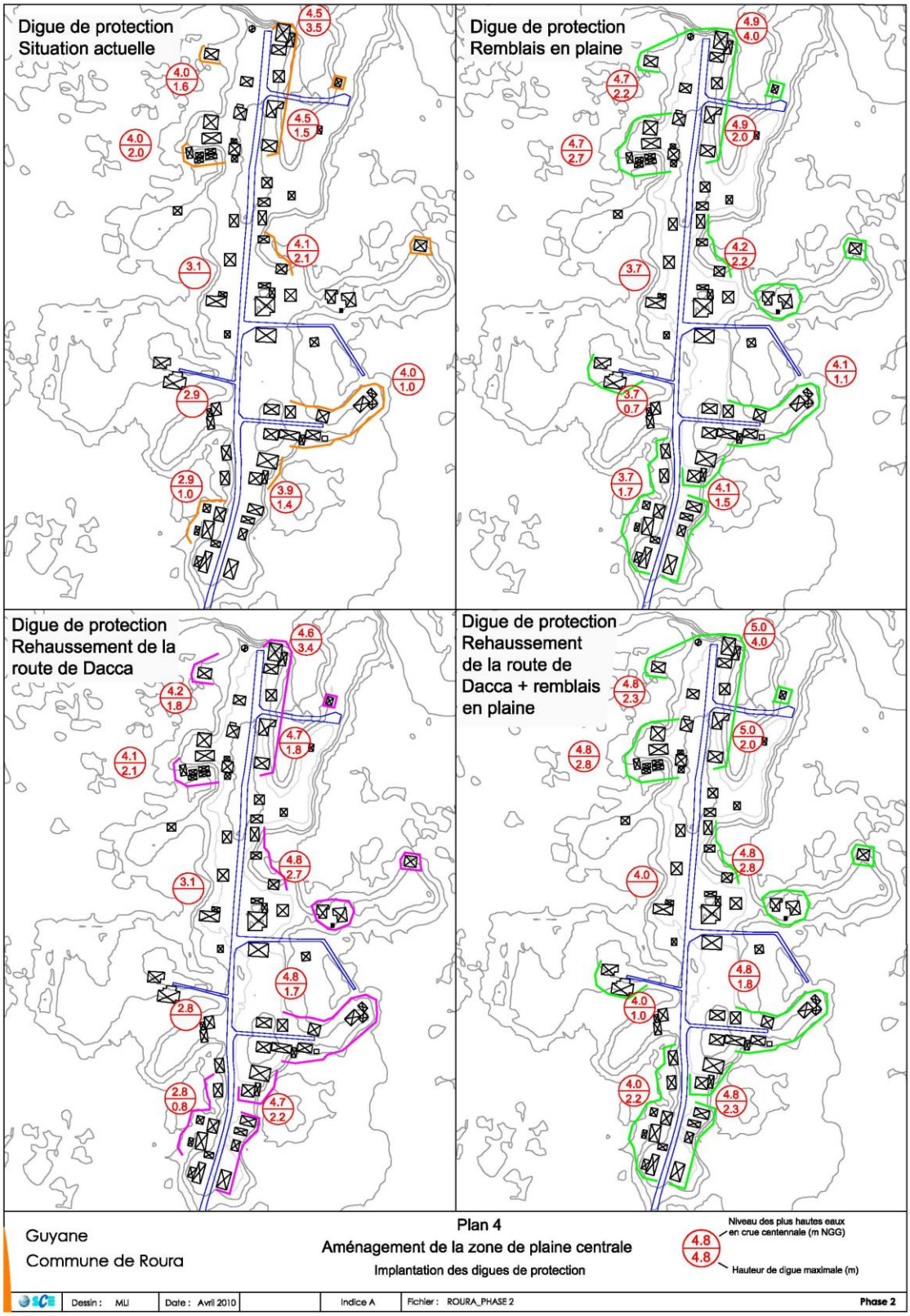
A partir de l'analyse des contraintes de l'état actuel, différents scénarii ont été proposés par secteurs d'aménagement, avec un comparatif multicritère.

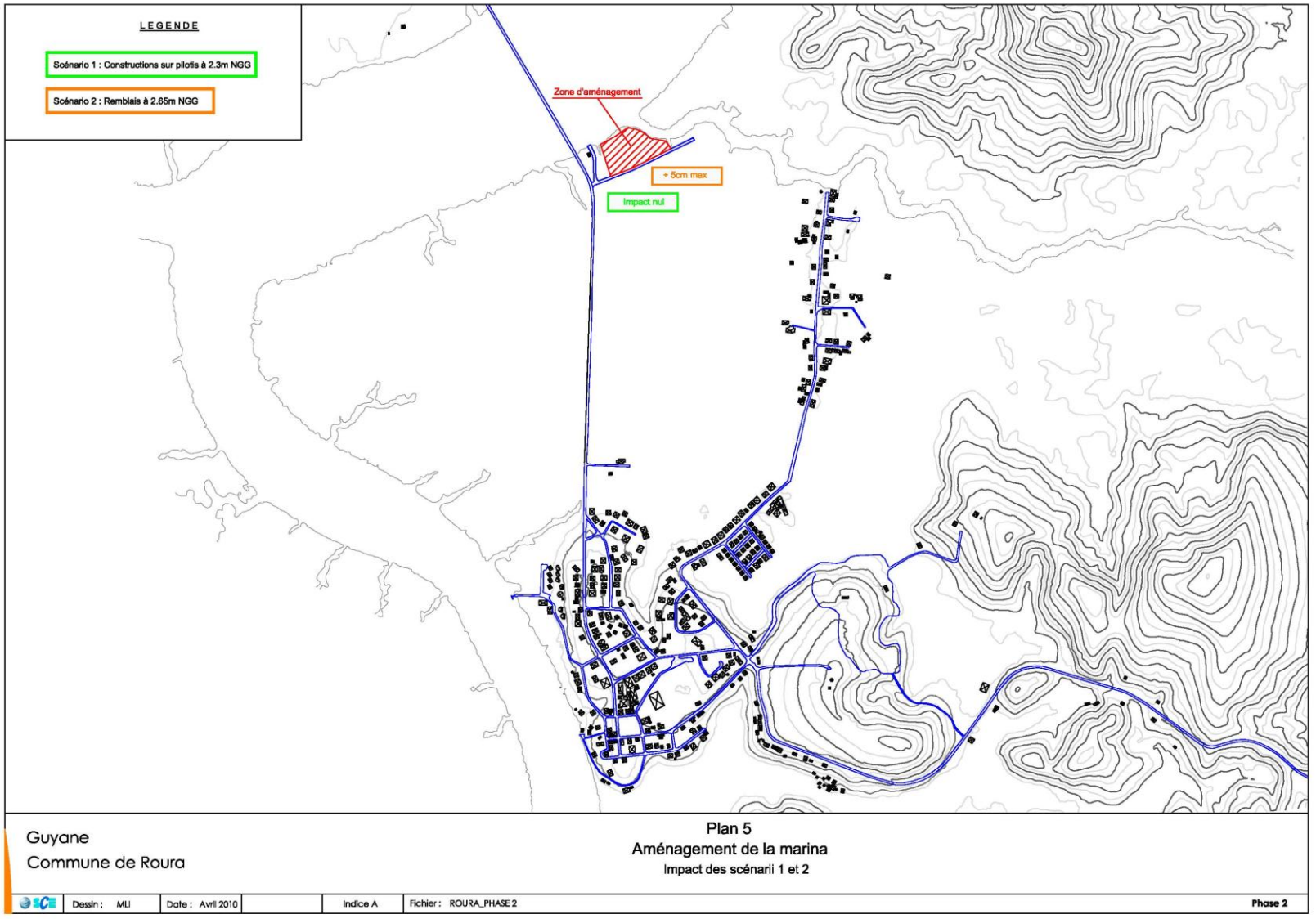
Ce rapport d'aide à la décision permettra à la commune de Roura de poursuivre l'aménagement de la commune et d'engager les éventuelles procédures réglementaires complémentaires.

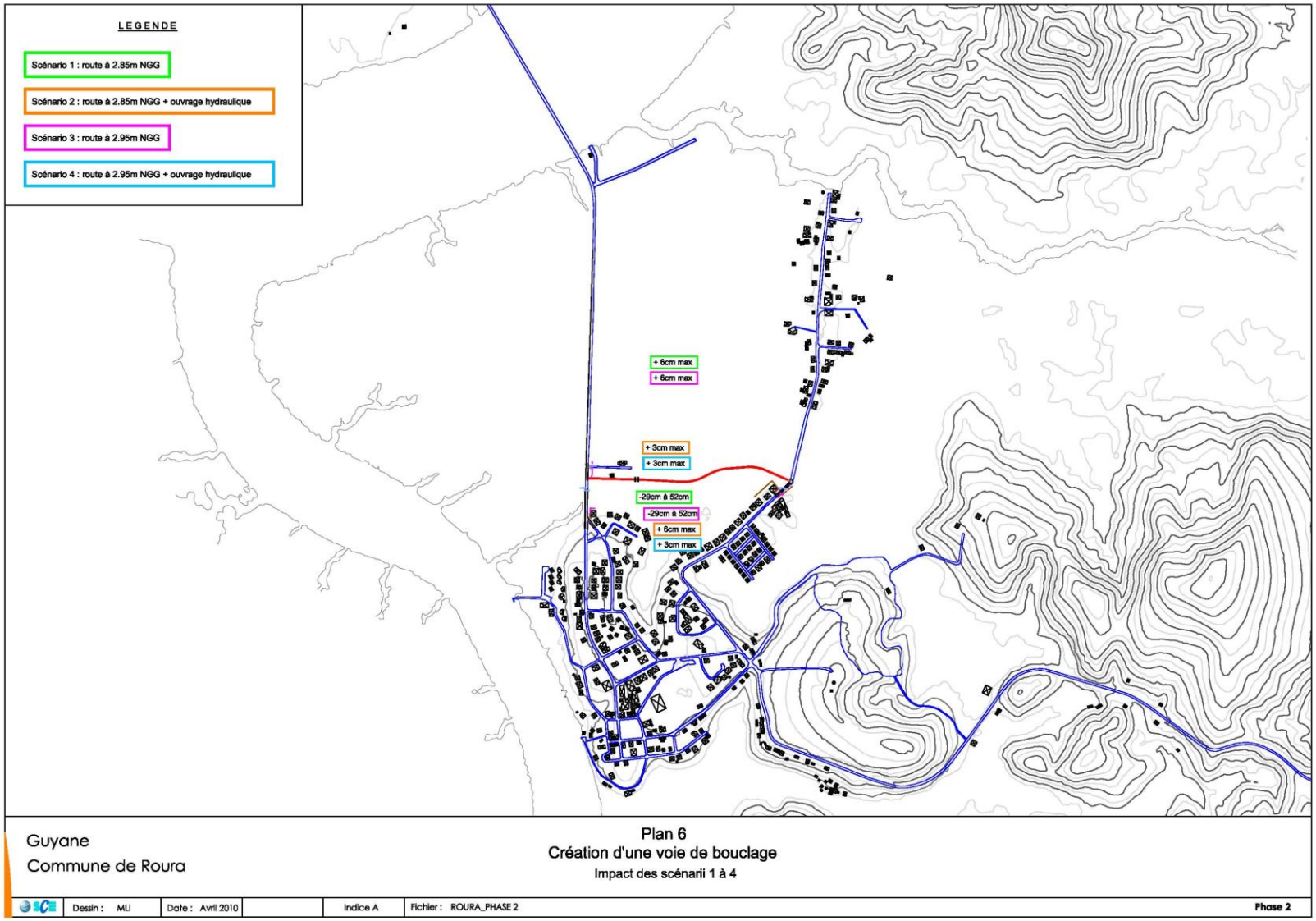

LEGENDE
Scénario 1 : constructions sur pilotis
Scénario 2 : rehaussement de la RD6 à 3.95m NGG
Scénario 3 : rehaussement de la RD6 à 3.95m NGG
+ remblais sur la zone ouest
Scénario 4 : rehaussement de la RD6 à 3.95m NGG
+ digues de protection rapprochée
Zone d'influence de la marée
Nouvelles habitations touchées par les inondations
Scénario 2
Constructions possibles sans remblai
après rehaussement de la route
Scénario 4
Digue
Scénario 3
Remblais
Impact nul
+ 1.15cm
+ 1.15cm
+ 78cm
+ 78cm
+ 78cm
+ 3cm
+ 1cm
Impact nul
- 3cm
- 2cm
Guyane
Commune de Roura
Plan 1
Aménagement de la zone ouest
Impact des scénarii 1 à 4
Dessin : MLI
Date : Avril 2010
Indice A
Fichier : ROURA_PHASE 2
Phase 2

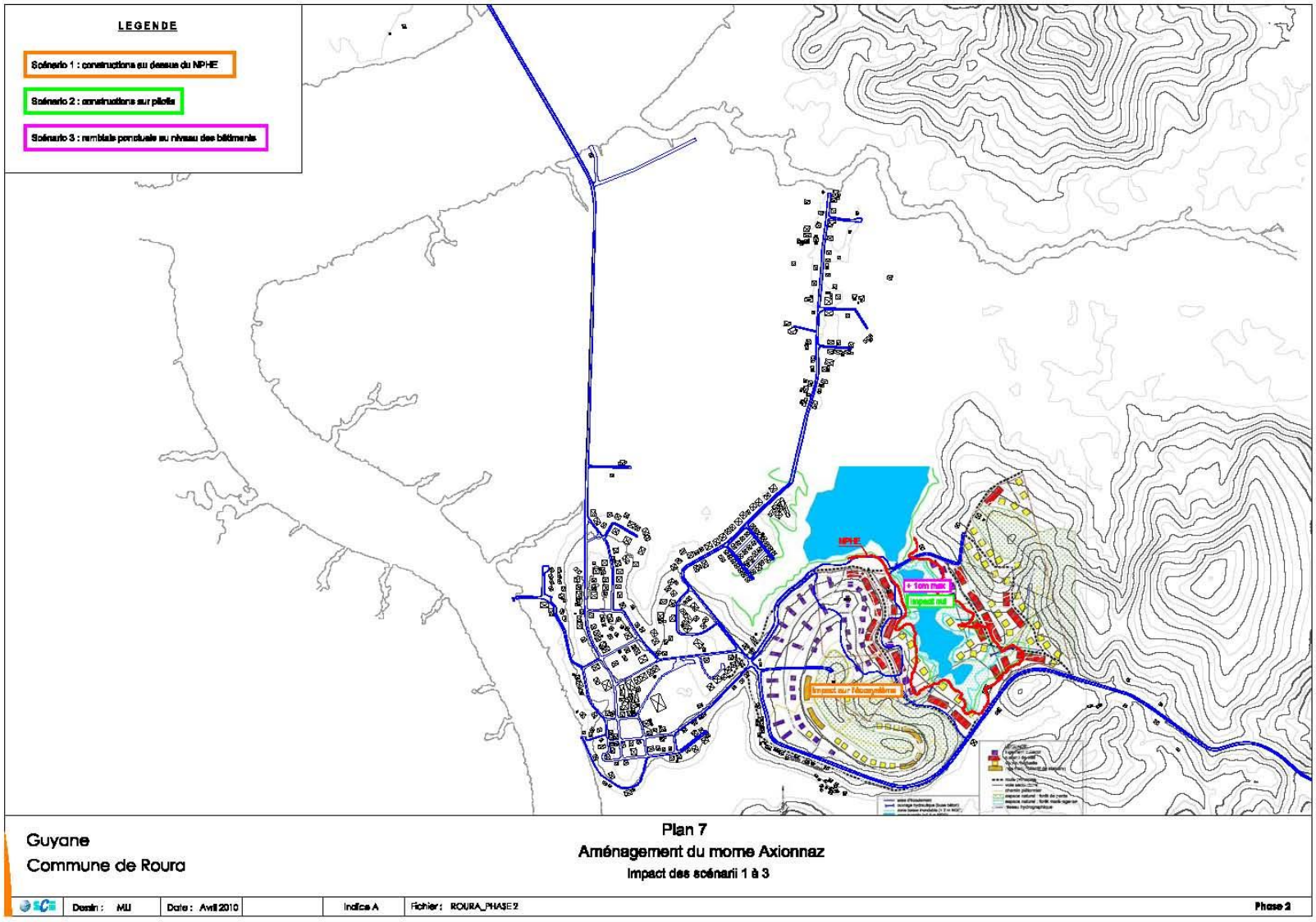

Impacts liés au projet n°4
6.4 ha
+ 64cm max
+ 8 à 10 cm
+ 15cm
Impacts liés au projet n°5
+ 5 à 40cm
- 15cm max
7 ha
+ 40cm
+ 51 à 66cm
Impacts liés au projet n°6
+ 6cm
+ 10 à 60cm
+ 10 à 20cm
+ 10 à 20cm
1.7 ha
+ 7cm
- 2 à 27cm
Impacts des trois projets simultanés
+ 6cm
+ 10 à 60cm
+ 10 à 20cm
+ 10 à 20cm
6.4 ha
1.7 ha
+ 16 à 50cm
- 18cm max
7 ha
+ 50cm
+ 66cm
LEGENDE
Remblais
Augmentation des écoulements
Diminution des écoulements
Nouvelles habitations touchées par les inondations
Nouvelles habitations hors d'eau
Guyane
Commune de Roura
Plan 2
Aménagement de la zone de plaine centrale
Impact du scénario 2
Dessin : MLI
Date : Avril 2010
Indice A
Fichier : ROURA_PHASE 2
Phase 2


Rehaussement de la route de Dacca à 4.5m NGG sans remblai en plaine
+ 1cm
+ 2 à 17cm
- 2 à 12cm
+ 1.55m
Rehaussement de la route de Dacca à 4.5m NGG + remblais en plaine
+ 6cm
+ 12 à 71cm
+ 60 à 80cm
1.7 ha
5.4 ha
+ 55cm
+ 1.60m
- 17cm max
7 ha
+ 40cm
Bassin de stockage sans remblai en plaine
+ 4cm
+ 5 à 30cm
+ 2 à 15cm
Berges naturelles
- 11 à 44cm
Digue
- 55cm
Bassin de stockage + remblais en plaine
+ 9cm
+ 0.2 à 1m
+ 8 à 17cm
1.7 ha
5.4 ha
Berges naturelles
- 11 à 42cm
7 ha
Digue
+ 10cm
LEGENDE
Remblais
Augmentation des écoulements
Diminution des écoulements
Nouvelles habitations touchées par les inondations
Nouvelles habitations hors d'eau
Guyane
Commune de Roura
Plan 3
Aménagement de la zone de plaine centrale
Impact des scénarii 3 et 6
Dessin : MLI
Date : Avril 2010
Indice A
Fichier : ROURA_PHASE 2
Phase 2


Digue de protection
Situation actuelle
Digue de protection
Remblais en plaine
Digue de protection
Rehaussement de la
route de Dacca
Digue de protection
Rehaussement
de la route de
Dacca + remblais
en plaine
Guyane
Commune de Roura
Plan 4
Aménagement de la zone de plaine centrale
Implantation des digues de protection
Niveau des plus hautes eaux
en crue centennale (m NGG)
Hauteur de digue maximale (m)
Dessin : MLI
Date : Avril 2010
Indice A
Fichier : ROURA_PHASE 2
Phase 2


LEGENDE
Scénario 1 : Constructions sur pilotis à 2.3m NGG
Scénario 2 : Remblais à 2.65m NGG
Zone d'aménagement
+ 5cm max
Impact nul
Guyane
Commune de Roura
Plan 5
Aménagement de la marina
Impact des scénarii 1 et 2
Dessin : MLI
Date : Avril 2010
Indice A
Fichier : ROURA_PHASE 2
Phase 2


LEGENDE
Scénario 1 : route à 2.85m NGG
Scénario 2 : route à 2.85m NGG + ouvrage hydraulique
Scénario 3 : route à 2.95m NGG
Scénario 4 : route à 2.95m NGG + ouvrage hydraulique
+ 6cm max
+ 6cm max
+ 3cm max
+ 3cm max
-29cm à 52cm
-29cm à 52cm
+ 6cm max
+ 3cm max
Guyane
Commune de Roura
Plan 6
Création d'une voie de bouclage
Impact des scénarii 1 à 4
Dessin : MLI
Date : Avril 2010
Indice A
Fichier : ROURA_PHASE 2
Phase 2


LEGENDE
Scénario 1 : constructions au dessus du NPHE
Scénario 2 : constructions sur pilotis
Scénario 3 : remblais ponctuels au niveau des bâtiments
NPHE
+ 1cm max
Impact nul
Impact sur l'écosystème
Guyane
Commune de Roura
Plan 7
Aménagement du morne Axionnaz
Impact des scénarii 1 à 3
Dessin : MLI
Date : Avril 2010
Indice A
Fichier : ROURA_PHASE2
Phase 2

Cartographie des aléas pour des crues fréquentes

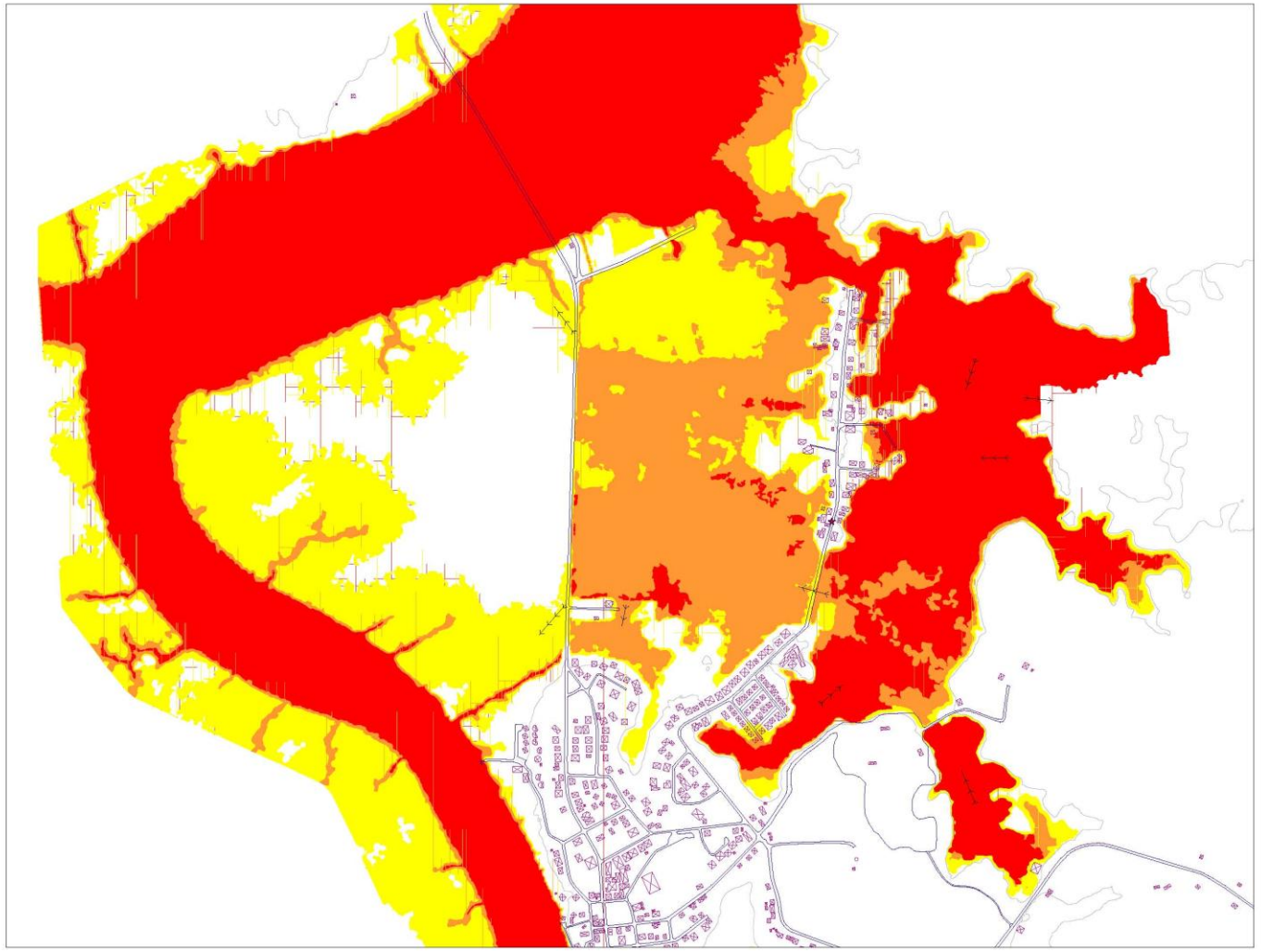
Aléa fort

Aléa moyen

Aléa faible

Sens d'écoulement

Courbe de niveau 5 mNGG



échelle: 1/ 10 000 ème

SCE / mars 2010

Cartographie des aléas pour des crues exceptionnelles

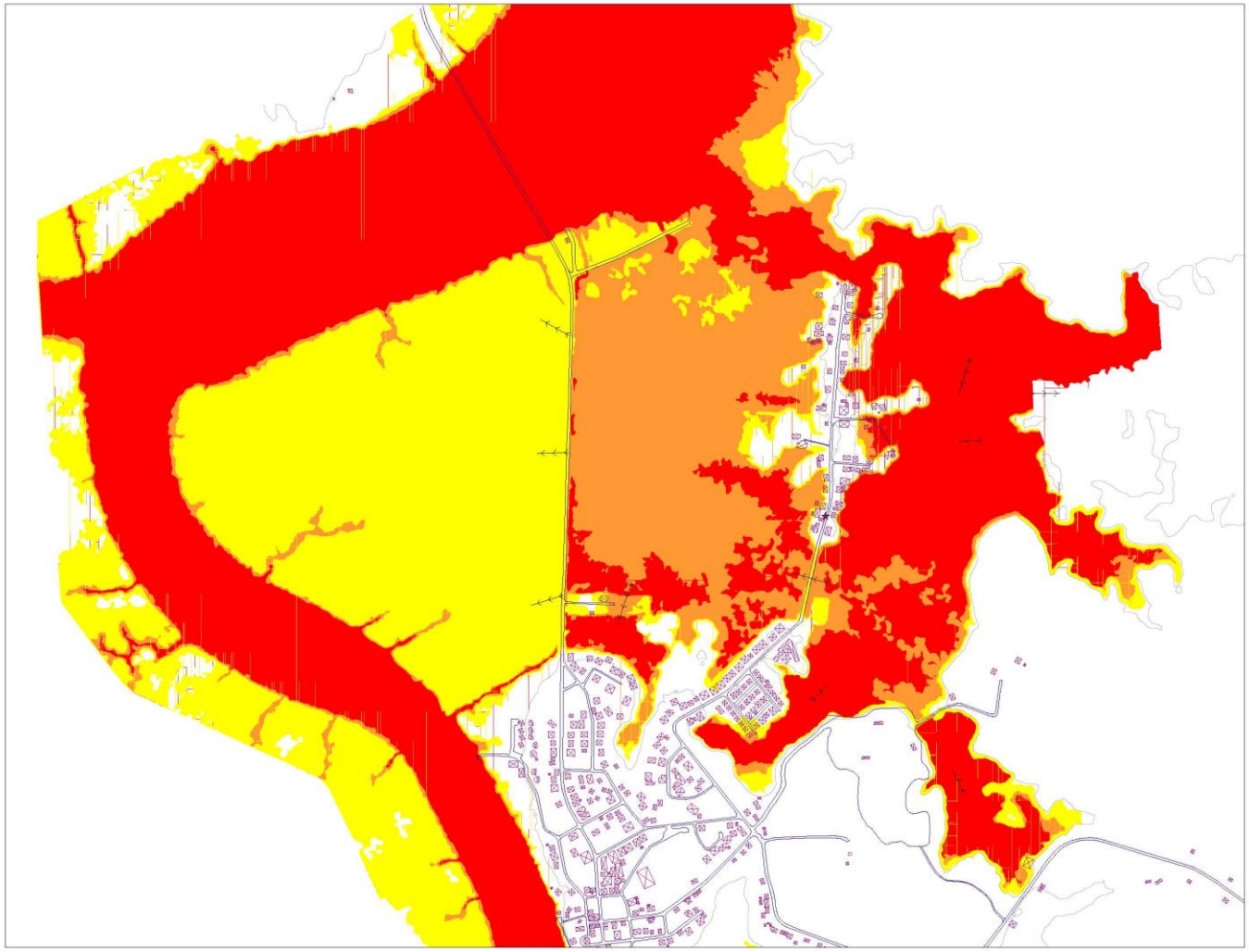
Aléa fort

Aléa moyen

Aléa faible

Sens d'écoulement

Courbe de niveau 5 mNGG



échelle: 1/ 10 000 ème

SCE / mars 2010

DEPARTEMENT DE LA GUYANE

COMMUNE DE ROURA

FICHES TECHNIQUES

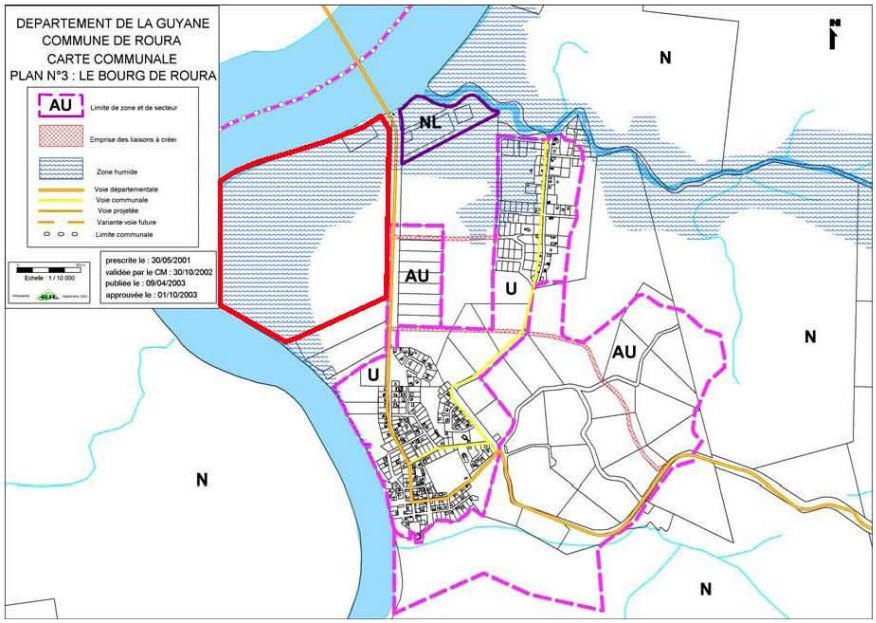
ETUDE HYDRAULIQUE

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

SCE
AMENAGEMENT & ENVIRONNEMENT

ZONE A L'OUEST DU CD6

ZONE DE PROJETS TOURISTIQUES



INONDABILITE DE LA ZONE EN CRUE EXCEPTIONNELLE

Zone inondable en aléa faible (hauteurs d'eau inférieures à 0,5 m et vitesses inférieures à 0,5 m/s) :

- Dans le Mahury : niveau d'eau à 1,6 mNGG en marée de vives-eaux et à 2 mNGG en marée exceptionnelle
- Entre la courbe de niveau 1,6 mNGG et le CD6 : hauteurs d'eau comprises entre 10 et 50 cm suivant les débordements depuis le CD6 (débordements accentués aux points bas du CD6)

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Développement de la zone suivant les prescriptions suivantes :

- En bordure du Mahury (au dessous de la courbe de niveau 1,6 mNGG) : constructions sur pilotis à une cote supérieure à 1,6 mNGG (voire 2 mNGG), hauteur maximale des pilotis de 60 cm (berges à 1 mNGG)
- Entre la courbe de niveau 1,6 mNGG et le CD6 : constructions sur pilotis de 50 cm

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRE

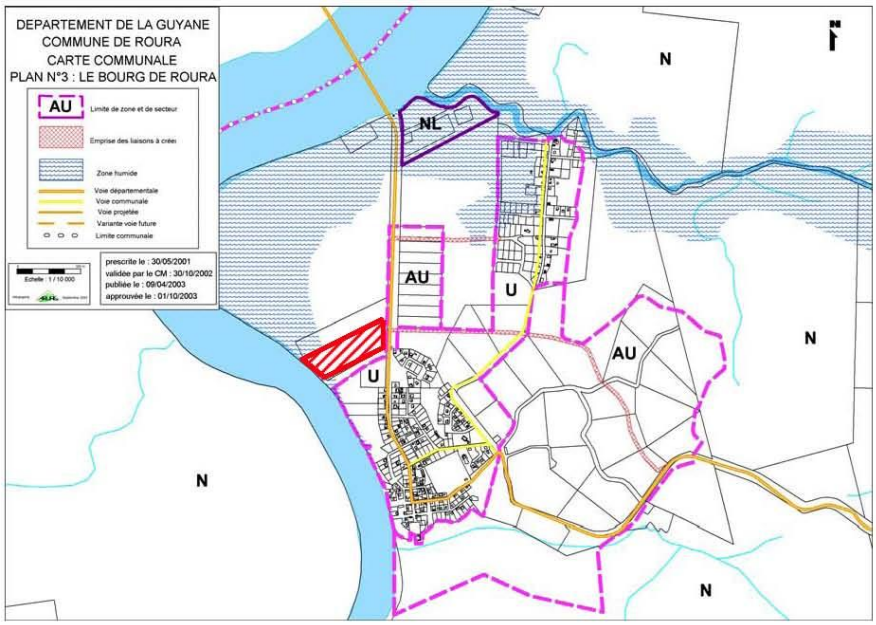
A l'appréciation de la Police de l'Eau :

- installation en lit mineur : projet soumis autorisation au titre de la rubrique 3.1.1.0.

- installation en lit majeur : projet soumis à déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 3.2.2.0.

ZONE A L'OUEST DU CD6

ZONE DE LOGEMENTS



INONDABILITE DE LA ZONE EN CRUE EXCEPTIONNELLE

Zone inondable en aléa faible (hauteurs d'eau inférieures à 0,5 m et vitesses inférieures à 0,5 m/s) :

- Dans le Mahury : niveau d'eau à 1,6 mNGG en marée de vives-eaux et à 2 mNGG en marée exceptionnelle
- Entre la courbe de niveau 1,6 mNGG et le CD6 : hauteur d'eau de 30 cm (débordements depuis le CD6)

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Réalisation d'une voie d'accès au lotissement

- à une cote de 2,8 mNGG au niveau du raccordement avec le CD6 (correspondant au niveau des plus hautes eaux), soit 30 cm au dessus du CD6
- au dessous de 1,6 mNGG : se placer au dessus du niveau des plus hautes eaux du Mahury
- au dessus de 1,6 mNGG : 30 cm au dessus du TN

De la même manière, réalisation des logements sur pilotis au dessus du niveau des plus hautes eaux du Mahury, sinon sur pilotis de 30 cm pour les constructions au dessous de 1,6 mNGG.

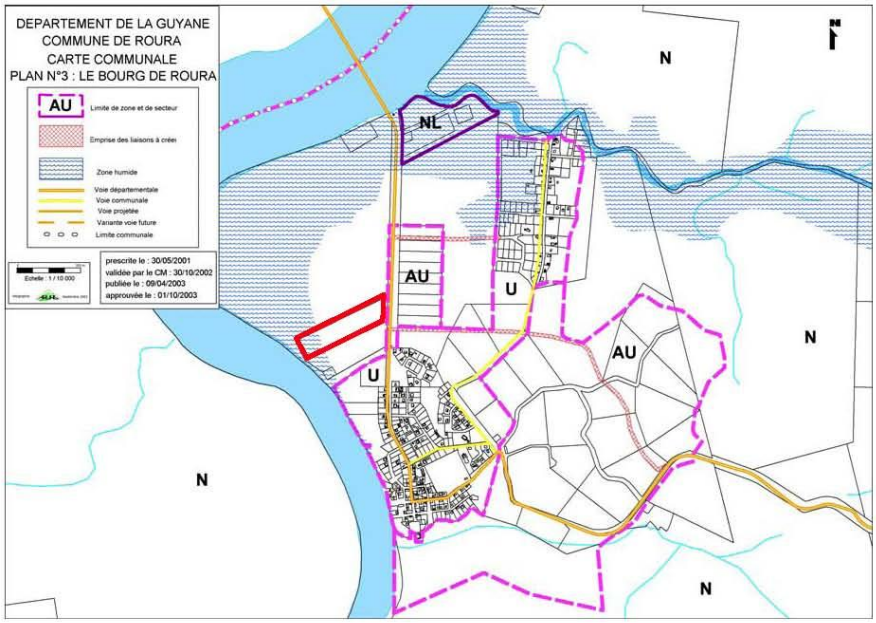
PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

A l'appréciation de la Police de l'Eau :

- installation en lit mineur : projet soumis autorisation au titre de la rubrique 3.1.1.0.
- installation en lit majeur : projet soumis à déclaration (0,93 ha) au titre de la rubrique 3.2.2.0.

ZONE A L'OUEST DU CD6

PALMERAIE



INONDABILITE DE LA ZONE EN CRUE EXCEPTIONNELLE

Zone inondable en aléa faible (hauteurs d'eau inférieures à 0,5 m et vitesses inférieures à 0,5 m/s) :

- Dans le Mahury : niveau d'eau à 1,6 mNGG en marée de vives-eaux et à 2 mNGG en marée exceptionnelle
- Entre la courbe de niveau 1,6 mNGG et le CD6 : hauteurs d'eau comprises entre 10 et 50 cm

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Entretien de la palmeraie régulier pour éviter tout risque de création d'embâcles.

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

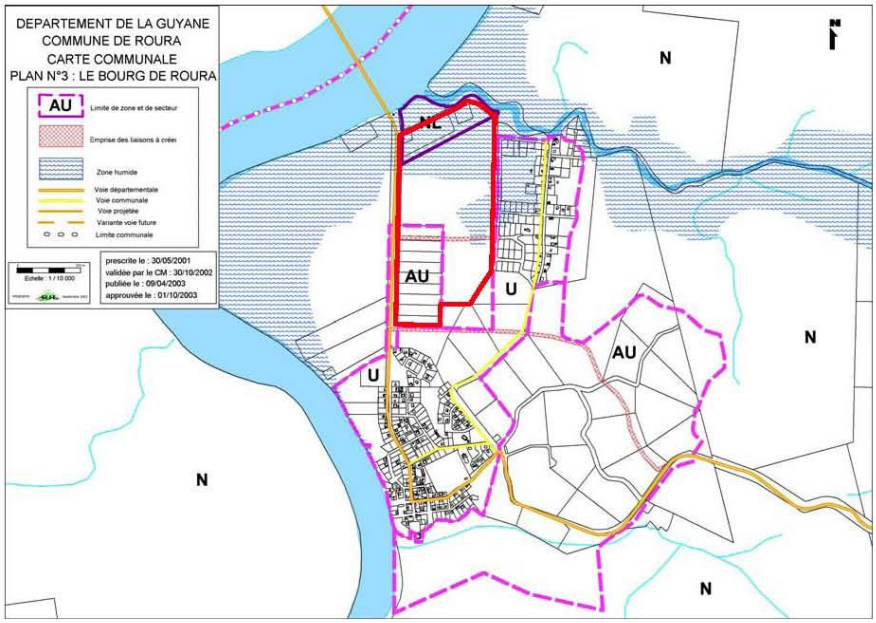
A l'appréciation de la Police de l'Eau :

- installation en lit mineur : projet soumis autorisation au titre de la rubrique 3.1.1.0.

- installation en lit majeur : projet soumis à déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 3.2.2.0.

ZONE ENTRE LE CD6 ET DACCA

AUTRES PROJETS



INONDABILITE DE LA ZONE EN CRUE EXCEPTIONNELLE

Zone inondable essentiellement en aléa moyen avec un niveau des plus hautes eaux compris entre 2,55 et 2,8 mNGG (hauteurs d'eau comprises entre 0,75 et 1 m)

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

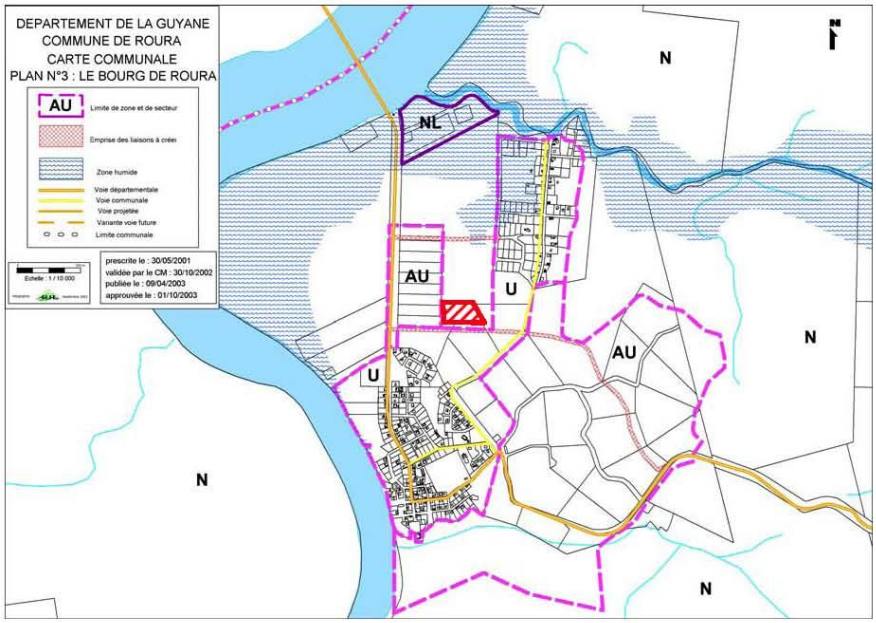
Uniquement des constructions sur pilotis au dessus du niveau des plus hautes eaux.

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

Installation en lit majeur : projet soumis à déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 3.2.2.0.

ZONE ENTRE LE CD6 ET DACCA

PROJET D'INSTITUT THERAPEUTIQUE



INONDABILITE DE LA ZONE EN CRUE EXCEPTIONNELLE

Zone inondable essentiellement en aléa moyen à fort (hauteurs d'eau pouvant atteindre 1,6 m)

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

La mise hors d'eau de cette zone de 1 ha nécessitera la constitution d'un remblai à des cotes comprises entre 2,55 (est de la parcelle) et 3,15 mNGG (ouest de la parcelle), hauteur de remblai entre 0,95 et 1,2 m.

Il peut également être envisagé de mettre en place un mur de protection encadrant le remblai calé à 2,95 mNGG (cote de calage de la voie de bouclage).

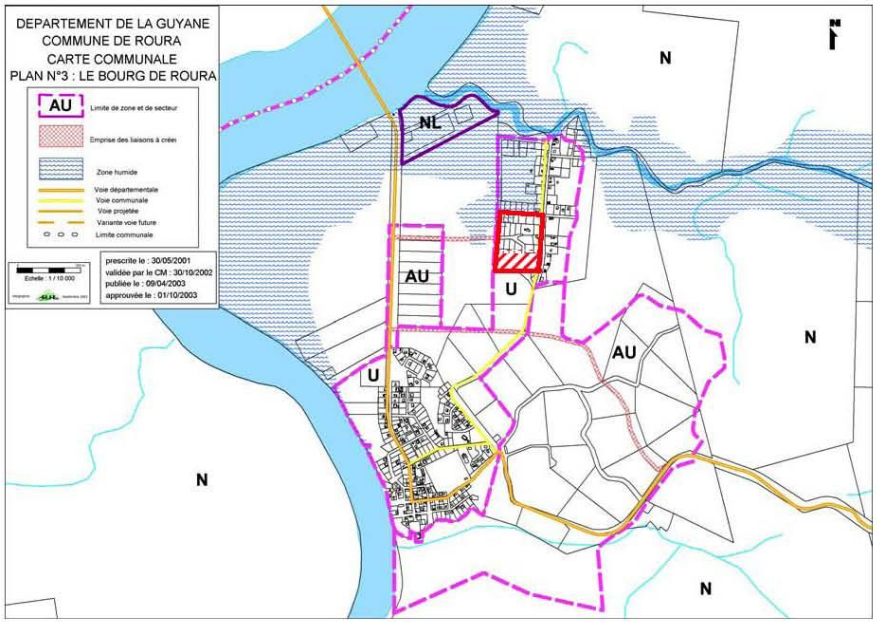
PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

- Installation en lit majeur : projet soumis à déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 3.2.2.0.

- Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles : projet soumis à déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 2.1.5.0.

ZONE DE DACCA

PROJET SCEPARTY



INONDABILITE DE LA ZONE EN CRUE EXCEPTIONNELLE

Les débordements de la crique Gabrielle encerclent le quartier Dacca et touchent 26 constructions (habitations, garages, serres, etc.) en situation actuelle. Le niveau des plus hautes eaux au droit du projet est de 3,1 mNGG (en prenant en compte l'ensemble des projets).

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Réalisation du projet SCEPARTY suivant les prescriptions techniques suivantes :

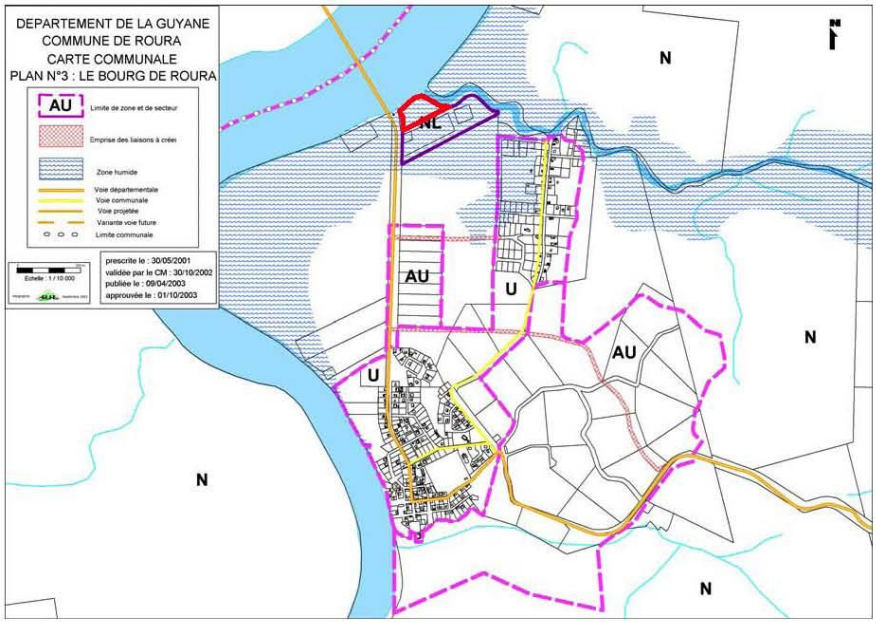
- Réalisation d'un remblai à 2,5 mNGG (cote de l'habitation la plus basse dans la zone à aménager)
- Constructions sur pilotis de 60 cm

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

Installation en lit majeur : projet soumis à déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 3.2.2.0.

ZONE DE MARINA

PROJET DE BASE NAUTIQUE



INONDABILITE DE LA ZONE EN CRUE EXCEPTIONNELLE

Zone inondable principalement en aléa faible avec des hauteurs d'eau comprises en 0,1 m et 0,7 m.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

L'aménagement de la zone de marina avec remblai n'a pas d'impacts sur les écoulements en dehors de la zone de projet. Un remblai pourra donc être réalisé au niveau du stockage des bateaux, les logements sont envisagés sous forme de pilotis.

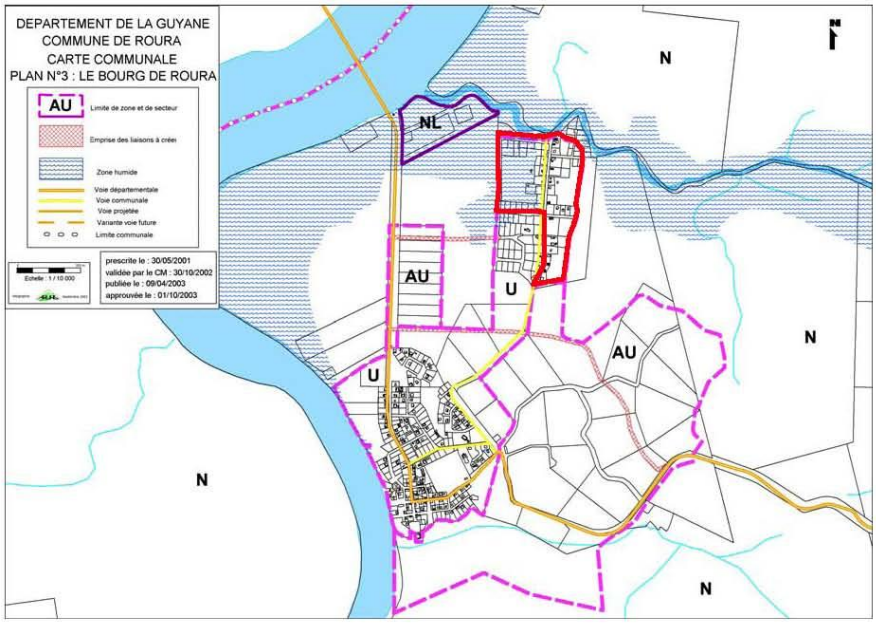
PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

- Tranche 1 (réhabilitation du dégrad existant, la protection de la berge entre le dégrad et le pont, la mise en place d'un parking, d'une voie d'accès et d'un poste de secours) soumise à déclaration aux rubriques 2.1.5.0, 3.1.2.0, 3.1.4.0

- Tranches 2 et 3 (autres travaux tels que recalibrage du fossé, remblaiement des parcelles, constructions de la marina, lodges, VRD…) soumises à autorisation au titre des rubriques 2.1.5.0, 3.1.1.0

ZONE DE DACCA

AUTRES PROJETS



INONDABILITE DE LA ZONE EN CRUE EXCEPTIONNELLE

Les débordements de la crique Gabrielle encerclent le quartier Dacca et touchent 26 constructions (habitations, garages, serres, etc.) en situation actuelle. Suivant les secteurs, le niveau des plus hautes eaux est compris entre 2,9 mNGG et 3,9 mNGG, soit des hauteurs d'eau comprises en 0,9 m et 1,9 m en bordure du quartier.

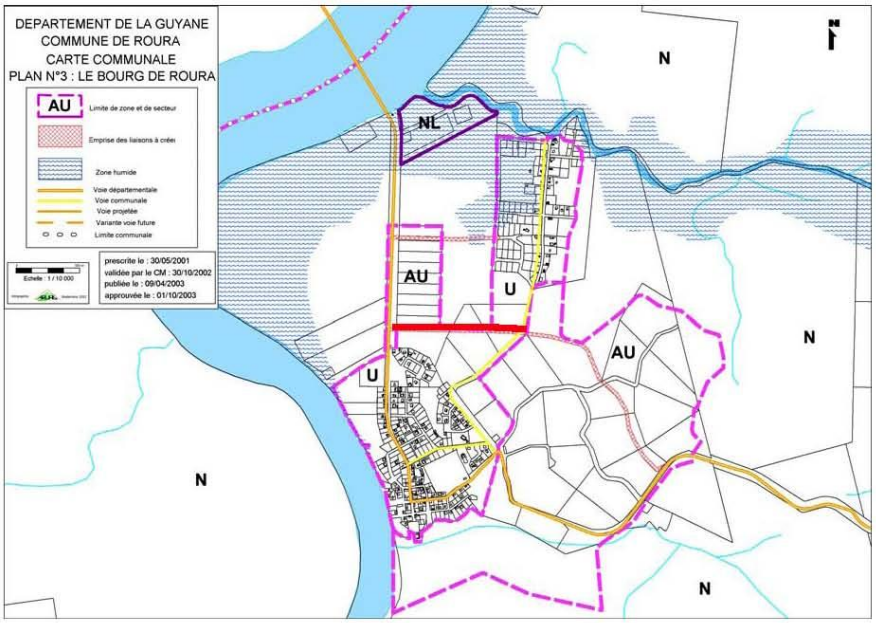
PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Uniquement des constructions sur pilotis au dessus du niveau des plus hautes eaux.

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

Installation en lit majeur : projet soumis à déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 3.2.2.0.

VOIE DE BOUCLAGE



INONDABILITE DE LA ZONE EN CRUE EXCEPTIONNELLE

Le tracé de la voie de bouclage est en zone inondable en aléa faible (passage au niveau des mornes) à fort (hauteurs d'eau pouvant atteindre 0,85 et 1,25 m au niveau des points bas sur le tracé de la voie).

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

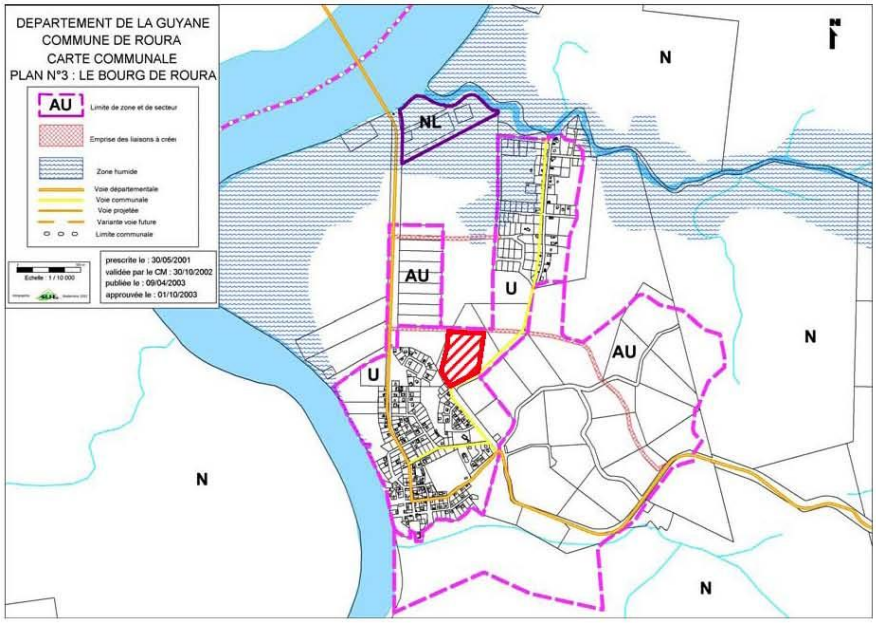
Voie à une cote de 2,95 mNGG pour une mise hors d'eau en crue centennale (niveau des plus hautes eaux en l'absence des autres projets).

La réalisation des autres projets (notamment le projet d'institut thérapeutique) sera à l'origine d'une lame d'eau de 20 cm en crue centennale et de 8 cm en crue décennale (hors d'eau en crue biennale).

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

Installation en lit majeur : projet soumis à déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 3.2.2.0.

ZONE NORD DU BOURG



INONDABILITE DE LA ZONE EN CRUE EXCEPTIONNELLE

Le niveau des plus hautes eaux dans cette zone est de 2,6 mNGG (en considérant l'ensemble des projets).

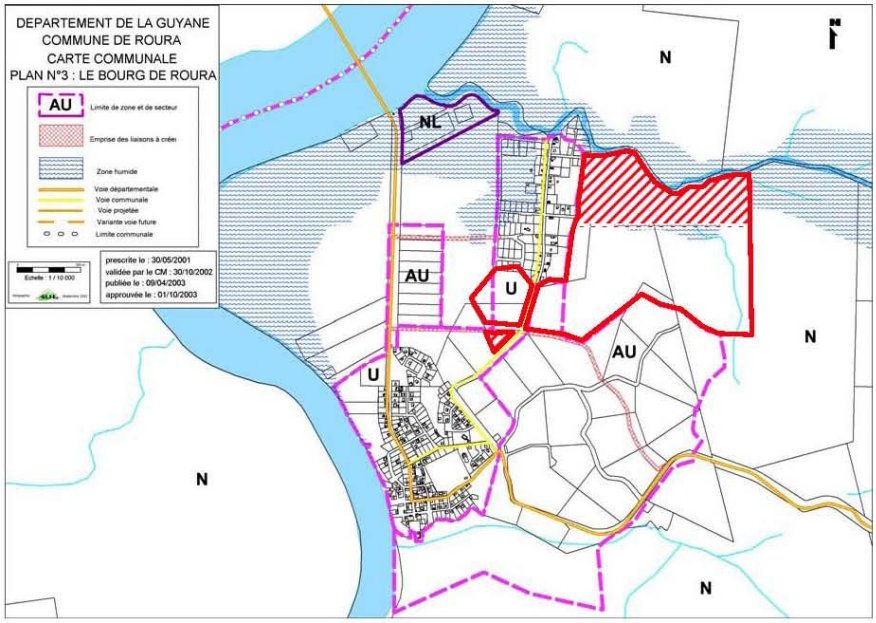
PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Constructions au dessus de 2,6 mNGG

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles : projet soumis à déclaration ou autorisation (suivant la surface) au titre de la rubrique 2.1.5.0.

ZONES INCONSTRUCTIBES



INONDABILITE DE LA ZONE EN CRUE EXCEPTIONNELLE

Aléa fort, zone d'expansion des crues ou zone d'évacuation des eaux pluviales

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Aucunes constructions

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

Sans objet

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 : SECTEUR ANXIONNAZ



OBJET DE LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN

La procédure de modification n°1 engagée par la municipalité vise à permettre l'ouverture à l'urbanisation d'un secteur identifié au Plan Local de l'Urbanisme en vigueur, Anxionnaz, actuellement classé en 2AUb, et ainsi offrir des possibilités de développement du bourg de Roura.

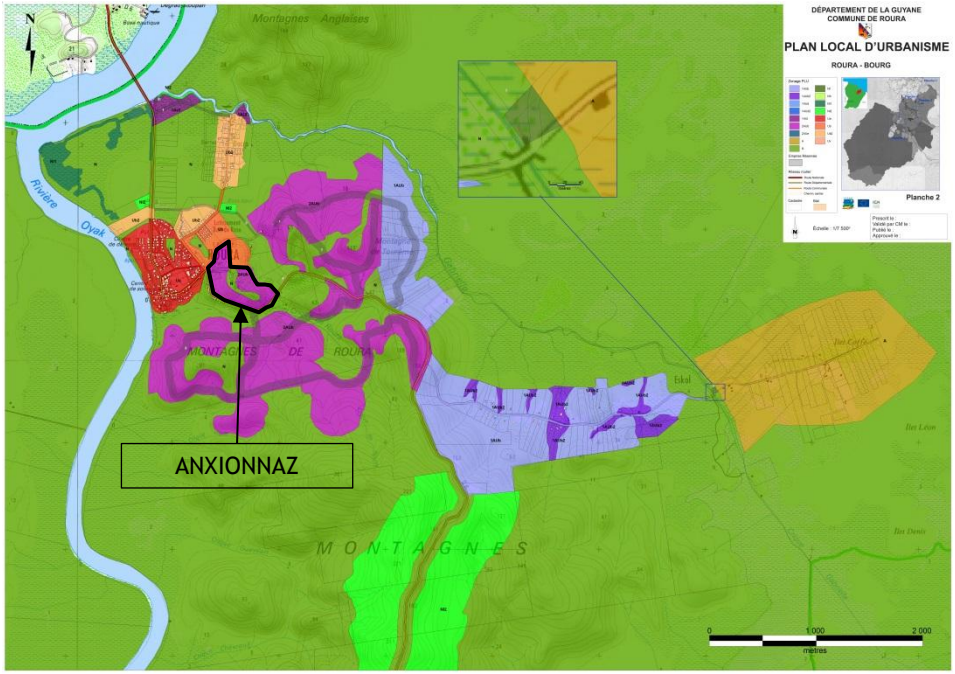


Figure 1 : Zonage du PLU approuvé de 2014

La commune de Roura s'est dotée d'un PLU par délibération du 07/03/2014.

En 2018, une réflexion est entamée par la Municipalité quant à l'évolution de ce document d'urbanisme.

En effet, suite à une décision du Tribunal Administratif (TA) de Cayenne en date d'octobre 2016, une annulation partielle du document a été décidée. Les secteurs ouverts à l'urbanisation, à l'exception des bourgs de Roura et Cacao, ont ainsi retrouvé leur vocation antérieure à l'approbation du PLU, soit l'application du Règlement National d'Urbanisme (RNU) au zonage de l'ancienne Carte Communale (CC) de Roura.

La mairie souhaite donc pouvoir **répondre aux besoins en logements** significatifs de nouveaux habitants mais également des populations actuelles, dans un **contexte de fort développement et de desserrement de l'agglomération Centre littoral** (notamment la commune de Matoury).

Une réflexion sur les secteurs stratégiques a permis de recenser divers sites de projet. **La proximité aux équipements, la desserte et les capacités d'extension des réseaux, l'exposition aux risques, ont été pris en compte.**

Ainsi, la commune de Roura souhaite permettre le développement du site dit « Anxionnaz » en continuité du bourg de Roura, sur un secteur actuellement classé en 2AUb au PLU.

Les évolutions du document d'urbanisme :

- N'entraînent aucune modification du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) et ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU approuvé ;
- Ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- Entraîne un accroissement de plus de 20% des possibilités constructives de la zone.

Au vu de ces éléments, l'ouverture à l'urbanisation, par le passage en zone 1AUb et la réalisation d'une O.A.P. **s'inscrit dans les champs d'application du Code de l'Urbanisme régissant la procédure de modification de droit commun.**

JUSTIFICATION DE LA PROCÉDURE DE MODIFICATION

ARTICULATION DE LA MODIFICATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS

COMPATIBILITÉ AVEC LES DOCUMENTS SUPRA COMMUNAUX

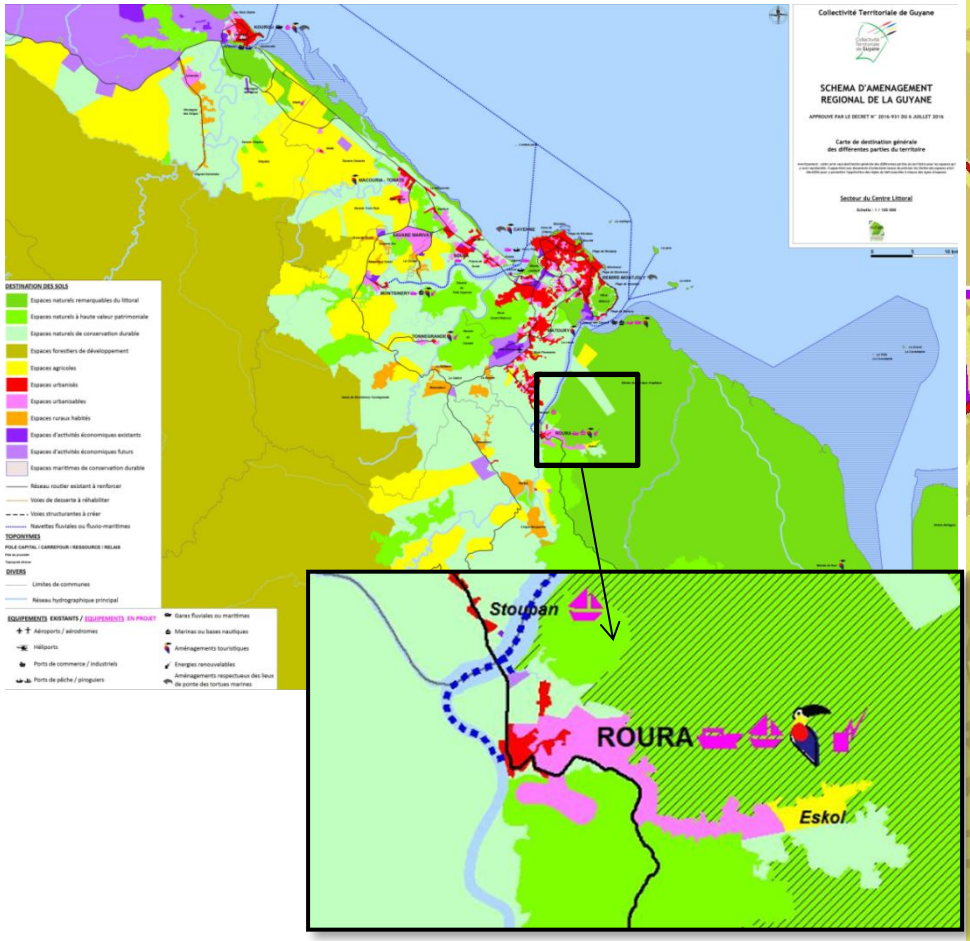
Le SAR

Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de la Guyane est entré en vigueur le 6 juillet 2016. Document majeur de planification et d'aménagement de la Guyane à l'horizon 2030, ses orientations sont applicables sur l'ensemble du territoire.

Au sein du SAR, le secteur d'Anxionnaz (2AUb) est considéré comme un **espace urbanisable** enserré par des espaces urbanisés et urbanisables ainsi que des espaces naturels à haute valeur patrimoniale. Ces secteurs sont des espaces à bâtir multifonctionnels destinés à l'accueil d'habitat, de services publics, de commerces et d'activités.

Le SAR affirme qu'en complément de l'optimisation des espaces urbanisés, les espaces urbanisables visent à répondre aux besoins de logements et d'emplois à horizon 2030 par l'extension mesurée du tissu urbain en limitant la consommation des espaces agricoles et des espaces naturels et forestiers. Ainsi, les extensions urbaines doivent être planifiées et phasées de manière maîtrisée, afin d'assurer une gestion économe de l'espace en fonction du niveau de desserte et d'équipements. L'urbanisation de ces espaces doit s'effectuer préférentiellement dans le cadre d'opérations d'aménagement d'ensemble maîtrisées, denses.

Figure 2 : Carte du SAR à l'échelle 1/100 000e



La Loi Littoral

La commune est concernée par les règles spécifiques du Code de l'Urbanisme liées au littoral. Les principes fondamentaux de la loi Littoral, sont :

- Limiter le mitage du littoral, avec des extensions de l'urbanisation dans la continuité des espaces urbains (villages et agglomérations) ou par densification dans les espaces déjà urbanisés non identifiés en villages ou agglomérations.
- Maîtriser l'urbanisation près du rivage, par des extensions limitées et justifiées dans les espaces proches du rivage
- Éviter une urbanisation linéaire, par le maintien de coupures d'urbanisation.
- Préserver les espaces les plus sensibles :
    - la bande des 50 pas géométriques, espace inconstructible (hors exceptions visées par l'article l121.46 du CU) dans les zones non urbanisées ;
    - les espaces remarquables du littoral.

Le secteur d'Anxionnaz est une extension urbaine en continuité avec le Bourg de Roura et respecte la loi littoral. Un phasage de l'ouverture à l'urbanisation du secteur permettra de garantir un développement maitrisé et de conditionner l'urbanisation des parcelles les plus éloignées à l'urbanisation en continuité de l'enveloppe urbaine existante.

Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE 2016-2021)

Le SDAGE fixe pour 6 ans les orientations qui permettent d'attendre les objectifs attendus en matière de « bon état » des eaux. Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les orientations et les objectifs du SDAGE. Le SDAGE de Guyane 2016-2021 validé par l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2015 comprend cinq orientations fondamentales.

Le projet prévoit l'extension des réseaux d'eau potable existants à proximité du site afin d'alimenter le futur quartier. Le projet peut-être connecté au réseau d'assainissement collectif par extension des réseaux existants à proximité. Les déchets d'assainissement seront acheminés vers une lagune aux normes à l'Est du bourg, afin d'assurer un traitement selon les normes.
Le projet n'est pas incompatible avec le SDAGE.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Le SCoT de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL) a été approuvé le 16 décembre 2009. Le PLU de Roura doit être compatible avec ce document.

Toutefois, la présente notice s'assure de la compatibilité de la modification avec le SCoT en cours de révision.

La compatibilité d'un PLU avec un SCoT s'apprécie essentiellement par rapport au DOG (Document d'orientation Générales) du SCoT. Le DOG est la mise en œuvre du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.) du SCoT. La révision du SCoT en cours et arrêté le 11 juillet 2019 remplacera le DOG pour un Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO).

Aussi, le P.A.D.D. du SCoT approuvé en 2009 de la CACL définit le bourg historique de Roura comme un secteur de développement urbain situé le long d'un « collier de perles ». Chaque perle constituera un ensemble cohérent comprenant logements, emplois et équipements publics. On pourra y vivre, y travailler, y faire ses courses, y faire des études secondaires ou encore s'y divertir.

Plus spécifiquement, le bourg historique de Roura est identifié comme une « ville de la terre tournée vers le Fleuve » possédant tous les atouts pour développer une économie de tourisme et de détente.

Les estimations des capacités d'accueil sur le secteur de développement de Roura déterminent une densité moyenne **de 30 logements par hectare soit environ 1500 logements supplémentaire sur la commune de Roura d'ici 2025** (SCoT approuvé en 2009). Entre 2011 et 2016, la commune à produit seulement environs 259 résidences principale (Donnée INSEE)

Ainsi, le DOG préconise l'extension du bourg existant de Roura en évitant une urbanisation périurbaine non maitrisée (absence d'équipement collectif / absence de transports collectifs / réseaux insuffisants / étalement urbain / zones monofonctionnelles / pauvreté des espaces publics). Le Bourg participera donc au rééquilibrage territorial par un renforcement de leur attractivité : Affirmation de leur vocation résidentielle, Agricole et touristique.

Par ailleurs, le DOG fixe des objectifs de densité modulé en fonction des pôles d'urbanisation. Le bourg de Roura doit donc respecter une densité moyenne de 21 logements à l'hectare.



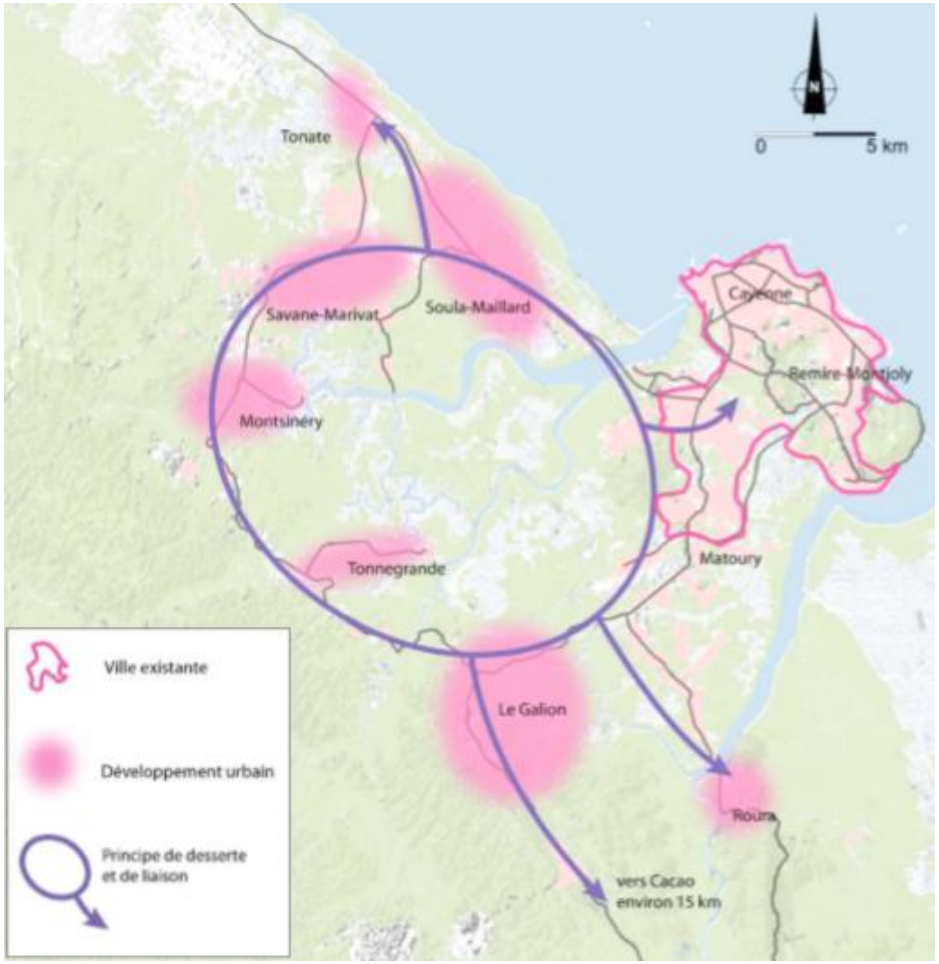


Figure 3 : Concept du « collier de perles » (SCoT approuvé en 2009)

De plus, pour faire face aux évolutions majeures du territoire de la CACL ces dernières années. La révision de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est engagée par délibération du 28 mai 2014 suite au bilan du précédent SCoT. Effectivement, un certain nombre d'éléments objectifs conduisent à rendre nécessaire cette révision à court terme, à savoir la mise en conformité avec la loi « Grenelle » avant le 1er janvier 2017, la prise en compte de la révision des documents régionaux (SAR, SRCAE, etc.).

Afin d'intégrer la procédure de modification n°1 du PLU de Roura dans cette démarche d'évolution. Les premières orientations de la révision du SCoT sont prises en compte dans les réflexions.

À savoir, le P.A.D.D. définit une nouvelle armature urbaine de la CACL au service d'un développement coordonné autour de différents pôles structurants : Pôle « capitale » / Pôle «capitale» en devenir / Pôles d'équilibres / Pôles stratégiques / Territoires Ruraux Habités à Conforter (TRH).

La commune de Roura et plus spécifiquement le bourg de Roura auquel est accolé le secteur Anxionnaz fait partie des pôles d'équilibres de la CACL.

Ces secteurs ont vocation à structurer le développement d'un «arrière-pays ». Ils jouent un rôle de structuration et d'équilibre du territoire de la CACL permettant ainsi de limiter les déplacements obligés de leur population vers le pôle «capitale».

D'ici à 2039, ces secteurs devraient connaître un développement urbain leur permettant d'assurer un desserrement du pôle « capitale » tout en préservant leur caractéristique de bourg.

À ce titre, à l'horizon 2040, le secteur de Roura se devra d'accueillir un développement lié à l'ouverture de relations nouvelles avec le voisin brésilien via le pont de l'Oyapock.

Il convient d'en faire un pôle « relais » structurant au regard de sa localisation et des fonctions qu'il exerce vis-à-vis du desserrement du pôle « capitale ».

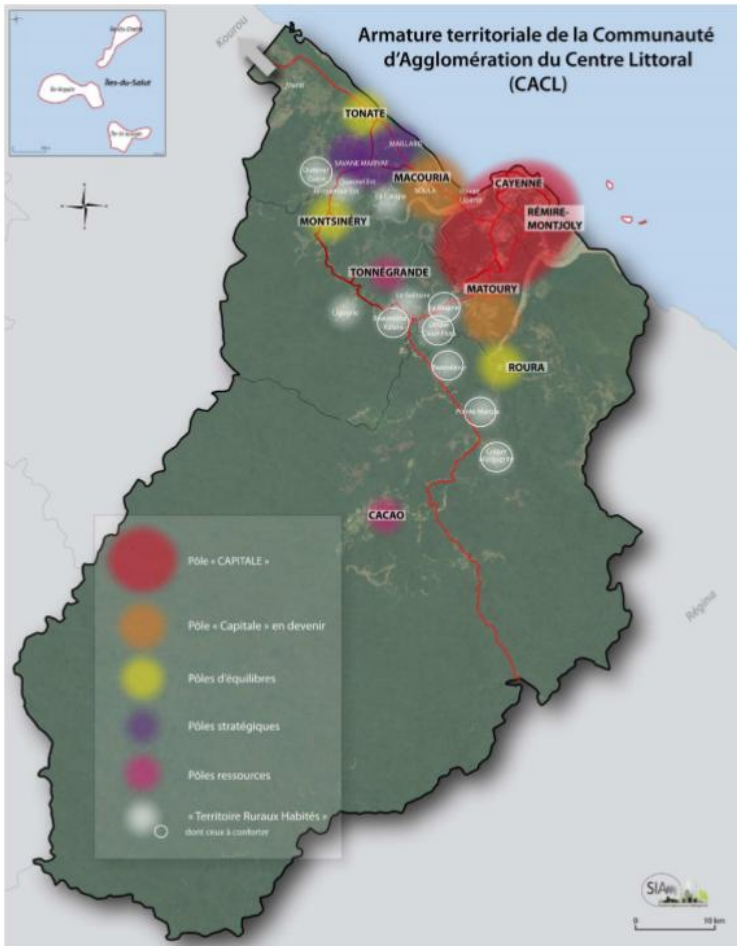


Figure 4 : Armature territoriale de la CACL (SCoT en cours de révision)

Par ailleurs, face à la saturation croissante du réseau routier, le SCoT en révision prévoit le développement de navettes fluviales sur le territoire en envisageant une liaison entre Roura et Rémire-Montjoly en passant par Matoury.

Ainsi, le **DOO définit les objectifs des pôles d'équilibre qui seront portés par les opérations d'intérêt national (OIN)** dont HOWE sur Roura :

- structurer le développement de « l'arrière-pays » ;
- constituer les « portes d'entrée » de l'agglomération principale.

Le bourg de Roura se présente comme étant une porte d'entrée vers un vaste espace protégé (PNRG et réserves naturelles). C'est un lieu de passage obligé pour les touristes et les naturalistes qui veulent se rendre dans les marais de Kaw Roura et de Trésor. La vocation touristique du pôle de Roura bourg est à affirmer, notamment au travers le développement d'une offre touristique tournée vers l'écotourisme et l'aventure ainsi que vers le tourisme fluvial et les loisirs nautiques. La vocation touristique sera affirmée également par la création d'aménagements permettant un accueil de qualité des croisiéristes, et la création d'une marina (transfert de la marina de Degrad des Cannes). Les projets de **mise en valeur de l'environnement et de la biodiversité** seront de mise, et le développement du bourg se fera de manière maîtrisée.

De plus, la centralité urbaine du bourg de Roura est identifiée et doit permettre le développement de **commerce de proximité**.

Le secteur d'Anxionnaz se trouve entre le bourg de Roura et l'OIN « HOWE » assurant ainsi un positionnement pivot et stratégique à prendre en compte dans son développement.

Aussi, le DOO *recommande* des proportions pour chaque forme d'habitat afin d'assurer la diversité résidentielle au sein des projets. *Ces ratios s'appliquent à l'échelle des communes et non des projets pris individuellement*.

Pôles d'équilibre		% min de logements collectifs	% min de logements intermédiaires	% (max) de logements individuels et villas individuelles
Répartition au sein du pôle d'équilibre par secteur	Roura (bourg)	20%	20%	60%

Le secteur d'Anxionnaz prendra en compte ce principe de diversité résidentielle au sein du projet.

Concernant les prescriptions en matière de densité, les objectifs pour les pôles d'équilibres sont d'atteindre des densités brutes de constructions modérées pour les opérations de renouvellement urbain densification et d'extensions urbaines (environ 18 lgts/ha) .

Ces densités conviennent aux typologies observées sur le bourg de Roura. Aussi, la modification n°1 du PLU de Roura est l'occasion d'ajuster les orientations d'aménagement et de programmation du secteur Anxionnaz en fonction de ces densités plus adaptées.

De plus, elles permettent de garantir une qualité paysagère tout en appuyant l'attractivité du bourg de Roura au vu d'un développement touristique préconisé par le SCoT approuvé et en cours de révision.

La charte du Parc Naturel Régional de Guyane

La commune de Roura est comprise dans le parc Naturel Régional de la Guyane (PNRG). L'application du PNRG se fait au travers d'une charte qui a été approuvée le 10 décembre 2012. Cette charte est accompagnée de deux cartes sur le patrimoine et les valorisations au sein du PNRG. Ainsi, la périphérie du bourg de Roura apparaît sur la carte des valorisations comme une zone d'habitat à faible impact environnemental. La charte évoque notamment Roura, tout comme Mana pour le pôle ouest du Parc Naturel Régional, a une vocation écotouristique évidente. Il s'agit avant tout d'une porte d'entrée vers un vaste espace à protéger. C'est un lieu de passage obligé pour les touristes naturalistes qui veulent se rendre aux marais de Kaw. La commune présente elle-même des sites écotouristiques de premier plan (Crique Gabrielle, Montagne Trésor). **Enfin, sa proximité de l'Ile de Cayenne est un atout supplémentaire pour affirmer son rôle d'accueil du public.**
Ainsi, le PNRG évoque des possibilités de valorisation du territoire par la mise en place :

- D'une maison du parc ;
- D'une structure scolaire ;
- D'un chemin de randonnée (à pied ou à vélo) ;
- D'un site d'hébergement ou de restauration ;
- D'un office de tourisme d'un syndicat d'initiative existant ;
- D'une valorisation du patrimoine historique.

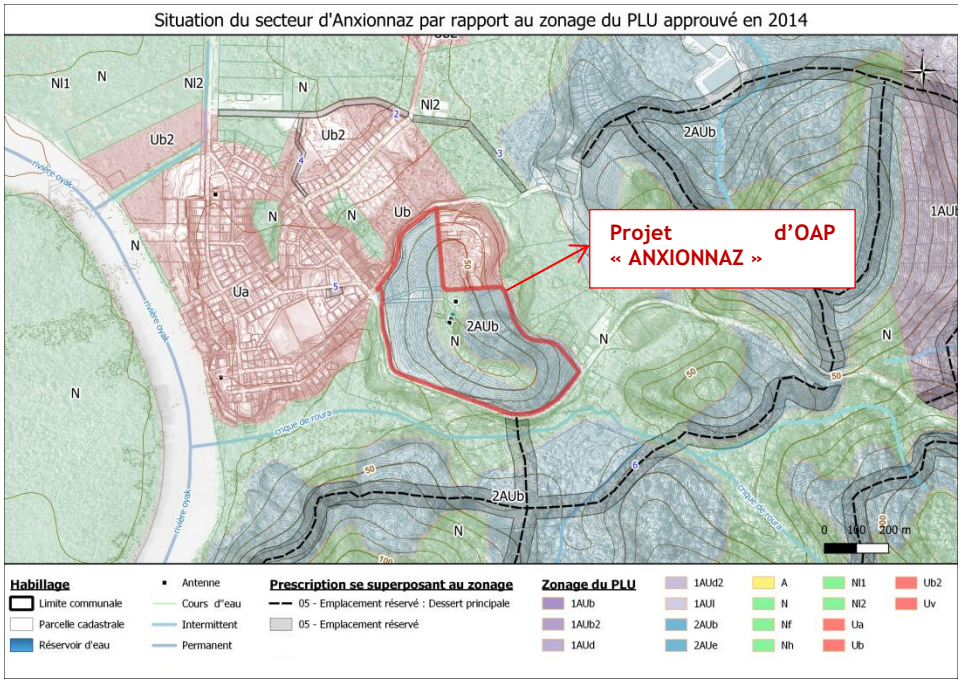
Ces différents éléments sont autant de possibilités pouvant être intégrées dans la réflexion au sujet de l'urbanisation du secteur Anxionnaz.

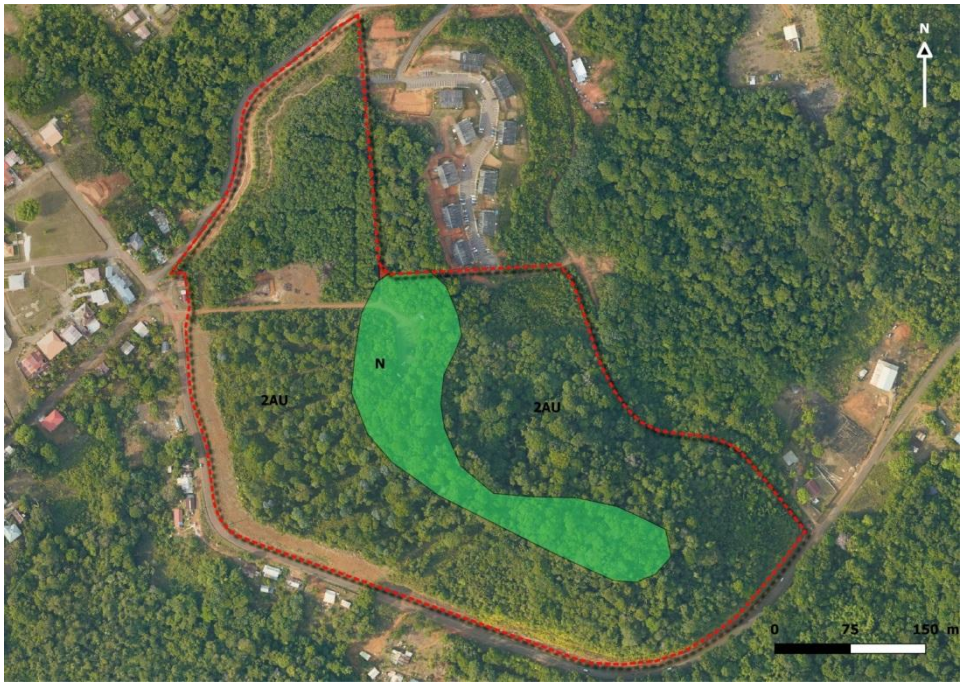
Respect de la traduction graphique et règlementaire du P.A.D.D. du PLU

Concernant le secteur Anxionnaz, le plan d'aménagement d'ensemble doit être compatible avec le règlement graphique.

Ainsi, la carte suivante nous montre le zonage actuel du PLU approuvé en 2014. L'ensemble du secteur est classé actuellement en 2AUb (secteur à urbaniser faisant l'objet de la modification n°1 du PLU) hormis la partie sommitale du secteur classé en zone N (zone naturelle) et par conséquent inconstructible.

Figure 5 : Zonage du PLU approuvé en 2014 par rapport au secteur « Anxionnaz »





Le plan d'aménagement d'ensemble aussi devra répondre aux objectifs d'aménagement définis dans le PLU à savoir :

- **Offrir une diversité de logements** permettant à chacun de disposer d'un logement confortable et respectueux de la santé à un coût abordable ;
- **Favoriser la mixité sociale et fonctionnelle** en développant les services et commerces de proximité afin que les familles puissent bénéficier des services essentiels à la vie courante ;
- **Compléter l'offre existante en équipement** (éducatifs, sociaux, culturels, sportifs, ludiques) ;
- **Préserver et valoriser l'environnement naturel** au travers du maintien des zones naturelles sommitales, des zones de fortes pentes et des zones basses potentiellement inondables. Maintenir des continuités entre ces espaces naturels afin de permettre une continuité écologique ;
- **Valoriser et préserver la présence d'espaces naturels de respiration au sein des secteurs urbains** au travers de l'aménagement de parcs et places publiques, de circulations douces et cheminements piétons, de jardins en accompagnement de l'habitat, …

Enfin, il est précisé dans le P.A.D.D. qu'en ce qui concerne les nouvelles constructions, il sera important de privilégier les matériaux écologiques, les panneaux solaires et la ventilation naturelle, … Les constructions de type HQE (voire la haute qualité amazonienne) sont préconisées à Roura et notamment dans les zones sensibles.

LE DIAGNOSTIC TERRITORIAL : LE CONTEXTE DE L'OUVERTURE À L'URBANISATION DU SECTEUR D'ANXIONNAZ (2AUB)

ROURA, UN PÔLE URBAIN DE LA CACL EN DÉVELOPPEMENT

Roura est la septième commune de Guyane par sa superficie (3 659 km²) et compte une population estimée à 3 713 habitants en 2015 et 3 899 habitants en 2016 (soit un gain de 186 habitants en 1 an).

Située dans le Centre-Est du département, la commune est délimitée par le bassin versant du fleuve de la Comté et de l'ensemble du réseau hydraulique.

Ses communes limitrophes sont :

- au Nord : les communes de Matoury et Montsinéry-Tonnégrande ;
- à l'Ouest : Kourou et Saint-Élie ;
- au Sud et à l'Est : Régina.

La commune est composée de deux bourgs, Cacao et Roura distants de 60 Km et constituant les deux principaux pôles urbanisés, ainsi que de nombreuses zones d'habitat dispersées le long des RN 2 et RD 6, sur les berges de la Comté et de l'Orapu et dans la zone de Nancibo.

La commune connait une croissance démographique dynamique, principalement portée par l'arrivée de nouveaux habitants, et dans une moindre mesure par le solde naturel.

Sur la dernière période 2011-2016, la commune connait un regain d'attractivité, lié à sa position à proximité de l'île de Cayenne, accueillant le desserrement de l'agglomération. Le bourg de Roura, situé à proximité directe des espaces habités de Matoury et desservi par la RD6, est un espace particulièrement attractif de l'agglomération.

Le graphique ci-dessous nous permet de constater la pression démographique entre 2011 et 2016 avec une variation annuelle moyenne de la population de 8.4 % par an. Cette croissance s'explique en majorité par un solde migratoire important (+7.00 % par an en moyenne).

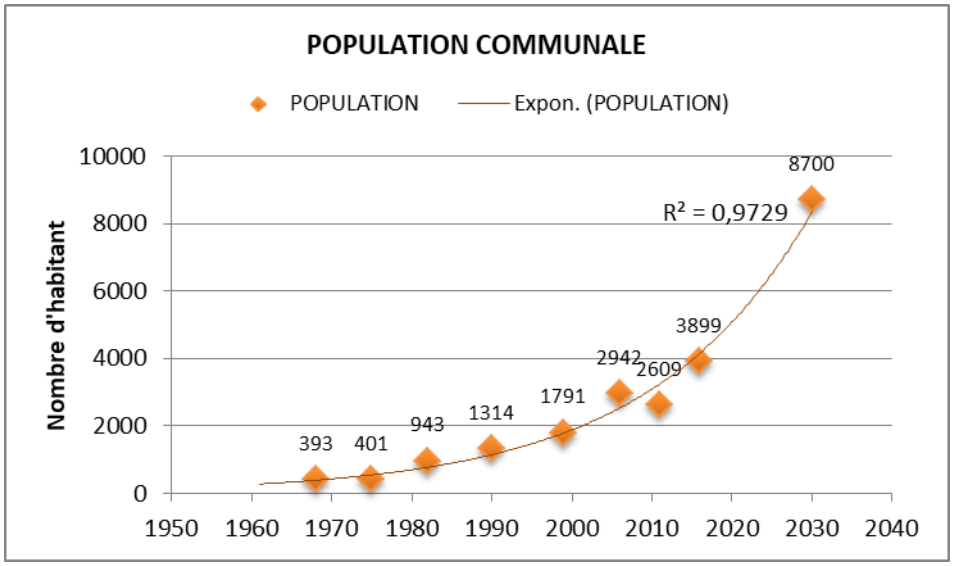
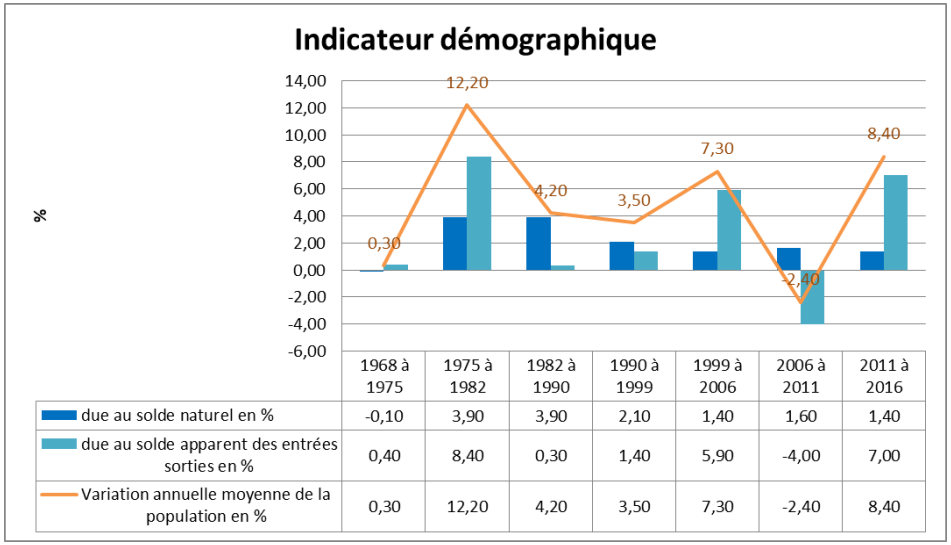
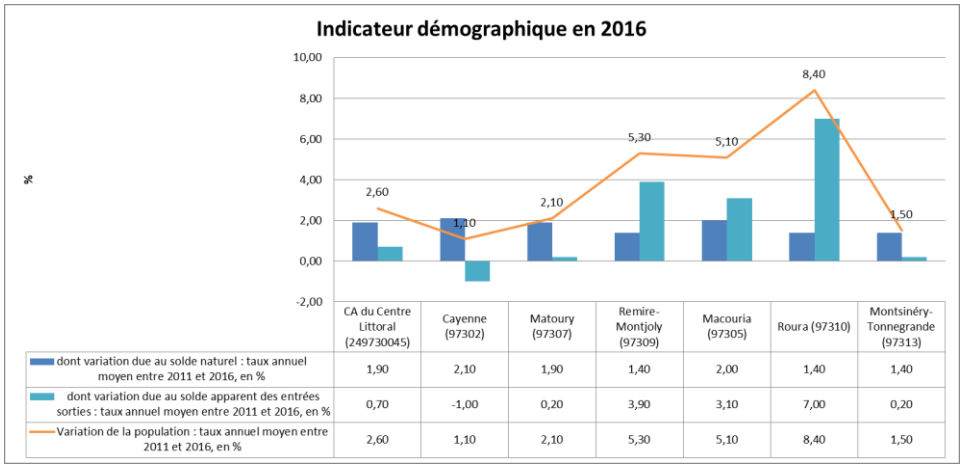


Figure 6 : Hypothèse d'évolution de la population à 2030 (Source : INSEE - AUDeG)



	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2006	2006 à 2011	2011 à 2016
due au solde naturel en %	-0,10	3,90	3,90	2,10	1,40	1,60	1,40
due au solde apparent des entrées sorties en %	0,40	8,40	0,30	1,40	5,90	-4,00	7,00
Variation annuelle moyenne de la population en %	0,30	12,20	4,20	3,50	7,30	-2,40	8,40

Figure 7 : Indicateurs démographiques entre 1968 et 2016 sur Roura (Source : INSEE)



	CA du Centre Littoral (249730045)	Cayenne (97302)	Matoury (97307)	Remire-Montjoly (97309)	Macouria (97305)	Roura (97310)	Montsinéry-Tonnegrande (97313)
dont variation due au solde naturel : taux annuel moyen entre 2011 et 2016, en %	1,90	2,10	1,90	1,40	2,00	1,40	1,40
dont variation due au solde apparent des entrées sorties : taux annuel moyen entre 2011 et 2016, en %	0,70	-1,00	0,20	3,90	3,10	7,00	0,20
Variation de la population : taux annuel moyen entre 2011 et 2016, en %	2,60	1,10	2,10	5,30	5,10	8,40	1,50

Figure 8 : Indicateurs démographiques en 2016 à l'échelle de la CACL (Source: INSEE)

D'après les dernières données INSEE du recensement de la population et le coefficient de détermination[9] de la courbe de croissance exponentielle observée sur la commune, la population pourrait atteindre 8700 personnes à 2030 soit un gain de 4801 personnes à l'échelle de la commune.

Toutefois, d'après le scénario central de projection Omphale de l'Insee de 2017 la population de la CACL ne progresserait que de 40% sur la période 2015-2030 soit un gain d'environ 1560 personnes à l'échelle de la commune si l'on considère une répartition équilibré de la population.

Aussi, la commune de Roura possède un taux de variation annuelle liée à l'arrivé de nouveaux habitants record à l'échelle de la CACL : 8.40%. Ceci laisse supposer que Roura est un territoire attractif ce qui ferait pencher la répartition de la population en faveur de Roura à l'échelle de la CACL. Cette hypothèse de développement sera possible qu'en fonction de l'offre de logement disponible à 2030 à l'échelle de la CACL et plus particulièrement de Roura.

L'enjeu est donc de conforter l'attractivité de la commune et notamment du bourg de Roura.

[9] *Ce coefficient varie entre 0 et 1, soit entre un pouvoir de prédiction faible et un pouvoir de prédiction fort. Il mesure l'adéquation entre le modèle et les données observées.*

Par ailleurs, la commune doit faire face au phénomène de desserrement de ménage.

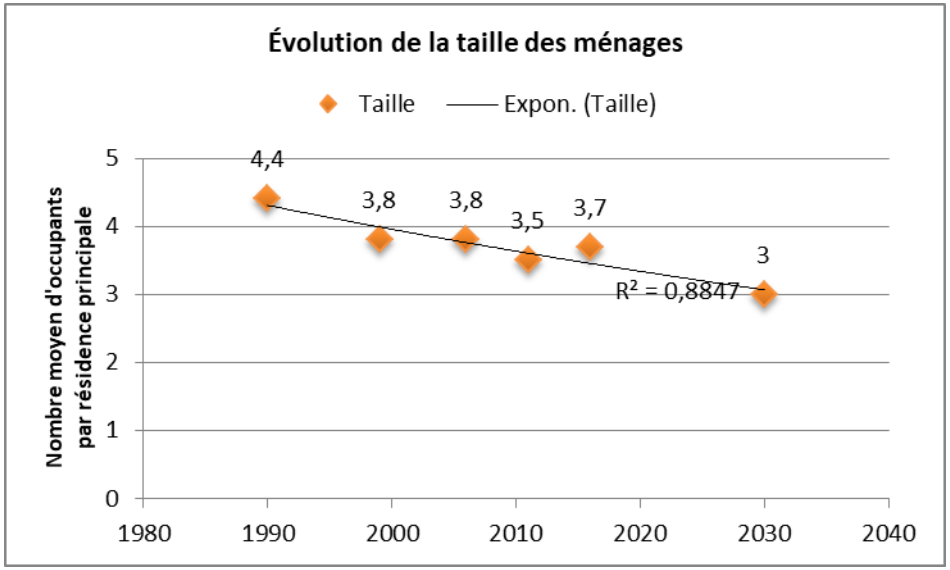
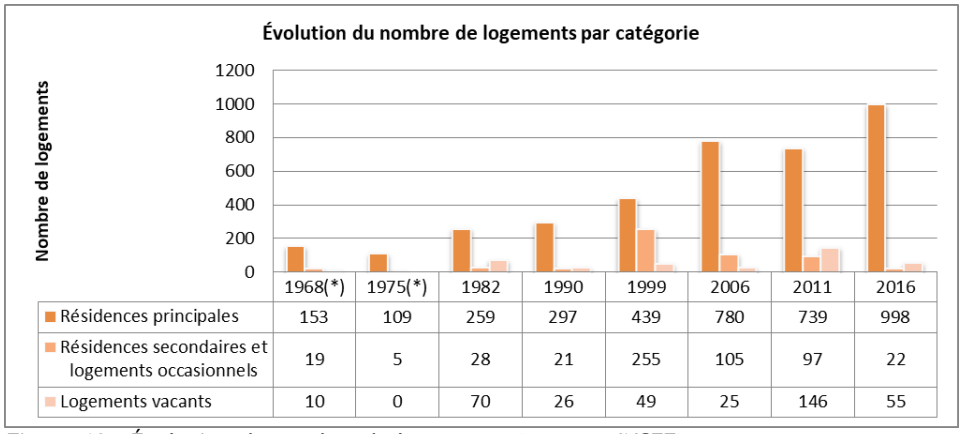


Figure 9 : Hypothèse d'évolution de la taille de ménages (Source : INSEE – AUDeG)

Actuellement, il existe une forte demande de logements faite auprès de la mairie en lien avec ce phénomène. Cependant, aucune offre n'est disponible sur le territoire de la commune d'où une augmentation de taille des ménages entre 2011 et 2016 alors que sur cette même période on observe une diminution du solde naturel.

L'évolution du nombre de logements suit les indicateurs démographiques. On observe sur la période 2011-2016, une augmentation du nombre de résidences principales (+259

résidences principales) en lien avec la diminution du nombre de résidences secondaires (-75 résidences) et l'augmentation des entrées sur le territoire (+7%/an).



	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2006	2011	2016
Résidences principales	153	109	259	297	439	780	739	998
Résidences secondaires et logements occasionnels	19	5	28	21	255	105	97	22
Logements vacants	10	0	70	26	49	25	146	55

Figure 10 : Évolution du nombre de logements (source : INSEE)

De même, la vacance a diminué (-91 logements vacants) sur cette période. La commune de Roura présente le plus faible taux de vacance à l'échelle de la CACL avec seulement 5.1% de logements vacants. Hors un taux de 6-7% serait plus raisonnable pour la rotation des ménages dans le parc privé afin de garantir la fluidité des parcours résidentiels et l'entretien du parc du logement.

Tous ces paramètres traduisent la forte demande en logement sur la commune et des mécanismes fonciers mis en place pour palier au manque actuel d'offre en logements neufs (consommation des résidences secondaires et des logements vacants, etc.)

Par ailleurs, la DEAL a réalisé en novembre 2017 une étude sur les **besoins en logements** en Guyane pour les 10 prochaines années. Elle identifie un besoin global en construction entre 2022 et 2027 selon deux hypothèses. La première hypothèse basse fait état d'un besoin de 759 logements sur cette période (moyenne de 152 logements par an). La deuxième hypothèse haute fait état d'un besoin de 910 logements (moyenne de 182 logements par an).

La récente pression démographique à Roura implique par conséquent une réponse en offre de logements ce qui correspond à la volonté de la commune de modifier le PLU afin de permettre l'ouverture à l'urbanisation du secteur Anxionnaz. Ce secteur en continuité urbaine du bourg de Roura respecte les objectifs de développement urbain cohérent et maîtrisé inscrits dans le P.A.D.D.

En outre, les capacités d'accueil limitées dans le bourg de Roura (zone Ua et Ub) par les zones bases à dominante humide, les fortes pentes et la rétention foncière ne permettent pas de répondre à ses besoins. (cf. Risques naturels et contraintes environnementales page 238)



Figure 11 : Perspective sur « Anxionnaz » depuis la Mairie de Roura

Le secteur d'Anxionnaz est localisé en continuité du bourg de Roura permettant ainsi de maintenir et de valoriser son attractivité. Il couvre une surface d'environ 21 hectares sur les parcelles cadastrées AE 18 / 33 / 360 / 361 / 39 / 88 / 89 / 92 / 93 / 94 / 95 / 96 / 97 / 98 / 99 / 204 / 205 / 313.

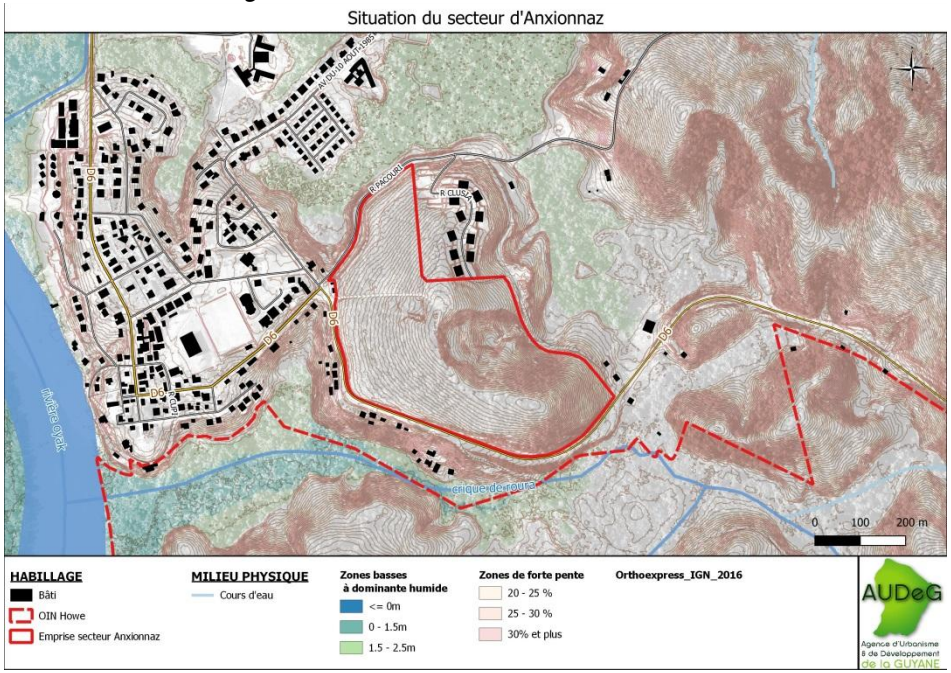
Ces parcelles sont délimitées par le zonage du PLU en zone naturelle (N) et en zone à urbanisé (2 AUb). La zone 2AUb représente environ 18 ha urbanisable.



Figure 12 : Photo prise depuis la mairie du bourg de Roura

Le terrain surplombe le bourg à l'Est, avec une vue vers le fleuve et sur la montagne de Kaw.

Figure 13 : Situation du secteur d'Anxionnaz



Par ailleurs, cette **situation géographique est stratégique** puisque cela place le secteur d'Anxionnaz entre le centre bourg et les secteurs d'aménagement futur de l'OIN « Howe » et de « Racamont » (identifiés dans le PLU approuvé en 2014 et encadrés par des O.A.P.).

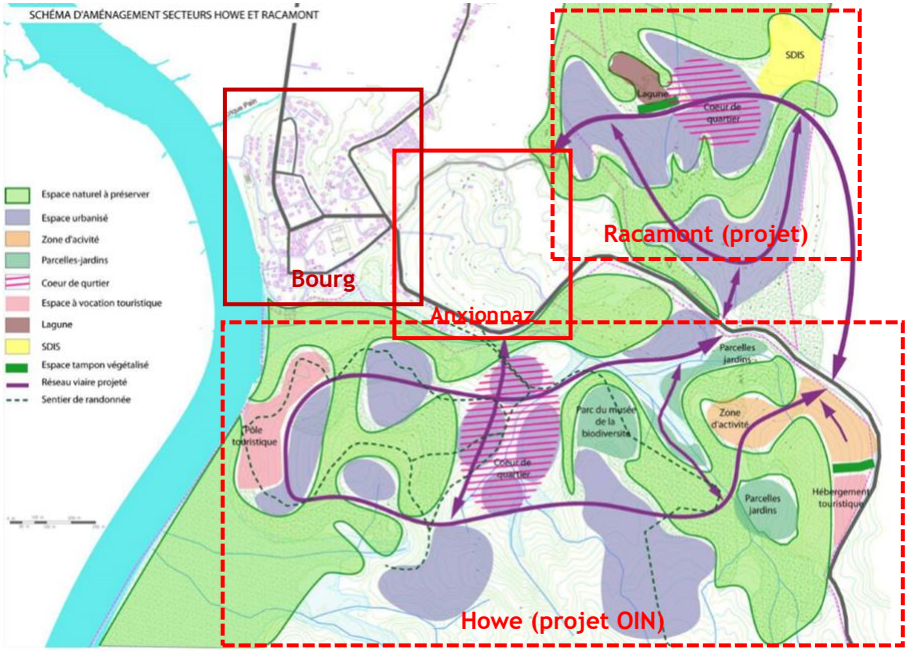


Figure 14 : Schéma d'aménagement figurant dans les OAP du PLU approuvé en 2014

La réalisation du Schéma directeur de l'OIN HOWE **devrait** commencer durant le 3ème trimestre 2019.

Un projet d'aménagement d'ensemble est la condition d'ouverture à l'urbanisation du secteur d'Anxionnaz via une modification du PLU. Il convient de rappeler que le PLU en vigueur décline des objectifs d'aménagement pour ce secteur.

UN FONCIER MOBILISABLE

La carte ci-dessous montre l'ensemble des propriétaires foncier sur le secteur Anxionnaz :

- **La commune** (~7.12ha) dispose de plusieurs parcelles au sud-est du secteur marquées par un dénivelé prononcé. Elle dispose également de plusieurs parcelles permettant notamment de relier le château d'eau.
- **Parcelles privés** (~6.86ha) **:** plusieurs parcelles privées dont une large emprise qu'un propriétaire a souhaité aménager (lotissement)
- **Parcelles privé appartenant à la SEMSAMAR** (~5.4ha). On note aussi la présence de logements sociaux au Nord-Est du secteur qui faisait partie d'un programme de 91 logements collectifs « Axionaz » intégrant toutes les parcelles de la SEMSAMAR. Seule la phase 1 sur 3 a pu voir le jour néanmoins la phase 2 avait remporté le 1er prix Catégorie Logement collectif dans le concours d'architecture bioclimatique organisé par l'association AQUAA. La SEMSAMAR rencontré à l'occasion de cette procédure a réaffirmé son intérêt pour l'ouverture à l'urbanisation de ses parcelles.

Par ailleurs, on remarque la maîtrise foncière de la commune au niveau de l'accroche principale du secteur Anxionnaz en lien avec le centre-bourg (encadré rouge sur la figure ci-dessous). Cette maîtrise permettra la réalisation d'un plateau traversant garantissant un apaisement et une sécurisation de ce secteur névralgique en lien avec le bourg de Roura.

Une réflexion pourra être menée pour un aménagement sur l'ensemble du secteur reprenant les bases du projet d'architecture bioclimatique et mobilisant les différents propriétaires fonciers, permettant ainsi une mixité urbaine. De plus, il apparaît important de prendre en compte les logements sociaux déjà présents au Nord-Est du secteur pour une intégration au projet urbain.

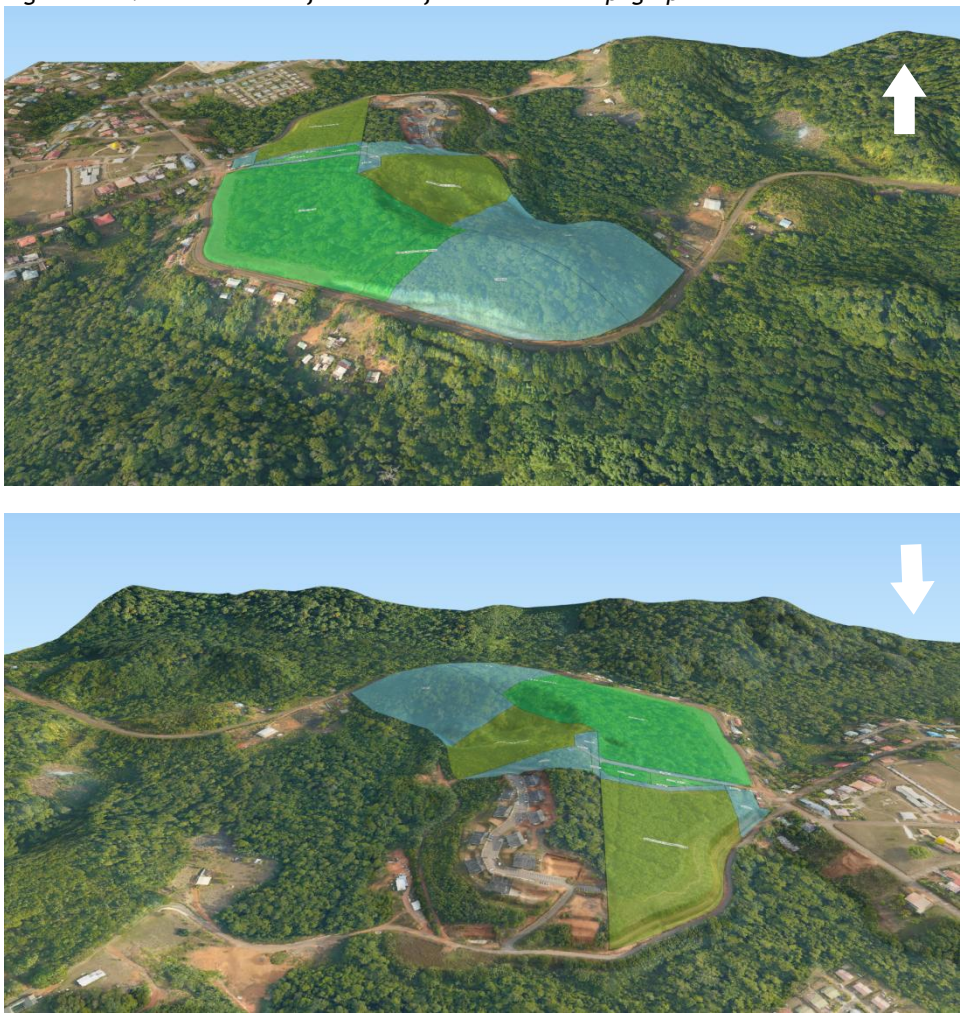
Figure 15 : Propriétés foncières du bourg de Roura (Source : AUDeG)



Figure 16 : propriétés foncières du secteur d'Anxionnaz (Source : AUDeG)



Figure 17 : Visualisation du foncier en fonction de la topographie



Source : AUDeG

DES RÉSEAUX À PROXIMITÉ

Le réseau viaire

Le site est desservi par la route de Kaw (RD6) ainsi que par le Nord via le lotissement de logements sociaux récent : rue Pacouri et rue Clusia. Le prolongement de cette dernière peut-être identifié comme une traversante entre le lotissement et la future zone à urbaniser permettant ainsi une porosité et un maillage de cet espace.

Par ailleurs, la localisation stratégique du site par rapport au centre bourg et aux futurs secteurs d'aménagement (HOWE/ RACAMONT / Etc.) montre la nécessité de restructurer certains carrefours et voiries qui feront le lien entre les quartiers et permettront une multi-modalité apaisée/sécurisée (piéton, cycle, voiture, transport en commun). De plus, cela permettra de renforcer **la cohérence de la desserte routière** et **conforte l'objectif de renforcer l'attractivité du centre-bourg.**

La topographie du site aura une incidence sur les éventuelles connexions avec les voiries limitrophes et notamment la route de Kaw. Il s'agira en effet de permettre une visibilité suffisante permettant d'assurer la **sécurité des usagers**.

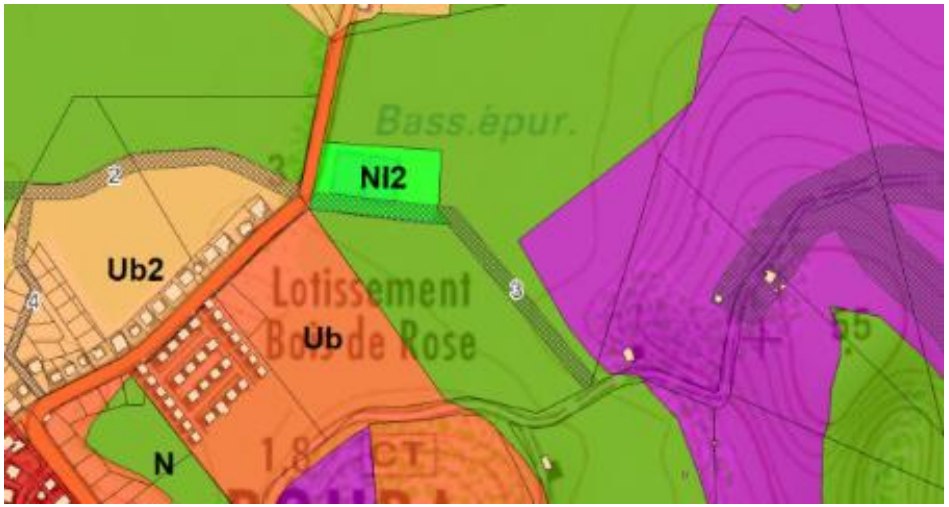
Figure 18 : Connexions du site aux voiries existantes (Source : AUDeG)



Figure 19 : État des dessertes sur le secteur d'Anxionnaz



Par ailleurs, un emplacement réservé n°3 au nord du secteur d'Anxionnaz est inscrit au PLU approuvé de 2014.



Cet ER situé en zone N et sur une parcelle communale a été analysé dans le cadre du projet d'O.A.P. sur le secteur d'Anxionnaz pour son ouverture à l'urbanisation. Effet, son positionnement pose question dans une logique de continuité et de fluidité des déplacements.

Aussi, sont ajustement garantirait l'efficacité du contournent du bourg. Le PLU approuvé en 2014, identifie deux OAP correspondant aux futures zones d'extension du bourg de Roura : Howe et Racamont. Si les études relatives au développement du secteur Howe, intégré au périmètre de l'Opération d'intérêt National, n'ont pas encore permis d'affiner la programmation esquissée par le PLU, celle-ci fait preuve à ce stade d'une certaine ambition (pôle touristique, Musée de la biodiversité, ZA salle de spectacle, médiathèque…). Ces équipements, à rayonnement extra-communal, devraient par définition attirer une large population et donc générer un trafic conséquent. Racamont, pour sa part devrait accueillir environ 350 logements. Cette ambition de développement à long termes renforce le caractère de nœud routier du centre-ville du bourg de Roura, menaçant la qualité de vie et le menaçant de congestionnement. Ce statut va à l'encontre de la volonté affichée du PADD de renforcer l'attractivité du centre historique, en apaisant les circulations et en offrants des espaces publics qualitatifs.

Dès lors, dans le cadre de la modification du PLU relative au secteur « Anxionnaz », la création d'une voie de contournement du bourg reprenant le tracé de l'actuelle rue des Moucous pour rejoindre la rue Pacouri et longer la face Est du secteur Anxionnaz est envisagé.

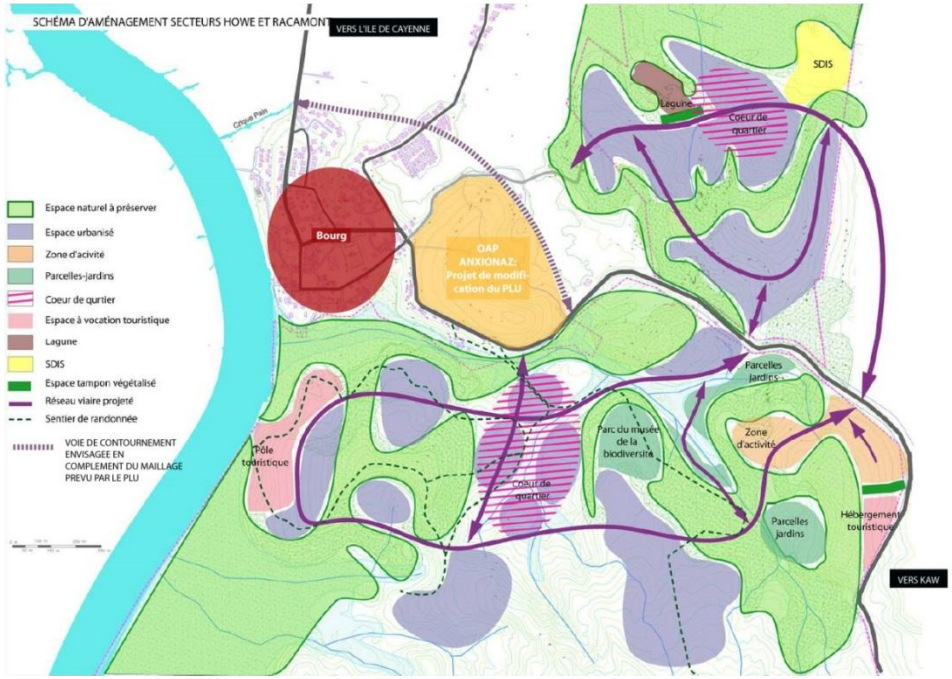


Figure 20 : Superposition du tracé indicatif du projet de contournement avec le schéma d'aménagement communal

Le projet de voie de contournement devra ménager de larges emprises ombragées réservées aux déplacements doux, en contact direct avec le futur quartier. À l'est, une large chaussée de 6.50m, séparée des voies réservées aux modes actifs par l'intermédiaire d'une noue plantée, permettra d'accueillir si nécessaire les poids lourds desservant la future zone d'activité.

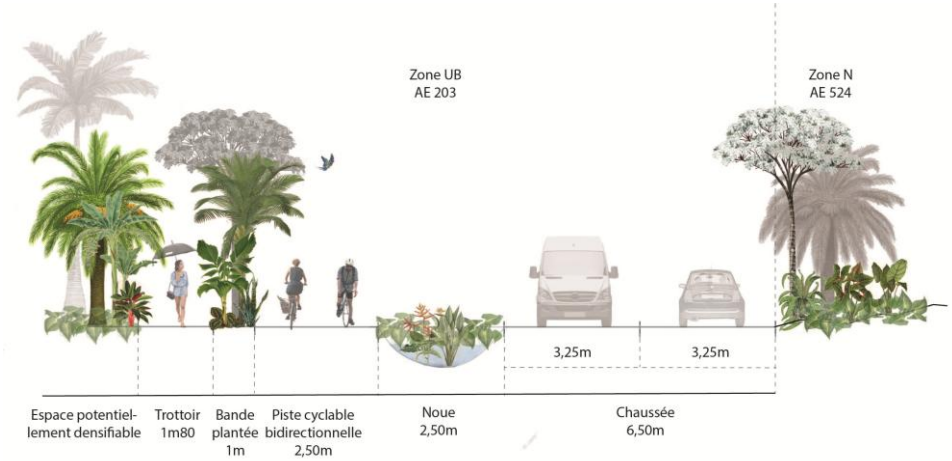


Figure 21 : Coupe de principe, ER n°3 modifié

La voie se devra de suivre au maximum la topographie existante, en limitant les déblais remblais tout en respectant les préconisations de pentes et de paliers relatives aux circulations piétonnes (pente inférieure à 5% avec paliers de repos tous les 10m pour les pentes supérieures à 4%).

Le réseau de transports en commun

Le bourg de Roura est connecté au bourg de Matoury par un bus interurbain de la CACL (ligne D).

Il y a sept trajets quotidiens entre le bourg de Roura et l'église de Matoury et six trajets dans le sens inverse.

En 2017, la fréquentation de la ligne D était de 8700 voyageurs et la prévision pour 2018 est estimée à plus de 10 00 voyageurs. Il sera important d'analyser avec la CACL un éventuel renforcement de cette ligne suite à l'urbanisation du site et de l'arrivée de nouveaux usagers des transports en commun. De plus, cette nouvelle urbanisation fait émerger la possibilité de créer un nouvel arrêt de bus à proximité du site.

Figure 22 : Connexion du site au réseau de transport de bus de la CACL (Source : AUDeG)



Le réseau d'assainissement

Il est à noter que la CACL actualise son schéma directeur d'assainissement des eaux usées, le rendu de la phase 1 étant prévu pour septembre 2019. Dans ce cadre, les zonages en vigueur pourront être revus en collaboration avec les services de la mairie.

Cependant, il est précisé que le fait d'être en zonage d'assainissement non collectif n'empêche pas le raccordement d'opération au réseau de collecte des eaux usées public le plus proche. En l'occurrence, un réseau gravitaire est présent le long de la voie menant à la lagune de Racamont jusqu'au point bas au niveau de la crique. Le lotissement actuel « d'Axionaz » est d'ailleurs raccordé à ce réseau.

Au vu des capacités du réseau gravitaire et des postes de refoulement aval qui acheminent les eaux usées jusqu'à la lagune où elles sont traitées, il n'y aurait pas de difficulté à raccorder le projet d'Anxionnaz. La lagune, en sous charge organique, n'aura aucun mal à traiter ces eaux usées supplémentaires.

La lagune a une capacité de 1800 EH hors extension future prévue pour 2400EH. Elle serait en capacité d'accepter en l'état un apport de 500 logements.
Il conviendra par contre que l'aménageur de ce secteur réalise le réseau secondaire et son raccordement au réseau public. Ce réseau secondaire pourrait être rétrocédé à la CACL dans le cas où les voiries le seraient à la mairie. Il devra par contre respecter le cahier de prescription de la CACL.

On note la présence :

- D'une usine de traitement des eaux en bas du chemin communal (cf. Figure 24 : Les équipements au bourg de Roura)

Le réseau électrique

Le projet sera alimenté en Basse Tension (BT) depuis le poste transformateur CALVAIRE situé en aval du terrain d'assiette de l'opération.
Le dimensionnement et le tracé définitif du réseau BT, ainsi que ses éléments constitutifs seront soumis à l'approbation d'EDF Guyane avant réalisation.

Le réseau téléphonique

Le réseau téléphonique sera relié au réseau enterré existant le long de la route d'Anxionnaz.
L'alimentation sera effectuée à partir d'une chambre de tirage existante.
Le réseau téléphonique crée sera enterré conformément au PLU.

Le réseau d'eau potable

Le site est desservi par le réseau d'eau potable. Le réseau alimente actuellement les logements sociaux au Nord du site. Des raccordements peuvent par conséquent être

effectués à court terme. De plus, il existe une DN 110 existante sous l'accotement du chemin menant au château d'eau de la commune.

On note la présence :

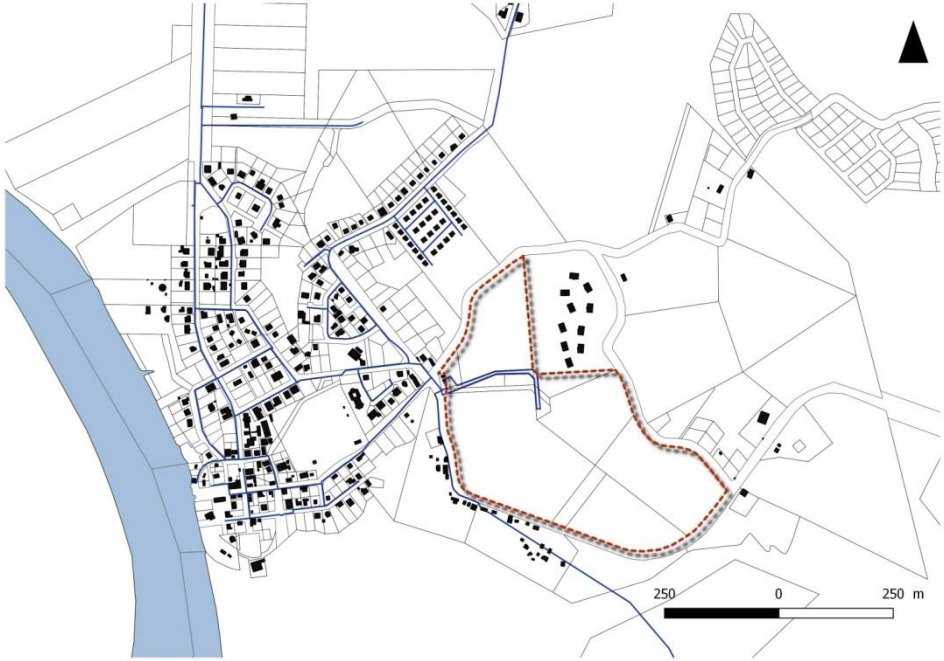
- Du château d'eau du bourg de Roura, sur la partie sommitale du site d'Anxionnaz, accessible par la même route en latérite au Nord Est du secteur depuis l'usine de traitement des eaux.





D'un point de vue règlementaire le secteur d'Anxionnaz peut-être ouvert à l'urbanisation car le terrain est à proximité des réseaux d'eau potable (sous condition des capacités du réseau), d'électricité, de téléphone et d'assainissement du bourg de Roura.
Néanmoins, le réseau d'eau potable sur la commune de Roura est actuellement en limite de capacité. Aussi, un renforcement du réseau doit être envisagé. La commune réalise actuellement les démarches auprès de la CACL.

Figure 23 : Connexion du site au réseau d'eau potable (Source : AUDeG)



L'EAU PLUVIALE

Roura possède une des pluviométries les plus élevées de Guyane avec un indice s'élevant à plus de 3700 mm de pluies annuelles. Ces valeurs sont obtenues par la présence des reliefs de la Montagne de Kaw. Ces valeurs peuvent conduire à des problèmes d'évacuation des eaux de pluies sur les zones basses.

La gestion des eaux pluviales devra être prise en compte à l'échelle de l'opération d'ensemble sur le secteur d'Anxionnaz.

Les services compétents de la CACL rencontrés dans le cadre de cette procédure, ont précisé qu'il est essentiel que le projet d'aménagement du secteur puisse :

- Identifier et préserver les axes d'écoulement des eaux (talwegs), dimensionner les ouvrages hydrauliques au droit de ces axes pour une crue centennale ;
- Limiter l'imperméabilisation, vu les fortes pentes, le stockage, la rétention et l'infiltration des eaux pluviales est rendu difficile (risques de glissements de terrain) ;

- Identifier les exutoires des eaux pluviales en aval de la zone à aménager et identifier les contraintes (notamment vis-à-vis du secteur en bord de la route de Kaw, les eaux pluviales en aval traverse une zone habitée) ;

- Prévoir des mesures pour limiter l'érosion des sols lors de l'aménagement (déforestation-terrassement) ;

- En ce qui concerne les risques de mouvements de terrain, le plan de terrassement doit être établi au stade d'étude préliminaire pour que les aménagements prévus (voirie, parcellaire) soient réalisables. Les préconisations de l'étude géotechnique réalisée pour l'opération « Axionaz » déjà réalisée (SEMSAMAR) peuvent servir de base pour cela.

LES ÉQUIPEMENTS

Le site de projet est situé à proximité des équipements du bourg :

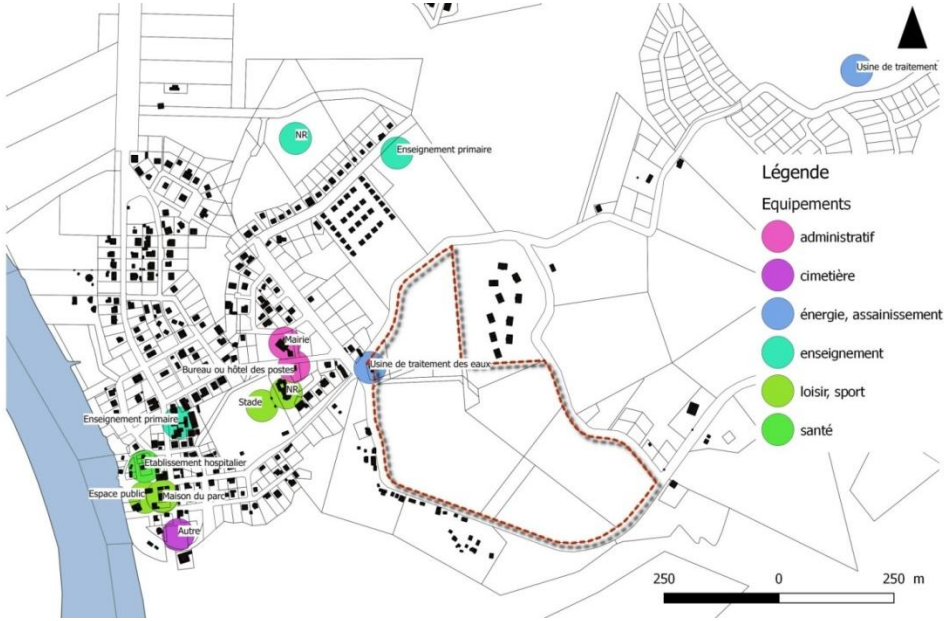
- Équipements sportifs et de loisirs : stade, maison du parc ;
- Équipements administratifs : mairie, bureau de poste, cimetière ;

En ce qui concerne les équipements scolaires, Roura compte trois écoles primaires. Il y avait en 2018, 440 élèves répartis dans ces trois écoles. Dans le détail, on trouve une école élémentaire publique à Cacao et deux écoles élémentaires dans le bourg (Saint Paul et Augustine Duchamp).

- L'école élémentaire publique Augustine Duchange située dans le bourg comptait 247 élèves répartis en 14 classes en 2018 (moyenne de 18 élèves par classe).
- L'école élémentaire Privée de Saint-Paul se situe également dans le bourg comptait 125 élèves répartis en 6 classes en 2018 (moyenne de 21 élèves par classe).
- L'école élémentaire publique de Cacao comptait 68 élèves répartis en 3 classes en 2018 (moyenne de 23 élèves par classe).

La moyenne nationale en 2016 était de 23 élèves par classe élémentaire.
La commune dispose aussi d'un collège privé Saint-Paul (3ème - 6ème) qui comptait 176 élèves dont ~47% de Filles.
Le PLU approuvé en 2014 préconise l'installation d'équipements publiques sur le secteur. Actuellement, la commune n'a identifié aucun projet mais souhaite néanmoins ménager un espace dédié en prévision des besoins et de l'évolution du centre bourg.

Figure 24 : Les équipements au bourg de Roura





Le site est recouvert intégralement par une forêt secondaire avec quelques arbres de hautes tiges en partie sommitale (zone naturel N).

La mise en place de lisières de transition paysagère entre les espaces naturels (zone N) et les espaces urbanisés ou les routes permettent :

- de protéger le système racinaire des arbres et de protéger l'habitat ou les infrastructures des chutes d'arbres
- de préserver la fragilité des espaces naturels par une mise à distance
- une meilleure lecture des paysages et une confrontation moins abrupte entre les espaces naturels et l'urbanisation
- de qualifier l'interface ville/nature en y intégrant des usages respectueux des milieux naturels (déplacement mode doux, petits aménagements, ...)

Par ailleurs, l'enjeu du projet d'aménagement sur le secteur d'Anxionnaz est de préserver le plus possible cette végétation au sein de l'espace bâti pour la préservation paysagère du site, le maintien de la biodiversité mais aussi la gestion des risques (écoulement des eaux pluviales).

On constate une tendance à la minéralisation des espaces urbains à l'échelle de la Guyane. Alors que l'arbre en ville remplit de nombreux rôle :

- Écologique :
  - Ils purifient l'air (production d'oxygène, réduction de la présence des gaz polluants dans l'air...) ;
  - Ils agissent comme climatiseur naturel en diminuant la température ambiante des villes ;
  - Ils améliorent et protègent la structure du sol et la qualité de l'eau dans le sol (stabilisation du sol grâce à l'enracinement profond des arbres, limitant ainsi l'érosion, régulation de l'eau dans le sol, diminuant les risques d'inondation...) ;
  - Ils assurent le maintien de la biodiversité dans les villes.
- Confort et sécurité :
  - Ils créent un microclimat plus confortable, limitent la pollution sonore et peuvent masquer en partie les mauvaises odeurs ;
  - En bordure des routes ou entre les voies de circulation, ils améliorent la qualité de la conduite des automobilistes et leur sécurité, ils réduisent la vitesse sur les axes routiers et augmentent la sécurité des piétons.
- Fonction esthétique :
  - Ils agissent comme élément de « design » et de structure (articulation et définition des espaces, écran pour préserver l'inti mité ...) Et favorisent l'embellissement des villes (élément de diversité dans leur forme, texture, couleur...) ;
  - Ils servent à moduler le point de vue de l'observateur d'une scène (mise en scène ou masquage de certains éléments ...
- Fonction économique : ils diminuent les coûts de climatisation, augmentent la valeur foncière des propriétés, déduisent la quantité d'infrastructures de drainage, augmentent la durée de vie des chaussées, génèrent de l'emploi et une activité économique importante.

Les sites naturels remarquables

Le site Anxionnaz est situé à proximité immédiate de deux ZNIEFF. La ZNIEFF « Montagnes de Kaw-Roura » au sud du site, de type 1 et la ZNIEFF « Marais et montagne de Kaw » à l'est du site, de type 2.

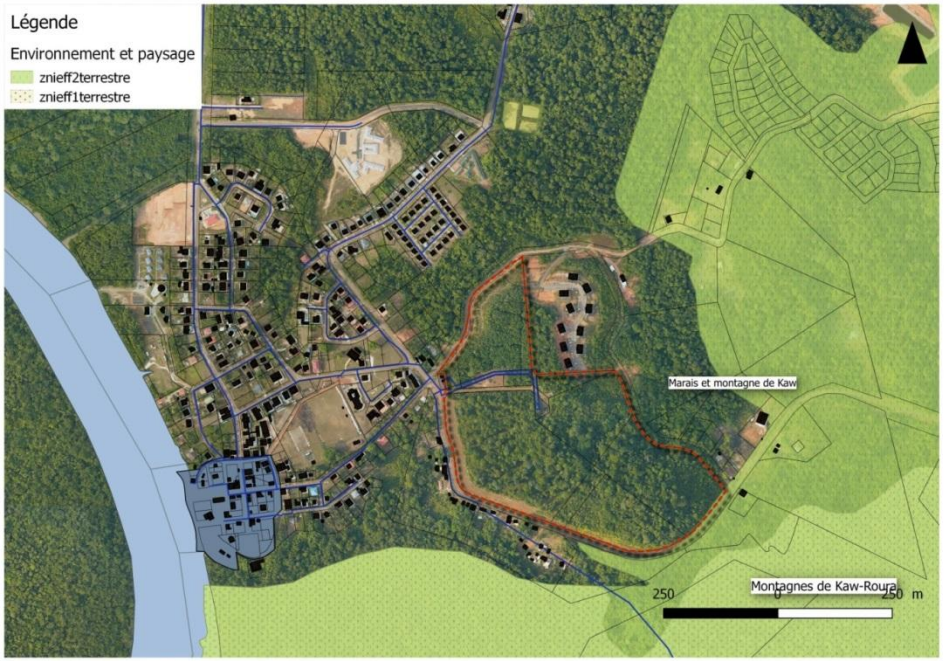
Pour rappel :

- les ZNIEFF de type I correspondent à des secteurs de grand intérêt biologique ou écologique

- les ZNIEFF de type II correspondent à de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

La ZNIEFF « Montagnes de Kaw Roura » est intégrée à la ZNIEFF « Marais et montagne de Kaw ». La montagne de Kaw constitue l'un des premiers reliefs rencontrés depuis la mer par les alizés. Elle est, par conséquent, l'un des secteurs les plus pluvieux de Guyane, avec une moyenne annuelle de précipitations dépassant les 4000 mm, qui pourrait atteindre 8000 mm sur les plus hauts sommets. Il est à noter que la délimitation de la ZNIEFF exclue les zones dégradées au sud de la route de Kaw.

Figure 25 : Les inventaires environnementaux à proximité du site : Source (AUDeG)



Sites patrimoniaux

Le vieux bourg de Roura est classé comme Site Inscrit depuis 1982 au titre de l'inscription parmi les sites pittoresques de la Guyane. Il s'étend sur 4 hectares, comprenant l'église du XIXe siècle et des bâtiments bien conservés constituant un modèle d'architecture rurale guyanaise du XIXe.

Le bourg est considéré comme une porte d'entrée vers les grands espaces naturels et paysagers remarquables. Depuis le site, le panorama sur la nature alentour est remarquable.

Le projet intègrera la dimension paysagère par la protection des parties sommitales, la création de zone tampon à proximité, de lisières végétales et de coulées vertes.
Par ailleurs, une gestion de densités différenciées en fonction la topographie : les parties les plus hautes ayant moins de densité, permet une transition paysagère et un impact visuelle réduit depuis le bourg.
De plus, la production d'une architecture «située» et «sur-mesure» reflétant l'identité de la Commune et prenant en compte son environnement dans un objectif d'amélioration du cadre de vie sera pris en compte dans la réflexion du projet.

Absence de risque inondation

Il n'y a pas de PPRI sur le bourg de Roura. L'Atlas des Zones Inondables (AZI) de 2005 donne une information sur l'aléa inondation. Le site, situé en hauteur sur un relief, n'est pas exposé.

Toutefois, il s'agira de ne pas renforcer le risque pour les constructions situées en contrebas en permettant l'infiltration des eaux et limitant le ruissellement.

En effet, la pluviométrie à Roura, d'une moyenne annuelle comprise entre 3 500 et 4000 mm avec des maxima en décembre-janvier et surtout en mai et un minimum d'août à novembre, est parmi les plus élevées de Guyane.

Figure 26 : Atlas des zones inondables (2005)

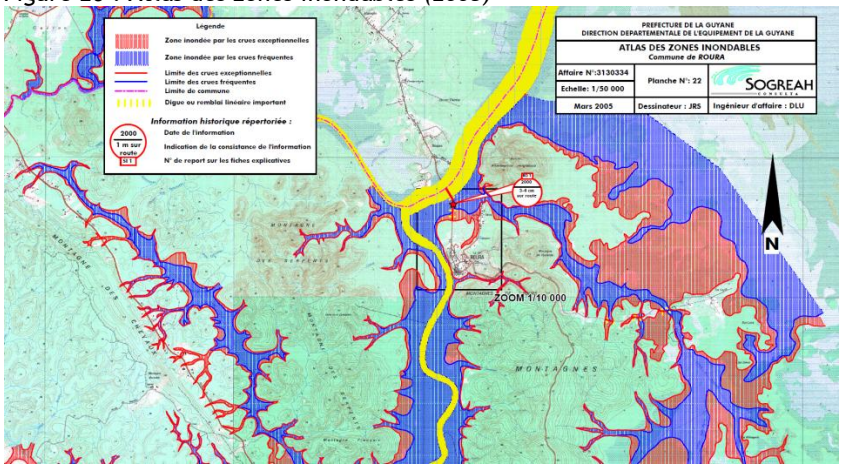
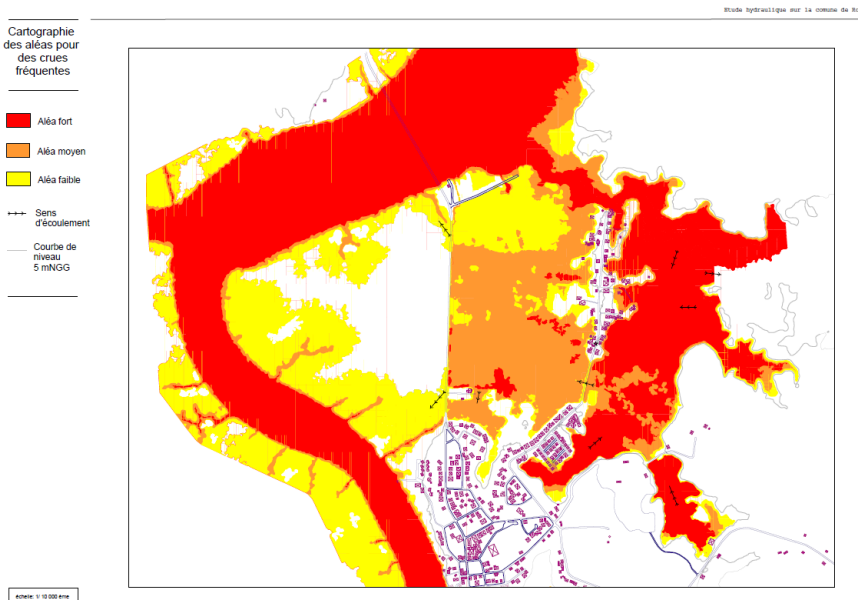


Figure 27 : Carte des aléas pour des crues fréquentes (source : Annexe du PLU approuvé 2014 – Étude hydraulique)



Par ailleurs, l'étude hydraulique annexe au PLU approuvé en 2014 apporte des précisions sur le fonctionnement hydraulique du bourg (Figure 27 : Carte des aléas pour des crues fréquentes (source : Annexe du PLU approuvé 2014 – Étude hydraulique).

Ces données associées à la présence de zones basses à dominante humide (cf. Figure 29 : Synthèse du milieu physique par rapport au zonage du PLU approuvé p. 240) entrainent de fortes contraintes sur les zones U encore disponibles du bourg de Roura notamment sur les secteurs Ub. Ce qui limite finalement leur disponibilité vis-à-vis des capacités d'accueil réelles du bourg.

Pour rappel, les zones humides ne constituent pas des masses d'eau, toutefois, elles contribuent à l'atteinte du bon état des masses d'eau. Depuis 1971, la Convention de Ramsar entend préserver les zones humides et promouvoir l'utilisation rationnelle de leurs ressources. Elle travaille à élaborer et maintenir un réseau international de zones humides importantes pour la conservation de la biodiversité mondiale et les services écosystémiques rendus.

Trois zones humides ont été reconnues d'importance internationale et sont protégées au titre de la convention de RAMSAR en Guyane. Il s'agit des marais de Kaw, de la

Basse Mana et de l'estuaire du fleuve Sinnamary. Sur la commune de Roura, les zones humides correspondent aux zones basses à dominante humide. Ces zones sont à préserver de l'urbanisation.

Une nécessaire adaptation au relief

Le site est concerné par un relief important, allant de ~50m d'altitude sur les parties sommitales à 20 m pour les zones bases, nécessitant une adaptation de son urbanisation.

Pour rappel, le PLU précise dans les objectifs d'aménagement du secteur la nécessité de préserver et valoriser les zones de fortes pentes.

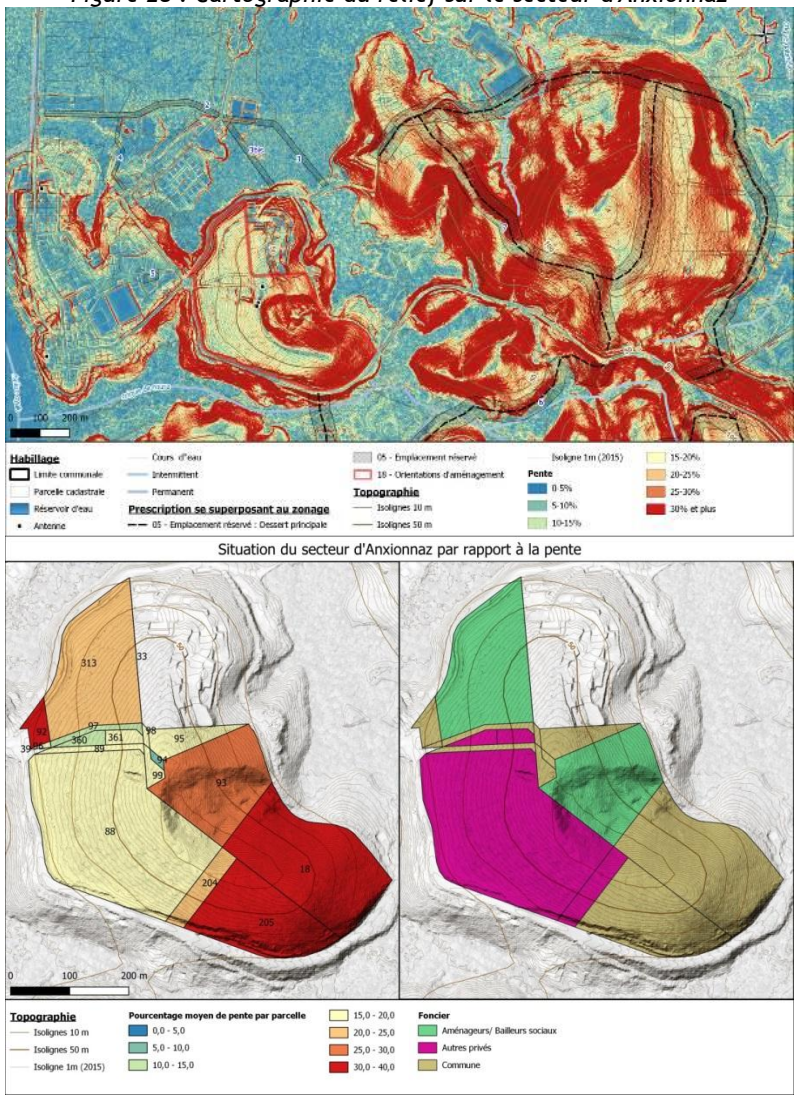
Pour rappel, les remblais sur une pente supérieure à 20 % sont à éviter, sauf si une étude technique permet de garantir leur stabilité afin d'éviter les risques de mouvement de terrain. Or, toute la partie sud-Est de la zone présente des pentes supérieures à 30%.

On constate que :

- Les parcelles au Nord / Nord-Ouest du secteur d'Anxionnaz sont plus adaptées à une urbanisation ;
- Les parcelles communales au Sud-Est et la parcelle de la SEMSAMAR à l'Est du secteur sont plus contraintes par le facteur pente. Aussi, leur aménagement sera fonction des études techniques et en l'absence de tout élément géotechnique, le projet d'aménagement devra donc composer avec la topographie du site pour éviter des bouleversements trop importants des sols en place.

Au niveau du bourg, la pente contraint aussi l'urbanisation de certaines parcelles sur les franges de la zone U et Ub. (cf. Figure 29 : Synthèse du milieu physique par rapport au zonage du PLU approuvé p. 240)

Figure 28 : Cartographie du relief sur le secteur d'Anxionnaz



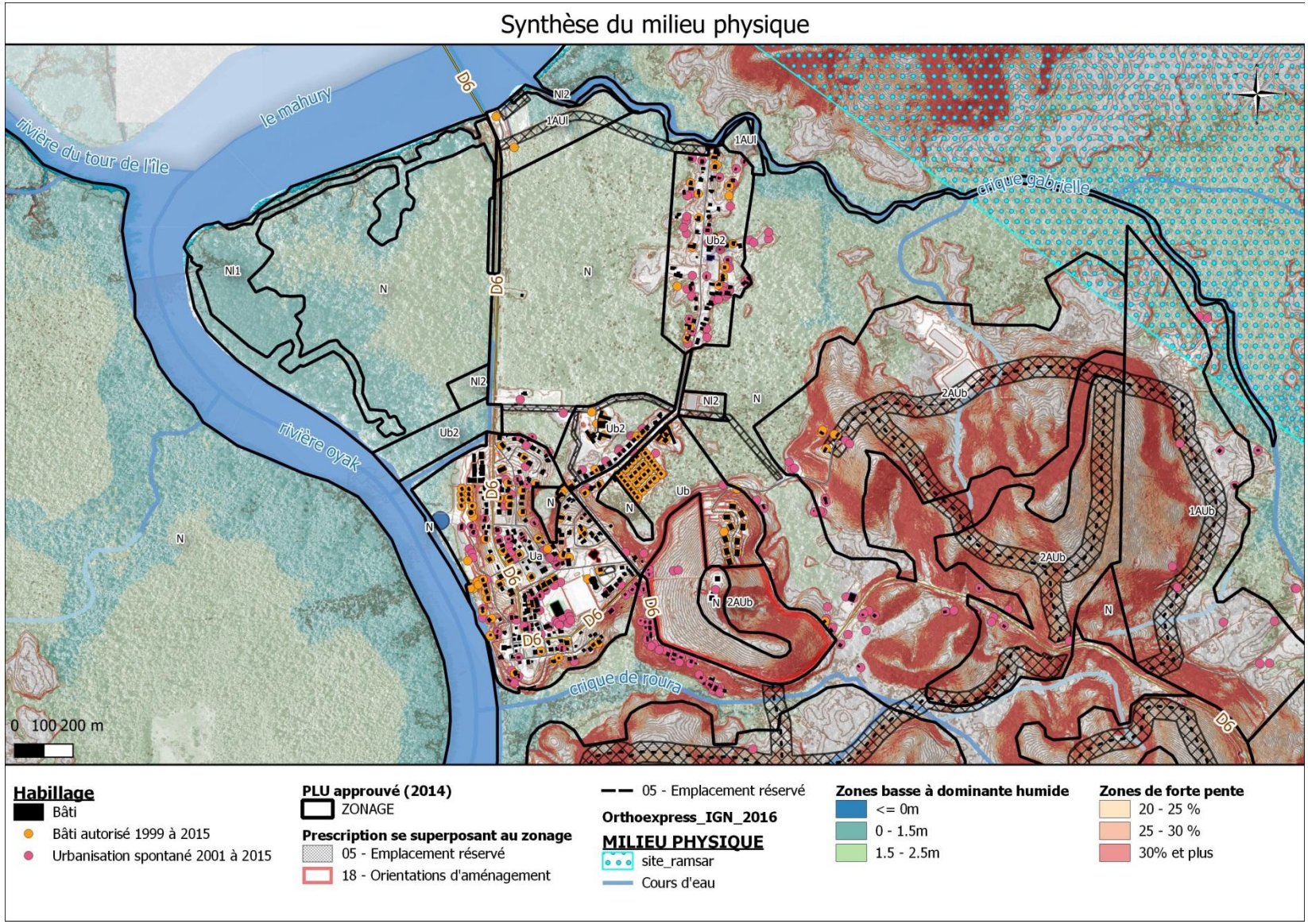


Figure 29 : Synthèse du milieu physique par rapport au zonage du PLU approuvé 2014

L'image ci-dessous est une capture d'écran d'une cartographie prenant en compte le relief du site et réalisée à parti des courbes de niveaux à une précision d'un mètre donnant un éclairage sur la topographie du site.

Figure 30 : Perspective en relief du terrain d'étude (Source: AUDeG)



Source : AUDeG

LE PROJET : MISE EN PLACE D'UNE ORIENTATION D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION SUR LE SECTEUR D'ANXIONNAZ (FUTURE ZONE 1AUB ET ZONE N)

LA PARCELLE ET SES CONTRAINTES NATURELLES

Le terrain est accessible, via la voie d'accès au château d'eau du bourg qui est une voie communale, et de la route départementale N°6 qui relie Roura à Kaw.
Le terrain est boisé et en pente, ce qui nécessite la prise en compte de la topographie du site pour l'étude du parcellaire à créer, le tracé des voiries, et les contraintes d'écoulement et de gestion des eaux pluviales.
Le terrain est à proximité des réseaux d'eau potable, d'électricité, de téléphone et d'assainissement du bourg de Roura.

L'urbanisation, va aussi nécessiter, dans le respect des Codes de l'Urbanisme et de l'Environnement, l'élaboration d'un dossier de déclaration Loi sur l'eau, avec au préalable la réalisation d'un dossier de demande d'examen au cas par cas en préambule à une éventuelle étude d'impact environnementale.





LA PARCELLE ET SES CONTRAINTES D'AMÉNAGEMENT

L'orientation d'Aménagement de Programmation (OAP) enveloppe toute la zone 2 AUb et la zone N du secteur d'Anxionnaz soit ~21 ha. Elle a pour vocation d'encadrer l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2 AUb ~18ha mais prend en compte un périmètre élargie afin de produire un aménagement intégré au contexte. (Cf.

Respect de la traduction graphique et règlementaire du P.A.D.D. du PLU).

Le zonage défini par le PLU a pour effet de rendre **inconstructible environ 3 ha** du terrain, avec le classement en **zone «N»** de la partie sommitale du terrain qui devront rester boisé. De plus, en prévision du développement du bourg et des axes routiers, une **emprise inconstructible de 35 m** à partir de l'axe de la RD6, et une prolongation de cette emprise sur la Route de Pacouri (direction Racamont) **sera préservée soit environ 3 ha. Un principe de lisière paysagère** (cf. Paysages et sensibilités environnementales) garantira l'intégration du projet sur cette partie basse impactée, par ailleurs, par des pentes supérieur à 30 %.

Nous avons pris le parti de calculer la densité brute de logements à construire uniquement sur la surface constructible considéré par l'OAP. Ainsi, la partie constructible correspond à environ 74% de l'OAP, soit un peu moins de **14ha** hors secteur déjà aménagé par la SEMSAMAR sur « Axionaz 1 » qui peut encore accueillir des logements collectifs au Nord (0.6ha). Ce secteur sera intégré à la réflexion sur l'OAP.

Par ailleurs, d'après le règlement écrit de la zone 1AUb, les secteurs faisant l'objet d'un aménagement d'ensemble devront avoir au minimum 30 % de la surface totale de l'opération traitée en espace verts communs aménagés et plantés. **Ce qui amène l'espace urbanisable à 10 hectares.**

Aussi, en reprenant les prescriptions du SCoT en cours de révision de 18 logements à l'hectare (cf. densité brute : page 218), le secteur d'Anxionnaz à un potentiel constructible d'environ 171 logements.

Ce potentiel de constructibilité maximal doit être pondéré par la présence d'un relief important et donc pénalisant. En effet, l'objectif de l'O.A.P. est de minimiser l'impact du projet sur le relief (limiter les déblais-remblais) et les paysages (co-visibilité avec le bourg de Roura) en prenant en compte les enjeux en termes d'écoulement des eaux de pluie notamment. **Aussi en fonction des études techniques, cette capacité pourrait être adaptée au contexte voir réduite.**

Aussi un phasage doit permettre de répartir dans le temps cette production en permettant un développement maitrisé en continuité des espaces déjà urbanisés. Ce phasage permettra de répondre aux besoins à court terme de logements pour la commune de Roura (Cf. page 224) en complémentarité d'une offre en dents creuses quasi inexistante sur le bourg de Roura (rétention/zone basse à dominante humide/forte pente).

Figure 31 : Identification des surfaces constructibles de l'OAP

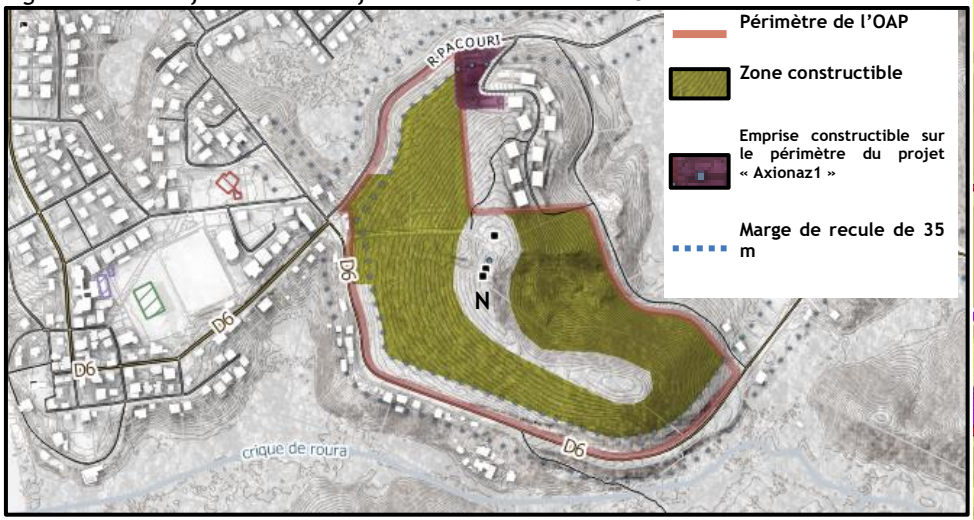


Figure 32 : Partie non construite sur la zone aménagée par la SEMSAMAR



INCIDENCES DE CES DISPOSITIONS SUR L'ENVIRONNEMENT

CADRE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Une modification de PLU est soumise à « évaluation environnementale » si les évolutions envisagées sont susceptibles d'affecter un site Natura 2000 de manière significative. Ce qui n'est pas le cas puisqu'aucun site Natura 2000 n'a été identifié en Guyane. **La commune n'est donc pas concernée par une mesure de protection réglementaire de type site Natura 2000.**

INCIDENCES EN TERMES DE CONSOMMATION D'ESPACE

L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU vise à permettre l'urbanisation d'une zone à vocation principale d'habitat, de commerces de proximité et d'équipement public.

Sur le plan de la consommation d'espace :

- L'ouverture à l'urbanisation s'inscrit dans le cadre de besoins identifiés à l'échelle communale ;
- L'OAP fixe un objectif de densité clair, pleinement compatible avec les orientations du SCoT en cours de révision (18 lgts/ha).

INCIDENCES SUR L'ACTIVITÉ AGRICOLE

Les terrains ne sont actuellement pas exploités par une exploitation agricole.

INCIDENCES SUR LE PAYSAGE

La modification n°1 du PLU peut avoir des incidences sur le paysage et notamment les cônes de vue dans la mesure où l'urbanisation de la zone 2AUb est réalisée sur une zone de relief. Toutefois, l'O.A.P. intègre un principe de lisière paysagère et de chemins piétonniers paysagers sous forme de coulées vertes qui permettront de traiter qualitativement les espaces de transition entre le bâti et la partie sommitale préservée de toute urbanisation.
Par ailleurs, un principe de gradient urbain doit garantir un impact visuel réduit par la répartition des densités les plus forts sur les parties basses.

INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITÉ

L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUb est cantonnée à proximité directe du tissu urbain existant de la commune ; elle n'affecte pas d'espaces faisant l'objet de reconnaissances environnementales particulières.

Les sensibilités écologiques reconnues sur le territoire sont éloignées de la zone, elles sont en effet localisées au Sud / Sud-ouest du secteur (ZNIEFF de type 1).

INCIDENCES SUR LE CYCLE DE L'EAU

L'aménagement du secteur Anxionnaz, de par la consommation d'eau générée et les enjeux d'évacuation des eaux pluviales, présente un impact potentiel sur la ressource en eau, et des aménagements spécifiques seront envisagés afin d'être en compatibilité avec le SDAGE.

L'O.A.P. installe un principe de gestion des eaux pluviales au sein de la zone.
Le secteur peut-être raccordé à l'assainissement collectif, dans la mesure où la station d'épuration présente une capacité suffisante et un fonctionnement satisfaisant, son urbanisation sera sans incidence sur les milieux (pas de risque de rejet).

De plus, l'OAP encourage à mener des réflexions par le promoteur et/ou les propriétaires pour la mise en place d'un réseau spécifique d'alimentation en eau des WC et arrosage extérieur avec récupération des eaux pluviales (toitures) dans un système de stockage (avec traitement), de type collectif ou individuel.

LE CADRE BÂTI

L'O.A.P. répondre aux problèmes énergétiques rencontrés dans les départements d'Outremer français (absence réglementation thermique, démographie importante et moyens de production de l'électricité coûteux et limités) en faisant la promotion de la conception thermo-aéraulique des logements neufs et adaptée au climat tropical humide : Architecture bioclimatique ;
Les constructions seront implantées en prenant en compte les caractéristiques physiques (topographie, écoulement des eaux pluviales, ensoleillement, les vents, etc.), les vues, etc.

CONCLUSION

L'ensemble de ces modifications :

- Ne porte pas atteinte à l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme de la commune ;
- N'a pas pour objet de réduire un espace boisé classé ;
- Ne comporte pas de graves risques de nuisances ;
- Ne nuit pas à la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels : ces modifications du Plan Local d'Urbanisme n'impactent pas de manière significative des espaces agricoles, naturels ou forestiers.
- Ne porte pas atteinte à la pérennité de sites Natura 2000 (aucun site en Guyane).

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2 : SECTEUR DIT « MARINA »



OBJET DE LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Roura, approuvé par délibération le 7 mars 2014, a fait l'objet d'une modification de droit commun le 19 février 2020. Aujourd'hui, le transfert du projet de port de plaisance de Dégrad-des-Cannes, porté par la commune et fléché dans les documents supra communaux, rend nécessaire une nouvelle évolution du document d'urbanisme. Au-delà de l'intégration de cette infrastructure structurante, cette procédure vise également à corriger certaines incohérences, notamment relatives aux emplacements réservés, et à introduire de nouvelles dispositions en matière de prévention des risques. L'objectif est clair : adapter le PLU aux enjeux contemporains du territoire tout en soutenant un développement cohérent, durable et tourné vers l'avenir.

INTÉGRATION D'UN PORT DE PLAISANCE

UNE LOCALISATION STRATÉGIQUE

Le secteur 1AUl du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Roura, correspond à une zone à urbaniser à vocation plus naturelle conçue pour intégrer des équipements dédiés aux loisirs, au tourisme et aux activités sportives. Le projet de transfert du port de plaisance de Dégrad-des-Cannes s'inscrit dans cette vocation, le secteur étant dimensionné pour accueillir une marina. Il bénéficie d'une localisation stratégique à l'entrée fluviale de l'agglomération de Roura, le long de la RD 6, en aval immédiat du pont sur le Mahury, lequel constitue une contrainte physique empêchant toute implantation en amont.

Le site d'implantation est partiellement aménagé et comprend des équipements existants (bouées de mouillage, dégrad, etc.), appelés à être entièrement modernisés pour permettre l'accueil du projet. Associé à un bâtiment déjà autorisé en amont du pont et destiné à la vente de produits locaux, il contribue à structurer un pôle d'accueil cohérent et intégré, en continuité directe avec le fonctionnement urbain du bourg.

Par ailleurs, la procédure d'ouverture à l'urbanisation de la zone 1AUl s'inscrit dans une compatibilité explicite avec les documents supra-communaux :

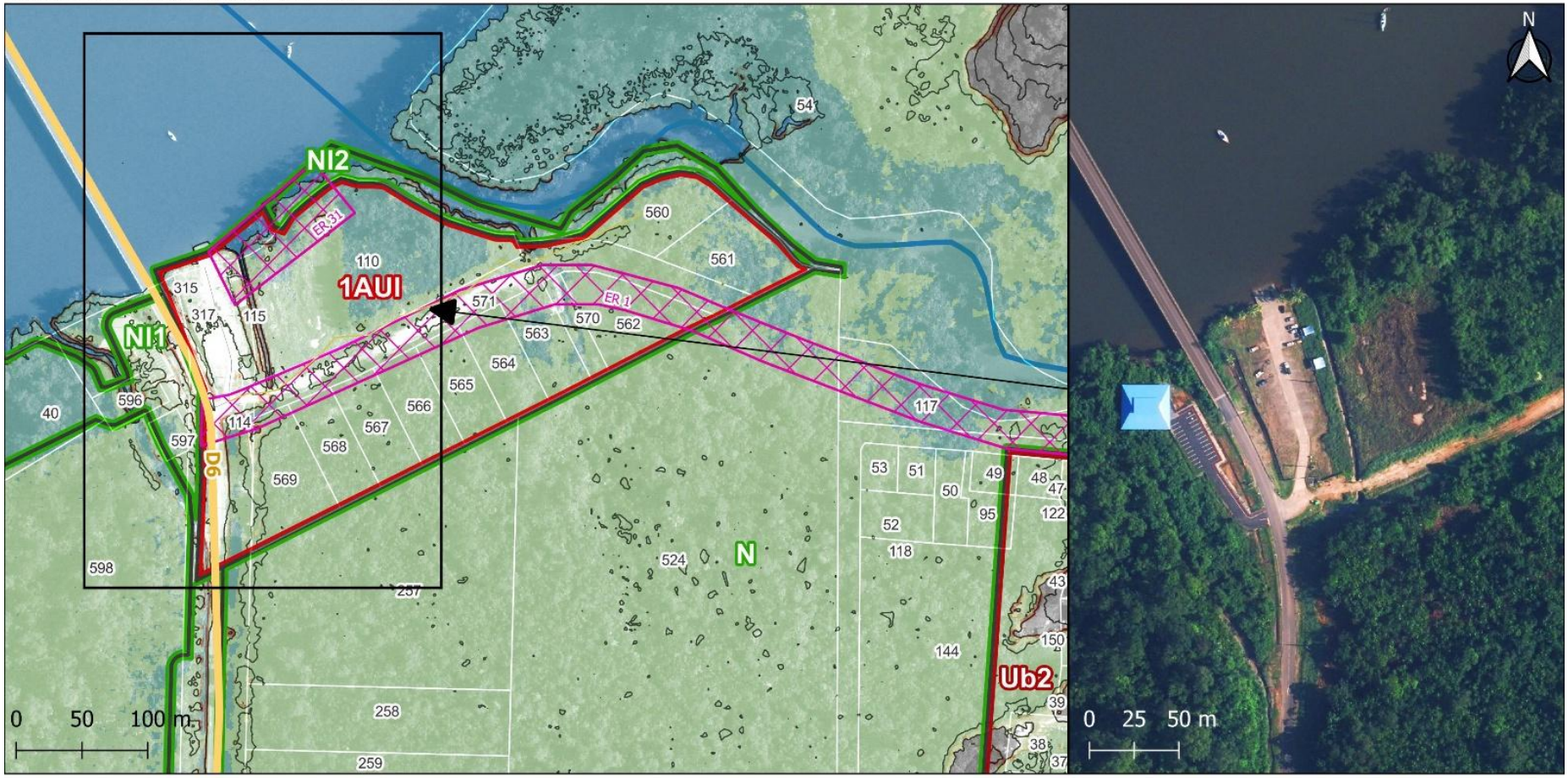
- le SAR de Guyane (2016) identifie le secteur comme un espace à vocation urbaine destiné au développement futur d'activités économiques avec le transfert de la marina depuis Dégrad-des-Cannes vers Roura parmi les aménagements et infrastructures portuaires planifiés au Schémas de mise en valeur de la mer (SMVM). Le SMVM prévoit également les projets de navettes fluviales ou fluviomaritimes reliant Roura à Dégrad des Cannes au niveau du pont du Mahury.
- le Document d'Objectifs et d'Orientations (DOO) du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL, 2022) conforte le rôle de pôle d'équilibre de Roura et soutient le développement de son attractivité touristique, notamment à travers le tourisme fluvial et les loisirs nautiques. Cette orientation est traduite par la perspective de création d'une marina dans le cadre du transfert des activités de plaisance de Dégrad-des-Cannes. Le projet d'ouverture à l'urbanisation réaffirme donc la vocation touristique du bourg de Roura en répondant à l'ambition affichée par le SCoT de proposer aux croisiéristes des infrastructures modernes et accueillantes, tout en facilitant le transfert de l'activité de plaisance de Dégrad-des-Cannes vers Roura.

De plus, la reconnaissance nationale de cette ambition se confirme par le fait que le projet est lauréat de l'appel à projets « Ports de plaisance d'avenir » dans le cadre du plan gouvernemental « Destination France ».

Ainsi, le projet d'ouverture à l'urbanisation de la zone 1AUl, encadré par une OAP et porté par le transfert du port de plaisance de Dégrad-des-Cannes participe pleinement au renforcement de la vocation du secteur et au confortement de l'interface fluviomaritime du bourg de Roura.



Localisation du secteur dit "Marina"



Habillage
- Limite communale cadastrale
- Parcelle cadastrale
- Route départementale
- Cours d'eau

Relief
- Courbe de niveau (1m)

Zone de forte pente
- 20 - 25 %
- 25 - 30 %
- 30% et plus

Zone basse à dominante humide
- <= 0m NGG
- 0 - 1.5m NGG
- 1.5 - 2.5m NGG
- 2.5 - 3m NGG

Règlement graphique (PLU 19/02/2020)

Prescriptions
- Emplacement réservé

Zonage
- U - zone urbaine
- AUc - zone à urbaniser
- N - zone naturelle et forestière

Réalisation : AUDeG, 2025 / Fond : Bd Ortho, IGN, 2021 - Cadastre, DGFIP, 2024

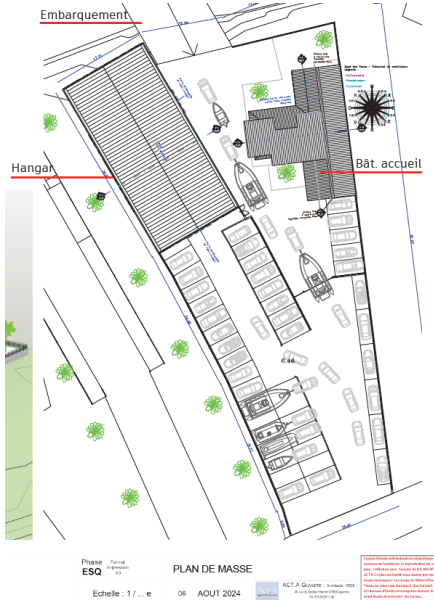
UN PROJET STRUCTURANT

Implanté sur un site déjà exploité pour des usages nautiques, le futur port de plaisance d'une capacité inférieure à 250 emplacements vise à répondre de manière ciblée et raisonnée aux besoins des usagers.
Il comprend :

- Un hangar de stockage : Ce bâtiment, d'une superficie d'environ 600 m², est conçu pour permettre aux utilisateurs de stocker leurs véhicules nautiques dans des box dédiés. Sa localisation, à proximité immédiate du ponton, est indispensable pour faciliter l'embarquement et le débarquement des usagers. Cette proximité avec l'eau n'est pas seulement une exigence fonctionnelle, elle permet également de minimiser les déplacements des véhicules nautiques, réduisant ainsi l'impact environnemental lié aux trajets ;
- Un bâtiment d'accueil du public : Situé en face du hangar, ce bâtiment comprendra un restaurant, des sanitaires ainsi que des bureaux. Cette structure est pensée pour offrir des services aux usagers du port tout en respectant les critères d'accessibilité et d'intégration paysagère. La localisation de ce bâtiment permet une gestion optimale des flux de visiteurs tout en limitant l'emprise sur des zones sensibles ;
- Un parking de 40 places : Ce parking est dimensionné pour répondre aux besoins de stationnement des usagers du port.

Figure 1: Extrait de l'étude de faisabilité du port de plaisance (2024)











L'AMÉNAGEMENT AU REGARD DES RÉSEAUX

Alimentation en eau potable

L'approvisionnement en eau potable sera assuré à partir de la conduite principale existante en PVC (Ø 110 mm), située le long de la route de Stoupan. Chaque unité fonctionnelle du projet bénéficiera d'un branchement individuel. Une étude spécifique sera néanmoins à mener afin de vérifier la capacité du réseau en termes de débit et de pression, compte tenu de la localisation du site en extrémité de réseau. Cette démarche garantit une gestion optimale des ressources et anticipe les éventuels besoins de renforcement.

Gestion des eaux pluviales

Les aménagements projetés seront conçus de manière à préserver l'écoulement naturel des eaux pluviales. La proximité immédiate du fleuve sera prise en compte lors du dimensionnement des ouvrages. L'infiltration naturelle des eaux constituera la solution privilégiée, et l'acheminement des eaux pluviales par la création de noues sera favorisé afin de préserver au maximum le site et le milieu naturel. Les revêtements de surface seront, dans la mesure du possible, perméables, afin de favoriser l'écoulement et l'infiltration in situ des eaux pluviales. Ainsi, les aires de stationnement seront réalisées en surfaces semi-perméables (dalles type Evergreen). Le réseau d'eaux pluviales sera équipé de dispositifs obturateurs permettant d'isoler les écoulements en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures. Des bacs d'absorbants seront implantés à proximité des hangars de stockage. Une étude hydraulique devra être engagée dès les phases préliminaires, puis approfondie en phase AVP, intégrant les données géotechniques et topographiques nécessaires à une conception raisonnée et respectueuse du site.

Assainissement des eaux usées

En l'absence de réseau d'assainissement collectif à proximité, des solutions alternatives, durables et adaptées au milieu équatorial seront privilégiées. Le recours à des filtres plantés de végétaux apparaît comme une option pertinente : ces dispositifs offrent une efficacité de traitement, nécessitent peu d'entretien, génèrent peu de nuisances et garantissent un fonctionnement économique à long terme pour les gestionnaires.

Réseau électrique

La présence de réseaux électriques à proximité immédiate des parcelles permettra l'alimentation et le raccordement des infrastructures et équipements projetés. Parallèlement, une solution alternative reposant sur la production d'énergie solaire pourra être privilégiée, afin de réduire l'impact environnemental et de préserver l'environnement actuel du site. À cet effet, le projet de réaménagement du port de plaisance sera pré-équipé :

- au niveau des aires de stationnement, pour permettre l'intégration ultérieure d'ombrières photovoltaïques ;
- au niveau du hangar et du bâtiment d'accueil, pour permettre l'intégration ultérieure de toitures photovoltaïques.

Ces dispositions visent à anticiper une production d'énergie renouvelable sur site, en cohérence avec les orientations nationales et locales en matière de transition énergétique et de développement durable.

Réseaux de télécommunication

Les infrastructures bénéficieront d'un raccordement facilité grâce à la proximité du réseau télécom, actuellement situé sous la RD6 (route de Stoupan).

L'AMÉNAGEMENT AU REGARD DE LA LOI LITTORAL

L'ouverture à l'urbanisation du secteur 1AUl du plan local d'urbanisme de Roura, approuvé en 2014, est conditionnée à l'élaboration d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP), destinée à encadrer les conditions d'aménagement et à garantir la constructibilité de la zone dans un cadre cohérent. Cette ouverture permettra l'accueil du transfert du port de plaisance de Dégrad-des-Cannes, au sein d'un site structurant d'entrée de ville fluviale, à vocation portuaire (plaisance) et de services en lien avec les milieux aquatiques, localisé en aval du pont du Mahury, principal accès routier et fluvial au bourg de Roura. Le secteur s'inscrit dans une polarité identifiée comme agglomération par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) 2022 de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL) et participe à la structuration territoriale définie par les documents de rang supérieur, notamment le SCoT 2022, le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) approuvé en 2016 et le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM).

Cadre juridique et application de la loi littoral

La commune de Roura est soumise aux dispositions de la Loi n°86-2 du 3 janvier 1986 dite « Loi Littoral » qui vise à l'aménagement, la protection et la mise en valeur des espaces littoraux. Cette loi a introduit les principes d'application des besoins et mis en place une protection graduée en fonction de la proximité avec le rivage. L'objectif est ainsi de parvenir à un aménagement durable des territoires littoraux permettant la réalisation de projets proportionnés et adaptés aux enjeux économiques et environnementaux. Ces dispositions s'appliquent directement aux autorisations d'urbanisme, indépendamment de leur retranscription dans le PLU. L'absence de traduction explicite de la loi Littoral dans le PLU de Roura n'a pas pour effet de neutraliser son application et ne rend pas, en soi, illégale l'ouverture à l'urbanisation dès lors que les projets respectent les règles supérieures.

Absence de classement en espaces protégés au titre de la loi littoral

La bande littorale dite des 50 pas géométriques

Le secteur 1AUl est situé en amont de la limite transversale de la mer (LTM) définie à l'embouchure du Mahury par l'arrêté n°245/DDE du 25 février 1983. Il se trouve donc hors du champ d'application des dispositions de la bande littorale comprise entre le rivage de la mer et la limite supérieure de la réserve domaniale dite des

50 pas géométriques défini. A défaut de délimitation ou lorsque la réserve domaniale n'a pas été instituée, cette bande présente une largeur de 81,20 mètres à compter de la limite haute du rivage. (Article L121-45 du CU et L5111-2 du CGPPP)

Cette analyse est cohérente avec le régime spécifique d'application dans les estuaires détaillé dans la fiche technique du Gouvernement (2021) relative à la bande littorale des 100 mètres (en hexagone), qui précise que, s'agissant des communes riveraines à la fois de la mer et d'un estuaire autre que la Seine, la Loire et la Gironde (grands estuaires fixés par décret), les dispositions relatives à la bande littorale ne sont applicables qu'aux espaces situés en aval de la LTM.
En outre, bien que la question de la délimitation de la bande littorale au niveau des estuaires ne soit pas explicitement mentionnée dans la prescription [P49] du SCoT, la cartographie figurant en annexe 1 de la déclinaison de l'application de la loi Littoral du SCoT, en lien avec cette prescription, délimite clairement la zone d'application des 50 pas géométriques à l'embouchure du Mahury.

Par ailleurs, cette analyse a été confirmée par la Direction de la mer, du littoral et des fleuves (DMLF), qui précise que « le tracé Histolitt (utilisé à défaut pour fixé la limite haute du rivage) ne peut dépasser la LTM et n'est utilisable qu'en zone littorale. En l'occurrence, le projet situé en amont de l'estuaire du Mahury relève du domaine public fluvial (DPF), car il se situe en amont de la LTM ».

Les espaces proches du rivage (EPR)
Le secteur n'est pas situé dans un espace proche du rivage (EPR), au sens du Code de l'urbanisme. Ces espaces correspondent à des secteurs où la présence de la mer est très prégnante. En effet, il s'agit d'espaces présentant des liens étroits avec le rivage où l'objectif est d'éviter une urbanisation linéaire le long du littoral et d'inciter à réaliser l'urbanisation nouvelle en zone rétro-littoral. La qualification d'EPR repose sur un faisceau de critères : distance au rivage, nature des espaces intermédiaires (urbanisés ou non), existence de coupures physiques et topographiques, ainsi que la co-visibilité entre le site et la mer, appréciée depuis le rivage comme depuis l'intérieur des terres.

En l'espèce, ces critères ne permettent pas d'identifier le secteur 1AUl comme relevant d'un espace proche du rivage, ni de justifier l'application du régime de protection associé dans le cadre de cette procédure de modification de droit commun pour l'ouverture à l'urbanisation de la zone.

Les espaces remarquables du littoral (ERL)
L'article L121-23 du code de l'urbanisme dispose que les communes « littoral » doivent préservent les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques. L'alinéa 2 de l'article L. 121-23 précise qu'un « décret fixe la liste des espaces et milieux à préserver, comportant notamment, en fonction de l'intérêt écologique qu'ils présentent, les dunes et les landes côtières, les plages et lidos, les forêts et zones boisées côtières, les îlots inhabités, les parties naturelles des estuaires, des rias ou abers et des caps, les marais, les vasières, les zones humides et milieux temporairement immergés ainsi que les zones de repos, de nidification et de gagnage de l'avifaune désignée par la directive européenne n° 79-409 du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages ». Conformément à l'article L121-50 du CU, les dispositions particulières pour la Guyane précisent que le décret prévu à l'article L. 121-23 comporte également, en fonction de l'intérêt écologique qu'ils présentent, « les récifs coralliens, les lagons et les mangroves ». La liste des espaces et milieux à préserver, au titre des articles L. 121-23, R121-4 et R121-35 du CU, n'est pas limitative (CE, 30 décembre 1996, n° 102023 ; CAA Marseille, 20 octobre 2005, n° 03 MA01568).

Le secteur considéré ne figure pas au sein des espaces remarquables du littoral identifiés par le Schéma d'Aménagement Régional de la Guyane approuvé en 2016 ni par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) 2022 de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL), dont la crique Gabriel semble marquer la limite.

Les coupures d'urbanisation
Pour les communes dites « littoral », des espaces de respiration doivent être ménagés entre les espaces urbanisés (article L121-22). L'objectif de ces coupures d'urbanisation est d'éviter une urbanisation linéaire le long du littoral et de séparer les parties agglomérées. Les coupures d'urbanisation doivent également répondre à des critères généraux : l'homogénéité physique ; l'autonomie de fonctionnement ; l'étendue suffisante pour permettre sa gestion et assurer sa pérennité. Ainsi, des espaces trop restreints, en partie urbanisés, n'ont généralement pas vocation à être reconnus comme coupure d'urbanisation.
Le secteur n'est pas identifié comme coupure d'urbanisation par le SAR 2016 de la Guyane ou par le SCoT 2022 de la CACL et ne correspond pas par ailleurs au critère de délimitation de la zone.



Inscription dans les documents de planification supérieurs

Le secteur est identifié comme site stratégique dans plusieurs documents de planification :

- Le PLU de Roura approuvé en 2014 ;
- le Schémas de mise en valeur de la mer (SMVM) du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de Guyane approuvé en 2016 ;
- le Document d'Objectifs et d'Orientations (DOO) du SCoT de la CACL approuvé en 2022.

Cette convergence des documents de planification garantit la cohérence du projet aux échelles communale, intercommunale et régionale. Cette articulation conforte la vocation du secteur en tant que site structurant d'équipements liés à l'usage de la mer et des milieux fluviaux.



Carte 1: extrait de l'annexe 1 du DOO - déclinaison de l'application de la loi Littoral (SCoT de la CACL, 2022)

Fonction urbaine et logique d'implantation

Nécessité d'un accès direct et incontournable au fleuve Mahury

La proximité immédiate avec le Mahury et la crique Gabrielle (accès aux marais de Kaw) est essentielle pour garantir l'efficacité des services nautiques. Ce positionnement stratégique permet une utilisation rationnelle de l'espace des berges sur un site déjà utilisé, tout en minimisant l'impact sur les milieux naturels et en facilitant l'accès aux installations nautiques dans des conditions optimales d'accessibilité et d'intégration paysagère.

Contraintes de localisation et absence d'alternative fonctionnelle

Les caractéristiques physiques de l'estuaire du Mahury (mangroves, zones humides, contraintes hydrauliques et topographiques) limitent fortement les possibilités d'implantation alternative. La présence du pont du Mahury, principal ouvrage d'art assurant l'accès routier à l'espace aggloméré du bourg de Roura, constitue également une contrainte de navigation. Son gabarit limite en effet le passage des navires présentant un fort tirant d'air, ce qui restreint les possibilités d'implantation en amont de l'ouvrage. Ces éléments renforcent la pertinence d'une localisation en aval de l'ouvrage et la logique d'implantation du projet dans un espace déjà organisé bien que contraint, plutôt que dans un espace naturel diffus. Les autres secteurs urbanisés ne disposent pas d'espaces adaptés à l'accueil d'équipements de ce type.

Insertion dans un espace déjà structuré

Le secteur classé 1AUl concentre des fonctions d'accueil, de services et d'activités, positionnées en un point nodal d'entrée de ville fluviale. Il s'insère dans un système d'infrastructures et d'équipements existants assurant la desserte et le fonctionnement du site, comprenant notamment le pont du Mahury, la route départementale n°6 (RD6), le dégrad, une zone de mouillage, ainsi que des aires de stationnement. En amont du pont du Mahury, un bâtiment existant et autorisé, est dédié à la vente de produits locaux, contribuant à la diversification des fonctions économiques du secteur et à son animation. L'ensemble de ces composantes participe à la structuration progressive d'un front d'entrée de ville fluviale à l'échelle de l'agglomération du bourg de Roura, caractérisé par la superposition de fonctions de mobilité, d'accueil et d'activités.

Le projet correspond à la relocalisation d'un équipement portuaire de plaisance (dégrad des cannes) et s'inscrit dans la continuité des activités fluvio-maritimes du territoire. Il ne constitue pas une création ex nihilo, mais une reconfiguration fonctionnelle d'un usage déjà établi.

Organisation de l'urbanisation et qualification au regard de la loi littoral

L'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) organise son évolution selon un phasage progressif. Elle donne la priorité à la modernisation du port de plaisance avant l'aménagement des autres composantes du site, garantissant ainsi une urbanisation maîtrisée et cohérente avec les aménagements existants.

Situé en dehors des espaces bénéficiant des protections spécifiques de la loi Littoral, le secteur 1AUl est inscrit dans les documents de planification supra communale, notamment le Schéma de mise en valeur de la mer (SMVM) qui inscrit le besoin de relocalisation du port de plaisance de Dégrad-des-Cannes à Roura. Son insertion dans un espace déjà urbanisé, structuré par des équipements publics et des activités liées aux mobilités fluviales, répond aux contraintes techniques du site (pont, zones inondables, etc.), aux usages existants ainsi qu'aux objectifs de développement poursuivis par le territoire. Le secteur renforce l'interface entre le bourg de Roura et le fleuve, dont il constitue l'un des principaux points d'accès. Sa vocation de porte d'entrée fluviale confirme ainsi son intégration au fonctionnement de l'agglomération.

Dans ces conditions, le projet prolonge une urbanisation déjà constituée et s'inscrit dans une logique de continuité, sans générer d'extension urbaine diffuse. L'ensemble de ces éléments est de nature à caractériser une continuité de l'urbanisation, sous réserve de l'appréciation de l'autorité compétente lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

CONCLUSION

La municipalité apporte son soutien à ce projet structurant, tout en favorisant le développement d'initiatives économiques complémentaires liées à la proximité avec l'eau. Les infrastructures envisagées viendront renforcer les capacités d'accueil nautique du bourg de Roura, contribuant ainsi à un développement économique équilibré et à l'accroissement de l'attractivité de la commune. Ce programme, en parfaite adéquation avec les orientations des documents de planification en vigueur, ouvre de nouvelles perspectives pour les entreprises et les services dédiés aux activités nautiques. Il s'inscrit dans une dynamique qui allie impératifs techniques, préservation des milieux naturels et ambition de développement durable pour l'ensemble du territoire.



RECTIFICATION DES EMPLACEMENTS RÉSERVES N°5 ET 31

La présente modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme vise également à rectifier plusieurs incohérences relevées dans le document en vigueur, notamment en ce qui concerne les emplacements réservés n°31 et n°5. Ces ajustements sont essentiels pour garantir une meilleure organisation de l'espace urbain et une allocation plus cohérente des ressources pour les projets à venir.
Cette modification concerne les emplacements réservés n°5 et n°31 :

- L'emplacement réservé n°5 est situé à proximité de la mairie de Roura. L'emplacement réservé avait été créé sur un espace libre, afin de sécuriser un foncier permettant la construction d'un futur équipement public, proche des administrations déjà en place. Comme il a été précisé, cette emprise n'a finalement pas fait l'objet du projet de crèche initialement prévu et qui n'est aujourd'hui plus projeté par la mairie à cet emplacement. Ainsi, il a été demandé la suppression de cet emplacement réservé qui permettra de libérer ce foncier pour la réalisation d'autres projets potentiels ;
- L'emplacement réservé n°31 est situé sur le site du projet de port de plaisance exposé ci-dessus. Cet emplacement était initialement dédié à un projet d'accès, un ponton touristique. Néanmoins, il n'est plus pertinent au sens où le projet du secteur 1AUL est en cours de programmation et qu'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) permettra de redéfinir les éléments du projet selon les nouveaux enjeux et les ambitions actuelles de la municipalité.

INTÉGRATION DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES DE LA MONTAGNE SERPENT

L'intégration de la servitude d'utilité publique, liée au plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de la Montagne des Serpents, constitue l'un des motifs de la présente modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme. Cette mesure vise à renforcer la sécurité des habitants et des infrastructures face aux risques identifiés en s'assurant que toutes les dispositions nécessaires sont mises en œuvre pour limiter les conséquences d'éventuels accidents technologiques.

JUSTIFICATION DE LA PROCÉDURE DE MODIFICATION

Considérant que les modifications envisagées dans le cadre de cette évolution du PLU :

- Ne changent pas les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU de ROURA en vigueur ;
- N'ouvrent pas à l'urbanisation une zone 2AU ayant plus de 9 ans d'ancienneté et n'ayant pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives ;
- Ne réduit pas uniquement un Espace Boisé Classé (EBC), une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Ne réduit pas uniquement une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;
- Ne créée pas des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) de secteur d'aménagement valant création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

Il est donc proposé de procéder à une modification de droit commun n°2 du PLU de Roura. Cette procédure, par sa nature et ses objectifs, permet d'adapter le cadre réglementaire aux réalités et aux besoins actuels, tout en anticipant les défis à venir afin d'assurer un développement équilibré et sécurisé de la commune.

INTÉGRATION D'UN PORT DE PLAISANCE

La zone concernée par la procédure d'évolution, en lien avec le projet de transfert du port de plaisance de Dégrad-des-Cannes, est classée en 1AUl. Elle correspond à des secteurs à urbaniser présentant aujourd'hui un caractère naturel. La constructibilité de cette zone reste subordonnée à la mise en œuvre d'une opération d'aménagement d'ensemble approuvée par la commune et rendue opposable par sa mention dans les dispositions générales du règlement écrit. Ces espaces sont destinés à accueillir des équipements à vocation de loisirs et permettent le développement d'activités liées aux loisirs, au tourisme et au sport notamment pour l'aménagement d'un projet de Marina.

« L'opération d'aménagement d'ensemble peut être réalisée par la définition d'une OAP sur l'ensemble de la zone 1AUl. Cette création d'OAP nécessite une modification de droit commun du PLU (art. L153-36 du Code de l'Urbanisme)», DGTM aout 2024.

RECTIFICATION DES EMPLACEMENTS RÉSERVES N° 5 ET N° 31

La modification (ou la suppression) d'un emplacement réservé peut être réalisée dans le cadre d'une procédure de modification ou de révision du PLU. La prise en compte des emplacements réservés est définie par les articles R.151-43 et suivant du Code de l'Urbanisme.

INTÉGRATION DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES DE LA MONTAGNE SERPENT

La Montagne des serpents accueille un bâtiment dédié au dépôt de munitions de l'Armée. Ce bâtiment, au vu des risques qu'il induit, figure dans la liste des installations prévues à l'article L.515-36 du code de l'environnement. Cela nécessite la réalisation d'un plan de prévention des risques technologiques

prescrivant des contraintes et règles particulières en matière de construction, d'urbanisme et d'usage.

Le 9 janvier 2024 a ainsi été publié au recueil des actes administratifs, l'arrêté portant approbation du plan de prévention des risques technologiques autour du dépôt de munitions de la Montagne des serpents exploité par la direction du service interarmées des munitions sur le territoire de la commune de Roura (acte n° R03-2024-01-05-00005). Il s'agit donc d'intégrer la servitude d'utilité publique afférente à cet arrêté, qui délimite cartographiquement le périmètre d'application du PPRT, et d'ajouter les documents relatifs à cette SUP aux annexes du PLU.

LES ÉVOLUTIONS PROPOSÉES

La présente notice de présentation expose l'ensemble des modifications apportées au Plan Local d'Urbanisme (PLU), tout en précisant les documents concernés, qu'il s'agisse des documents écrits (règlement, orientations d'aménagement et de programmation), des documents graphiques ou des annexes. En conséquence, à l'issue de la procédure de modification de droit commun n°2, les pièces suivantes du PLU seront modifiées suivant les propositions présentées ci-dessous :

- Le rapport de présentation, incluant la notice explicative de la modification ;
- Le règlement graphique, c'est-à-dire les plans de zones du PLU couvrant :
- La modification des emplacements réservés ;
- Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) sectorielles, notamment l'ajout d'une OAP pour le secteur dit « Marina » afin de cadrer la qualité de l'opération d'aménagement d'ensemble nécessaire à la constructibilité de la zone.
- Les annexes, incluant les annexes informatives sur les risques.

MODIFICATION DU RAPPORT (PIÈCE 1)

Objectif de la modification	**Préciser les évolutions apportées au dossier de PLU par la présente notice**
Nature / objet de la modification	Ajout de la notice de présentation à la fin du rapport de présentation.

La présente notice est ajoutée au rapport de présentation afin de préciser les modifications apportées au dossier. Cette évolution vise à garantir une meilleure lisibilité des ajustements effectués. Ces éléments sont ajoutés à la fin du dossier, à la suite de la première modification de droit commun.

MODIFICATION DU RÈGLEMENT (PIÈCE 3)

Objectif de la modification	**Ajustement des prescriptions du règlement graphique:**
Nature / objet de la modification	Intégration du périmètre d'aménagement sur le secteur 1AUl ; Suppression des emplacements réserves n°5 et 31. Ajout de la prescription graphique des secteurs faisant l'objet d'une OAP sur le secteur 1AUl et ajustement de la table attributaire de la couche des prescriptions ; Suppression, dans les pièces du règlement écrit, la table attributaire, des périmètres d'emplacements réservés n°5 (prévu pour l'installation d'une crèche) et n°31 (prévu pour un ponton sur le pôle touristique).

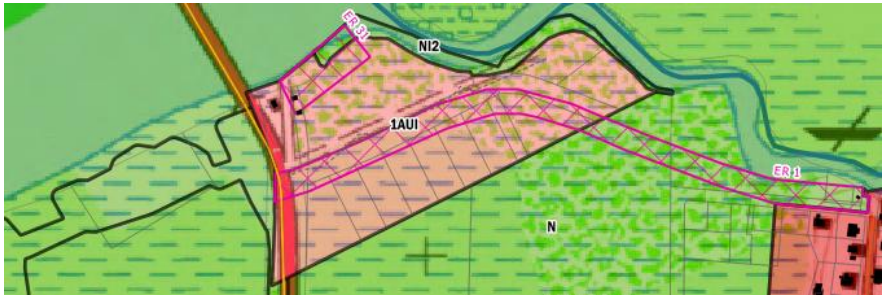
AJUSTEMENT DU RÈGLEMENT GRAPHIQUE

SECTEUR COMPORTANT DES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

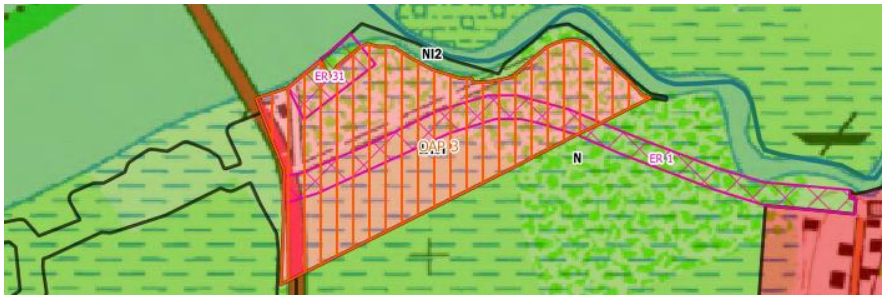
Un périmètre d'orientation d'aménagement est instauré sur la zone 1AUl du port de plaisance. Les prescriptions sont ainsi complétées par l'identification d'un secteur comportant des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), représentés par un aplat orange rayé.

AVANT

Extrait du plan de zonage approuvé le 19/02/2020



APRÈS



De plus, la table attributaire de la couche [97310_PRESCRIPTION_SURF_] a été ajusté en conséquence et dans le respect du standard Conseil national de l'information géolocalisée (CNIG) :

51	Orientation d'Aménagement et de Programmation n°3 - Secteur "Marina"	OAP 3	18	00	97310_orientations_amenagement_...	97310_PLU_20200219/Pieces_ecri...	NULL	NULL

SECTEUR COMPORTANT DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS (ER)

Les périmètres de prescriptions seront modifiés par la suppression de l'emplacement réservé n°31

AVANT

Extrait du plan de zonage approuvé le 19/02/2020



APRÈS



Les périmètres de prescriptions seront modifiés par la suppression de l'emplacement réservé n°5

AVANT

Extrait du plan de zonage approuvé le 19/02/2020



APRÈS



AJUSTEMENT DU RÈGLEMENT ÉCRIT

PRESCRIPTION SURFACIQUE RELATIVE AUX EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

Le fichier [97310_prescription_surf_05_00_20200219] a été mis à jour pour intégrer la suppression des emplacements réservés n° 5 et n°31.

AVANT

NUMERO DE L'EMPRISE	CARACTERISTIQUE DE L'EMPRISE	AFFECTATAIRE
1	Liaison RD6-Nord de Dacca	Commune
2	Voie de bouclage au nord du bourg de Roura (section est-ouest)	Commune
3	Voie débutant à l'extrémité est de la voie de bouclage nord et se terminant sur la voie menant à la lagune de Racamont	Commune
4	Voie de bouclage nord- du bourg de Roura (section nord-sud)	Commune
~~5~~	~~Équipement : crèche parcelle AB 339~~	~~Commune~~
6	Desserte du secteur de Howe (70 m de large)	Commune
7	Desserte du secteur de Racamont (70 m de large)	Commune
8	Débarcadère d'Eskol. Parcelles AL 45 et une partie de la AL 52	Commune
9a	Équipement : crèche et halte-garderie (2 500 m2) - Beauséjour	Commune
9b	Équipement : parc communal - Beauséjour (5 ha)	Commune
9c	Équipement : groupe scolaire (1ha) - Beauséjour	Commune
9d	Équipement sportif et socio culturel (1ha) - Beauséjour	Commune
10	Voie de desserte de Beauséjour (50 m de large)	Commune
11	Desserte Nord de Pointe-Maripa (20 m de large)	Commune
12	Desserte principale de Pointe-Maripa (50 m de large)	Commune
13	Desserte interne Pointe -Maripa (20 m de large)	Commune
14a	Équipement : groupe scolaire (1ha) - Pointe Maripa	Commune
14b	Équipement : crèche (2 500 m2)- Pointe Maripa	Commune
14c	Parc communal - Pointe Maripa (3,5 ha)	Commune
14d	Équipements communaux (stade et annexe mairie - 11,3 ha)	Commune
15a	Desserte principale du secteur de Marguerite (50 m de large)	Commune
15b	Desserte interne nord du secteur Marguerite (15 m de large)	Commune
15c	Desserte sud-est du secteur Marguerite (50 m)	Commune
15d	Desserte sud-ouest du secteur Marguerite (50 m)	Commune
16	Desserte interne nord du secteur Marguerite (15 m de large)	Commune
17	Desserte interne centre et sud-ouest du secteur Marguerite (15 m de large)	Commune
18	Desserte interne centre et sud-est du secteur de Marguerite (15 m de large)	Commune
19	Équipement : lycée professionnel (3 ha) - Marguerite	Région
20	Équipement sportif (1ha) - Marguerite	Commune
21	Équipement : collège (1ha) - Marguerite	Département
22	Ouvrage : pont sur la rivière ORAPU (sud du secteur de Marguerite)	Commune
23	Voirie sur la parcelle AN 23	Commune
24	Liaison Fourgassier-RD6 (100 m de large)	Commune
25	Liaison Edmond- route de l'Est (Fourmi)	Commune
26	Liaison route de Cacao - Château Fort	Commune
27	Accès à Saut Bief parcelles BO 69 et BO 75 (30 m de large)	Commune
28	Équipement touristique : Saut Bief	Commune
29	Équipement : Cimetière - Cacao	Commune
30	Équipement : ponton à Cacao	Commune
~~31~~	~~Équipement : ponton sur le pôle touristique~~	~~Commune~~

APRÈS

NUMERO DE L'EMPRISE	CARACTERISTIQUE DE L'EMPRISE	AFFECTATAIRE
1	Liaison RD6-Nord de Dacca	Commune
2	Voie de bouclage au nord du bourg de Roura (section est-ouest)	Commune
3	Voie débutant à l'extrémité est de la voie de bouclage nord et se terminant sur la voie menant à la lagune de Racamont	Commune
4	Voie de bouclage nord- du bourg de Roura (section nord-sud)	Commune
6	Desserte du secteur de Howe (70 m de large)	Commune
7	Desserte du secteur de Racamont (70 m de large)	Commune
8	Débarcadère d'Eskol. Parcelles AL 45 et une partie de la AL 52	Commune
9a	Équipement : crèche et halte-garderie (2 500 m2) - Beauséjour	Commune
9b	Équipement : parc communal - Beauséjour (5 ha)	Commune
9c	Équipement : groupe scolaire (1ha) - Beauséjour	Commune
9d	Équipement sportif et socio culturel (1ha) - Beauséjour	Commune
10	Voie de desserte de Beauséjour (50 m de large)	Commune
11	Desserte Nord de Pointe-Maripa (20 m de large)	Commune
12	Desserte principale de Pointe-Maripa (50 m de large)	Commune
13	Desserte interne Pointe -Maripa (20 m de large)	Commune
14a	Équipement : groupe scolaire (1ha) - Pointe Maripa	Commune
14b	Équipement : crèche (2 500 m2)- Pointe Maripa	Commune
14c	Parc communal - Pointe Maripa (3,5 ha)	Commune
14d	Équipements communaux (stade et annexe mairie - 11,3 ha)	Commune
15a	Desserte principale du secteur de Marguerite (50 m de large)	Commune
15b	Desserte interne nord du secteur Marguerite (15 m de large)	Commune
15c	Desserte sud-est du secteur Marguerite (50 m)	Commune
15d	Desserte sud-ouest du secteur Marguerite (50 m)	Commune
16	Desserte interne nord du secteur Marguerite (15 m de large)	Commune
17	Desserte interne centre et sud-ouest du secteur Marguerite (15 m de large)	Commune
18	Desserte interne centre et sud-est du secteur de Marguerite (15 m de large)	Commune
19	Équipement : lycée professionnel (3 ha) - Marguerite	Région
20	Équipement sportif (1ha) - Marguerite	Commune
21	Équipement : collège (1ha) - Marguerite	Département
22	Ouvrage : pont sur la rivière ORAPU (sud du secteur de Marguerite)	Commune
23	Voirie sur la parcelle AN 23	Commune
24	Liaison Fourgassier-RD6 (100 m de large)	Commune
25	Liaison Edmond- route de l'Est (Fourmi)	Commune
26	Liaison route de Cacao - Château Fort	Commune
27	Accès à Saut Bief parcelles BO 69 et BO 75 (30 m de large)	Commune
28	Équipement touristique : Saut Bief	Commune
29	Équipement : Cimetière - Cacao	Commune
30	Équipement : ponton à Cacao	Commune



AJUSTEMENT DES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (PIÈCE 5)

Objectif de la modification	**<u>Encadrer le développement qualitatif du secteur stratégique en entrée de bourg de Roura.</u>**
Nature / objet de la modification	Modification de la page de garde du dossier OAP ; Mise à jour du sommaire du dossier OAP ; Ajout d'une orientation d'aménagement et de programmation sur le secteur 1 AUL dit « Marina ».

AJUSTEMENT DES ANNEXES (PIÈCE 4)

Nature / objet de la modification	Mise à jour des annexes visant à intégrer le plan de prévention des risques technologiques de la Montagne des Serpents.
Objectif de la modification	Respecter les obligations règlementaires d'annexion des Servitudes d'Utilité Publique aux annexes du Plan Local d'Urbanisme.

Mise à jour des annexes afin d'intégrer le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de la Montagne des Serpents et de garantir le respect des obligations réglementaires relatives à l'annexion des Servitudes d'Utilité Publique (SUP) aux annexes du Plan Local d'Urbanisme

